



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



204

Soc. 24767 e. $\frac{112}{1}$



204

Soc. 24767 e. $\frac{112}{1}$



204

Soc. 24767 e. $\frac{112}{1}$



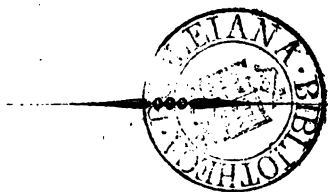


BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DES
ÉTABLISSEMENS CHARITABLES.

DE L'IMPRIMERIE DE GRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DES
ÉTABLISSEMENS CHARITABLES.

TOME PREMIER.



A PARIS,
CHEZ TREUTTEL ET WÜRTZ,
RUE DE LILLE, N° 17;
A STRASBOURG et à LONDRES, même Maison de Commerce.

1831.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENS CHARITABLES.

STATUTS.

ARTICLE PREMIER.

RECUEILLIR, comparer, publier les informations et instructions relatives aux divers Établissements de charité, et propres, soit à en perfectionner l'organisation et le régime, soit à en étendre les bienfaits, tel est le but que la Société se propose.

ARTICLE II.

A cet effet, elle établit les correspondances nécessaires, soit à l'intérieur, soit à l'étranger, pour obtenir des renseignemens sur les établissemens de ce genre.

Les Membres de la Société se répartissent entre eux les diverses branches de cette correspondance, suivant leurs relations respectives.

ARTICLE III.

La Société se partage, pour ses travaux ordinaires, en cinq Comités, qui s'occupent spécialement, savoir :

Le premier, des secours à domicile, des moyens

I.

I

de prévenir la mendicité, des maisons de refuge, des ateliers et colonies de charité, des asiles pour l'enfance, des écoles gratuites, des établissemens d'apprentissage;

Le second, du régime des hôpitaux pour les malades, des hospices pour les vieillards, les infirmes, les orphelins, les enfans trouvés, etc.;

Le troisième, des institutions ayant pour objet l'instruction et l'éducation des sourds-muets, l'instruction et l'éducation des aveugles de naissance, des aveugles par accident, le travail pour toutes les classes d'aveugles, le traitement des aliénés;

Le quatrième, des caisses d'épargne, des sociétés de prévoyance et d'assistance mutuelle, des moyens de prévenir les accidens et d'y porter remède;

Le cinquième, de la publication de tous les moyens propres à favoriser les idées religieuses et morales, et de l'application des sciences, des arts et de l'économie domestique, à l'amélioration du sort des indigens.

ARTICLE IV.

Un Comité central est chargé de réunir et de coordonner les documens fournis par les cinq comités spéciaux pour être publiés dans le Bulletin de la Société.

Il est composé du Bureau, et d'un membre de chacun des cinq Comités.

Aucune publication n'a lieu au nom de la Société, sans l'assentiment du Comité central.

ARTICLE V.

Les réunions de chaque Comité spécial et l'ordre

de ses travaux sont fixés par des réglemens particuliers.

Ces réunions ont pour objet de recevoir les communications des Membres de la Société, de prendre connaissance de ceux de leurs travaux qu'ils jugeraient à propos de leur présenter.

Chaque Comité charge l'un de ses Membres d'examiner les documens, ouvrages, renseignemens, reçus par la Société, et de lui en rendre compte.

Il fait le choix des questions et des faits qu'il croit devoir soumettre à la réunion générale, par l'organe d'un rapporteur qu'il désigne à cet effet.

ARTICLE VI.

Les réunions générales de la Société ont lieu au moins quatre fois par an.

Elles ont pour objet :

1°. De discuter les questions qui lui seraient soumises sur les avantages ou les inconvéniens des divers systèmes, régimes, procédés, relatifs aux établissemens charitables, et sur le mérite des améliorations proposées;

2°. De déterminer les objets des concours qui seraient ouverts par la Société, ou les encouragemens qu'elle croirait devoir décerner pour les améliorations utiles aux établissemens charitables;

3°. De régler, sur le rapport du Bureau, tout ce qui concerne le régime intérieur de la Société, ses relations de correspondance, et d'arrêter ses recettes et ses dépenses;

4°. De procéder à l'élection des Membres, au choix et au renouvellement du Bureau.

STATUTS.

ARTICLE VII.

Le Bureau est composé d'un président, de trois vice-présidents, d'un secrétaire, de deux vice-secrétaires et d'un trésorier. Il est renouvelé tous les ans.

ARTICLE VIII.

La Société est composée de soixante Membres.

La présentation d'un candidat, en cas de vacance, est faite par trois Membres; elle a lieu par écrit : elle rappelle les services ou les travaux du candidat en faveur des établissemens charitables.

La nomination ne peut avoir lieu qu'autant que le candidat aurait obtenu les trois quarts des suffrages.

ARTICLE IX.

Chaque Membre verse dans la caisse de la Société une somme annuelle de 50 francs pour subvenir aux dépenses communes.

ARTICLE X.

Un Bulletin est publié au nom de la Société; il en est distribué un exemplaire gratuitement à chacun de ses Membres.

ARTICLE XI.

Un rédacteur-archiviste est attaché à la Société, et remplit en même temps les fonctions d'agent comptable.

ARTICLE XII.

Il est statué par des réglemens intérieurs sur les détails des opérations de la Société et de ses Comités.

DISCOURS

PRONONCÉ

PAR M. LE DUC DE DOUDEAUVILLE,

DANS LA PREMIÈRE SÉANCE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ,
LE 29 MARS 1830.

MESSIEURS,

L'amour du bien est un lien aussi doux que puissant, qui peut unir les hommes de tous les états, de toutes les conditions, de tous les pays, et j'ajouterai de toutes les opinions; ce qui est beaucoup dans le temps où nous sommes.

Sous les noms de charité, de bienfaisance, de philanthropie, il n'a qu'un but, celui de secourir ses semblables, d'être utile à l'humanité. Malheureux ceux qui se laissent effrayer par des mots ou arrêter par des noms! heureux les efforts dont la religion peut diviniser les motifs, et perfectionner les effets, comme nous le voyons par les sacrifices admirables des sœurs de la Charité et de toutes les congrégations de ce genre, ainsi que par le dévouement héroïque des pères du Saint-Bernard!

Cet amour du bien, qui prend toutes les formes et se sert de tous les moyens, a engagé quelques personnes à établir une nouvelle Société. Quoiqu'elle doive s'occuper de tous les établissemens charitables, ce n'est plus une Société de charité destinée à procurer des se-

cours à ceux qui sont dans le besoin ; beaucoup d'autres Sociétés se dévouent à ce soin avec un zèle digne des plus grands éloges, mais elles sont déjà nombreuses ; les multiplier ne peut qu'entraver leur marche, qu'affaiblir leur action.

Celle-ci, étrangère à toute question politique, a pour objet, comme vous avez pu le voir par le Prospectus, de réunir les renseignemens concernant les établissemens, non seulement de toute la France, mais de tous les pays. Il en résultera pour chacun d'eux des moyens d'amélioration qui n'existent point, du moins pour ce royaume.

Il y en a en Angleterre, en Hollande, et les avantages qui en sont la suite ne sont plus douteux ; ce n'est donc pas un essai incertain à faire, ce sont des exemples sûrs et connus à imiter. Nous avons souvent le bonheur d'en donner aux autres peuples ; ayons la sagesse de profiter quelquefois de ceux qu'ils nous donnent.

Je n'entrerai pas dans de grands détails : vous en aurez, par votre estimable Secrétaire, principal auteur et moteur de ce nouveau projet, de bien plus intéressans.

Suivant son désir, sa place va être soumise à votre choix, par le scrutin. Il en est de même de celle de président : je n'ai consenti à l'accepter provisoirement que parce qu'on a bien voulu m'en presser dans les réunions qui se sont occupées de la formation de l'assemblée d'aujourd'hui, et parce que mes cheveux blancs me donnent le privilège d'être souvent le président d'âge. Il est nécessaire de prévenir d'avance que, dans la réélection qui va avoir lieu, il faut bien se garder de renommer celui qui occupe en ce moment le fauteuil. Je dois,

messieurs, vous le confier : il serait impossible de faire une plus mauvaise acquisition, tant parce qu'il est déjà de vingt sociétés qui lui prennent tout son temps, que parce qu'il est obligé, pour les affaires de son département et pour les siennes, de passer quatre ou cinq mois hors de la capitale. Je pourrais y ajouter beaucoup d'autres bonnes raisons qu'on trouvera sans moi.

Nous avons pensé que, dans le début du moins, il était bon de borner à soixante le nombre des Membres, afin qu'ils fussent plus maîtres de donner à cette Société naissante la direction qu'ils croiraient désirable.

Nous avons pensé aussi qu'il était convenable de proposer la composition des Comités ; car ce travail serait aussi long que difficile en assemblée. Les personnes qui préféreraient être d'un autre Comité que celui où elles sont classées, voudraient bien en prévenir le Bureau, qui travaillerait à les satisfaire.

Ces Comités se renouvelleront par cinquième tous les ans, au scrutin. Au scrutin aussi, vous voudrez bien nommer cinq membres qui manquent pour arriver au nombre de soixante.

Lorsque, dans quelques momens, mon rôle sera fini, je quitterai mon poste, presque avec la même promptitude que j'en ai quitté d'autres d'une nature différente, et avec le même désir de continuer à faire encore quelque bien, d'en faire surtout au milieu de collègues que les intentions les plus louables rassemblent, que les motifs les plus désintéressés animent, dont le zèle est une heureuse leçon, en attendant que leur entreprise soit un utile exemple, et avec qui tout est agréable, comme tout est facile.

RAPPORT

FAIT PAR M. LE BARON DE GÉRANDO,

DANS LA MÊME SÉANCE GÉNÉRALE DU 29 MARS 1836.

MESSIEURS,

La commission que vous aviez chargée, dans votre première réunion préliminaire, de préparer le travail relatif au plan de notre Société, s'est occupée sans relâche de l'exécution du travail que vous aviez bien voulu lui confier. Elle vient aujourd'hui vous en soumettre les résultats.

Elle a pensé qu'il fallait, avant tout, bien nous fixer sur le but de notre association, et déterminer avec toute la clarté et l'exactitude possibles, le caractère que nous entendons lui imprimer.

Il est un but commun dans lequel se réunissent tous ceux qui servent les intérêts de l'humanité souffrante, cette cause si belle, si touchante, si sacrée, comme il est un sentiment commun qui tous aussi les anime : soulager ou même prévenir ces misères si nombreuses, si variées, si étendues, souvent si cruelles, qui affligent nos frères, tel est leur besoin, tel est leur pensée unanime.

Mais il s'ouvre deux voies différentes, il s'offre deux modes distincts, pour exécuter cette grande œuvre. Ces deux voies tendent à la fois au but principal; ces deux modes sont utiles, nécessaires, quoique successifs et subordonnés l'un à l'autre.

Le premier mode est essentiellement pratique : c'est la charité en action. A la vue du malheur elle s'émeut, elle accourt; elle lui apporte les remèdes les plus prompts, les plus directs. Tantôt, sous les formes de la charité privée, elle s'exerce par des secours individuels; elle établit un commerce particulier et secret, de bienfaits et de reconnaissance, entre celui qui donne et celui qui reçoit. Tantôt, sous les formes de la bienfaisance publique, elle fonde, dote, dirige de vastes établissemens, elle ouvre des asiles à l'infortune, elle distribue des secours réguliers. Tantôt elle fait éclore ces associations religieuses, où la piété chrétienne, brillant de son éclat le plus pur, imite celui qui passa sur la terre en faisant le bien; elle inspire ces héros de la bonté, dont la mémoire est justement honorée de nos respects, les saint Jean de Dieu, les saint Camille de Lellis, les saint Vincent de Paul, les Legris-Duval, dont le dévouement infatigable a consacré de toutes parts des monumens qui consolent la souffrance. Tantôt elle rassemble ces réunions libres de souscripteurs qui, au sein du monde lui-même, appellent des personnes de tout sexe, de tout âge, de toute condition, à concourir, par la communauté des vues et des offrandes, pour mille bonnes œuvres, qui en deviennent plus fécondes et plus douces. Enfin, elle assigne à l'administration publique l'une de ses plus nobles missions, en lui attribuant l'honneur, en lui imposant le devoir de provoquer, d'encourager, de protéger toutes les institutions bienfaisantes; de créer, de soutenir celles d'entre elles qui, par leur nature, leur importance, leur étendue et leur rapport avec l'ordre général, ont besoin d'être dotées des deniers publics et dirigées par l'autorité civile. Quelque

variés que soient les objets dont s'empare cette charité active, partout elle se propose un but spécial, un résultat positif; elle se satisfait par les dons qu'elle offre en tribut, par les ressources qu'elle produit.

Il est ensuite un second mode qui appartient davantage à la réflexion, à la prévoyance. C'est encore la charité, mais la charité studieuse, si l'on peut dire ainsi, la charité qui médite, qui cherche à s'instruire sur l'efficacité des moyens employés pour assister le malheur. De même que la charité active s'enflammait à la vue de l'infortune, la charité studieuse s'éclaire à la vue des établissemens formés par la charité active. Sa mission survient donc plus tard. Elle n'est que l'auxiliaire de la charité agissante, mais elle est son utile auxiliaire; elle met en évidence les résultats obtenus, et par là elle multiplie les créations, elle les perfectionne. Elle n'est point oiseuse, sans doute; elle ne se borne point à des spéculations stériles; elle a aussi ses veilles, ses travaux, ses sacrifices. C'est celle qui conduit les Howard, les Allen, dans leur courageux pèlerinage; qui guide leurs laborieuses explorations; c'est elle qui suggère les recherches et qui dicte les écrits de ces philanthropes qui ont répandu la lumière sur les diverses branches des secours publics, tels que les Morton Eden, les Macfarland en Angleterre, les Wageman à Goettingue, le Rezewits en Danemark, les De Rochow en Saxe, les Winkelman à Stuttgart, les Busch et de Voght à Hambourg, les Rumford à Munich, nos abbés Baudeau, de Recalde, nos Chamousset, nos Tenon, nos Dupont de Nemours, nos La Rochefoucault-Liancourt, etc. Elle a formé aussi, en différens pays, des associations qui ont pour objet de recueillir et de pro-

pager ces précieuses instructions. Cette charité studieuse rend des services moins directs ; moins immédiats , sans doute ; son influence est plus éloignée , plus lente , plus générale ; mais elle n'en est pas moins réelle , moins nécessaire. Son influence devient surtout désirable dans les temps et dans les pays où le développement de la civilisation , de l'industrie et du luxe , donne plus d'étendue aux besoins des classes malheureuses , et demande une combinaison plus économique et mieux entendue , des divers genres de secours.

De ces deux modes de servir la cause de l'humanité , le second est celui que notre Société se propose. Plus nous avons examiné ce sujet , plus nous nous sommes convaincus qu'une association formée dans cette vue convient éminemment à notre époque , à notre pays. Nous avons reconnu aussi que nous devons nous limiter exclusivement à ce but déterminé , pour être mieux assurés d'y atteindre.

Ainsi notre Société se distingue essentiellement de toutes les autres Sociétés de bienfaisance qui sont instituées jusqu'ici parmi nous , soit dans la capitale , soit dans les provinces , en ce que chacune de celles-ci se propose un objet pratique , une dispensation active et directe de quelque genre de secours , tandis que la nôtre se bornera à recueillir , à comparer , à faire connaître le bien qui se fait dans tous les genres de secours , pour lui rendre une fécondité nouvelle.

Nous ne pourrions en effet ni aspirer à embrasser dans la pratique tous les exercices de la charité active sans nous proposer un but gigantesque et chimérique , ni nous renfermer dans une espèce particulière sans nous trouver précédés par quelques institutions déjà

existantes, et sans sortir de notre plan, en restreignant nos vues à une portion spéciale des secours publics. Il eût été difficile d'ailleurs d'allier aux soins détaillés, continus, positifs, d'une bienfaisance agissante, le genre de travaux que nous devons nous proposer, et qui manquent encore à la France.

Mais en nous bornant à être les témoins et les historiens, si l'on peut dire ainsi, des bienfaits répandus par d'autres, nous aurons la jouissance de contribuer cependant aussi sous trois rapports principaux à remplir les vœux des amis de l'humanité.

Et d'abord, n'est-ce pas déjà une chose utile par elle-même, que de former une sorte d'archives où soient déposés, conservés, tous les documens relatifs aux établissemens charitables? Ne serait-ce pas un tableau d'un grand intérêt que celui qu'offriraient les annales de la charité, en reproduisant fidèlement tous les prodiges qu'elle enfante, les consolations qu'elle a répandues sur la terre? Assez d'autres se chargent de retracer par la publicité contemporaine ou dans les annales historiques, les guerres, les fléaux, les crimes, les désastres de tout genre qui ont désolé les peuples. Ne faut-il pas restituer à l'histoire générale des institutions et des mœurs cette portion essentielle et trop ignorée des faits dans laquelle se montrent les salutaires influences de la vertu, et se réhabilite la dignité de la nature humaine? N'est-il pas juste d'honorer ainsi la mémoire des bienfaiteurs de l'humanité, d'acquitter envers eux la dette de la reconnaissance publique, en conservant le souvenir des services qu'ils ont rendus? Et, surtout, recueillir les nobles exemples, les produire au grand jour, n'est-ce pas leur préparer des imitateurs? Oui, les an-

nales de la charité, dans leur fidèle simplicité, seront toujours comme une sorte de prédication éloquente, la plus propre de toutes à exciter et à entretenir dans les âmes une émulation généreuse. En éveillant le zèle du bien, elles donnent aussi les meilleurs renseignemens sur la manière de faire le bien avec fruit; dans le succès des moyens employés, dans les perfectionnemens obtenus, elles tracent la route à suivre pour éviter les écarts, réaliser les espérances, et pour essayer de mieux faire encore.

En second lieu, les établissemens institués pour le soulagement des diverses misères humaines sont éparés et disséminés en des lieux divers; ils sont isolés aussi les uns des autres par le caractère spécial propre à chacun d'eux, comme dans les applications pratiques. Cette spécialité est même une condition du succès. Ils s'ignorent donc les uns les autres; ils ne correspondent, ils ne communiquent point entre eux; chacun reste renfermé dans sa localité, dans sa sphère d'action. Cependant, se dirigeant tous vers un même but principal, ils sont destinés à s'entr'aider; ils doivent éviter de se contrarier à leur insu. Toutes les branches des secours publics forment un système étroitement lié, qui a besoin d'être maintenu dans une étroite et constante harmonie. Une association telle que celle que nous fondons aujourd'hui offrira à tous les établissemens de charité pratique ce centre de corrélations mutuelles qui leur manque jusqu'à ce jour; elle leur offrira d'autant mieux ce foyer de correspondance, qu'elle-même n'aura pas d'autre objet que de recevoir pour transmettre. On compte, à Paris seulement, indépendamment des établissemens publics, près de quarante associations bien-

faisantes à peu près inconnues les unes des autres ; on ignore à Paris cette multitude d'institutions variées que possèdent les provinces, et, dans les grandes villes de province elles-mêmes, il est des institutions intéressantes dont l'existence et les résultats sont à peine soupçonnés quelquefois de leurs propres habitans ! Cependant que de fruits elles retireraient réciproquement des communications qui s'établiraient entre elles ! Combien l'expérience de chacune profiterait à toutes les autres ! Il y a plus : la France étant appelée, par un heureux concours de circonstances autant que par sa position géographique, à servir d'intermédiaire et de rendez-vous à toutes les nations civilisées, une association telle que celle que nous formons aujourd'hui, et placée dans la capitale de la France, se trouvera naturellement appelée à devenir aussi le centre d'un commerce général de tous les établissemens philanthropiques formés chez les différentes nations ; et déjà il nous est permis de le déclarer ici : nous en avons entendu exprimer le vœu à différentes reprises ; on nous demande d'offrir ce centre désiré ; les amis du bien de tous les pays, mus par la confraternité des intentions, se réjouiront de pouvoir préparer, par l'échange des observations et des vues, une sorte de confédération universelle.

En troisième lieu, les impulsions spontanées du zèle, les secours immédiats et de détail, ne suffisent plus, dans l'état présent de nos sociétés, pour apporter un remède efficace à l'ensemble des misères humaines ; souvent même ils pourraient aller directement contre leur but. L'expérience montre chaque jour que la compassion qui s'abandonne à ses premiers mouvemens, avec les

intentions les plus pures, peut aggraver et multiplier les maux qu'elle aspirait à soulager. A côté de cette charité qui assiste, doit se placer une prévoyance éclairée qui cherche à prévenir les misères dans leur source, et qui est sans doute l'un des exercices les plus éclairés et les plus fructueux de la charité elle-même. C'est ici le sujet d'une étude grave, profonde, difficile et assez neuve encore, il faut le dire. Les établissemens de secours publics sont susceptibles de recevoir des améliorations indéfinies; la bienfaisance a quelquefois ses illusions, ses préjugés même; il y a des vérités à explorer, des erreurs à dissiper, des doutes à éclairer. Des questions s'élèvent aujourd'hui, des controverses s'établissent au sujet de diverses institutions qu'on était accoutumé à considérer comme éminemment bienfaisantes : on s'inquiète du nombre croissant des pauvres; on discute l'efficacité des moyens employés pour prévenir ou réprimer la mendicité. Il reste beaucoup de recherches à faire sur les causes premières de l'indigence, sur les moyens de les combattre. Dans le nombre de ces causes il en est qui appartiennent à l'ordre moral, et ce ne sont pas les moins graves; elles invoquent un genre de remèdes qui appelle toute la sollicitude des gens de bien. Il importe de rassembler les lumières qui peuvent fixer les idées sur ces importantes questions et préparer les perfectionnemens. Ce n'est point dans les exercices d'une bienfaisance appliquée qu'on peut examiner suffisamment ces importantes questions. Il est nécessaire d'appeler à son secours les méditations des bons esprits, et même le concours des sciences positives. De même que les sciences médicales reçoivent une application aussi étendue que salutaire au soula-

gement des maux de l'indigence, de même aussi l'économie politique, l'économie domestique, les sciences et les arts qui se rattachent à l'une et à l'autre, sont nécessairement invoqués pour de nombreuses applications au système des secours publics. Il faut que quelques hommes se dévouent et s'unissent pour ce genre de recherches. Notre Société est instituée précisément pour préparer ces travaux et procurer ce concert. Elle favorisera cette alliance nécessaire entre la direction des institutions charitables et les divers ordres de connaissances scientifiques qui doivent lui prêter leurs flambeaux. Elle tendra à rendre à l'art respectable de la bienfaisance un service analogue à celui que l'application des sciences physiques et chimiques a rendu à l'industrie manufacturière. Loin de nous sans doute la pensée d'entreprendre la critique ou de nous constituer les censeurs des établissemens existans ! En examinant les moyens d'obtenir les améliorations possibles, nous nous éclairerons surtout par l'expérience du passé, et par les témoignages de ce qui existe ; et tel sera précisément l'un des principaux avantages de notre association, que, destinée surtout à rassembler des informations, elle ne sera point entraînée dans le vague des spéculations purement théoriques, mais qu'elle s'appuiera essentiellement sur les faits. Nous ne craignons pas de l'affirmer : les vraies améliorations au système des secours publics ne peuvent être préparées avec prudence, obtenues avec sécurité, qu'à l'aide des renseignemens positifs que notre Société a pour but de constater et de coordonner dans leur ensemble.

Ainsi, concourir à former les archives ou les annales de la charité, établir un centre de correspondance pour

les institutions philanthropiques, examiner et préparer les améliorations que peut recevoir le système des secours publics ; tels sont les trois principaux résultats que nous pouvons espérer d'obtenir.

Il en est d'autres sans doute encore que nous pourrions indiquer, et qui deviendraient le fruit plus ou moins direct des travaux de notre Société. A une époque où le goût de l'instruction est devenu aussi général, la publicité donnée aux créations de la bienfaisance peut exercer une heureuse influence sur les mœurs publiques ; elle contribuera à faire toujours mieux apprécier les fruits abondans que produisent au sein des sociétés humaines, et même dans l'ordre du bien-être physique de leurs membres, les émanations de la vraie religion et les exercices de la vertu ; elle développera le goût des choses utiles, elle disposera à y concourir, elle dirigera dans l'emploi des dons privés. A une époque où l'esprit d'association s'est porté, d'une manière si remarquable, vers les établissemens d'humanité, où chaque jour des souscriptions sont ouvertes ou provoquées, cette publicité aidera à apprécier le mérite des propositions, à faire un choix éclairé, à se prescrire la juste mesure dans la part que chacun peut prendre à ces fondations diverses. Des exemples récents ont montré qu'il suffit d'une circonstance qui éveille l'attention publique, d'un appel fait au nom de l'humanité, pour éveiller un général empressement dans toutes les classes de la société, pour dissiper une indifférence qui n'est souvent que l'ignorance ou la distraction ; on voit les gens du monde eux-mêmes s'émouvoir, le plaisir lui-même se transformer en bonne action et offrir son tribut à la charité. Hé bien ! cet

appel sera répété d'une manière continuelle et sous différentes formes par une publication qui apprendra en détail au public que l'infortune a aussi des gémissens continuels, qu'il y a des secours de tous les genres, de tous les instans à lui porter; et si, comme le pensent les hommes qui ont médité ce sujet, le plus haut degré de perfection dans le système des secours publics consiste à lui associer, autant qu'il est possible, le concours de la charité individuelle; si ce qu'il y a de plus désirable est de faire en sorte que les simples particuliers deviennent, sur tous les points, chacun autour d'eux, les auxiliaires ou les organes de l'administration, dans l'assistance donnée au malheur, c'est surtout par la publicité donnée au tableau des établissemens charitables que l'on pourra obtenir cette grande et générale coopération, qui fera du soulagement donné au malheur l'affaire commune de tous les gens de bien, et la jouissance de tous ceux qui ont le moyen de soulager.

Des vues semblables à celles qui nous rassemblent aujourd'hui ont présidé il y a plus de trente ans, en Angleterre, à la formation de la *Société pour améliorer le sort des pauvres*. Les travaux qu'elle a successivement publiés, et dont une partie a été traduite en français, ont embrassé presque toutes les branches des secours publics; elle a déposé dans ce recueil les observations de ses membres et les résultats de sa correspondance au-dehors; elle s'est occupée de tous les besoins des pauvres, de leur logement, de leur nourriture, de leurs vêtemens; elle s'est surtout occupée de leurs mœurs, de leur instruction religieuse, de leur éducation industrielle; elle a beaucoup contribué à déve-

lopper cette grande vérité, que la plus utile assistance est celle qui prévient la misère; elle a publié de nombreuses recherches sur les maisons de travail, les apprentissages; elle a puissamment concouru à multiplier en Angleterre les associations amicales et à en perfectionner le régime. Une association s'est formée aussi sur le même plan, dans le même esprit, en Irlande, dès 1799, et a rendu d'importans services. Excitées par ces exemples, d'autres associations locales se sont établies sur différens points de la Grande-Bretagne, et se sont aussi essentiellement proposé d'améliorer la condition du pauvre, en améliorant ses mœurs par l'instruction, le travail, les habitudes d'ordre et d'économie.

La *Société hollandaise du bien public* s'est acquis depuis plus d'un demi-siècle la reconnaissance de ses compatriotes et l'estime de l'Europe, par la sagesse, l'étendue et la persévérance de ses travaux. Elle a embrassé dans ses opérations et toute la surface de la Hollande et les principaux genres d'assistance qui peuvent être utiles aux classes inférieures. Ses opérations ont eu en général pour objet une application positive des vues philanthropiques les mieux entendues. Elle s'est attachée avec autant de zèle que de succès à multiplier les écoles gratuites, à faire composer et à répandre des livres populaires; elle a tenté, sur une assez grande échelle, ces colonies agricoles destinées à convertir les mendiens en une population laborieuse et utile.

C'est un beau spectacle que de voir chaque année les membres de la *Société helvétique d'utilité générale* se donner rendez-vous de tous les cantons de la Suisse, apporter et mettre en commun, dans des con-

férences suivies, le fruit de leurs méditations et de leurs recherches. Leurs travaux, publiés chaque année sur un plan concerté par la Société elle-même, ont pour objet essentiel l'éducation populaire, l'encouragement de l'industrie et l'amélioration du sort des pauvres. Elle rassemble à cet effet des documens scientifiques et statistiques; elle propose chaque année un certain nombre de sujets à la méditation de ses membres et des amis du bien (1). Elle publie un recueil annuel de ses travaux et de ceux qu'elle a provoqués. La noble sympathie du zèle de la bienfaisance se confond dans cette confédération avec les sentimens patriotiques, et les entretient en les épurant encore. Dans divers cantons de la Suisse, d'autres associations sont établies sur le même modèle, avec le même titre, d'après les mêmes inspirations, et unissent les applications pratiques locales aux vues du bien général.

En diverses contrées, en Allemagne, à Vienne, à Berlin, à Wurtzbourg, à Hanovre, etc., etc., des amis zélés de l'humanité publient des ouvrages périodiques sur les divers établissemens relatifs aux classes indigentes, et la statistique de ces établissemens s'enrichit chaque jour de nombreux recueils.

Quoique, jusqu'à ce jour, il n'ait encore existé en France aucune association semblable à celle qui nous réunit en ce moment, depuis long-temps on y sent le besoin d'une institution qui tende au même but,

(1) Voir les nouveaux statuts de cette Société, sous la date du 16 septembre 1828, dans le recueil des Rapports de l'année 1828. Zurich, 1829; en allemand.

celui de provoquer, de rassembler, de publier les informations relatives aux Établissements charitables.

En 1777, il s'était formé à Paris une *Société de bien public* « pour le soulagement des malheureux tant dans la capitale que dans les provinces. » Elle était munie de l'agrément du Roi; elle avait un grand nombre de souscripteurs. Elle s'occupait de l'établissement des travaux de charité pour les indigens valides, des caisses de prêt gratuit, de la distribution des secours ordinaires et extraordinaires; elle devait correspondre avec tous les bureaux de charité du royaume. On proposait à la même époque la formation dans la capitale d'une académie de bienfaisance; destinée à servir de centre pour toutes les informations relatives aux moyens de prévenir ou de réprimer la mendicité, et dont les archives deviendraient celles du bien public. (1)

Plusieurs académies ont tour à tour fait de ces questions le sujet de concours solennels, et ont fait éclore ainsi des productions intéressantes. Les académies de Lyon, Mâcon, Marseille, ont particulièrement signalé leur zèle en appelant les lumières de la science sur les questions philanthropiques. L'académie de Châlons-sur-Marne ouvrit, en 1777, sur les moyens de remédier en France à la mendicité, un concours pour lequel furent envoyés plus de cent mémoires, dont les extraits réunis et imprimés forment un tableau d'un grand intérêt. L'académie des sciences fut appelée, en 1788, par

(1) Voyez les *Mémoires sur les moyens de détruire la mendicité en France*, publiés à Châlons-sur-Marne en 1780, p. 316 et 321.

les généreuses sollicitudes de Louis XVI, à exécuter un travail fondamental sur le régime des hôpitaux; elle rassembla à cette occasion des documens très nombreux de toutes les parties de l'Europe; son rapport fut imprimé. On se rappelle quelle impression produisit sur le public ce tribut mémorable déposé par la science sur l'autel de l'humanité; quelle émulation il fit naître, et quels sacrifices aussi abondans qu'empressés il détermina, pour l'accomplissement des réformes reconnues nécessaires. Aujourd'hui, à son tour, l'Académie Française, digne exécutrice des fondations de M. de Montyon, réunissant dans une même pensée les deux intérêts qui occupaient les vœux du respectable philanthrope, voulant servir à la fois et la cause des bonnes mœurs et celle de l'humanité souffrante, a fait, depuis trois ans, de l'auguste sujet de la charité l'objet d'un concours solennel, auquel déjà nous sommes redevables d'écrits d'un mérite remarquable. Une Société aussi digne d'estime par le but pour lequel elle est instituée que par sa composition, en s'efforçant de ranimer et d'entretenir dans les âmes les sentimens épurés et sublimes qui découlent de la morale évangélique, s'est trouvée naturellement conduite à recueillir et à signaler ces inspirations chritables qui sont l'issue des inspirations les plus fécondes du christianisme; en revendiquant ces touchantes créations pour le principe religieux duquel elles émanent, la Société de la Morale chrétienne tend à les multiplier encore, en rendant une nouvelle énergie à la cause qui les enfante.

Indépendamment de la mission conférée à l'Académie des Sciences sous Louis XVI, et que nous venons de

rappeler, d'autres travaux analogues ont été aussi, à diverses époques, provoqués ou secondés en France par l'administration publique. C'est ainsi que le Comité de mendicité, créé dans le sein de l'Assemblée Constituante, consacra près de deux années de veilles à rassembler de toutes les parties de la France des renseignemens détaillés sur le nombre, la situation, les besoins des diverses classes d'indigens, et sur les moyens employés pour les assister. Dans les rapports nés de ces laborieuses recherches, et qui furent, en grande partie, l'ouvrage de notre vénérable La Rochefoucauld-Liancourt, les faits furent coordonnés entre eux, rapprochés des principes, éclairés par eux en les confirmant à leur tour. Il est déplorable, sans doute, de se rappeler que ce beau travail, fruit de tant de méditations et de recherches, resta pour lors stérile; qu'au lieu de tant d'améliorations proposées, bientôt on n'aperçut plus que des ruines. Mais plus tard, les vues renfermées dans ces rapports ont pu fructifier; elles sont et seront encore consultées avec avantage: il est dans la destinée des vérités utiles de survivre aux circonstances qui les ont fait naître. A l'époque où l'on commençait à s'occuper de la restauration de nos établissemens de bienfaisance, vers 1798, le ministère de l'intérieur fit composer et publier, par livraisons successives, un recueil de Mémoires sur les établissemens d'humanité, traduits en grande partie de l'allemand et de l'anglais. Cette publication, déjà assez volumineuse, resta interrompue par la mort prématurée du zélé Duquesnoy, qui l'avait entreprise. Vers la même époque aussi, le conseil d'administration des hospices civils de Paris, en même temps qu'il réalisait, dans tout le système des secours publics

de la capitale, ces améliorations progressives qui méritent l'admiration et la reconnaissance générale, livrait au public, par la voie de l'impression, ces comptes-rendus annuels, dont La Rochefoucauld-Liancourt fut encore en grande partie le rédacteur, véritables modèles des tableaux qui peuvent être offerts aux études des amis de l'humanité. Ces publications se sont répétées d'année en année. Dernièrement la même administration vient d'y joindre un recueil précieux d'instructions sur les secours à domicile. Plusieurs administrations des hospices, dans les principales villes de province, ont suivi un exemple aussi recommandable. L'administration publique elle-même, dans les travaux de statistique qu'elle a fait exécuter à une autre époque, a fait rassembler et publier des relevés sommaires propres à faire connaître les résultats des principaux établissemens charitables des départemens.

Mais ces travaux épars, ces documens incomplets, ne sont que les élémens d'un système qui, pour porter ses véritables fruits, a besoin d'être conçu dans son ensemble. Plus on étudie les questions relatives au régime des secours publics, plus on reconnaît que les diverses branches de ces secours ressortent des mêmes principes, ont besoin d'être liées entre elles; que leur succès, leur perfectionnement, dépendent surtout de leur harmonie. On reconnaît, par exemple, que ce qui touche au régime des hôpitaux demande à être considéré dans ses rapports avec les secours à domicile; que les institutions de prévoyance et d'épargne vont au-devant de celles qui ont pour objet une assistance directe, que les moyens de procurer le travail correspondent à ceux qui soulagent les infirmités; que les encouragemens

donnés aux bonnes mœurs, à l'éducation des classes inférieures de la société, sont souvent le plus efficace des secours; que les dons versés par la charité privée doivent se distribuer de concert avec la bienfaisance publique. De là la nécessité de ramener sous un même point de vue, de rassembler dans une étude commune, toute cette multitude d'informations variées qui embrassent, soit la condition des classes malheureuses, soit les remèdes qu'une bienfaisance éclairée peut offrir. De là l'utilité d'une association qui s'occupera de réunir et coordonner toutes les parties de ce grand ouvrage, utilité d'autant plus grande qu'elle aura elle-même embrassé ce sujet d'une manière plus complète et plus générale.

Déjà, Messieurs, un but analogue à celui que nous nous proposons, mais appliqué à un autre ordre d'établissements publics, a déterminé parmi nous la naissance d'une grande et belle association : la *Société royale des Prisons* recueille par l'organe de ses membres des informations sur la situation et le régime des établissements de répression disséminés sur la surface du royaume; elle en fait jaillir les vues d'amélioration que l'observation suggère. Les établissements destinés au soulagement de l'humanité demandaient à leur tour une institution semblable. Notre Société, quoique conçue dans le même esprit que la *Société royale des Prisons*, aura des rapports moins directs avec l'administration; nous ne prétendons point établir une correspondance officielle avec les établissements placés sous son autorité, ni nous immiscer dans leur direction. Nous espérons la bienveillance de l'administration publique; nous nous empresserons de seconder ses vues et d'y applau-

dir; mais nos travaux ne seront point liés à ses opérations. C'est surtout par l'influence de l'instruction, que nous chercherons à servir les institutions bienfaisantes. Nous le répétons, Messieurs, nous ne prétendons point offrir aux établissemens charitables des directions ou des préceptes; nous sollicitons bien plutôt la faveur de nous instruire nous-mêmes par l'étude de leurs résultats, et la jouissance de faire entrer les fruits qu'ils produisent dans le patrimoine de l'expérience commune. Nous nous offrons, non comme des guides, mais comme des intermédiaires; nous sollicitons l'honneur de les servir, en favorisant leurs échanges.

Chacun de nous l'a senti, Messieurs, ce besoin qui invoque aujourd'hui une association centrale pour former le lien commun de nos associations charitables, lesquelles, en effet, appartiennent à la même famille. Nos pensées se sont rencontrées pour donner à la France une institution qui puisse lui révéler toutes les richesses qu'elle doit à une charité éclairée, tous les services qu'elle peut en espérer encore. Nous en avons la confiance, cette révélation sera honorable pour le caractère français, et pleine d'espérance pour notre avenir. On ne sait pas assez, Messieurs, tout ce qui se déploie, sur toute la surface du royaume, de sentimens généreux pour assister le malheur, toutes les ressources que crée chaque jour une bienfaisance ingénieuse et délicate. La plupart de nos villes de province, sous ce rapport, n'ont rien à envier à la capitale, et quelquefois elles lui offrent d'honorables exemples. Le tableau du mouvement unanime qu'a inspiré, d'une extrémité de la France à l'autre, en faveur des classes indigentes, la rigueur de l'hiver qui vient de s'écouler, offrirait à

lui seul autant d'instruction que d'intérêt. De toutes parts, en ce moment, une noble et touchante émulation tend à produire et à multiplier les établissemens utiles. S'il est digne de remarque que ces efforts sont tentés par le concours des associations libres, il n'est pas moins remarquable que, par une sage direction, ils ont généralement pour objet les moyens de prévenir la misère dans ses sources. C'est ainsi que des Sociétés de souscripteurs commencent à multiplier les caisses d'épargne, les dispensaires; c'est par un semblable concours que viennent de s'ouvrir dans la capitale ces aimables asiles pour la première enfance, dont le seul aspect dit plus que tous les éloges. C'est ainsi que Bordeaux, Paris, Lyon et Nantes, érigent à la fois des maisons de refuge, où la mendicité, prévue avant sa naissance, vient s'arrêter d'elle-même à la séparation opérée entre la fainéantise, qui tend un piège à la pitié publique, et l'infortune réelle, qui demande ou du travail dans une inaction involontaire, ou de l'aide dans son impuissance. Tous ces efforts, Messieurs, si dignes d'estime, le meilleur moyen d'en accroître l'étendue, d'en assurer le succès, répétons-le encore une fois, c'est de répandre la lumière sur le théâtre où ils se déploient. Les secorder, en leur rendant un juste tribut de reconnaissance; nous y associer, en cherchant à en propager l'influence, tel sera à la fois et le but et la récompense de nos travaux.

Excusez, Messieurs, si nous nous sommes laissé entraîner quelque temps pour essayer d'en bien caractériser l'utilité; mais nous avons pensé qu'après avoir bien marqué et défini la mission que notre Société se propose de remplir, tous les détails de l'organisation

projetée, tous les articles du projet de statuts s'expliqueraient par eux-mêmes.

Il nous reste à vous faire connaître rapidement les modifications que la Commission formée par vous a cru devoir introduire, soit dans la dénomination de la Société, soit dans les statuts qui avaient été soumis à votre première assemblée..... (1)

(1) Voir les STATUTS, page 1.

AVERTISSEMENT.

LA Société des Établissements charitables s'est prescrit, par l'article x de ses statuts, de publier un Bulletin.

Son but, dans cette publication, est de satisfaire, autant qu'il est en elle, les besoins et les vœux des amis du bien, de propager les exemples, les vues utiles à l'amélioration des établissements d'humanité, d'entretenir le sentiment de la charité, en rappelant ses devoirs, en faisant connaître les fruits qu'elle produit, et en révélant les jouissances qui s'attachent à son exercice.

Elle déposera, dans ce Bulletin, le recueil des informations qu'elle aura rassemblées; elle y indiquera les objets qui lui semblent mériter d'occuper les recherches et les méditations des philanthropes; elle en fera une sorte de moyen de correspondance avec tous ceux qui, dans les divers pays, se dévouent à la sainte cause de l'humanité.

Si la charité privée aime à s'envelopper des voiles du secret, si ce secret doit être respecté lorsqu'il ne dérobe qu'une bonne action individuelle, la publicité est au contraire éminemment utile à toutes les institutions charitables qui ont un caractère général et permanent. Elle seule permet d'établir des comparaisons fécondes; elle excite l'émulation; elle fait juger et apprécier le mérite des efforts tentés, des résultats obtenus; elle rectifie les fausses idées; elle découvre mille heureuses inventions qui seraient restées inconnues; elle prépare les discussions fructueuses; elle excite le zèle des améliorations; elle fonde ces grandes institutions de l'expérience, qui, seules, peuvent guider avec sécurité dans l'art difficile de prévenir et de soulager les misères humaines.

Les associations de bienfaisance ne sauraient donc, en général,

s'imposer trop sévèrement le devoir de rendre des comptes publics et périodiques de leurs opérations. La Société des Établissements charitables se conformera à ce devoir en consignait dans son Bulletin le compte-rendu de ses travaux. Elle s'imposera ainsi la nécessité de remplir fidèlement sa mission ; elle sollicitera les observations et les conseils.

Elle joindra à ce compte-rendu un extrait de sa correspondance.

Elle donnera successivement dans son Bulletin des notices sur les Établissements d'humanité qui existent en divers lieux, en s'attachant à en caractériser les conditions essentielles et les résultats.

Elle proposera des séries de questions sur les matières ou sur les systèmes à l'égard desquels il peut être utile de faire étudier les faits, ou de provoquer l'examen.

Elle indiquera les nouvelles créations qui seraient nées, et les projets d'améliorations qui seraient conçus.

Elle publiera des notices biographiques sur les bienfaiteurs de l'humanité.

Elle annoncera les ouvrages qui auraient vu le jour, sur tous les sujets qu'embrassent ses travaux ; elle en donnera soit une analyse, soit un extrait raisonné.

Elle invoque donc le concours de ses correspondans pour l'assister dans cette carrière ; elle recevra avec reconnaissance les renseignemens de quelque part qu'ils lui viennent, et s'efforcera de répondre aux questions qui lui seront proposées.

Elle espère fournir ainsi quelques élémens à la belle histoire de la charité.

N. B. Il paraîtra douze Bulletins semblables à celui-ci, de 100 à 120 pages chacun, par année, formant environ deux volumes de 6 à 700 pages.

ESQUISSE

SUR

LES SECOURS PUBLICS

CHEZ LES PEUPLES ANCIENS.

PREMIER ARTICLE.

Le but de la Société, qui signale aujourd'hui son existence par la publication de ses premiers travaux, est de former, en quelque sorte, « les Annales de la charité, en reproduisant fidèlement tous les prodiges qu'elle enfante, toutes les consolations qu'elle a répandues sur la terre. » (1)

Une esquisse rapide des secours publics chez les peuples anciens paraît tout naturellement devoir former le premier trait de ce vaste tableau des soulagemens apportés, dans tous les temps, aux misères humaines. L'état de la civilisation aux époques dont il s'agit, la différence des lois et des mœurs, ont dû nécessairement donner naissance à des institutions et à des usages entièrement différens des nôtres ; il ne faut donc pas espérer trouver dans les annales de l'antiquité des systèmes de secours publics qui soient d'une appli-

(1) Rapport de M. le baron de Gérando, dans la séance du 29 mars 1830, page 12.

cation possible dans nos Sociétés modernes. Les établissemens des anciens n'avaient et ne pouvaient avoir que très peu d'analogie avec ceux qui existent de nos jours; ils ne nous présentent donc pas le genre d'intérêt le plus puissant et le plus désirable, celui qui s'attache aux institutions qui offrent des modèles à suivre et des résultats à étudier. Mais si, sous ce rapport, les leçons et l'expérience du passé ne peuvent être profitables au présent, il peut, du moins, n'être pas sans quelque avantage d'indiquer quels ont été, dans tous les temps, les droits du pauvre et les secours consacrés au soulagement de l'infortune. Rappeler ce qui existait pour le comparer à ce qui existe, et étudier, sous le rapport qui nous occupe, les modifications que les Sociétés ont subies, c'est offrir les moyens de mesurer la distance qui nous sépare des peuples anciens, de suivre les progrès successifs de la civilisation, et de déterminer de combien elle a grandi depuis ces temps jusqu'à nos jours; car l'histoire de la civilisation est étroitement liée à celle de la charité.

Chez la plupart des nations de l'antiquité, chez celles, du moins, dont l'histoire authentique est venue jusqu'à nous, il existait, contrairement à ce qui a lieu parmi les peuples modernes, un grand nombre de lois et d'usages propres à prévenir l'indigence : c'est ce qui explique pourquoi il y avait si peu d'institutions destinées à la soulager.

Parmi les causes qui ont rendu moins nécessaires les institutions de charité chez les anciens, nous indiquerons ici celles qui existaient, soit ensemble, soit séparément, chez les seuls peuples dont nous nous proposons de nous occuper : les Hébreux, les Grecs et les

Romains. Elles peuvent se réduire aux suivantes : l'agriculture, le partage des terres, l'esclavage, l'hospitalité, la communauté des biens et celle des repas, le patronage, les lois répressives de l'oisiveté et de la mendicité. Nous en ferons connaître les résultats, et nous dirons en même temps, pour chacun de ces peuples, les moyens employés pour soulager la pauvreté, que les lois, les institutions et les usages n'avaient pu venir à bout de prévenir.

DE L'INDIGENCE CHEZ LES HÉBREUX, ET DES MOYENS MIS EN USAGE
POUR LA PRÉVENIR ET POUR LA SECOURIR.

L'Écriture Sainte nous apprend que l'agriculture était l'unique occupation des anciens patriarches. Noé cultiva la terre au sortir de l'arche; Abraham et ses descendans passèrent leur vie dans les travaux du labourage et dans le soin de leurs troupeaux; Saül, David, Élisée, ont gardé les brebis et conduit la charrue. Il n'existait point de pauvres alors, car l'agriculture éloigne l'indigence; et la terre, qui n'est point ingrate, nourrit toujours ceux qui la cultivent. Il en fut constamment ainsi chez les peuples anciens qui s'y adonnèrent, et les Sociétés modernes en offrent encore la preuve.

Les Hébreux trouvèrent donc long-temps dans les produits de leurs terres et de leurs troupeaux de quoi subvenir au seul besoin réel que l'homme éprouve dans l'enfance des sociétés, celui de pourvoir à sa subsistance. Les livres saints n'offrent de traces d'une pauvreté véritable, c'est-à-dire incapable de se suffire à elle-même, qu'à l'époque de Moïse, après les malheurs, les désastres et les persécutions sans nombre dont le peuple hébreu

fut accablé. Ce législateur était trop humain et trop éclairé pour ne pas s'occuper à la fois des moyens de secourir l'indigence et de prendre les mesures nécessaires pour la prévenir. C'est principalement ce dernier objet qui dicta les dispositions les plus importantes et les plus sages de sa prévoyante législation.

Aussitôt qu'il eut délivré ses frères de la servitude d'Égypte, il les conduisit sur les limites du pays de Chanaan, et ordonna à Josué de faire entre eux une répartition exacte des terres de ce pays. « Si lorsqu'un législateur fait un pareil partage, dit Montesquieu, il ne donne pas des lois pour le maintenir, il ne fait qu'une constitution passagère; l'inégalité rentrera par le côté que les lois n'auraient pas su défendre. »

Or, voici ce que fit Moïse pour consolider l'ordre de choses qu'il avait établi : d'abord il voulut que les terres fussent partagées également par tribus et par familles. Et pour que les héritages demeurassent toujours dans les familles, et ne se confondissent point en passant d'une tribu à une autre, il ordonna que tous les Hébreux prendraient des femmes de leur tribu et de leur famille, et que toutes les femmes prendraient des maris de leur tribu (1). Malgré ces précautions, il pouvait arriver qu'un Israélite se trouvât dans la nécessité d'aliéner sa propriété; Moïse ne lui en interdit pas la faculté, mais il n'autorisa que les aliénations temporaires : « La terre ne se vendra point à perpétuité, leur dit-il, parce qu'elle est à Dieu, et que vous y êtes comme des étrangers à qui il la loue. C'est pourquoi tout le fonds que vous posséderez se vendra

(1) Nombres, chap. 33 et 36.

« toujours sous condition de rachat. » Lors donc qu'un Israélite avait aliéné le fonds qu'il possédait, son plus proche parent avait le droit de le racheter. S'il voulait le racheter lui-même, il en était toujours le maître, en en remboursant le prix, moins la valeur des fruits récoltés chaque année depuis l'époque de la vente, laquelle valeur comptait en déduction. Que si le vendeur se trouvait dans l'impossibilité de faire ce remboursement, l'acquéreur restait en possession jusqu'à l'année jubilaire (1); mais, cette année-là, toute propriété aliénée retournait de droit à l'ancien propriétaire. (2)

Toutes ces dispositions étaient, comme on le voit, parfaitement liées, et tendaient à la fois au même but, celui de prévenir l'indigence en maintenant les propriétés dans les familles.

L'esclavage, avons-nous dit, devait aussi avoir pour effet de rendre moins nécessaires les institutions en faveur des pauvres, parce qu'il offrait à tous ceux qui se trouvaient réduits à cette malheureuse condition, soit par le sort des armes, soit par le sacrifice volontaire de leur liberté, un refuge assuré contre les horreurs du besoin.

Il y avait des esclaves chez les Hébreux dès le temps des patriarches. Abraham en eut trois cent dix-huit hommes parmi ceux qui étaient nés chez lui. Moïse autorisa l'esclavage volontaire; il permit aux Israélites de se vendre lorsque la pauvreté les y contraignait, et d'aliéner aussi la liberté de leurs enfans dans le cas d'une extrême nécessité. Mais fidèle à son principe, de

(1) L'année du Jubilé revenait tous les cinquante ans.

(2) Lévitique, chap. 35.

maintenir autant qu'il était en lui l'égalité des fortunes et celle des conditions, il décida : 1°. que les esclaves hébreux pourraient toujours recouvrer leur liberté en remboursant à leurs maîtres la somme pour laquelle ils s'étaient vendus ; 2°. que s'ils étaient hors d'état de se racheter eux-mêmes, leurs parens pourraient exercer le même droit aux mêmes conditions ; 3°. enfin, que l'année sabbatique, qui revenait tous les sept ans, les rendrait tous libres, sans rançon, à moins cependant qu'ils ne préférassent rester dans la condition où ils s'étaient placés. S'ils reprenaient leur liberté, leurs maîtres étaient tenus de les récompenser d'une manière proportionnée à leurs services. S'ils restaient dans l'esclavage, ils n'en pouvaient plus sortir qu'à l'époque de l'année jubilaire, qui rendait de droit la liberté à tous ceux qui l'avaient perdue.

Il est inutile d'observer que les maîtres étaient tenus de pourvoir à la subsistance et aux besoins de leurs esclaves : cette obligation a été de tous les temps et de tous les pays, et on doit être d'autant plus assuré qu'elle était exactement remplie, que l'intérêt des maîtres eux-mêmes s'y trouvait attaché.

Ainsi, l'esclavage volontaire, s'il n'était pas un moyen de prévenir la misère, était du moins une ressource, un remède contre la misère, un refuge certain contre l'absolu dénûment. C'était un contrat analogue à celui qui a lieu de nos jours entre le maître et le serviteur, avec cette notable différence pourtant, que l'aliénation de la liberté était entière, et que l'esclave devenait la chose, la propriété de celui auquel il s'était vendu.

Il existait chez les anciens une institution, sublime

dans son principe, générale dans son action, admirable dans ses effets : nous voulons parler de l'hospitalité. Cette vertu, qui avait sa source dans les sentimens les plus généreux du cœur humain, était surtout en honneur parmi les Israélites. L'Écriture Sainte et les pères de l'Église en offrent une infinité d'exemples. La Genèse nous représente Abraham constamment occupé à rechercher des hôtes, et il ne s'en rapportait de ce soin qu'à lui seul (1). Souvent il se plaçait en observation sur le seuil de sa porte, et du plus loin qu'il apercevait un étranger, il se précipitait au-devant de lui, le suppliait de ne pas passer outre (2), lui offrait le gîte et la table, faisait préparer ce qui lui était nécessaire, et voulait le servir lui-même (3). C'est avec cet empressement qu'il accueillit le Seigneur dans la personne d'un des trois anges qui se présentèrent à lui sous une forme humaine (4). Un savant rabbin affirme que la maison d'Abraham avait quatre portes, tournées vers les quatre points cardinaux, pour indiquer qu'il recevait des hôtes de toutes les parties de l'univers. Ce n'était pas assez pour lui de pourvoir à tous leurs besoins, il s'occupait encore de ce qui pouvait leur être agréable. C'est dans ce but qu'il fit planter à Bersabée (5) des arbres qui leur offraient à la fois un ombrage salutaire et des fruits rafraîchissans. En un mot, l'hospitalité de ce patriarche fut telle, qu'elle passa en proverbe, et que, dans la suite, pour indiquer que l'on

(1) Saint Chrysostôme, Homélie 41, sur la Genèse. — (2) Saint Ambroise, Offic., liv. 2, chap. 21. — (3) Genèse, chap. 18, v. 8, et saint Chrysostôme, *loc. cit.* — (4) *Ibid.* — (5) *Ibid.*, chap. 21, v. 33.

faisait des préparatifs extraordinaires pour recevoir splendidement ses hôtes, on disait *Abrahæ tabernaculum figere*. Loth, son neveu, professa la même vertu, et mérita par-là d'échapper au feu du ciel. Il la poussa si loin que, pour soustraire ses hôtes à la fureur d'une populace ameutée, il se résigna spontanément au sacrifice qui devait le plus coûter au cœur d'un père (1). Les écrivains sacrés ont également célébré l'hospitalité de Gédéon et celle de Laban (2). Job l'exerçait aussi au temps de ses prospérités (3). Origène le loue de n'avoir jamais fait attendre un hôte à sa porte; d'avoir accueilli tous ceux qui se présentaient ou qui avaient recours à lui, et surtout les infirmes; de n'avoir jamais laissé partir ceux qui étaient pauvres sans leur accorder quelques secours, et de leur avoir *fourni des vêtements* faits avec les toisons de ses troupeaux. Tobie est cité dans l'Écriture pour ses vertus hospitalières et charitables (4). Salomon recevait les voyageurs et les étrangers avec les soins les plus recherchés et la plus grande magnificence. Leurs serviteurs, leurs chevaux et tout ce qui composait leur suite, étaient aussi logés et nourris à ses frais, et cela, non dans un seul endroit, mais partout où ils se présentaient (5). L'Écriture cite encore des traits d'hospitalité de plusieurs femmes israélites, tels que ceux de Rébecca, fille de Bathuel, envers Éliézer, serviteur d'Abraham; de la fille de Rahab, envers Horam et Issachar; de la veuve de Sarepta, envers Élie, etc., etc. Moïse recommanda spé-

(1) Genèse, chap. 19, v. 8. — (2) *Ibid.*, ch. 24, v. 31. — (3) Job, ch. 31, v. 32. — (4) Tobie, ch. 2, v. 1. — (5) J. P. Tomasius, *De Tesseris hospitalitatis*, p. 159.

cialement à son peuple la pratique de cette vertu : « Si
 « un étranger, lui dit-il, habite dans votre pays, et
 « demeure au milieu de vous, ne lui faites aucune vio-
 « lence, mais qu'il soit parmi vous comme s'il était né
 « dans votre pays, et aimez-le comme vous-même » (1).
 On lit aussi dans Isaïe : « Faites part de votre pain à
 « celui qui a faim, et faites entrer dans votre maison
 « les pauvres et ceux qui ne savent où se retirer.
 « Lorsque vous verrez un homme nu, revêtez-le » (2).
 On voit par le livre des Juges, que l'oubli de l'hospita-
 lité envers le lévite d'Éphraïm faillit causer la destruc-
 tion de la tribu de Benjamin (3); et dans le livre des
 Rois, que Nabal périt victime d'un pareil oubli de ses
 devoirs. (4)

Telle fut chez les Hébreux la pratique de l'hospitalité.
 Exercée comme on vient de le dire, cette vertu n'était
 autre que la charité, entendue de la manière la plus
 large et la plus généreuse, puisqu'elle fournissait l'abri,
 la nourriture, des vêtemens quand ils étaient néces-
 saires; qu'elle poussait même quelquefois la recherche
 jusqu'à pourvoir à ce qui était de pur agrément; et
 qu'elle embrassait, dans sa touchante sollicitude, les
 pauvres, les voyageurs, les étrangers et les inconnus.

Il est naturel de conclure des détails qui précèdent,
 que cet usage, et ceux dont nous avons parlé plus haut,
 devaient avoir généralement pour effet de prévenir
 l'extrême misère, et de rendre par conséquent moins
 nécessaires les établissemens en faveur des pauvres.
 Car, ainsi qu'on l'a justement observé, si les Israélites

(1) Exode, ch. 22. — (2) Isaïe, ch. 58., v. 7. — (3) Juges,
 ch. 19 et 20. — (4) Rois, ch. 15, v. 38.

en eussent senti le besoin, « rien ne les eût empêchés
« d'en avoir dans le temps où ils eurent, quoique en
« petit nombre, d'autres objets d'utilité publique,
« comme des ponts, des aqueducs, des places, des bâ-
« timens somptueux, des grands chemins, etc., à la
« construction desquels on consacra souvent le produit
« de la capitation. » (1)

Mais quels qu'aient pu être l'utilité et les résultats bienfaisans de ces divers usages, ils étaient néanmoins insuffisans pour prévenir complètement l'indigence. De là l'obligation pour le législateur d'établir les droits des pauvres à la pitié publique, et de prescrire les devoirs à remplir envers eux. « Il y aura toujours des
« pauvres parmi vous, dit Moïse à son peuple; c'est
« pourquoi je vous ordonne d'ouvrir votre main aux
« besoins de votre frère qui est dans la misère, et qui
« demeure dans votre pays » (2). Il interdit aux propriétaires de recueillir avec trop de soin les fruits de leurs champs, de leurs vignes et de leurs vergers. Ce qui restait de chaque récolte, ce qui avait été oublié ou laissé à dessein par le moissonneur ou par le vendangeur, était la part des indigens. « Quand vous scierez
« les grains de votre terre, vous ne les couperez pas
« jusqu'au pied, et vous ne ramasserez pas les épis qui
« seront restés, et vous les laisserez pour les pauvres et
« pour les étrangers (3). Quand vous aurez cueilli les oli-
« viers, quand vous aurez vendangé votre vigne, vous
« ne reviendrez point reprendre les fruits qui y seront

(1) Percy et Willaume, *Mémoire couronné par l'Académie de Châlons*, page 11. — (2) Deutéron., ch. 15, v. 11. — (3) Lévit., ch. 23, v. 19.

« restés ; mais ils seront pour l'étranger, pour l'orphelin
« et pour la veuve » (1). La touchante histoire de Ruth
et de Booz montre jusqu'à quel point ces préceptes
étaient observés. La dîme de chaque troisième année
appartenait aussi aux indigens ; de plus, les travaux
de l'agriculture devaient être suspendus tous les sept
ans ; et ce que la terre produisait d'elle-même leur
était également dévolu. (2)

Outre ces divers soulagemens, Moïse prescrivit les
prêts sans intérêt en faveur de ceux qui seraient dans
le besoin. Voici ses préceptes à cet égard : « Si un de
« vos frères tombe dans l'indigence, vous n'endurcirez
« pas votre cœur, et vous ne resserrerez pas votre main,
« mais vous l'ouvrirez au pauvre, et vous lui prêterez
« ce qui lui sera nécessaire » (3). Les infirmes avaient
été aussi l'objet de sa sollicitude : « Si votre frère est
« devenu fort pauvre, dit-il, et qu'il ne puisse plus
« travailler des mains, ne prenez point d'intérêts de lui,
« et ne tirez point de lui plus que vous ne lui avez
« donné. Vous ne lui donnerez pas votre argent à usure,
« et vous n'exigerez point de lui plus de grain que vous
« ne lui en avez prêté. (4)

Enfin, l'année jubilaire entraînait de droit l'abolition
de toutes les dettes. Moïse voulut aussi qu'elles fussent
toutes remises à l'époque de l'année sabbatique (5). Mais
prévoyant que l'approche de ces années pourrait rendre
les prêts plus difficiles, et que les ressources des indi-

(1) Deutéron., ch. 24, v. 19. — (2) Exode, ch. 23, v. 11. —

(3) Deutéron., ch. 15, v. 10. — (4) Lévit., ch. 25, v. 35, 36
et 37. — (5) Deutéron., ch. 15, v. 1.

gens s'en trouveraient diminuées, il crut devoir faire à cet égard une recommandation précise et spéciale.

« Prenez garde, dit-il, de vous laisser surprendre à cette pensée impie, et de dire dans votre cœur : la septième année, qui est celle de la remise, est proche, et de détourner ainsi les yeux de votre frère qui est pauvre, sans vouloir lui prêter ce qu'il vous demande. Vous lui donnerez ce qu'il désire, et vous n'userez d'aucune finesse quand il s'agira de le soulager dans sa nécessité. » (1)

Mais ces secours, quoique nombreux, pouvaient encore se trouver insuffisants. Moïse compléta son système en faisant un précepte de l'aumône et de la charité envers le prochain ; et il est satisfaisant d'ajouter que, de toutes les lois qu'il donna à son peuple, aucune, peut-être, ne fut aussi religieusement observée.

On peut donc résumer ainsi les divers genres d'assistance que les Israélites accordaient aux pauvres :

1°. L'hospitalité, que nous avons indiquée comme un moyen de prévenir la misère, et qui, comme nous l'avons prouvé, était aussi un moyen de la soulager ;
2°. les secours en nature, qui leur étaient assurés par la portion qui leur était dévolue dans le produit des moissons et des diverses récoltes, par la dîme de chaque troisième année ; et par l'abandon total des fruits de chaque septième année ; 3°. les secours soit en nature, soit en argent, résultant des prêts sans intérêt et des aumônes ; 4°. enfin, l'abolition des dettes, qui avait lieu toutes les années sabbatiques et jubilaires.

(1) Deutéron., ch. 15, v. 9 et 10.

On n'a pas parlé, dans cette esquisse rapide, des secours qui s'accordaient aux malades : c'est qu'en effet il y a peu de choses à dire sur ce sujet. Il n'existait point d'hôpitaux chez les Hébreux ; et de quoi auraient-ils servi à une époque aussi peu avancée de l'art de guérir ? Il est souvent question de maladies dans l'histoire des patriarches, mais on n'y trouve pas un mot qui regarde les médecins ou la médecine. L'Écriture cite une foule d'exemples de maladies de personnages de la plus haute distinction, sans faire aucune mention de remèdes ni de médecins. Il n'y avait point de médecins parmi les officiers des rois de Juda, ni sous David, ni sous Salomon, ni sous les rois ses successeurs. Il paraît néanmoins constant qu'il en existait quelques uns dans le pays : c'étaient même des personnages de haute considération ; mais dans la nullité des connaissances anatomiques et dans l'absence complète des instrumens de chirurgie, tout leur art devait se borner et ne s'étendait en effet qu'à remettre des membres ou à guérir des plaies. Quel pouvait être l'état de la science chez un peuple qui était persuadé que les maladies sont des châtimens envoyés de Dieu, et que les mauvais esprits étaient à cet égard les exécuteurs de ses vengeances ! Les remèdes étaient conformes à l'opinion que l'on avait de la cause du mal : les personnes pieuses demandaient leur guérison à Dieu et aux prophètes ; elles employaient les prières, les expiations, les offrandes, les sacrifices ; les autres avaient recours aux magiciens, aux enchanteurs, aux idoles et même à la musique. L'historien Josèphe prétend que Salomon avait l'art de composer des charmes contre certaines maladies, occasionnées par la présence du démon ; et cette

opinion de regarder comme causées par le démon la plupart des maladies incurables ou incurables, existait encore du temps de Jésus-Christ, puisque l'Évangile parle souvent d'épileptiques, de sourds, de muets, de lanatiques, de maniaques, que le Seigneur et ses apôtres ne guérissaient que par l'expulsion du malin esprit. Saül étant tombé dans une sombre mélancolie, David était parvenu à en dissiper les plus fâcheux accès par le son des instrumens. Les Hébreux ne connaissaient que les remèdes que nous venons d'indiquer, pour les maux internes. La lèpre même, cette maladie si commune et si dangereuse parmi eux, n'avait ni médecin ni remède qui lui fût propre. Le pauvre lépreux était abandonné à lui-même dès que le mal se déclarait; seulement, pour empêcher la contagion, on le séparait des autres hommes.

Mais il paraît que, pour les lésions extérieures, il y avait des médecins, que nous appellerions aujourd'hui chirurgiens, qui avaient l'art de remettre les membres disloqués, de refermer une plaie ou d'y appliquer des remèdes adoucissans. Les principaux de ces remèdes étaient la résine des montagnes de Galaad, l'application de la salive, de l'huile mêlée avec du vin, ou de l'eau simple; ils employaient aussi des frictions d'huile dans beaucoup de cas. Comme ils attribuaient plusieurs maladies à la mauvaise disposition des os, ils croyaient que l'huile y pénétrait et diminuait l'inflammation.

Voilà, en peu de mots, quel était l'état de la science chez les Hébreux. Cet aperçu suffit pour montrer qu'il n'existait pas et qu'il ne pouvait exister parmi eux d'hôpitaux pour recevoir et soigner les malades; de tels établissemens nussent été sans objet et sans utilité.

On n'a pas dû penser à réunir des individus dans une enceinte commune pour leur procurer les secours de l'art, lorsque l'art n'existait pas encore. Les progrès de la science et ceux de la civilisation ont seuls pu donner naissance à des hôpitaux; nous aurons, plus tard, l'occasion d'en offrir la preuve.

Nous dirons, dans un prochain article, en quoi consistaient les secours publics chez les Grecs et chez les Romains.

QUESTIONS ET RENSEIGNEMENS

SUR

LES SECOURS A DOMICILE.

LA Société des Établissmens charitables s'occupe de recueillir des renseignemens précis sur l'administration des secours publics dans les différens pays. Étudier les divers systèmes en vigueur, les comparer, et proposer l'adoption de ceux qui lui paraîtront le plus en rapport avec *les besoins qu'il est indispensable de soulager*, tel est l'objet que la Société a en vue; car il faut bien se pénétrer de cette idée, que les secours les plus abondans ne sont pas ceux qui rendent le plus service au pauvre. Ordinairement, ils vont même contre le but qu'on se propose, en l'habituant à compter sur d'autres ressources que celles qu'il peut tirer de son travail, assuré qu'il est de trouver des moyens d'existence suffisans dans la bienfaisance publique ou particulière. Une assistance indiscrete, celle qui va au-devant de tous les besoins, ou qui seulement en satisfait la plus grande part, produit toujours les plus fâcheux résultats; elle fait perdre au pauvre le sentiment de sa propre dignité, en le plaçant dans la dépendance d'autrui pour ce qu'il peut se procurer par lui-même; elle éteint en lui l'activité, l'amour du travail; elle le livre à cette coupable industrie, qui consiste à rechercher

tous les moyens possibles d'intéresser la bienfaisance, de surprendre la pitié : dégradation morale dont il ne se relève plus, et dont il est impossible de calculer toutes les fâcheuses conséquences.

C'est donc un problème d'humanité et d'économie politique de la plus haute importance que de déterminer la juste mesure dans laquelle le pauvre doit être secouru. Pour en trouver la solution, il est indispensable de connaître les diverses méthodes suivies dans les différens pays pour le soulagement de l'indigence, et le rapport exact des secours avec les besoins. C'est ce qui a déterminé la Société à dresser une série de questions auxquelles elle invite ses correspondans à répondre, en y joignant toutes les observations qui leur seront suggérées par l'amour du bien et par le désir d'être utiles à leurs semblables. Quoique ces questions soient plus spécialement applicables au système de secours suivi en France, elles indiquent suffisamment la nature des renseignements que la Société désirerait obtenir pour tous les pays.

De semblables questions seront successivement présentées pour les diverses branches des secours ; celles qui suivent se rapportent exclusivement aux secours à domicile.

SÉRIE DE QUESTIONS

RELATIVES AUX SECOURS À DOMICILE.

1°. Y a-t-il, dans la ville de..., un Bureau de bienfaisance pour les secours à domicile ? De combien d'Administrateurs se compose-t-il ? De combien de commissaires et dames de charité ? De quel nombre de pauvres chacun est-il chargé ?

2°. En quoi consistent les ressources du Bureau, et à quelles sommes s'élèvent ses revenus

_____ ordinaires?

_____ extraordinaires?

_____ en nature?

_____ en argent?

3°. Fait-on des collectes à domicile en faveur des pauvres, et que produisent-elles?

4°. Fait-on des quêtes dans les églises? Combien de fois par années? Que produisent-elles?

5°. Provoque-t-on des souscriptions en faveur des pauvres? Que produisent-elles?

6°. Place-t-on des tronc dans les églises et dans les principaux édifices publics? Que produisent-ils?

7°. Quel est le montant de la dépense?

8°. Pour quelle somme les frais d'administration y figurent-ils?

9°. Existe-t-il un registre des pauvres?

10°. Quelle est la population totale? Quelle est la population indigente inscrite, c'est-à-dire

Combien de ménages?

_____ d'individus	<table border="0"> <tr> <td>hommes?</td> <td rowspan="4">} au-dessous de 14 ans?</td> </tr> <tr> <td>_____ femmes?</td> </tr> <tr> <td>_____ garçons</td> </tr> <tr> <td>_____ filles</td> </tr> </table>	hommes?	} au-dessous de 14 ans?	_____ femmes?	_____ garçons	_____ filles
hommes?	} au-dessous de 14 ans?					
_____ femmes?						
_____ garçons						
_____ filles						

11°. Combien de pauvres au-dessous de 40 ans?

_____ de 40 à 60?

_____ de 60 à 80?

_____ au-dessus de 80?

12°. Combien de pauvres nés

_____ dans la ville?

_____ hors la ville, mais en France?

_____ à l'étranger?

13°. Combien de pauvres

- _____ valides pouvant travailler?
- _____ demi-infirmes, c'est-à-dire n'étant capables que d'un travail insuffisant?
- _____ d'infirmes absolument incapables de travailler?

14°. Parmi les infirmes, combien

- _____ d'estropiés?
- _____ d'atteints de difformités graves?
- _____ de herniaires?
- _____ d'aveugles?

15°. Combien de mendiants domiciliés? Sont-ils secourus?

16°. Voit-on beaucoup de mendiants errans?

17°. Quelle est la cause la plus ordinaire de l'indigence, et quelle part y ont

- _____ le manque de travail?
- _____ l'imprévoyance?
- _____ la fainéantise?
- _____ l'inconduite, le désordre et les autres vices?

18°. Quelles sont les professions qui donnent proportionnellement le plus de pauvres

- _____ parmi les ouvriers travaillant chez eux?
- _____ parmi les ouvriers travaillant chez des maîtres artisans?
- _____ parmi les ouvriers travaillant dans les fabriques?
- _____ parmi les gens à gages?
- _____ parmi les autres classes de la société?

19°. Le nombre des pauvres va-t-il en augmentant ou en diminuant, et dans quelle proportion?

Cette réponse sera divisée en trois parties :

La première sera relative à la population et aux renseignemens qui s'y rattachent ;

La deuxième au mode d'administration des secours ;

La troisième à des détails sur la nature, la quantité et la valeur de ces secours.

Des secours à domicile de la ville de Paris.

La population générale de la ville de Paris a été recensée en 1829, et il a été reconnu qu'elle se composait de 816,486 habitans.

La population indigente, recensée dans la même année, a présenté un total de 62,705 individus.

Le nombre des indigens est donc à celui des habitans dans le rapport de 1 à 13,02.

Mais ce rapport, qui est la moyenne pour tout Paris, varie dans chacun des arrondissemens, selon la progression suivante, qui présente les plus notables différences. Il est :

Dans le 12 ^e arrondissement, de 1 indigent sur	6,96 habitans.
12 ^e	8,53
10 ^e	9,58
11 ^e	11,94
6 ^e	12,42
4 ^e	14,36
5 ^e	15,28
7 ^e	15,52
10 ^e	19,95
3 ^e	20,52
1 ^e	21,86
2 ^e	24,12

Ainsi les arrondissemens où il existe proportionnellement le moins de pauvres sont les 2^e, 1^{er} et 3^e ; ceux où il en existe davantage sont les 12^e, 8^e et 9^e ; ceux qui se rapprochent le plus de la moyenne sont les 6^e et 4^e.

Le 12^e arrondissement contient à lui seul presque autant de pauvres que les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e réunis.

Un recensement fait dans le cours de vendémiaire an x (septembre 1801), portait le nombre des indigens à 111,626, et, à cette époque, la population générale était de 547,416. Le rapport des indigens aux habitans aurait donc été de 1 à 5 environ. Mais il y a lieu de révoquer en doute l'exactitude de ce recensement. Quoique la misère fût plus générale à cette époque qu'aujourd'hui dans les classes inférieures, il n'est pas possible qu'il y eût un pauvre sur cinq habitans. On doit présumer qu'on a compris dans la liste des indigens les enfans au-dessus de douze ans, qui n'auraient pas dû y figurer, et qui n'ont pas été comptés dans le recensement de 1829. Ce qui donnerait du poids à cette conjecture, c'est que dans le recensement de l'an x, on a trouvé que les 111,626 individus ne composaient que 43,552 ménages; tandis que le recensement de 1829 a constaté 30,361 ménages pour 62,705 individus, et qu'un autre recensement fort exact, fait en 1822, avait trouvé 27,762 ménages pour 54,371 individus. D'après ces données et celles généralement admises dans l'évaluation de la population indigente, le nombre des individus (abstraction faite des enfans au-dessus de douze ans) est ordinairement un peu plus que double de celui des ménages (1). Le recensement de l'an x ne devait donc pas trouver

(1) Cela tient à ce que les ménages se composent, pour la plus forte part, de veufs ou veuves, de délabataires et de femmes abandonnées, et à ce que les enfans au-dessous de douze ans ne sont pas comptés dans la population indigente.

plus de 88 ou 90,000 indigens, si l'on eût opéré régulièrement.

Quelle que puisse être, du reste, la cause de l'exagération du chiffre que nous signalons, il n'en est pas moins constant que le nombre des indigens de Paris est réduit depuis trente ans dans une très forte proportion. Cette diminution tient sans doute à diverses causes qu'il serait digne de nos économistes, de nos statisticiens, de rechercher et d'expliquer. Nous croyons pouvoir dès à présent en assigner deux : l'aisance plus générale des classes inférieures, qui est elle-même le résultat d'une civilisation plus avancée, et la meilleure administration des secours publics.

Dans les 62,705 individus formant la population indigente, on compte :

Adultes.....	Hommes..... 15,485	} 42,598
	Femmes..... 27,113	
Enfans au-dessous de 12 ans.....	Garçons..... 9,986	} 20,107
	Filles..... 10,121	
TOTAL ÉGAL.....		62,705

Ainsi les adultes forment un peu plus des deux tiers de la population indigente; les enfans au-dessous de douze ans forment l'autre tiers.

Parmi les premiers, les hommes sont aux femmes dans le rapport de 1 à 17,5. Celles-ci sont beaucoup plus nombreuses, parce que leurs professions sont moins lucratives, parce qu'elles sont obligées de renoncer plus tôt aux travaux qui les faisaient vivre, et que la misère atteint presque toujours les veuves et les femmes abandonnées, chargées d'enfans en bas âge.

Le nombre des enfans de chaque sexe est à peu près le même. Voici comment ils se trouvent répartis entre les ménages indigens :

Ménages ayant 1 enfant au-dessous de 12 ans.....	12,301	} 8,511
2.....	2,502	
3.....	2,244	
4.....	1,464	
Ménages sans enfans au-dessous de 12 ans.....	21,850	
TOTAL.....	30,361	

Les ménages chargés d'enfans sont donc, à ceux qui n'en ont pas, ou qui n'en ont qu'au-dessus de douze ans, dans le rapport de 1 à 2,57. Cette proportion s'explique facilement. Le nombre des chefs de ménages âgés de plus de soixante ans est de 15,553; or, il est rare à cet âge qu'on ait des enfans au dessous de douze ans. A ce nombre, il faut ajouter celui des célibataires infirmes, âgés de moins de soixante ans, des veufs, veuves et femmes abandonnées, sans enfans, ou n'en ayant qu'âgés de plus de douze ans, et l'on aura les élémens dont se compose le chiffre que nous avons indiqué.

Parmi les chefs de ménages indigens, on en compte :

Au-dessous de 60 ans.....	14,808	} 15,553
De 60 à 65.....	5,542	
65 à 75.....	1,664	
75 à 80.....	1,239	
80 à 90.....	682	
90 à 100.....	125	
Au-dessus de 100.....	1	
TOTAL ÉGAL.....	30,361	

Sur les mêmes 30,361 chefs de famille,

9,026 sont nés à Paris,

21,335 sont nés hors Paris.

Le premier chiffre est au second dans le rapport de 1 à 2,36. La population indigente se compose donc en majeure partie d'individus étrangers à la capitale.

Dans le nombre des ménages, on compte

12,558 mariés,
12,097 veufs ou veuves,
4,154 célibataires,
1,552 femmes abandonnées.

Ainsi les ménages composés de personnes mariées, sont, avec le nombre total des ménages,

Dans le rapport de..... 1 à 2,42;
Les veufs et veuves, dans celui de 1 à 2,50;
Les célibataires, de..... 1 à 7,30;
Les femmes abandonnées, de..... 1 à 19,62.

Voici les principales professions auxquelles appartiennent les chefs de ménages indigènes :

Hommes	Ouvriers de divers états.....	4,737
	Commissionnaires, hommes de peine....	2,448
	Ouvriers en bâtimens.....	1,982
	Sans état.....	1,476
	Portiers.....	1,375
	Cordonniers.....	1,148
	Marchands revendeurs.....	787
	Taillieurs.....	445
	Porteurs d'eau.....	199
	Cochers.....	265
Femmes	Écrivains.....	212
	Chiffonniers.....	147
	Domestiques.....	146
	Ouvrières.....	3,720
	Sans état.....	3,679
	Journalières.....	2,749
	Marchandes revendeuses.....	1,576
	Femmes de ménage.....	1,063
	Portières.....	769
	Blanchisseuses.....	673
	Gardes d'enfans.....	241
	Gardes-malades.....	203
	Domestiques.....	167
	Chiffonnières.....	56
	Porteuses d'eau.....	46
	Cuisinières.....	34

Parmi les indigens recevant des secours spéciaux, on compte :

1,066 octogénaires,
2,606 septuagénaires (de 75 à 79 ans),
603 aveugles,
191 infirmes.

4,466

Les octogénaires sont au nombre total des indigens,

Dans le rapport de..... 1 à 59;
Les septuagénaires, de..... 1 à 24;
Les aveugles, de..... 1 à 104.

On doit observer que le nombre réel des infirmes n'est nullement représenté par le chiffre 191. Ce renseignement ne s'applique qu'à une classe d'individus auxquels les bureaux de charité étaient autorisés à accorder des secours mensuels en argent; mais cette faculté ayant donné lieu à quelques abus, il a été décidé qu'il n'y aurait plus de classe d'infirmes, et que ceux qui étaient portés sur ces listes continueraient de recevoir les secours, mais ne seraient pas remplacés lors des extinctions.

Voici les prix de location des logemens occupés par les indigens :

Les ménages payant un loyer....	{	de 50 f. et au-dessous, sont au nombre de	3,689
		51 à 100.....	12,738
		101 à 200.....	7,27
		201 à 300.....	204
		301 à 400.....	62
		Au-dessus de 400.....	18
		Logés gratuitement.....	6,284

Il convient de faire remarquer que les 6,284 ménages indiqués ici comme logés gratuitement, ne le sont pas tous par la charité particulière. Un certain

nombre d'entre eux sont recueillis par leurs enfans ou parens, et environ 2,164 autres sont portiers et portières, comme on l'a vu ci-dessus dans le tableau des professions.

Ainsi qu'on l'a annoncé plus haut; on donnera, dans un prochain article, des détails sur l'administration des secours à domicile dans la ville de Paris, sur la nature, la quotité et la valeur de ces secours.

DES SALLES D'ASILE

POUR LA PREMIÈRE ENFANCE.

DE toutes les branches dont se compose la science de l'économie politique, c'est peut-être celle dont l'objet est le soulagement de l'humanité qui, dans ces dernières années, a le plus fixé l'attention des hommes d'État, et appelé les méditations des publicistes.

Jamais aussi, en aucun temps, l'esprit d'association pour améliorer le sort du pauvre n'avait pris un tel essor ni produit d'aussi utiles résultats. Il existe aujourd'hui, dans toutes les classes de la société, un sentiment de philanthropie, une émulation de bienfaisance, dont aucune époque antérieure n'avait encore offert d'exemple, et dont l'époque actuelle peut se glorifier à juste titre.

Au nombre des bienfaits récents dont la classe indigente est surtout redevable à cette heureuse tendance des idées, il faut placer en première ligne l'établissement des *Salles d'asile pour la première enfance*.

En réfléchissant sur le sort de la population mal aisée, on est d'abord frappé des obstacles que les jeunes enfants apportent aux travaux de leurs parents. On remarque que les soins que ces enfants exigent et la nécessité de les garder détournent la plupart des mères des occupations utiles auxquelles elles pourraient se livrer, et les empêchent d'exercer hors de chez elles une profession lucrative.

Il n'arrive aussi que trop souvent (et ce mal est bien plus grave encore) que les mères, sentant le besoin de contribuer par leur industrie à la subsistance et au bien-être de la famille, abandonnent leurs enfans à eux-mêmes, ou les commettent aux soins de gardes salariées et peu attentives; ou, enfin, en confient la surveillance à des voisins qui n'ont aucune autorité sur eux, ni aucun intérêt à s'en occuper.

Il serait superflu d'énumérer ici les dangers infinies et les accidens de toute nature auxquels sont exposés des jeunes enfans livrés à eux-mêmes. Quelle est la mère dont le cœur n'a pas mille fois tressailli lorsque son fils, par suite de l'espièglerie ou de la vivacité de son âge, disparaissant tout à coup à ses yeux, s'échappait, ne fût-ce que pour un instant, à son active surveillance? Combien de familles n'ont pas eu à déplorer les suites de cette surveillance étendue ou d'une confiance imprudemment accordée à des gardes mercenaires, qui n'étaient pas dignes?

Et si des accidens de ce genre ne sont malheureusement que trop nombreux dans les classes aisées de la société, combien ne le sont-ils pas davantage encore dans les classes peu fortunées, où l'état d'abandon des enfans est habituel, et où il dure des journées entières. On voit de ces petits malheureux, livrés seuls dans les rues, ou confiés à d'autres d'un âge presque aussi tendre, et qui auraient eux-mêmes besoin d'être soumis à une constante surveillance? N'est-ce pas aussi que la prévoyance de leurs pères, en se refusant à les préserver des accidens de la voie publique, et qu'ils privés de feu, dans la saison la plus rigoureuse, sont réduits à recourir à

grands cris la pitié de leurs voisins? Heureux encore quand des chutes graves et des blessures dangereuses ne sont pas le résultat de cet abandon!

Quelle autre cause de ces plaies, de ces maladies, de ces infirmités, qu'on rencontre à chaque pas et qui affectent si péniblement les regards?

Et non seulement ces accidens sont infiniment plus fréquens dans la classe mal aisée; mais ils y sont aussi bien plus funestes. C'est, en effet, à l'ouvrier surtout, qu'il est indispensable d'être sain de corps et d'avoir le libre usage de tous ses membres pour pouvoir assurer sa subsistance par les travaux, si souvent pénibles, sur lesquels elle repose.

Quelles alarmes n'est-on donc pas fondé à concevoir lorsque l'on pense que des dangers aussi réels, aussi imminens, ne sont qu'une partie de ceux auxquels le délaissement des enfans les expose! Il en est d'un autre ordre, qui sont plus redoutables encore et que la charité, autant dans leur intérêt propre que dans celui de la morale publique, doit s'efforcer de prévenir. on devine sans peine qu'il s'agit ici de ceux auxquels est exposée l'innocence des enfans par la contagion du mauvais exemple (1). Serait-il besoin de démontrer combien il importe de conserver cette pureté native, apogée et vertu de l'enfance, tendre fleur, qu'un souffle empoisonné du vice suffit pour flétrir à tout jamais? Il n'est pas une âme humaine qui ne sente profondément cette vérité; et qui ne comprenne combien doit être déplorable dans l'avenir le sort de celui dont la dégradation morale a commencé avec la vie.

(1) *Cereus in vitium flecti*. . . . (HORACE, *Art. poet.*)

Ces considérations avaient vivement frappé une dame respectable (1), qui consacre sa vie au soulagement de l'indigence, et qui n'est étrangère à aucune bonne œuvre, parce que son cœur devine tous les besoins des pauvres comme il compâtit à toutes leurs souffrances. Elle conçut dès-lors le projet de relever les mères de l'espèce de nullité à laquelle le soin de leurs enfans les condamnait, et de les mettre à même d'apporter dans le ménage le contingent de leurs travaux utiles et de leur industrie. Le seul moyen d'atteindre ce but était de recueillir pendant la journée, dans des locaux vastes et convenablement disposés, les enfans des ouvriers et artisans. C'était déjà un immense service rendu à la classe peu fortunée que de la soulager d'un soin qui l'empêchait d'utiliser toutes ses ressources, et qui exigeait le sacrifice d'un temps qui pouvait être si avantageusement employé au bien-être de la famille. Mais comme l'influence du bien s'étend, comme les bonnes œuvres s'enchaînent et se multiplient sous la main d'une charité ingénieuse et éclairée ! Pour elle, un bienfait est presque toujours l'occasion et devient quelquefois le moyen de plusieurs autres. Profitant de ces réunions d'enfans dans des locaux communs, elle ne se contente pas de les y mettre à l'abri des accidens auxquels leur abandon pendant le jour les expose, et de les soustraire à la contagion du mauvais exemple ou des fâcheuses impressions ; sa sollicitude embrasse un plan plus vaste, et se propose un but plus important : celui de commencer dès l'âge le plus tendre l'éducation des enfans, et de faire germer dans leurs jeunes

(1). Madame la marquise de Pastoret.

cœurs les principes de religion, de morale et de vertu dont ils recueilleront les fruits pendant le reste de leur vie.

Tel est le double objet que l'on a eu en vue dans l'établissement des salles d'asile pour l'enfance.

Les enfans de deux à sept ans y sont reçus dans des locaux vastes et convenablement disposés.

Leur éducation est confiée à des maîtres et à des maîtresses, et, autant que possible, à des mères de famille, dont la capacité, la douceur et surtout l'amour de l'enfance ont été préalablement mis à l'épreuve.

Cette éducation première, dirigée d'après des méthodes particulières, a surtout pour objet de seconder le développement des forces et de l'intelligence des enfans, par des leçons et des exercices proportionnés à leur âge.

Ces leçons sont courtes, claires, variées, amusantes, et coupées par de fréquentes alternatives de jeux et de récréations.

Sous le rapport physique, la santé des enfans est entretenue par les soins, la propreté et l'exercice.

Sous le rapport moral, ils sont formés à l'ordre, à l'obéissance, à l'attention, à la bienveillance les uns pour les autres.

Quelle meilleure préparation pour les enseignants qui les attendent dans les écoles, où il ne restera plus qu'à féconder et à développer des germes si précieux!

On ne multipliera pas ici davantage les détails sur les salles d'asile et sur les moyens d'éducation qui y sont employés. Il faut voir par soi-même ces utiles établissemens pour s'en former une juste idée. C'est offrir aux

pères et mères et à tous les amis de l'enfance l'occasion d'émotions bien digne que de les engager à les visiter. Ils seront profondément touchés en voyant combien ces petits êtres si intéressans paraissent heureux, et jusqu'à quel point ils s'affectionnent à leurs maîtres et entre eux. Ils ne le seront pas moins de penser que ces enfans rapporteront le soir dans leurs familles le sentiment de leur bonheur, comme ils porteront un jour dans la société cette bienveillance pour leurs semblables qui leur aura été inspirée dans un âge où les impressions sont si vives, si puissantes, si durables. Qui sait même si, rentrés chaque soir sous le toit paternel, leurs récits naïfs, leur douceur, leurs vertus précoces, ne seront pas pour leurs parents une leçon vivante de morale, une protestation muette, mais énergique, contre les emportemens ou les excès si fréquens dans les classes inférieures, et par cela même, un élément de la bonne harmonie des familles.

Mais ce ne sont pas les seuls résultats utiles que l'on soit fondé à attendre de l'établissement des salles d'asile. On peut aussi les considérer comme le complément nécessaire des secours à domicile, puisqu'elles permettent à la classe peu fortunée d'utiliser tout son temps, et de tirer parti de toute son industrie. Envisagées sous ce rapport, les asiles sont surtout une institution essentiellement morale en ce qu'elles conservent aux ouvriers l'habitude précieuse du travail, et les mettant à portée de pourvoir par eux-mêmes à la subsistance de leur famille, ils affranchissent la société de l'obligation de suppléer, par des secours directs, au défaut d'occupation.

Il est bien important d'entretenir dans les classes in-

férieures ce sentiment de dignité qui fait que l'ouvrier se sent abaissé à ses propres yeux lorsqu'il cesse de subvenir aux besoins de son existence, et qu'il se décide à recourir à la charité publique; car il n'arrive que trop souvent que les secours qu'elle accorde éteignent l'amour du travail, et entraînent celui qui les obtient dans un état de dégradation morale, dont il ne se relève plus, et qui est souvent la source des plus grands désordres.

Depuis plusieurs années, l'augmentation toujours croissante du nombre des enfans trouvés a fixé l'attention du gouvernement. De toutes parts on se demande par quels moyens il serait possible d'arrêter les progrès effrayans de ces abandons, dont la philanthropie et la morale publique gémissent à si juste titre. La solution de ce problème difficile ne se trouverait-elle pas en partie dans l'établissement des salles d'asile? Les sentimens naturels répugnent à l'abandon des enfans; il faut que ces sentimens soient secondés et favorisés par tous les moyens possibles. La mère de famille, aidée, soutenue, encouragée dans ses plus chères affections, s'estimera heureuse de pouvoir conserver un fardeau devenu léger, et remplir des devoirs qui lui auront été rendus faciles.

Les asiles sont donc à la fois des établissemens de charité et d'éducation : sous ce double rapport, ils méritent protection et encouragement. En Angleterre, on a si bien apprécié tous les avantages qu'ils présentent, que des souscriptions particulières en ont déjà fondé un très grand nombre. Il s'en est aussi formé en Suisse, et notamment à Genève, dont on éprouve les plus heureux effets.

On en compte six dans la ville de Paris, et déjà l'on en réclame dans la plupart des quartiers où il n'en existe pas encore. M. Cochin fils (nous sommes heureux de pouvoir nommer ici l'un de nos collaborateurs) a fondé, rue Saint-Hippolyte, un asile qui peut servir de modèle à tous les établissemens de ce genre (1). Les Bureaux de charité et la bienfaisance particulière s'empres- sent de toutes parts de contribuer à de semblables fondations par des dons, des souscriptions, etc., sol- licités par des dames charitables, auxquelles la surveil- lance de ces établissemens est confiée, sous la direction du Conseil général des hospices.

Une donation de la nue propriété de 438 fr. de rente perpétuelle vient d'être faite à l'administration des hospices de Paris au profit des pauvres, pour être employée spécialement à l'œuvre des asiles en faveur des petits enfans.

Tableau des six Salles d'asile existant en ce moment à Paris.

		NOMBRE D'ENFANS.		
ARRONDISSEMENTS.	NOMS.	Garçons.	Filles.	TOTAL.
1 ^{er} ,	de la Bienfaisance....	60	55	115.
2 ^e ,	des Martyrs, n° 24...	70	40	110.
5 ^e ,	des Vinaigriers, n° 17.	90	70	160.
8 ^e ,	de Charonne, n° 23...	70	80	150.
10 ^e ,	de Varennes, n° 9....	60	60	120.
12 ^e ,	Saint-Hippolyte, n° 15.	100	100	200.
TOTAUX.....		450	405	855

(1) Nous consacrerons à cet Établissement remarquable un article spécial.

Voici les dépenses auxquelles ont donné lieu les asiles existant en 1829 :

1°. Rue du Bac (1).....	2,158 fr. 65 c.
2°. Rue des Martyrs.....	2,832 75
3°. Rue des Vinaigriers.....	3,035 75
4°. Rue de Charonne.....	7,247 53
5°. Rue Saint-Hippolyte.....	» »

On s'occupe, en ce moment, de la création d'une septième salle d'asile sur l'emplacement des Petits-Pères, près de la place des Victoires. Il fera partie d'un système complet d'éducation populaire, sur le modèle de celui qui a été formé par M. Cochin, dans la rue Saint-Hippolyte. (2)

On peut consulter sur ce sujet,

1°. Un Mémoire publié par madame Millet, inspectrice de ces institutions, publié à Paris en 1829;

2°. Une Notice, contenant les réglemens, un discours, etc., publiée à Paris en 1830;

3°. La Notice publiée à Genève par M. le pasteur Monod.

Un Manuel ou Instruction, avec des plans lithographiés, rédigé par M. Cochin, et qui est en ce moment sous presse, offrira aux fondateurs toutes les directions qui peuvent leur être utiles.

(1) L'asile de la rue du Bac a été transféré rue de Varennes, n° 9.

(2) Nous donnerons aussi sur cette création une notice détaillée, dès que le plan en aura été définitivement arrêté.

NOTICE SOMMAIRE

SUR

LES ÉTABLISSEMENS CHARITABLES EXISTANT A LYON.

On a pensé qu'il serait utile de présenter d'abord un tableau sommaire des établissemens d'humanité qui existent dans diverses localités, pour en faire saisir l'harmonie et l'ensemble, avant de donner sur chacun d'eux les renseignemens détaillés qui peuvent en faire connaître l'organisation et le service intérieur. C'est ce que nous allons essayer aujourd'hui pour la seconde ville du royaume, si digne par le nombre et la bonne direction des institutions qu'elle renferme, d'être offerte en exemple aux amis du bien. Il est certainement peu de villes en Europe où la charité ait fondé de plus belles et de plus vastes créations; où elle s'exerce d'une manière plus active, plus ingénieuse, plus infatigable, et sous des formes plus diverses. Nous réunirons ici à la fois, et les établissemens publics, entretenus aujourd'hui en partie sur les fonds communaux, dirigés par des administrations légales, et les établissemens privés entièrement fondés, maintenus, dirigés par le mouvement spontané de la charité individuelle. La plupart de ces derniers sont demeurés jusqu'à ce jour presque entièrement inconnus; souvent on ignore leur existence dans la ville même, hors du quartier où ils sont situés. Ce n'est pas une chose facile que de les découvrir, et que de parvenir à en donner une notion exacte,

même pour ceux qui sont sur les lieux, et qui s'y dévouent au soulagement du malheur. Nous n'osons donc pas assurer que la nomenclature que nous allons esquisser soit complète; du moins, sera-ce la première fois qu'on aura essayé de la dresser et de la mettre au jour. Il nous est doux de pouvoir rendre ainsi un juste hommage à une cité où le zèle de la charité est héréditaire, où l'amour des pauvres a été constamment l'un des traits caractéristiques des mœurs locales.

1^{re} Classe. — ÉTABLISSEMENTS ENTRETENUS EN PARTIE
AVEC LES FONDS PUBLICS.

Lyon renferme un hôpital de malades, l'*Hôtel-Dieu*, et deux hospices : la *Charité* et l'*Antiquaille*.

1°. L'*Hôtel-Dieu*.

Le plus ancien de France, fondé par le roi Chilbert, et déjà cité au VI^e siècle dans le concile d'Orléans, a acquis en Europe une grande célébrité; il a été visité plusieurs fois par Haraud, qui en fait le sujet de nombreux éloges et de quelques critiques.

Il contient habituellement 860 malades des deux sexes, civils et militaires.

Le nombre moyen des admissions est par an de 14,534, et celui des décès de 1,529. C'est donc un rapport de 1 à 9 $\frac{50}{100}$.

Mais il n'admet :

Ni les maladies de l'enfance,

Ni les maladies chroniques,

Ni les incurables,

Ni les aliénés.

Des consultations gratuites y sont données par les médecins de l'hôpital.

Les médicamens sont distribués *gratis* aux malades du dehors, qui sont admis à ces consultations. On estime que la consommation de ces médicamens s'élève à 15 ou 20,000 francs par an.

2°. *L'Hôpital général de la Charité.*

Fondé vers le milieu du *xvii*^e siècle, reçoit :

Les enfans trouvés et abandonnés,

Les orphelins,

Un certain nombre de vieillards des deux sexes,

Quelques filles enceintes.

On y forme aussi des élèves sages-femmes.

Les enfans sont placés à la campagne ; mais, à l'âge de sept ans, s'ils sont infirmes, ils rentrent dans la maison, y sont élevés et entretenus.

Cet hôpital contient, terme moyen :

Vieux	224	} 560 vieillards,
Vieilles	336	
Incurables	63	
Enfans infirmes	136	
Filles enceintes	46	

Le nombre des enfans trouvés et abandonnés annuellement reçus, excède 2,000.

L'Hôtel-Dieu et *l'Hôpital général de la Charité* sont réunis sous la même administration, et jouissent d'une dotation commune.

Cette dotation est d'environ 1,340,000 francs, sur lesquels les deux établissemens possèdent :

En biens fonds, un revenu d'environ	460,000 fr.
En rentes sur l'État et les particuliers	30,000
	490,000 fr.

dont l'origine provient presque entièrement de libéralités particulières.

3°. L'*Antiquaille*.

L'hospice de l'*Antiquaille* a été formé, il y a environ trente ans, par le simple concours des dons individuels; il est particulièrement destiné aux incurables, aux maladies de la peau, aux maladies vénériennes, aux aliénés. Il reçoit aussi les filles publiques enfermées par mesure de police. Sa population moyenne est de 657 individus, dont 220 aliénés. Ses revenus s'élèvent à environ 249,090 francs. Il a une administration spéciale.

4°. Les Bureaux de Bienfaisance.

La distribution des secours à domicile est confiée à six bureaux de bienfaisance, dont les arrondissemens sont les mêmes que ceux des justices de paix.

Chacun d'eux est dirigé par douze administrateurs; ils ont un conseil général d'administration présidé par l'archevêque, et en son absence par le maire.

Ils assistent environ 10 à 11,000 indigens; ils emploient en secours une somme d'environ 64,500 francs.

5°. Dispensaire.

Le dispensaire de Lyon a été formé en 1824; il a pour objet, comme ceux qu'a fondés à Paris la Société philanthropique, d'assister les malades à domicile.

12 à 1,500 malades profitent annuellement de ses bienfaits.

La mortalité est d'environ 1 sur 18.

Les dépenses s'élèvent à environ 22,000 francs, dont 1,000 sont fournis par une subvention municipale, et le surplus par des dons et souscriptions.

La Société bienfaisante qui l'administre a institué dans chaque quartier des *veilleuses charitables*, qui,

prises parmi les ouvrières, se dévouent volontairement à soigner tour à tour les malades.

6°. *Société de la Charité maternelle.*

Cette Société existait déjà à Lyon en 1785. Rétablie en 1808, elle est aujourd'hui sous la protection de S. M. la Reine.

Elle assiste, terme moyen, par an, 70 mères-nourrices.

Elle emploie environ 7,550 francs.

Elle compte 130 dames souscripteurs.

7°. *Le Bon Pasteur, ou Refuge Saint-Michel.*

Cette maison, tenue par les *Dames de Saint-Thomas de Villeneuve*, renferme cinq établissemens distincts :

Un pour les filles repentantes qui viennent volontairement y prendre l'habitude d'une vie meilleure ;

Un second pour les filles égarées qui y sont envoyées par leurs familles (environ 80) ;

Un troisième pour les filles, qui s'y réfugient pour se prémunir contre le danger de la séduction ou de la corruption (environ 50) ;

Un quatrième pour les filles entièrement revenues au bien, et qui se vouent à la retraite (environ 40) ;

Un pensionnat de jeunes personnes.

La ville contribue dans la dépense par une dotation annuelle de 5,000 fr.

2° Classe. — ÉTABLISSEMENS EXCLUSIVEMENT ENTRETENUS PAR DES SOUSCRIPTIONS OU LIBÉRALITÉS PRIVÉES.

1°. *Dames de la Miséricorde.*

Il existe dans presque toutes les paroisses de la ville

des Sociétés de *Dames de la Miséricorde*, dont l'institution est assez ancienne.

Elles visitent les pauvres à domicile, leur distribuent de la viande, du bouillon, du pain, des combustibles.

Elles se concertent quelquefois avec les Bureaux de bienfaisance.

2°. L'*Œuvre dite des Messieurs*, rue des Remparts d'Ainay.

Une société de cent vingt souscripteurs fournissant chacun 50 francs, l'a fondée et l'administre.

Elle reçoit, élève, loge, nourrit 30 jeunes filles jusqu'à l'âge de 17 ans; alors elle les place, mais en continuant à les protéger et à les surveiller.

Elle fait soigner à domicile 30 ou 40 indigens malades, et leur fournit gratuitement les médicamens.

3°. L'*Œuvre dite des Dames*, rue de la Charité.

Les souscriptions des dames qui l'ont fondée, et qui la maintiennent, fournissent le moyen d'assister annuellement environ 80 vieillards pauvres des deux sexes, qui n'ont point encore l'âge pour entrer à l'hospice, et à peu près autant de pauvres malades.

Ces secours ne s'appliquent qu'aux deux paroisses d'Ainay et de Saint-François.

4°. L'*Œuvre de Saint-Pierre-le-Vieux*.

Elle assiste de la même manière, dans un autre quartier, environ 200 vieillards ou malades.

5°. L'*Œuvre de Bourg-Neuf*.

Elle assiste de la même manière environ 150 vieillards ou malades.

6°. *L'Œuvre de Saint-Louis.*

Elle assiste de même environ 40 ou 50 vieillards ou malades.

7°. *La Marmite dite de Saint-Nizier.*

Cette association, fondée en 1600, comprend 300 dames, qui souscrivent chacune pour 24 fr. par an.

Elle embrasse les deux paroisses de Saint-Nizier et de Saint-Bonaventure.

Elle soigne et entretient 60 incurables.

Elle reçoit, élève 50 à 60 jeunes filles, qu'elle garde de l'âge de 6 ans à celui de 21, et qu'elle place ensuite comme ouvrières.

Elle assiste à domicile environ 600 indigens; leur distribue la viande, le bouillon, des pommes de terre, du chauffage, etc.

Un certain nombre de *dames infirmières* sont chargées de la visite des pauvres, jugent les besoins et règlent les secours.

8°. *La Caisse d'Épargnes.*

Fondée en 1822, sur le modèle de celle de Paris; les versements s'élèvent à environ 250,000 fr. par an.

9°. *Le Dépôt de Mendicité.*

Ce dépôt n'a été ouvert que le 4 mai 1829. Quoique sous la direction de l'administration municipale, il n'est entretenu jusqu'à ce jour que par les dons privés.

Il renferme en ce moment 116 mendiants : 55 hommes, 61 femmes.

La mortalité y est de 1 sur 2 $\frac{44}{100}$.

Le travail n'y est point encore introduit.

10°. *La Solitude.*

Cette institution, la première et peut-être la seule qui existe encore en Europe, digne à tous égards de servir de modèle, reçoit les femmes et les filles qui, après avoir été condamnées aux travaux forcés et avoir subi leur peine, veulent se réhabiliter moralement par les habitudes d'une vie vertueuse.

Elle est située sur le coteau de *Pierre-Scize*, dans une belle exposition.

50 femmes ou filles y vivent retirées, occupées au travail et soumises à une discipline morale et à des exercices religieux. Un seul bienfaiteur a donné 30,000 fr. pour cette belle fondation.

11°. *Sainte-Pélagie.*

Cette institution, placée près de l'Antiquaille, remplit le même office pour les filles de mauvaise vie qui, après avoir été enfermées par mesure de police, veulent se corriger; elles y reçoivent les mêmes soins.

50 à 60 filles y sont habituellement entretenues.

Elles y viennent et y séjournent librement.

Cette maison, comme la précédente, remplit parfaitement sa destination.

12°. *Établissement pour les jeunes Filles incurables,*
à Ainay.

Deux cent trente souscripteurs soutiennent cette maison, dont le but est aussi ingénieux que touchant. 34 jeunes filles incurables y sont logées, nourries, vêtues, et exercées au genre de travail dont leurs infirmités les rendent encore capables; on a réussi à

développer en elles, sous ce rapport, une habileté surprenante.

Une moitié à peu près est aveugle. Les aveugles prêtent leurs bras et leurs jambes aux estropiées ; les estropiées prêtent leurs yeux aux aveugles. Un confiant échange de services entretient entre elles une affection réciproque.

Cette maison existe depuis cinq ans ; elle fait imprimer chaque année le compte de ses opérations. Ses dépenses s'élèvent à environ 9,000 fr.

Mademoiselle Perrin, directrice, d'un grand mérite.

13°. *Établissements particuliers d'Incurables dans les paroisses.*

Plusieurs paroisses, notamment celle de Saint-Pierre, possèdent une maison entretenue par des dons-privés, pour recueillir les pauvres incurables qui ne peuvent trouver asile dans les hospices.

14°. *Les Femmes incurables de Saint-Polycarpe, aux Chartreux.*

Cet établissement renferme environ 40 femmes atteintes des infirmités les plus repoussantes. La plupart y sont reçues moyennant une faible pension de 300 fr. Douze y vivent à titre entièrement gratuit.

Le revenu d'une faible dotation et les dons des dames charitables de la paroisse, joints au produit des pensions, pourvoient aux dépenses.

15°. *Hospice pour les vieux Prêtres, à Fourvières.*

Fondé par feu M. l'abbé Courbon. Six prêtres y sont entretenus.

16°. *Maison de Retraite pour les anciennes Religieuses* qui n'ont pu rentrer dans leurs anciennes congrégations.

17°. *Providence de la rue Sala, ou des Dames de la Trinité.*

Subsiste uniquement par les dons annuels et spontanés de 100 dames bienfaitrices.

100 jeunes filles y sont élevées de l'âge de 7 ans à celui de 20; on y recueille de préférence celles qui seraient exposées, en vivant dans leurs familles, à l'influence des mauvais exemples.

400 francs sont versés pour chacune d'elles à son entrée.

La dépense s'élève de 22 à 23,000 fr.

Le produit du travail à environ 8,000 fr.

Les jeunes filles reçoivent une bonne éducation, deviennent d'habiles ouvrières, et sont ensuite placées, sous la protection et la surveillance de leurs anciennes institutrices.

18°. *La Providence de Saint-Bruno, au cloître des Chartreux.*

60 jeunes filles y sont élevées, apprennent les travaux de l'aiguille, le dévidage et le tissage de la soie, et sont rendues à leurs parens quand elles sont en état de gagner leur vie; et lorsqu'elles ont atteint l'âge d'être placées, elles paient 200 fr. de pension.

19°. *La Providence du Sacré-Cœur, à Fourvières.*

Entretenue par les dames de la congrégation du Sacré-Cœur.

Elle élève environ 80 jeunes filles indigentes, dans le même but et avec des conditions semblables.

Un pensionnat de jeunes personnes payant une pension y est annexé, mais demeure entièrement séparé.

20°. *La Providence dite du Chemin-Neuf.*

Fondée par feu le curé Frangin, dirigée par deux dames charitables, entretenue en partie par les dons de pieuses demoiselles des paroisses de Saint-Jean et de Saint-Just.

Elle élève environ 20 filles pauvres.

21°. *La Providence des Pieux Secours, à la montée de la Butte, près des Chartreux.*

Cet établissement, fondé par M. l'abbé Coindre, est entretenu par environ 160 souscripteurs.

Il recueille de jeunes garçons orphelins ou appartenant à des parens pauvres; il a pour objet de les élever chrétiennement et de leur apprendre un métier.

40 enfans environ y reçoivent gratuitement l'éducation.

22°. *La Providence des Jeunes-Hommes, rue Louvret.*

Même destination, pour environ 40 enfans.

23°. *La Providence de Saint-Joseph, à la Croix-Rousse.*

Fondée par M. l'abbé Collet, et entretenue par les dons des bienfaiteurs et par le produit du travail des enfans.

Elle recueille en ce moment 33 orphelins; elle est destinée à en recevoir jusqu'à 100, par les accroissemens qu'elle prend chaque jour.

Ces enfans sont exercés à divers métiers, et au jardinage.

Le fondateur a eu l'idée touchante de leur donner pour mobile un sentiment de compassion pour leurs compagnons d'infortune, et ce mobile exerce en effet sur eux le plus salulaire empire.

Le produit du travail s'élève à environ 2,500 fr.

25°. Société des jeunes économes.

Cette association, qui a servi de modèle à celle qui existe aujourd'hui à Paris, comprend le plus grand nombre des jeunes demoiselles aisées de la ville, qui contribuent chacune pour 5 centimes par jour.

Elles s'occupent d'assister les jeunes filles pauvres, et de leur procurer une bonne éducation.

26°. Société pour l'amélioration de l'enseignement élémentaire.

Une réunion de près de 500 souscripteurs a formé un capital suffisant pour doter à perpétuité une école-modèle d'après les méthodes perfectionnées pour l'éducation populaire.

L'école-modèle, dirigée par M. Bailleul, suivant l'enseignement mutuel, renferme 300 élèves (à la montée de Fourvières); c'est une des plus belles écoles de France.

Huit écoles populaires dans lesquelles l'enseignement mutuel est combiné avec la méthode Jacotot, et qui sont fréquentées par 1,200 élèves, reçoivent les encouragemens de la Société.

La Société assure à chaque instituteur un traitement fixe, au moyen duquel il doit recevoir gratuitement un certain nombre d'élèves désignés par elle.

27°. *Oeuvre des Maçons, des Savoyards.*

Cette institution, fondée par M. l'abbé Catut, a pour objet de réunir le dimanche diverses classes d'ouvriers, généralement étrangers, mais séparément les unes des autres. Des instructions spéciales leur sont données ; on leur procure aussi des secours, des conseils utiles.

3° Classe. — CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES VOUÉES AUX ÉTABLISSEMENTS CHARITABLES.

On vient de voir que la plupart des établissements d'humanité sont des associations séculières entretenues à Lyon par des personnes du monde qui pourvoient par leurs dons et souscriptions aux dépenses nécessaires, mais qui, la plupart du temps aussi, coopèrent par leurs soins individuels, soit à l'administration, soit au service intérieur ou extérieur, avec un zèle aussi persévérant que modeste.

Diverses congrégations religieuses se dévouent aussi à ces différentes branches de service que réclament les établissements d'humanité. Elles doivent être mentionnées rapidement ici, et être signalées au respect et à la gratitude des amis du bien.

1°. *Sœurs de Saint-Vincent, de Paule.*

La congrégation générale des Sœurs de la charité, dont le chef-lieu est à Paris, dessert à Lyon cinq établissements : les œuvres des Messieurs, des Dames de Saint-Pierre-le-Vieux, de Bourg-Neuf, de Saint-Louis. 30 Sœurs environ y sont employées.

2°. *Sœurs de Saint-Charles.*

Cette congrégation est une institution locale, fondée

à Lyon vers le milieu du xvii^e siècle, par M. Démier, et qui s'est répandue dans les environs.

Elle se voue essentiellement à l'éducation des filles pauvres et au service des malades.

Elle compte 84 professes ou novices.

Les sœurs dirigent 12 écoles de filles, recevant ensemble environ 2,000 élèves.

Elles assistent les Bureaux de bienfaisance et tiennent les marmites pour les pauvres.

3°. *Les Sœurs de Saint-Joseph.*

Cette congrégation, de création récente, est également locale; elle se répand cependant déjà avec rapidité dans les départemens voisins.

Elle est essentiellement dévouée au service des prisons; elle s'occupe aussi de l'éducation des filles pauvres.

Elle dirige à Lyon les prisons de Roanne, de Saint-Joseph, des Recluses; elle y emploie 23 professes et 10 novices.

Ces sœurs desservent en outre la *Solitude*, le *Dispensaire*, cinq *Providences*, deux maisons de retraite, et y occupent 50 professes et 30 novices.

En soulageant les prisonniers, elles s'occupent avec une tendre sollicitude de leur amélioration morale.

Les *Charlottes*, qui se vouaient à recueillir des secours pour les prisonniers, et à les leur distribuer, ont été réunies depuis peu à cette congrégation.

4°. *Les Filles de la sainte enfance.*

Elles sont au nombre de 50; remettent 200 fr. en entrant, et s'entretiennent ensuite par leur travail.

5°. *Les Sœurs dites du Saint-Sacrement, ou de la Providence.*

Leur chef-lieu est à Mâcon.

Elles sont spécialement dévouées au service des incurables.

Elles desservent trois maisons dans le département du Rhône.

6°. *Les Frères de Saint-Jean de Dieu.*

Cette congrégation, fondée au xv^e siècle et fort répandue sous des noms divers en Italie, en Espagne, en Allemagne, desservait autrefois l'hôpital de la Charité à Paris.

Elle dirige et dessert, près de Lyon, à la Guillotière, un hospice pour les aliénés. 41 insensés y sont traités en ce moment; 12 y sont reçus gratuitement.

7°. *Les Frères des écoles chrétiennes.*

Cette congrégation, qui est répandue dans toute la France, a son chef-lieu à Lyon.

Leur maison professe renferme 30 à 35 frères.

Ils dirigent dans la ville 12 écoles gratuites, recevant environ 3,000 élèves.

La ville pourvoit aux frais et alloue 600 francs de traitement pour chaque frère.

8°. *Les petits Frères de Marie.*

Le chef-lieu de cette congrégation, qui sollicite l'autorisation du gouvernement, est à Saint-Chamand dans le département de la Loire.

Elle a pour objet de fournir des instituteurs pour les écoles rurales.

Nous ne terminerons point ce rapide aperçu sans exprimer ici notre reconnaissance à M. Regny, trésorier de la ville de Lyon, qui, contribuant lui-même depuis un grand nombre d'années à plusieurs des institutions qui viennent d'être indiquées ici, a bien voulu nous guider et nous aider dans les recherches nécessaires pour découvrir et étudier celles que nous avons eu la jouissance de connaître. Il en est peut-être plus d'une encore qui nous aura échappé.

Nous nous réservons de revenir plus tard sur plusieurs d'entre elles qui méritent une mention particulière.

En considérant ainsi dans un coup d'œil général l'ensemble de ces établissemens, on ne peut assez admirer cet ardent amour du bien qui a su les créer, qui sait les maintenir, qui procure à chacun les moyens d'atteindre son but. On ne peut en même temps se défendre d'exprimer un vœu : c'est que cette multitude d'établissemens se lient, se concertent entre eux pour mettre une harmonie convenable dans leurs opérations, pour profiter de leur expérience réciproque, et que, pour en faire profiter tous ceux auxquels leur exemple peut être utile, elles consentent à publier le résultat de leurs travaux.

NOTICE

SUR

DEUX ASSOCIATIONS DE CHARITÉ

NOUVELLEMENT FORMÉES A ÉPINAL (VOSGES) ET A SCHELESTADT (BAS-RHIN).

DEUX villes de département ont offert à la fois, en 1829, un exemple aussi intéressant que curieux, en substituant en peu de temps au plus vicieux emploi des aumônes un régime très bien entendu de secours. Cet exemple mérite d'être recommandé à l'imitation des autres villes. Quoique le changement se soit opéré dans toutes deux, de la même manière, à la même époque, il a eu lieu cependant sans qu'on se soit concerté, et sans que, dans l'une de ces deux villes, on sût ce qui se passait dans l'autre.

Dans un grand nombre de villes, et spécialement dans les départemens de l'est de la France, il est d'usage qu'à un certain jour de la semaine, les pauvres viennent à la file se présenter de maison en maison, pour recevoir une contribution périodique, et en quelque sorte obligée. On ne s'informe ni de leur nom, ni de leur profession, ni du lieu qu'ils habitent, ni de leur situation. On leur donne de confiance, ou plutôt on n'ose leur refuser. On accorde ainsi aux vrais indigens et aux faux pauvres; on donne au vice en même temps qu'au malheur; on offre une prime à la bassesse et à la fainéantise; on ne soulage

point les plus infortunés, ceux que l'âge, les infirmités retiennent chez eux.

Cet usage régnaît depuis un temps immémorial à Épinal, lorsque M. Nau de Champlouis arriva comme préfet dans les Vosges. Madame Nau de Champlouis, exercée dans toutes les pratiques d'une charité éclairée, accoutumée à y dévouer sa vie, conçut immédiatement la pensée de faire disparaître cet abus, de le détruire de la manière la plus naturelle et la plus efficace tout ensemble, en instituant un mode régulier pour connaître et assister les vrais indigens. Une association de dames se forma spontanément à Épinal; elle se chargea de visiter les pauvres à domicile, de vérifier leur position, de constater leurs besoins, de leur porter en nature le genre d'assistance nécessaire, suivant les conditions particulières de chacun d'eux. Elle joignit à ces soins une influence morale non moins précieuse.

La ville de Schelestadt, dans le Bas-Rhin, voyait régulièrement, le samedi, plusieurs centaines de pauvres parcourir ses rues, exigeant la rétribution accoutumée. Vers la même époque, un ami du bien, passant dans cette ville, s'entretint avec plusieurs dames charitables des moyens de remédier à ce fléau; on forma le plan d'une association de charité qui se répartirait l'inspection des indigens de la ville, s'occuperait de les connaître, et de pourvoir à leurs nécessités. 542 souscripteurs contribuèrent à la bonne œuvre. Il fut reconnu que la plupart donnaient à leurs portes depuis 1 fr. jusqu'à 3 le samedi; en souscrivant pour 4, 5, 15, et jusqu'à 40 fr. par an, ils ont donc contribué pour une somme beaucoup moins forte, et ce-

pendant ils ont soulagé des misères réelles bien plus étendues.

L'association a secouru à domicile pendant la première année 249 ménages en hiver, 149 en été.

Les distributions en argent se sont élevées à 3,924 fr.

Elle a distribué en outre :

6,049 pains,

138 kil. de viande,

696 paniers de pommes de terre,

7,000 fagots.

Elle a donné à filer 808 kil. de chanvre.

Elle a fait confectionner 274 aunes de toile pour draps et chemises.

Elle a fourni d'ailleurs des layettes, des vêtements, des couvertures, des lits.

Elle a payé des mois de nourrice, et mis des enfans en apprentissage.

Elle a pris la résolution louable de publier le compte annuel de ses opérations.

L'introduction d'un régime de secours qui a pour objet de vérifier les besoins réels des malheureux a éprouvé la plus vive résistance de la part des prétendus pauvres. Il n'est sorte d'intrigues qui n'aient eu lieu, sorte de calomnies qui n'aient été répandues pour paralyser ou décourager le zèle de la charité. Mais il a été presque aussi difficile de triompher des préjugés invétérés des *donneurs* eux-mêmes, qui, accoutumés à faire l'aumône à leur porte d'une manière commode et négligente, ne pouvaient consentir à ce qu'on essayât de faire mieux que ce qu'on avait toujours fait.

L'ASSOCIATION DE CHARITÉ,

INSTITUTION NOUVELLEMENT FONDÉE A PARIS.

IL s'est formé à Paris, au mois d'octobre 1829, une institution nouvelle propre à exciter le plus vif intérêt chez les amis de l'humanité ; car il n'en existe certainement aucune où la charité s'exerce d'une manière mieux entendue. Dès sa naissance elle mérite d'être offerte comme le modèle du meilleur régime des secours à domicile.

Elle porte pour titre : *l'Association de Charité*, et son premier rapport vient d'être publié chez Duverger, imprimeur, rue de Verneuil, n° 4.

Elle a pour objet d'adopter les familles pauvres qu'elle prend sous sa protection, en leur procurant une assistance complète, de manière à les réhabiliter pleinement ; elle ne soulage pas à demi, encore moins au hasard ; elle ne se borne pas aux secours matériels ; elle remonte jusqu'aux causes elles-mêmes de la misère. Visiter les indigens dans leurs demeures, les consoler par de bonnes paroles, les encourager au bien, leur servir de conseil et de protecteur dans toutes les circonstances difficiles de leur vie ; voilà ce que l'Association s'applique à faire pour eux, en même temps qu'elle pourvoit à leurs besoins. Elle les exhorte à s'aider eux-mêmes ; elle tâche de les en rendre capables, de leur en offrir les moyens. Ainsi aucun de ses bienfaits ne dégénère en abus, aucun ne reste stérile,

aucun ne demeure imparfait. Elle veut sauver les infortunés auxquels ses soins s'adressent.

Pendant le premier semestre de son existence, elle a secouru 54 ménages, 53 veuves et 36 célibataires.

Elle a procuré de l'occupation aux uns, des outils à d'autres;

Elle a placé des enfans;

Elle a arraché des pères et mères de famille à des habitudes vicieuses;

Elle a inspiré l'esprit d'ordre et la prévoyance.

La plus salutaire de ses influences est celle qu'elle exerce sur les mœurs des pauvres, et en cela elle atténue l'une des sources les plus fécondes de la pauvreté.

Le Comité de cette association se réunit chez M. Jules Hollard, rue Martel, n° 13, qui reçoit les souscriptions. Il choisissait d'abord indifféremment, dans toute l'étendue de la capitale, les malheureux, qu'il prenait sous sa protection. Mais, à mesure que ses ressources augmentent, et que par-là ses opérations s'étendent, il a senti le besoin de former des circonscriptions divisées et déterminées. Déjà un Comité particulier vient de se former pour le dixième et le onzième arrondissement, et l'on espère que chaque arrondissement de Paris aura bientôt son comité distinct.

Cette Association se prescrit de se mettre en relation intime et régulière avec les Bureaux de Charité; et on ne peut en effet trop le lui recommander. Elle doit s'adresser aux Bureaux de Charité pour recueillir des informations certaines sur la personne et les besoins des indigens; pour connaître les secours qu'ils obtiennent, et éviter les doubles emplois; pour avertir ces Bureaux de la protection qu'elle accorde et des sou-

lagemens qu'elle procure à ces malheureux. Elle trouvera aussi dans les Bureaux de Charité un concours fort précieux pour mille petits services que réclame la position des indigens.

Nous saluons de tous nos vœux cette institution naissante; nous applaudissons à son but; nous osons lui promettre la récompense la plus digne d'elle : elle fera beaucoup de bien.

ALIÉNÉS.

LE Comité qui s'occupe spécialement des aliénés recueille, depuis plusieurs mois, des renseignemens statistiques sur les établissemens consacrés à cette infirmité. En attendant qu'il ait coordonné ces divers documens de manière à pouvoir les livrer à l'impression, on a pensé qu'il pourrait être utile d'insérer dans ce recueil le *Programme d'un hôpital consacré au traitement de l'aliénation mentale*, présenté au Conseil général des hospices de Paris, par M. Desportes, membre de la Commission administrative des mêmes établissemens. La longue expérience de cet habile administrateur donne à son opinion sur cette matière le plus grand poids, et la recommande puissamment aux méditations, à l'intérêt de toutes les personnes qui peuvent être appelées soit à fonder, soit à construire ou à améliorer les asiles destinés au soulagement de la plus grande des infirmités auxquelles la nature humaine soit sujette.

Nous ne donnerons dans le présent Bulletin que la première partie de cet important travail. Les deux autres seront insérées successivement dans les prochaines publications.

Programme d'un Hôpital consacré au traitement de l'aliénation mentale, pour 500 malades des deux sexes.

Un hôpital spécialement consacré au traitement de l'aliénation mentale est un monument de charité qui

manque à la France : de tous côtés la voix publique le réclame et s'élève , pour l'obtenir , avec une chaleur et une constance qui prouve sa nécessité. La plupart des maisons où les indigens atteints de quelque manie ont été reçus jusqu'à ce jour , loin de présenter les conditions les plus nécessaires au succès de leur guérison , n'offrent pas même celles qui sont indispensables à la conservation de leur existence : la confusion , l'insalubrité et un malaise général sont les premiers aperçus , qui se placent sous les yeux de l'observateur que l'amour de l'humanité conduit dans ces lieux de misère. Plusieurs États voisins ont fondé des établissemens pour la réception des maniaques. Ce que l'en en rapporte généralement nous apprend que ce ne sont point encore là les modèles à imiter : des édifices , dont la magnificence extérieure frappe au premier aspect , laissent intérieurement à désirer des dispositions indispensables. Le fondateur a satisfait l'orgueil de sa nation par l'appareil de l'ordonnance ; le spectateur étonné admire le *grandiose* de l'exécution ; mais l'observateur , qui ne s'arrête point à la surface des choses , s'aperçoit bientôt qu'on a négligé les seuls secours qui seraient efficaces aux infortunés que la charité nationale a voulu soulager. C'est à la France qu'il appartient de présenter ce modèle. Déjà elle a appris à ses voisins qu'il ne fallait ni chaînes ni cachots pour contenir les aliénés ; ses médecins ont enseigné les moyens moraux à mettre en usage dans le traitement de l'aliénation mentale. Le sacrifice de quelques millions consacrés à la construction d'un hôpital spécial de fous , donnerait une nouvelle preuve de sa supériorité dans le développement des actes de bienfaisance. Le programme

que j'ai l'honneur de vous présenter sera l'indicateur de toutes les dispositions et de tous les accessoires que comporte un établissement de cette nature; c'est à MM. les architectes à le combiner de manière que ce monument ajoute encore à la sublimité de la philanthropie française.

L'érection d'un hôpital destiné à recevoir cinq cents fous des deux sexes exige un emplacement très vaste : cinquante arpens, libres de toute entrave dans leur superficie, ne présenteront que le terrain nécessaire, parce qu'ils doivent être divisés en autant de parties isolées les unes des autres, que l'exigent les besoins d'un édifice de ce genre. En considérant la valeur des constructions à élever, l'achat de ces cinquante arpens ne paraîtra qu'une chose accessoire, surtout si l'on vient à les acquérir dans le voisinage des villes plutôt que dans leur intérieur. Ce dernier choix, qui est aussi le meilleur sous le rapport du bien-être des aliénés, a l'avantage d'exiger moins de fonds et de dispenser l'établissement des droits d'entrée sur toutes ses consommations. Les fous sont des malades que l'on peut conduire hors des villes sans le moindre inconvénient; souvent même cet éloignement peut leur être salutaire; la distraction de leurs idées les plus fixes et l'oubli de leurs plus fâcheuses habitudes dépendent souvent de la précaution que l'on doit avoir de les isoler des objets de leurs affections ou de leurs déplaisirs; et ce que l'on doit chercher avec soin, c'est de les soustraire à l'influence des causes qui peuvent les rendre indociles à la voix chargée de les commander; leur obéissance est le premier succès du médecin.

L'emplacement le plus convenable sera donc celui

qui, peu distant d'une grande ville, se trouvera sur une légère élévation qu'aucune vue étrangère ne domine. Ses murs d'enceinte auront besoin d'être parfaitement libres; un sol sablonneux est l'espèce la plus avantageuse : si sa surface est unie, il remplira déjà une des principales conditions, autrement il sera nécessaire de le niveler, quelles que soient les difficultés qui s'y rencontrent; mais, malgré la réunion de tous ces premiers aperçus, l'emplacement sur lequel l'eau ne coulerait pas en abondance, ou sur lequel il ne serait pas possible d'en amener en grande quantité, ne serait pas propre à l'érection d'un hôpital de cette importance : une maison consacrée au traitement de l'aliénation mentale demande à être servie d'eau avec profusion; se placer dans la nécessité de l'économiser, ce serait commettre une faute, qui ne pourrait être que faiblement compensée par beaucoup d'autres avantages.

On devra donc rechercher, avant tout, un plateau formé sur une légère éminence, comme naturellement moins susceptible d'humidité qu'un terrain bas. Un sol sablonneux, en contribuant à la salubrité des bâtimens, ne donnera lieu à aucune dépense extraordinaire dans la construction de leurs fondations : la couche ferme se rencontrant ordinairement à peu de profondeur, il ne faudra enlever que quelques pieds de terre pour poser la première assise.

Le voisinage d'un coteau sera de même une circonstance favorable : en le prenant au midi, il mettra l'établissement à l'abri des vents du nord; et comme les coteaux recèlent souvent d'abondantes sources, leurs eaux, soigneusement rassemblées, fourniront le moyen

d'en diriger le courant partout où il sera nécessaire. On a remarqué que les fous qui se trouvent dans la situation que l'on vient d'indiquer, se croient moins emprisonnés, par la possibilité de promener leur vue au-delà des murailles qui les retiennent. Cette légère satisfaction, qui les distrait d'abord, peut ensuite amener chez plusieurs des réflexions assez puissantes pour secourir les efforts de la médecine contre l'erreur qui les captive. La faculté qui leur sera ainsi donnée de voir au loin la campagne, est une des raisons pour lesquelles on demande que les murs de clôture soient dégagés de toute habitation voisine : les autres motifs sont fondés sur la plus libre circulation de l'air, et sur l'inconvenance et le danger qu'il y aurait à permettre que des regards curieux ou des voix indiscrètes, vinssent sans cesse importuner des malades dont la cure tient essentiellement à leur tranquillité.

L'ensemble des bâtimens d'un hôpital de fous des deux sexes doit être divisé en trois parties très distinctes : la première comprend les corps-de-logis des deux quartiers affectés à l'habitation des malades ; la deuxième, ceux dans lesquels sont établis l'administration, les employés, les offices de la cuisine et de la pharmacie, et les magasins ; et la troisième, ceux qui sont consacrés à un usage spécial, comme la chapelle, l'amphithéâtre, la buanderie, etc. La première partie doit ensuite être subdivisée en deux départemens tout-à-fait étrangers l'un à l'autre.

Un établissement de cette nature, ainsi divisé, offre plus promptement à la pensée les principaux détails dont il se compose, et ce moyen le plus simple de les embrasser d'une manière facile, place aussi sous les

yeux l'ordre dans lequel il est convenable de s'en occuper. Cet aperçu rapide des détails les plus importants a en outre l'avantage de montrer les rapports qu'ils ont entre eux et ce qu'ils exigent dans l'intérêt général. Si ensuite on les reprend l'un après l'autre, ils ne laissent plus de lacune dans la solution du problème à résoudre pour assurer les besoins de tous les services.

PREMIÈRE PARTIE.

Une grande simplicité est la beauté qui doit distinguer les bâtimens d'un hôpital : de la recherche et des ornemens sont des accessoires qui nuisent au caractère sévère qui lui appartient ; quel que soit leur mérite, ils provoqueront toujours le blâme. Le luxe des asiles consacrés à l'infortune consiste dans le plus grand bien-être à procurer à chaque individu, en le plaçant commodément et d'une manière salubre : le génie de l'architecture ne doit s'y montrer que par des proportions sévères, des lignes constamment pures, et une ordonnance de masses que l'œil parcourt facilement.

Le nombre des fous étant généralement d'un tiers au-dessous de celui des folles, une maison à construire pour cinq cents aliénés des deux sexes devra donc offrir deux cents places d'hommes et trois cents de femmes.

Les deux quartiers des fous et des folles devront être placés hors de la vue non seulement des étrangers, mais encore des personnes même attachées à l'établissement que leurs fonctions n'appellent pas près des malades. Il sera donc rigoureusement nécessaire d'établir ces deux départemens de façon qu'on ne puisse les voir ni en approcher que par la permission du médecin. Cependant, si les mettre absolument à l'écart est une mesure

indispensable, il sera aussi très important de ne pas trop les éloigner du centre des différentes offices. Le plan d'un hôpital de ce genre doit être combiné pour que les corps-de-logis des bureaux, des offices et de la chapelle soient les seuls où le public puisse pénétrer.

La division des sexes est un point capital qui mérite une sérieuse attention : ils devront être séparés par le plus grand espace possible ; il faudra que des deux départemens on ne puisse respectivement voir ni entendre ce qui pourrait s'y passer ; mais tout en remplissant ces conditions, on ne devra point perdre de vue que leur situation mutuelle doit offrir la facilité de passer promptement d'un quartier à l'autre, et de s'y rendre de même de toutes les parties de l'Hôpital.

L'est est le point vers lequel il convient le mieux d'exposer les bâtimens destinés au logement des aliénés. La chaleur du midi, en été, et le froid du nord, en hiver, sont deux extrêmes qui contribuent à l'effervescence de leur imagination : l'air du levant, au contraire, aussi salubre que celui du nord est aigre, porte avec lui une douce fraîcheur qui calme l'agitation de leur esprit ; et la bienfaisante clarté des premiers rayons du soleil, si puissante pour le bien-être de chacun, les dispose à se soumettre sans résistance aux soins que réclame leur malheur. L'est est encore l'exposition que les médecins préfèrent, parce que les vents qu'il apporte leur semblent plus convenables pour l'assainissement des salles ; ils trouvent que l'ouverture des fenêtres vers ce côté, présente moins de chances funestes aux malades, qu'il est important de garantir des courans d'air.

Les bâtimens consacrés à l'habitation des aliénés de-

vront être érigés sur le même dessin et dans les mêmes dimensions. Le nombre de ces bâtimens sera proportionné à celui des individus à recevoir, et il ne pourra être au-dessous des subdivisions demandées; il est indispensable de les placer de manière à ce qu'ils soient parfaitement indépendans les uns des autres. Tous ces bâtimens formeront deux départemens, l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes, et ils se subdiviseront ensuite en douze sections par département. L'étendue et l'ordonnance de ces constructions étant les mêmes, elles présenteront deux masses régulières et parallèles qui concourront à l'effet général.

Ces départemens des hommes et des femmes seront, pour ainsi dire, deux hôpitaux dans un grand; les sections de chacun d'eux seront pareillement douze petits hôpitaux dans une même enceinte. Leur isolement sera assez marqué pour que d'une section on ne puisse voir ni entendre ce qui pourrait se passer dans les autres; il faudra qu'elles soient entre elles des espèces de chartreuses, et l'espace donné à chacune sera clos par des murs de huit pieds de hauteur. La division en deux départemens des corps-de-logis affectés au placement des fous, résulte de la nécessité d'établir une séparation parfaite entre les sexes; celle par sections est relative au classement de ces malades suivant le caractère principal de leur aliénation mentale. Ce classement exige les douze sections suivantes, répétées pour chaque département :

- 1°. Celle des fous furieux en traitement;
- 2°. Celle des fous furieux incurables;
- 3°. Celle des fous tranquilles en traitement, à placer en loges;

- 4°. Celle des fous tranquilles incurables, à placer de même en loges;
- 5°. Celle des fous épileptiques furieux;
- 6°. Celle des fous épileptiques tranquilles;
- 7°. Celle des fous tranquilles en traitement, à placer en dortoir;
- 8°. Celle des fous tranquilles incurables, à placer de même en dortoir;
- 9°. Celle des mélancoliques;
- 10°. Celle des imbécilles;
- 11°. Celle des maladies incidentes;
- 12°. Et celle des convalescens.

Les besoins et la perfection d'un établissement de ce genre seraient encore mieux entendus, si l'on pouvait ajouter de nouvelles subdivisions à ces douze sections : il existe, entre les aliénés, des nuances que les médecins voudraient pouvoir classer à part ; cela est d'autant plus nécessaire, que la guérison de ces malades dépend quelquefois des émotions qu'il convient de leur faire éprouver, ou de celles dont il faut les préserver. Un fou convalescent retombera dans ses illusions par cela même qu'on l'aura placé dans une situation qui l'y ramène, ou parce qu'on l'aura mis en regard d'un maniaque qui les lui rappelle ou qui l'épouvante. Il est donc bien certain que ce serait multiplier les moyens de guérison que de subdiviser encore les douze sections demandées ; mais la grande étendue de terrain qu'elles exigent déjà pour elles seules, et les dépenses qu'elles entraînent, empêchent d'en proposer un nombre plus grand. Si ces deux circonstances font un devoir de borner à douze sections le besoin des séparations pour chaque sexe, on voit que c'est le *minimum* possible,

et que ce serait à tort qu'on croirait pouvoir en diminuer la quantité. Un classement plus rétréci exposerait les médecins à des tentatives de guérison sans succès.

Toutes les mesures de sûreté et de convenance à prévoir dans les constructions destinées à l'habitation des aliénés, se trouveront plutôt dans un corps-de-logis élevé seulement d'un rez-de-chaussée, que dans celui qui serait monté de plusieurs étages. Les salles d'un rez-de-chaussée ne seront pas moins salubres que celles des étages supérieurs, si on a eu l'attention d'en mettre le sol à l'abri de l'humidité, en les construisant sur une voûte élevée de trois pieds, sous laquelle on conserverait des courans d'air. Ce genre de construction paraît d'abord très coûteux; mais si l'on considère qu'il faut également établir des voûtes sous le sol d'un bâtiment surmonté d'un premier étage, quand les salles du rez-de-chaussée sont destinées à recevoir des lits; si l'on ajoute à cette considération la valeur d'une plus forte épaisseur dans les murs, celle des planchers, des escaliers, et des grilles aux baies de croisées, dont on est dispensé pour un bâtiment composé d'un seul rez-de-chaussée, on reconnaîtra facilement que pour loger le même nombre d'individus, la dépense sera à peu près la même des deux manières, et que le seul désavantage qu'il y aurait à établir des rez-de-chaussée, consisterait uniquement dans la plus grande surface de terrain qu'ils exigent.

Ce serait donc une erreur de s'attendre à une réduction sensible dans la dépense d'un édifice de ce genre, en donnant aux corps-de-logis affectés au placement des aliénés une élévation de plusieurs étages; mais lors même que ce parti serait véritablement le

moins coûteux, il serait bon encore de ne l'adopter que dans les localités où le défaut d'espace en ferait une loi. Les fous sont des malades qui demandent une surveillance de tous les momens, et auxquels il ne faut laisser aucun moyen d'abrégier leurs jours. S'ils sont placés dans un bâtiment de plusieurs étages, on est forcé de multiplier à l'infini le nombre des surveillans : autrement ils échappent facilement à l'œil chargé de suivre leurs mouvemens ; les escaliers, les rampes, les barreaux des baies des croisées, quelques précautions qui soient prises pour prévenir tous les accidens qui naissent de leur désespoir, sont encore beaucoup trop souvent l'occasion de nouveaux regrets ; les mélancoliques, surtout, savent épier l'instant favorable et faire servir à leur dessein de mourir, les objets qui en sont le moins susceptibles. Dans un établissement de cette nature, où les dépenses journalières obligent à des économies sur le personnel des surveillans, une des conditions premières est d'en disposer les différentes localités de façon que le malade abandonné à lui-même ne puisse se livrer qu'à ce qu'on veut bien lui permettre.

Il est encore deux autres causes très déterminantes en faveur des corps-de-logis élevés d'un rez-de-chaussée seulement : les fous ne peuvent être placés dans des bâtimens à plusieurs étages, qu'autant que les baies des croisées sont fortement garnies de barreaux en fer et de grillages : cette manière de les empêcher de se nuire, en donnant à leur demeure l'apparence d'une prison, afflige les plus indifférens et irrite les autres. Un escalier, qu'on peut croire la chose la plus simple, est souvent pour ces infortunés l'occasion de déplaisirs,

parce que leurs secrètes intentions, que le surveillant devine, ne permettent pas de leur laisser monter et descendre comme ils l'entendent, soit pour rentrer au dortoir, soit pour aller au promenoir. On conçoit dès-lors que le mieux est de les mettre dans l'obligation de faire d'eux-mêmes tout ce que l'on veut en obtenir.

Ces diverses considérations démontrent l'avantage des rez-de-chaussée dans un Hôpital d'aliénés : leur donner la préférence, c'est obéir à des convenances qui préservent les fous de graves accidens ; et la volonté de ces malades n'étant contrariée par aucune gêne, ils sentent bien moins le tourment de leur captivité. L'augmentation de terrain que ce genre de construction exige, loin d'être une raison pour le faire repousser, est elle-même une cause qui doit militer en faveur de son adoption : un établissement destiné à des aliénés remplit mal son objet si le nombre de ses corps-de-logis n'est pas disposé de manière à établir entre eux beaucoup de cours, de promenoirs et de jardins, et si l'étendue de son enceinte s'oppose, par sa circonscription, à la multiplicité des subdivisions qu'il comporte.

Les voutes sur lesquelles on prescrit d'élever le sol des rez-de-chaussée sont d'une nécessité absolue : se persuader que l'on pourrait se dispenser de les construire, ce serait agir contre la salubrité des salles, et en sens inverse du bien-être des malades. Tout rez-de-chaussée dont le carreau ou le parquet est posé sur la terre, ne tarde pas à montrer une humidité, que le temps accroît encore davantage : les soins les plus attentifs n'y peuvent absolument rien ; la terre pousse au-dessus du carreau ou du parquet une sorte de mousse verdâtre et salpétrée qui en change la couleur, le dé-

compose et se communique au souassement des murs. Ce n'est qu'avec le secours des voûtes, garanties elles-mêmes d'humidité par des courans d'air, qu'on parvient à maintenir le sol des rez-de-chaussée dans une sécheresse parfaite. L'insalubrité est de toutes les inconvénients locales celle dont il faut le plus préserver les malades. Les voûtes sont précieuses contre les inconvénients que peut présenter le niveau de la terre, et tout onéreuse que leur dépense puisse paraître, elle ne balancera jamais le bien-être que les malades en éprouveront.

Dans un hôpital consacré à l'aliénation mentale, le nombre des cellules doit se borner du quart au tiers de la totalité des places : ainsi, pour une maison de cinq cents aliénés, la quantité qu'il sera nécessaire de construire est de cent vingt à cent soixante en tout, c'est-à-dire de soixante à quatre-vingts pour chaque département. Le nombre devra être le même des deux côtés, quoique celui des folles soit ordinairement d'un tiers plus fort que celui des fous : ces derniers ont besoin d'une quantité égale de cellules, parce qu'ils sont exposés à les occuper plus long-temps et dans plus de circonstances ; les femmes, au contraire, étant moins fortes et moins souvent emportées, en sortent plus promptement ou ne sont pas même dans le cas d'y être mises.

Le département des hommes, divisé en douze sections comme celui des femmes, devra en présenter cinq contenant chacune un rang de douze cellules, et les sept autres chacune un dortoir de vingt-quatre lits ; mais du côté des femmes les corps-de-logis devront être au nombre de seize, afin d'atteindre celui des places à

leur donner, ce qui établira pour celles-ci soixante cellules et deux cent soixante-quatre lits, en tout trois cent vingt-quatre places; et pour les hommes soixante cellules et cent soixante-huit lits, en tout deux cent vingt-huit places. Ces deux quantités, qui forment un total de cinq cent cinquante-deux lits, comprennent deux dortoirs de chacun vingt-quatre lits, destinés à former les sections des maladies incidentes des deux départemens : ces quarante-huit lits ne devant jamais être occupés que par des individus appartenant aux onze autres sections, il faut donc les compter en dehors et ne pas les comprendre dans ceux fixés sur le nombre des aliénés à recevoir. Les quatre corps-de-logis d'augmentation, dans le département destiné aux femmes, ne devront pas changer les sections, réglées à douze; ils feront partie de celles des imbécilles, des mélancoliques, des incurables en dortoir et des convalescentes.

On ne s'étonnera point du petit nombre de cellules demandé dans chaque département. Outre que leur construction est plus chère, leur habitation est toujours moins saine que celle des dortoirs, et elles isolent des malades qu'il convient souvent de mettre en communauté. On a long-temps pensé que le seul moyen de contenir les fous était de les placer un à un, entre d'épaisses murailles sur lesquelles on voyait pendre les ferremens propres à toutes les tortures. Depuis vingt ans, d'heureux essais ont montré que le plus grand nombre de ces malades était paisible et soumis, quand il n'était point irrité par des injustices ou de mauvais traitemens : en apprenant à s'en rendre maître avec de bons procédés, les cachots et les chaînes sont devenus inutiles. Il est résulté de ce changement que beaucoup

de fous que l'on tenait renfermés en loges sans oser leur permettre d'en sortir, sont maintenant libres, et couchent dans des dortoirs de quarante à soixante lits.

Cet important service a été provoqué par le docteur *Pinel* : le génie de son art et la bonté de son cœur lui ont ouvert une route jusqu'alors ignorée, et son *Traité de l'Aliénation mentale* a placé sous tous les yeux les moyens simples à mettre en usage pour le soulagement et la guérison de ces infortunés.

Le conseil général, qu'une pensée généreuse atteint toujours, ne pouvait manquer de saisir cette belle occasion de servir cette partie des malheureux confiés à ses soins. La suppression des menottes, des cartans et des chaînes est un de ses bienfaits ; il prescrivit cette philanthropique mesure le jour même de sa première visite dans les maisons de Bicêtre et de la Salpêtrière. Un semblable empressement appartenait à des hommes que leur amour de l'humanité venait de réunir.

Peu d'années après, le docteur Esquirol, nommé médecin ordinaire de la division des fous, a confirmé par sa pratique et ses écrits cette vérité, que les fous doivent être contenus sans moyens extraordinaires ; que leur placement en dortoirs convient mieux au plus grand nombre ; que les cellules n'ont pas besoin d'être un composé d'épaisses murailles, et que ces malades sont faciles à diriger toutes les fois qu'ils sont confiés à des hommes éclairés et compatissans à leurs maux.

Ce même docteur a été témoin, ou, pour mieux dire, le propre auteur d'une expérience que l'on croit devoir rapporter pour prouver encore plus l'inutilité d'un grand nombre de cellules. Il parcourait nos départemens dans le dessein de recueillir des notes sur

les différentes maisons d'aliénés. Dans l'une d'elles, on tenait depuis long-temps au fond d'une cave un fou enchaîné par les quatre membres; personne n'osait en approcher. Le gardien chargé de lui apporter à manger, ne le faisait jamais qu'accompagné d'un second, et ne lui donnait ses alimens qu'en les lui jetant de loin. Ce malheureux, révolté de ses continuelles souffrances et des manières dures de ces deux hommes, ne pouvait les envisager sans entrer dans des emportemens que le mouvement de ses chaînes rendait encore plus effrayans. On en parla au docteur Esquirol; celui-ci voulut aussitôt le visiter. La fureur de cet infortuné à la vue de ses deux gardiens, lui donna la pensée de les renvoyer et de rester seul : ils étaient à peine sortis que ce furieux devint calme ; la confiance du docteur, qui s'en approcha sans aucun signe de crainte, le rendit aussi doux qu'il paraissait terrible un instant avant ; on le débarrassa ensuite de ses chaînes, et depuis il est toujours demeuré paisible.

Les deux sections de cellules prescrites pour les fous tranquilles en traitement, et pour les fous tranquilles incurables, ne sont demandées que parce qu'il en est, parmi les premiers, que les médecins doivent traiter isolément, et parmi les seconds, qui font des mouvemens et des cris, dont la continuité trouble le sommeil des autres ; mais ces deux espèces sont le petit nombre, et les cellules qu'on doit leur destiner seront plutôt de prévoyance que vraiment indispensables.

Plusieurs parloirs et plusieurs loges de portiers seront nécessaires par département. Dans les lieux où l'on croira devoir les établir, ces parloirs et ces loges seront mis en regard les uns des autres. Il est important que

le malade puisse être conduit dans un parloir à proximité de sa section, et que les personnes qui viendront le visiter arrivent auprès de lui sans y entrer. Un parloir général par département aurait l'inconvénient d'éloigner les aliénés de leur demeure, et de les mettre en présence d'individus atteints d'autres genres de folie qu'il faut soigneusement éviter de leur montrer.

Une section se composera, 1°. de douze cellules ou d'une salle de vingt-quatre lits; 2°. d'un réfectoire ou salle de réunion; 3°. d'un ouvroir, 4°. d'un dortoir pour les infirmiers; 5°. d'un magasin; 6°. d'une cour de service; 7°. d'un promenoir-jardin; 8°. d'un promenoir couvert; 9°. d'une fontaine, et 10°. d'un cabinet de latrines.

Chaque rang de cellules sera établi entre deux galeries, couvertes par un toit commun, et appuyé d'un pavillon à chacune des extrémités; l'ensemble de ces trois parties présentera une masse pareille à celle d'un corps-de-logis disposé en dortoir: cette construction sera élevée dans le même ordre que toutes les sections et sur les mêmes lignes. Les bâtimens, vus de vol d'oiseau, devront montrer une régularité parfaite, malgré la différence intérieure résultant de la division des uns en cellules, et des autres en dortoirs.

La galerie exposée à l'ouest sera fermée, et celle à l'est sera ouverte; la largeur de l'une et de l'autre sera d'au moins six pieds, et leur hauteur sera combinée de manière que ces galeries ne puissent nuire à la circulation de l'air et au jour à conserver aux cellules. Des calorifères, posés aux deux extrémités de la galerie fermée, serviront, en hiver, des bouches de chaleur dirigées sur les douze cellules. Le motif principal de ces

galeries est de mettre les fous à l'abri du froid et de l'ardeur du soleil, et de leur fournir en outre des promenoirs couverts pour les mauvais temps.

Une cellule sera établie dans les mesures suivantes :

	Mètres.	Centimètres.	Pieds.
Profondeur.....	3	67	en 11
Largeur.....	2	92	9
Hauteur.....	2	92	9

Ces données sont prises sur l'espace nécessaire pour que le malade ait, pour respirer, au moins quatre toises cubes d'air : cette quantité paraît suffisante, en raison de ce que les émanations morbifiques des individus logés isolément sont moins nuisibles que celles des personnes placées en communauté : c'est pourquoi il en sera demandé six toises pour les aliénés, à placer dans les dortoirs.

Douze cellules, ainsi qu'on l'a déjà dit, formeront une même longueur de bâtiment. Chaque cellule sera percée de deux croisées et d'une porte ; la croisée côté de l'ouest correspondra à la porte : ces deux ouvertures seront ainsi placées, pour que les courans d'air ne puissent porter sur le malade en traversant la pièce ; le sous-pied sera planchéié, et le plafond enduit de plâtre à solives recouvertes. Des portes extérieures seront établies sur la galerie fermée, pour son service et celui des cellules.

Le nombre des cellules de force affectées aux fous furieux sera dans la proportion du cinquième de la totalité de celles de chaque département. Ces cellules ne différeront des autres qu'en ce que leur plafond sera voûté en briques, qu'elles seront garnies de barreaux et de volets au lieu de fenêtres, et que leurs portes,

ferrées plus solidement, seront percées d'un guichet s'ouvrant extérieurement. Ces douze cellules seront établies sur la partie de terrain qui, par la division générale de l'emplacement, se trouvera à l'extrémité de chaque département et de la porte d'entrée.

Quoique l'on soit dans l'usage de couvrir en dalles le plancher des cellules, on pense qu'il vaut mieux le faire en bois : les dalles ont l'inconvénient d'être constamment humides et froides ; des planches de chêne de deux pouces d'épaisseur, bien jointoyées, auront une durée très longue et pourront très bien se laver ; un plancher ainsi composé sera beaucoup plus agréable et infiniment plus salubre : on peut encore ajouter à sa conservation et à sa salubrité, en ménageant des courans d'air par-dessous, au moyen d'un vide laissé entre ce plancher et la terre. La valeur des dalles étant plus élevée que celle des planches, il est à présumer que le renouvellement de celles-ci ne donnera, au résultat, que la même dépense, d'autant mieux que les dalles, à moins d'être très épaisses, se cassent et s'usent assez facilement.

Le plafond doit être enduit de plâtre à solives recouvertes, afin que les miasmes morbifiques puissent en être plus aisément détachés et enlevés.

Dans l'hôpital des fous à Bordeaux, chaque loge a un cabinet de latrines : ce cabinet est, dit-on, pratiqué dans l'épaisseur du mur, et le service en est fait extérieurement. Cette disposition, qui plaît au premier moment, a cependant des inconvéniens qui paraissent assez puissans pour détourner de l'adopter ; quelque bien tenu que soit un semblable lieu, on s'aperçoit toujours de son voisinage ; le siège seul reproduit toutes

les incommodités et tous les désagrémens dont il est susceptible; et si l'aliéné est sale, loin de prendre la peine de passer à ce cabinet, il le néglige et se met à côté. Toutes les fois qu'un fou a besoin d'être tenu sous clef, il vaut mieux laisser à sa disposition une chaise percée, que chaque matin on vient enlever. Cette chaise, que l'on doit changer d'une nuit à l'autre, nettoyer, et exposer à l'air aussi long-temps qu'il est nécessaire, n'offre d'autre incommodité que son transport; et c'est un soin dont on n'est pas dispensé par le secours d'un cabinet, puisqu'il faut de même y venir prendre le vase placé sous le siège.

Ce n'est point une nécessité de construire en pierre les cloisons des cellules, ainsi qu'on l'a fait dans les hospices de Bicêtre et de la Salpêtrière; outre que la pierre est malsaine, elle donne lieu à un excédant de dépense tout-à-fait inutile. On préviendra aussi bien les projets d'évasion ou le besoin de détruire, en composant ces cloisons de charpente un peu forte, dont toutes les parties seront placées l'une contre l'autre: cette charpente, lattée jointif et couverte d'un pouce de plâtre des deux côtés, formera une muraille et des divisions suffisamment solides, plus que si elles étaient faites en pierres, et d'une dépense beaucoup moins élevée.

Les dimensions d'un dortoir seront de quatre-vingt-seize pieds de long, sur vingt-cinq de large, et quinze de hauteur sous le plafond, le tout dans œuvre. Le vide résultant de ces mesures, divisé par vingt-quatre lits, donnera un peu plus de six toises cubes d'air à respirer à chaque malade. Les trumeaux seront construits à huit pieds de largeur, afin que les couchettes, établies à deux pieds et demi, aient de l'une à l'autre, sur le plein

mur, une ruelle de trois pieds, et de cinq entre les baies de croisées. Ces baies, percées de dix pieds d'élévation sur un appui de deux pieds et demi, seront garnies de croisées à six panneaux, pour que le renouvellement de l'air puisse s'opérer largement et sans incommodité. Entre les deux portes latérales de chaque salle on laissera un passage de treize pieds : il résultera de cette espèce de vestibule, qui partagera également les vingt-quatre lits, plus de facilité dans le service, et moins d'importunité pour les malades, par le mouvement des allans et venans.

Vingt-quatre malades sont le *maximum* du nombre à réunir dans une même salle. Une largeur de huit pieds de trumeau et de cinq pour les croisées, donnera à chaque couchette un emplacement de six pieds et demi; en éloignant les chevets de six pouces des murs, il restera entre chaque lit, en vis-à-vis, un passage de douze pieds. Ces dimensions sont celles que proposent généralement nos médecins, comme remplissant toutes les conditions de salubrité et de bien-être dans le placement des malades; on les retrouve aussi dans les écrits des philanthropes qui se sont le plus occupés des hôpitaux. Moins de vingt-quatre malades dans une même salle est la cause de dépenses plus fortes sur quelques parties des détails journaliers; un plus grand nombre ralentit les soins, donne lieu à la construction de salles trop étendues pour être chauffées convenablement, ou vicie l'air vital, par la corruption et le mélange de celui que renvoient les poumons des malades, toutes les fois qu'il n'a pas pour se perdre un espace en rapport avec sa quantité. L'accord parfait qui règne sur ce point entre tous les observateurs, est encore soutenu par les

exemples que l'on trouve dans les différens hôpitaux de Paris : l'hospice de La Rochefoucauld offre une salle-modèle dans ce genre, construite par l'architecte Antoine. Malheureusement la nécessité y a fait placer plus de lits que sa capacité n'en comporte : il s'ensuit que, sans avoir dénaturé ses belles proportions, on en a perdu les avantages; car la grandeur des infirmeries ne se règle pas sur leur étendue, c'est par le nombre de lits qu'on en juge : l'infirmerie la plus grande est celle où l'on a le plus d'air à respirer, la moins grande est celle où chaque individu en a le moins; on agrandit une salle en diminuant le nombre de ses malades, on la tient plus petite en y rassemblant plus de monde : l'étage Saint-Landry, à l'Hôtel-Dieu, long d'environ quatre cents pieds, est une petite salle, à cause du peu d'élévation du plafond et de la quantité de ses lits. M. Tenon, dans son troisième Mémoire, insiste beaucoup sur les véritables dimensions à donner aux salles; toutes les explications dans lesquelles il entre à ce sujet entraînent la conviction, et on ne saurait prendre un meilleur guide, chaque fois que l'on voudra se livrer aux détails des hôpitaux.

Le réfectoire, dit aussi la salle de réunion, et la chambre de travail, seront contigus au dortoir, et il faudra pouvoir s'y rendre de ce dernier; cependant c'est une obligation de n'en pas faire un passage : ces deux pièces auront, à cet effet, des portes particulières pour aller et venir des autres lieux de la section; le besoin de l'une et de l'autre est absolu : se persuader qu'elles pourraient être négligées, ce serait refuser les accessoires les plus utiles dans un pareil établissement. Leur surface nécessaire, calculée sur vingt-quatre fous

par section, sera d'environ trente pieds carres dans œuvre; l'harmonie de ces deux constructions sera combinée avec celle du corps-de-logis auquel elles appartiendront et dont elles appuieront les deux extrémités; elles seront surmontées par des entresols qui auront pour destination le logement des infirmiers et le service du magasin de la section.

Loger dans chaque section toutes les personnes chargées de soigner et de contenir les fous, est une mesure qui doit fixer l'attention : le bon ordre et l'exactitude du service l'exigent impérieusement; en agir autrement, ce serait donner lieu à des interruptions dans une surveillance qui n'en comporte pas, et dont la plus courte peut causer une foule d'accidens. Les infirmiers devront pouvoir se rendre compte, la nuit comme le jour, du moindre mouvement de leurs malades; on les mettra encore plus à même de les voir facilement, en perçant le plancher des entresols d'un judas, et en pratiquant une seconde ouverture, qui portera la vue sur toute la longueur du dortoir.

La destination du magasin sera de contenir le linge, les vêtemens et les ustensiles délivrés pour le service particulier de la section, qui en sera comptable à l'inventaire général.

L'utilité d'une cour de service par section se trouve dans les moyens de propreté, qu'elle seconde généralement : c'est le lieu où se font les écurages, les différens lavages et l'essangeage du linge. Si elle manquait, ces ouvrages, qui se répètent plusieurs fois dans la journée, se feraient dans les salles ou sur le promenoir : on conçoit qu'un semblable état de choses aurait l'inconvénient d'y causer une constante malpropreté, et

de placer sous la main des malades des objets qu'il faut en éloigner. Dans la supposition d'une cour commune à toutes les sections, cette mesure aurait le double inconvénient d'obliger à des démarches et à des transports toujours pénibles lorsqu'ils sont multipliés, et de confondre des ustensiles dont les serviteurs de chaque section sont responsables.

Les promenoirs couverts sont de simples galeries de neuf pieds de large, formées par des poteaux ronds ou carrés, placés à neuf pieds de distance. Il sera préférable de les établir latéralement sur les murs d'enceinte plutôt que contre les façades des corps-de-logis. Si on les adossait à ces derniers, les salles ne recevraient plus un air aussi vif, la lumière ne leur arriverait plus dans tout son éclat, et, dans les jours nébuleux, elles prendraient une teinte noire qui les rendrait tristes. Les galeries qui sont proposées au-devant des cellules, ne présenteront pas les mêmes inconvénients, attendu qu'elles participeront à l'ensemble du bâtiment et que leur élévation laissera un libre accès au jour et à l'air. Ces promenoirs, tout en n'étant que des accessoires aux constructions de première utilité, seront du plus grand intérêt dans une maison d'aliénés : les fous sont assez généralement commandés par le besoin de se mouvoir, de marcher à grands pas et de se tenir à l'air; si ces couverts manquent à ces infortunés, on les voit, pendant des journées entières, exposés au soleil brûlant ou à l'intempérie des saisons les plus rigoureuses.

L'exercice de la marche et la vue de l'eau sont deux besoins chez les aliénés : l'un aide à calmer les tourmens de leur imagination, l'autre à combattre la cha-

leur de leur sang. Il sera donc indispensable d'établir dans chaque section un promenoir-jardin, le plus grand possible, où l'eau vienne ajouter à son ornement : l'ensemble de ce lieu devra offrir une allée plantée en arbres d'agrément au pourtour de ses murs d'enceinte, et des parterres coupés par de larges chemins. Il ne faut pas craindre de la part de ces malades la moindre dégradation ; ils sont, entre eux, des gardiens qui se surveillent mutuellement et qui n'en souffrent aucune : loin de détruire ce qui se fait pour eux, ils s'attachent à le conserver, et prennent part aux travaux. C'est ainsi que, dans les hospices de Bicêtre et de la Salpêtrière, où le grand nombre peut les faire perdre de vue, on les voit s'opposer eux-mêmes au plus léger dérangement : il est rare qu'aucun de ces infortunés y arrache même une fleur. Mais devrait-il en être autrement, qu'il ne faudrait pas moins encore se résigner à des réparations sans cesse répétées : une cour pavée, ou même une terre sans verdure, dans les jours d'été, renverrait sur ces malades l'ardeur brûlante que le soleil y dépose, et les placerait entre deux feux : ce grave inconvénient est un de ceux dont les médecins demandent le plus à les préserver, car lui seul serait un obstacle à leur guérison. Que faut-il pour y parvenir ? des arbres, du gazon et des fleurs.

Indépendamment du bien-être et de la satisfaction que les aliénés ressentent de l'arrangement de leur promenoir en jardin, cette recherche exerce une influence très positive sur la bonne tenue de leur personne et sur celle des lieux qu'ils habitent ; elle fait que chacun d'eux, connaissant mieux la volonté ferme qui veut le meilleur ordre partout, n'ose se refuser aux soins qui

lui sont commandés, et se tient propre; ce qu'il eût négligé sans les précautions prises pour lui en inspirer le goût par le plaisir de sa promenade. Les légers frais que ces plates-bandes garnies de fleurs et ces gazons peuvent occasionner, sont de si peu d'importance, qu'ils ne peuvent pas être mis en balance avec le plus petit des avantages qui en résultent. La fontaine, ou tout autre moyen de donner de l'eau aux aliénés, sur le promenoir, doit être servie par la conduite d'embranchement qui en porte dans la cour de service et dans la salle du réfectoire.

Le cabinet de latrines d'une section ne pourra être commun à une autre; chaque enceinte devra avoir le sien. Ce cabinet sera divisé en deux parties, un côté pour recevoir les malades qui pourront s'y rendre, et l'autre pour servir de vidoir aux vases de nuit : de cette dernière disposition dépend la propreté à y maintenir. Le désordre que l'on voit souvent dans les cabinets de latrines des hôpitaux, vient presque toujours de l'absence de ce vidoir; quand les infirmiers n'ont pas d'autre moyen que le trou du siège pour verser les vases des chaises percées, il est rare que les malades puissent s'asseoir dessus après le service fini, et c'est ce qui donne lieu à toutes les saletés qu'ils y commettent, l'un à la suite de l'autre.

Il sera mieux d'isoler le cabinet de latrines du corps-de-logis qu'il servira, que de l'en rendre dépendant; toutefois, il sera bien important qu'il n'en soit pas assez éloigné pour exposer les malades trop long-temps à l'air, ou pour rendre plus pénibles les transports à y faire. Si l'on jugeait indispensable de l'adosser au corps-de-logis, on établirait entre lui et ce dernier, et dans

toute la hauteur, un courant d'air du nord au midi; ce courant d'air a pour but de l'en séparer absolument, et son effet empêche le passage de la mauvaise odeur et la communication de l'humidité.

Ce cabinet sera servi par un égout particulier se rendant à l'égout général, ou par un appareil de fosse inodore placé dans une partie basse ou sur une charrette. Quel que soit le choix des moyens, on se garantira des exhalaisons, soit de la fosse, soit de la descente, soit du siège, en pratiquant sur la fosse même, ou immédiatement au-dessous de l'appareil, une cheminée dont le diamètre soit égal à celui de l'ouverture de tous les sièges; cette cheminée sera élevée jusqu'à la partie la plus haute du bâtiment à préserver de la mauvaise odeur. Son effet physique, si elle est bien combinée, est de former un tuyau d'aspiration tel, que toutes les émanations qui se précipitent ordinairement par les trous des sièges, trouvant une issue directe, suivent le chemin qui leur est le plus facile.

Il est encore un autre accessoire d'un succès certain pour maintenir en état de grande propreté les cuvettes des latrines dans les hôpitaux; mais il faut, pour le mettre en usage, qu'elles soient servies par un égout, et que l'hôpital soit abondamment fourni d'eau. Il consiste à établir, au-dessus du cabinet de latrines, un petit réservoir alimenté par un robinet garni d'un flotteur; ce réservoir contient un récipient pour deux litres d'eau environ. Par l'effet du jeu d'une mécanique très simple, qui se place suivant le local, le malade, en poussant la porte du cabinet pour entrer, emplit le récipient, et en la tirant pour sortir, le vide avec une grande force sur la cuvette; cette eau, en la traversant,

emporte tout ce qui y a été laissé, et en lave les parois sans le secours de personne.

Les eaux pluviales et ménagères de chaque section seront conduites, à ruisseau découvert, dans l'égout d'embranchement des latrines ; c'est un moyen naturel de le laver sans aucune peine, et de perdre ces eaux sans les faire passer par un chemin trop long.

(La suite au prochain Numéro.)

ETABLISSEMENTS ÉTRANGERS.

(ÉGYPTE.)

Le but de la Société étant de recueillir des informations sur les divers Établissements de charité existant dans tous les pays (1), elle a pensé que l'un des meilleurs moyens de l'atteindre était de solliciter l'intervention de M. le ministre des affaires étrangères pour qu'il voulût bien inviter les agens diplomatiques dépendant du gouvernement français à lui adresser ces renseignemens chacun pour le pays où il réside, et à les transmettre ensuite à la Société.

M. le ministre a accueilli ce vœu avec un empressement dont nous aimons à lui exprimer ici notre reconnaissance; et, entre autres documens, il vient de nous en adresser sur l'hôpital d'Alexandrie d'Égypte, d'un intérêt tel, que nous ne croyons pouvoir mieux faire que de les publier textuellement. C'est à M. le consul général de France dans cette ville que nous en sommes redevables.

HÔPITAL EUROPÉEN A ALEXANDRIE D'ÉGYPTE.

Vers la fin de 1816, le projet conçu depuis plusieurs années de bâtir un hôpital pour offrir un asile aux Européens atteints de peste, et aux voyageurs malades ou blessés, et dont le petit nombre d'Européens résidant

(1) Voir l'article 1^{er} des STATUTS.

alors à Alexandrie empêchait l'exécution, fut définitivement adopté. Une souscription ayant été proposée, elle fut immédiatement couverte des noms de tous MM. les consuls et négocians européens domiciliés à Alexandrie, au Caire et à Rosette, et même d'un grand nombre de familles levantines. Les dames ne voulurent pas rester étrangères à ce bel acte d'humanité, et une seconde souscription fut ouverte et remplie par elles.

Le résultat de ces premières souscriptions fut tel, que l'on crut pouvoir s'occuper immédiatement de l'exécution. Une assemblée eut lieu le 18 décembre; on y arrêta la formation d'une commission spéciale dont la présidence fut donnée au respectable consul général de France de cette époque, M. Roussel. M. Thédénat-Duvent, vice-consul, en était le secrétaire, et M. Drovetti, vivant alors à Alexandrie en simple particulier, eut les fonctions de trésorier.

Dans le courant de 1818, les travaux, qui avaient été dirigés par MM. Roussel et Thédénat-Duvent, furent terminés, et les malades entrèrent dans l'hôpital.

Cet établissement, quoique fondé, comme on vient de le voir, par des dons volontaires, dans un pays où la population franque était alors si peu nombreuse, offrait déjà beaucoup de ressources. Plusieurs salles, pouvant contenir ensemble une quarantaine de lits, et tous les accessoires, tels que cuisine, dépense, pharmacie, laboratoire, etc., avaient été élevés sur les produits de la première souscription. Déjà il était divisé en deux parties pouvant s'isoler entièrement en temps de peste.

Depuis, il a pris un nouvel accroissement. Un étage supérieur a été construit sur l'une des ailes, et l'on y a

établi les employés de l'hôpital et des chambres particulières pour les malades qui en désirent. En ce moment même, au-dessus des salles de malades, on en construit deux grandes qui pourront recevoir quinze ou vingt lits chacune. Cette dernière construction a pour but, non seulement d'agrandir l'établissement, mais encore de procurer aux malades des logemens plus sains et mieux aérés que ceux du rez-de-chaussée.

L'hôpital est fort bien tenu, et abondamment fourni de tout ce qui est nécessaire à un établissement de ce genre : quarante-sept lits garnis, dont vingt-cinq en fer; beaucoup de linge d'une bonne qualité; une salle de bains, une belle pharmacie, etc., assurent aux malades tous les soins et la propreté possibles.

Je joins ici, sous n° 1, la copie des réglemens fondamentaux qui ont été définitivement adoptés en 1825, et un extrait, sous n° 2, de ceux qui dirigent la tenue intérieure de l'établissement.

L'article 18 des premiers fait connaître quelles sont les principales ressources de l'hôpital : les secours volontaires et la perception d'un tallari (5 fr. 25 c.) sur chaque navire du commerce à son départ.

L'exemption en faveur des Anglais a été motivée sur la demande du gouvernement britannique lui-même, qui en indemnise l'hôpital en lui payant annuellement une somme égale au montant des souscriptions des négocians anglais. Cette rétribution est en ce moment de 500 piastres fortes, et le nombre des navires anglais qui sortent d'Alexandrie dans le cours d'une année s'élève tout au plus à cent. Le gouvernement britannique favorise ainsi en même temps sa marine marchande, qu'elle exempte d'un droit, ses marins et autres

sujets en Égypte, dont elle contribue à améliorer l'asile à eux ouvert en cas de maladie, et l'hôpital, qui reçoit une somme beaucoup plus élevée que celle que lui procurerait le mode commun de perception.

Ces revenus sont encore augmentés de la perception des journées de malades, qui sont fixées ainsi qu'il suit :

1°. Pour les capitaines du commerce, de quelque nation qu'ils soient, 15 piastres turques (5 fr. 25 c.).

2°. Pour les capitaines en second, écrivains, etc., 10 piastres (3 fr. 50 c.)

3°. Pour les matelots et les ouvriers de terre, 6 piastres (2 fr. 10 c.).

4°. Pour tout individu déclaré indigent, 3 piastres (1 fr. 05 c.) pendant les soixante premiers jours, et une piastre et demie (0 fr. 55 c.) pour chacun des autres.

5°. Pour les personnes désignées à l'art. 3, atteintes d'une maladie vénérienne, 7 piastres et demie (2 f. 62 c.).

6°. Enfin, pour toutes les personnes d'un rang plus élevé, comme officiers de marine, employés, commis, etc., qui désireront être soignés à l'hôpital, 15 piastres (5 fr. 25 c.).

Le taux de la journée d'indigent paraîtrait peut-être trop élevé, et devoir les éloigner, s'il n'était à la charge des consulats dont ils dépendent, et qui leur ont procuré l'entrée.

Les comptes ne sont jamais adressés aux malades, mais à leur chancellerie, qui est responsable du paiement.

Pour procurer enfin à l'hôpital des ressources plus étendues, il est encore d'usage, lorsqu'il y a des voyageurs de distinction dans le pays, que le président de l'administration envoie au consul de leur nation pour

leur être présentée, la circulaire dont je joins ici copie (n° 5). L'hôpital a ainsi reçu de nombreux secours, et je ne puis taire que, sur le livre où sont inscrits les noms des bienfaiteurs de l'Établissement, figurent ceux de plusieurs de nos honorables compatriotes qui ont parcouru l'Égypte.

Le nombre des malades dans les années où il n'y a pas de peste, s'élève ordinairement de 250 à 300, sur lesquels il n'y a généralement pas plus de 30 à 40 morts. Ce nombre ne paraîtra pas élevé, si l'on observe que beaucoup de malades ne viennent à l'hôpital qu'après avoir été long-temps soignés par quelque un des nombreux charlatans qui infestent le pays, et qui les abandonnent lorsqu'ils voient leurs moyens pécuniaires épuisés et leur vie en danger; qu'un grand nombre de matelots également y est conduit à la suite de chutes ou de contusions qui ne laissent que très peu d'espoir ou même aucun espoir de les sauver.

On peut fixer les dépenses annuelles, quand il n'y a pas eu de constructions ou de réparations importantes, au chiffre moyen de 50,000 piastres (17,500 francs).

Le nombre des souscripteurs est de cent environ.

Le président actuel est le consul général de France; le trésorier et quatre des six députés sont Français.

Le médecin-chirurgien est également Français; il y a quatre ans qu'il est attaché à l'hôpital.

[N° 1.]

RÈGLEMENS FONDAMENTAUX.

1°. Il est irrévocablement établi, comme base fondamentale, que l'hôpital européen d'Alexandrie a été érigé au bénéfice des malades indigens européens de toutes les nations, et est entretenu au moyen d'aumônes et de dons volontaires qui ne pourront jamais procurer à qui que ce soit, gouvernement ou individu, des droits particuliers ou des privilèges.

2°. L'assemblée générale de l'hôpital est composée de MM. les consuls européens, du président de Terre-Sainte et de tous MM. les négocians contribuables, auxquels appartiennent exclusivement tous les pouvoirs.

3°. Dans les séances de l'assemblée générale toute question sur laquelle il y aura diversité d'opinions devra être mise aux voix.

4°. Une administration spéciale sera élue par l'assemblée générale au commencement de chaque année, et sera composée d'un de MM. les consuls en qualité de président, d'un trésorier et de six députés. Cette administration sera exclusivement chargée de la direction intérieure et extérieure de l'hôpital, pour laquelle toute latitude lui est accordée.

5°. La nomination du président et des autres membres de l'administration spéciale sera faite au scrutin. Celle du secrétaire sera au choix du président.

6°. Nul ne pourra être réélu président que deux ans après en avoir cessé les fonctions.

7°. Les séances de l'assemblée générale et celles de l'administration spéciale se tiendront dans la maison du président.

8°. Deux des six députés seront toujours en fonctions, chargés spécialement du maintien du bon ordre, de la police, de l'économie dans les dépenses journalières, de tout ce que peut exiger enfin la bonne administration de l'hôpital. Ils devront en outre examiner et signer les comptes de dépenses, qui devront être soumis ensuite à l'approbation et à la signature du président.

Le trésorier ne pourra les acquitter sans que toutes ces formalités aient été remplies.

Un des deux députés en fonctions sera remplacé tous les deux mois.

9°. Les quatre autres députés destinés à seconder le président dans toutes les circonstances où leur présence sera nécessaire et utile, sont encore chargés de surveiller tour à tour, et une fois par semaine, la tenue de l'hôpital. A cet effet, le président devra les faire reconnaître en leur qualité de députés par tous les infirmiers et employés de l'hôpital. Il ordonnera en outre que deux tableaux portant les noms des personnes composant l'administration spéciale de l'année, soient constamment affichés, l'un dans la pharmacie, le second dans un lieu de l'intérieur où il puisse être vu par les malades.

10. Tout membre de l'assemblée générale a la faculté de proposer par écrit toutes les mesures d'ordre que les circonstances lui paraîtront exiger, et l'administration spéciale pourra les accueillir si elle les juge utiles.

11°. Quand il s'agira de dépenses extraordinaires d'une certaine importance, elles devront être préala-

blement approuvées par écrit par l'administration spéciale, qui, pour pouvoir prendre une décision, devra être composée d'au moins quatre députés en outre du président et du trésorier.

12°. L'administration spéciale pourra et devra, dans le courant de l'année, convoquer l'assemblée générale lorsque les circonstances ou des besoins d'un intérêt majeur l'exigeront, et principalement lorsqu'il s'agira d'entreprendre de nouvelles constructions, sans que pour cela l'administration soit entravée dans la faculté qui lui est accordée de faire faire tout ce qu'elle croira convenable en améliorations, réparations, et mesures ou précautions d'assainissement.

13°. L'administration spéciale actuelle continuera le registre des délibérations ouvert depuis 1816, lequel sera consigné à celle qui la remplacera en même temps que les archives.

14°. A la fin de chaque année, l'administration cessant ses fonctions, fera à la nouvelle une consignation régulière des archives et des objets de toute nature appartenant à l'hôpital, avec inventaire qui devra être déposé dans les archives.

15°. Le médecin de l'hôpital devra être lauréat en médecine. Il sera nommé au scrutin par l'assemblée générale. Il recevra un traitement fixe, et sera engagé et soumis par contrat aux conditions qui lui seront dictées par l'administration spéciale.

Si le médecin n'était pas en même temps lauréat en chirurgie, l'administration spéciale prendrait des dispositions pour que les infirmiers soient en état, le cas échéant, d'aider dans ce genre de service.

Le médecin pourra être confirmé et réélu plu-

sieurs fois, mais il devra chaque année être soumis au scrutin.

16°. L'administration spéciale passera, autant que possible, avec l'économe et le pharmacien, des contrats les rendant responsables de leur administration.

17°. Les journées d'hôpital pour les capitaines du commerce européen, leurs seconds et leurs matelots, celles des indigènes de terre et de toutes autres personnes quel que soit leur rang, seront perçues conformément à ce qui a été arrêté par l'assemblée générale et d'après le tableau existant à l'hôpital et dans la chancellerie de chaque consulat.

18°. En outre des secours volontaires de MM. les contribuables du pays, les capitaines du commerce paient un tallari (5 fr. 25 c.) à leur départ, à l'exception des Anglais, dont le gouvernement supplée amplement à cette perception.

19°. Les femmes atteintes de peste seront les seules admises à l'hôpital européen. Toutes les autres, quelle que soit la nature de leur maladie, en sont exclues, et ne pourront y être reçues sous aucun prétexte.

20°. Ne seront également pas reçus les aliénés et les criminels.

21°. En temps de peste, le président aura la faculté de se procurer un jardin pour y envoyer les personnes compromises qu'il convient de séparer de la population saine, pour empêcher, s'il est possible, la propagation du mal et ne pas compromettre la santé publique.

22°. A la fin de chaque mois, les chancelleries des divers consulats régleront avec le trésorier, et lui paieront les sommes qu'elles auront encaissées, tant pour journées de malades que par suite des départs de bâtimens.

{ N° 2. }

EXTRAIT**DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A L'ADMINISTRATION
INTÉRIEURE DE L'HÔPITAL.**

L'entrée à l'hôpital est accordée par un billet (ci-joint n° 3) signé du président, délivré sur la demande qui lui est faite par la chancellerie du consulat dont dépend le malade, ou sous la protection duquel il est placé.

Ce billet est conservé par l'économe jusqu'à la sortie ou la mort du malade ; le médecin certifiera au bas le jour de la sortie ou de la mort.

Il sera ensuite adressé au trésorier comme pièce de comptabilité.

Aucun malade n'est introduit dans les salles de l'hôpital avant d'avoir été visité par le médecin ; jusque-là il est placé dans une chambre d'observation n'ayant aucune communication avec le reste de l'établissement. Un des députés en fonctions assistera à cette visite, pour veiller à ce que les mesures de propreté nécessaires soient prises à l'égard du malade. Le médecin s'assurera que le genre de maladie n'est pas contagieux, cas auquel on ferait placer l'individu dans une salle séparée.

Les malades que l'on a l'usage de porter à l'hôpital presque moribonds sont placés dans une chambre à part, pour que leur vue ne cause pas une impression fâcheuse sur les autres malades. Une chambre séparée

est également affectée aux morts; les cadavres destinés à être observés et disséqués y sont aussi déposés.

A l'entrée d'un malade dans l'hôpital, il est fait un inventaire des effets et de l'argent qu'il peut avoir avec lui, et qui devront lui être restitués à sa sortie par l'économe, qui en est responsable. Cet inventaire est vérifié, en présence du malade, à la première visite de l'un des députés en fonctions, qui certifie également et prend note des objets laissés au malade sur sa demande, et qui ne peuvent être que ceux jugés indispensables à son usage.

En cas de mort, l'administration fait remettre, en en prenant reçu, tous les effets au consulat ou à l'autorité dont dépendait le décédé.

On procure aux malades, sur la demande du médecin ou sur la leur propre, les secours de la religion.

Si un malade veut faire des dispositions testamentaires, une procuration ou tout autre acte civil, il en informe l'économe ou le pharmacien, qui sont obligés, sous peine de destitution, d'en donner immédiatement avis au président pour que celui-ci puisse, dans le plus bref délai, en prévenir la chancellerie compétente.

Les députés en fonctions et le médecin reçoivent les réclamations des malades, soit contre d'autres malades, soit pour la quantité ou la qualité des alimens.

La ration journalière des malades et convalescens, sauf les ordonnances particulières du médecin, est composée ainsi qu'il suit : 100 drames de vin (une demi-bouteille); 100 drames de viande (kil. 0,312 gr.), ou la moitié d'une poule; 200 dr. de pain (kil. 0,625), et 50 dr. de riz, pâte ou semoule (kil. 0,156). Néan-

moins, pour combiner la quantité de viande nécessaire à la composition des rations, et celle pour faire les bouillons, le *minimum* de la quantité journallement destinée aux malades et convalescens, s'ils sont au nombre de 1 à 5, est fixé à 1 ocque et demie (kil. 1,875); s'ils sont au nombre de 6 à 10, 3 ocques (kil. 3,750). Cette dernière quantité est augmentée de 100 drames (kil. 0,312) par chaque individu malade ou convalescent, au-dessus du nombre dix.

Tant que les malades suivent les réglemens d'ordre et de police établis, les employés doivent avoir pour eux tous les égards et les attentions que leur état exige. Dès qu'ils s'en écartent, on doit les prévenir; mais si ces premières observations sont insuffisantes, les employés auront recours, pour ramener le bon ordre, aux moyens que les circonstances paraîtront exiger. L'économe, dans son rapport journalier, dont il sera parlé plus bas, indiquera les malades ou convalescens dont la conduite aura été répréhensible, pour que l'administration puisse prendre les mesures convenables.

En cas de mort, le cadavre ne peut être enseveli que sur l'ordre exprès du médecin.

Tous les employés, à l'exception du médecin, logent, mangent et couchent à l'hôpital; leur ration journalière est d'une bouteille de vin, demi-ocque de viande (kil. 0,625), 300 drames (kil. 0,917) de pain, 40 dr. (kil. 0,125) de riz, ou 30 dr. (kil. 0,094) de pâte ou semoule. L'économe et le pharmacien reçoivent, en outre, 3 tallaris (fr. 15,85) par mois, comme supplément.

Si les employés tombent malades pendant leur service, ils sont traités aux frais de l'établissement.

DU MÉDECIN. (Voir les *Règlements fondamentaux*.)

Le médecin est chargé de veiller à la propreté des lits, du linge, de la cuisine, de la pharmacie, et à la qualité des alimens; il propose au président et aux députés en fonctions les améliorations qui pourraient être faites dans chacune de ces branches du service, en leur rendant compte des vices qu'elles peuvent renfermer.

Quand il y est invité spécialement, il assiste aux séances de l'administration spéciale, et a voix consultative dans les questions se rattachant à ses attributions.

Sauf les cas où sa présence peut être plus souvent nécessaire, il doit visiter les malades deux fois par jour, savoir : du 1^{er} mars au 31 octobre, de sept à huit heures le matin, et à cinq le soir; du 1^{er} novembre à la fin de février, à neuf heures le matin, et à quatre le soir.

Il fait enregistrer ses ordonnances sur un livre conforme au modèle donné, et les signe chaque jour. Sous son inspection spéciale, on fait chaque mois la récapitulation des rations alimentaires des malades pour en constater le nombre.

Il prévient par écrit les diverses chancelleries quand un malade est en danger de mort; il charge l'économe de retirer un reçu de cette lettre.

Deux fois par semaine au moins le médecin doit faire une visite au président pour l'informer de l'état des malades, et conférer avec lui sur des objets d'administration intérieure.

DU PHARMACIEN, faisant fonctions d'aide-chirurgien.

Il est nommé par l'administration spéciale, et engagé avec elle par contrat.

Il lui est expressément défendu de s'occuper de toute autre chose que de son service.

Il reçoit et consigne, sous inventaire fait en présence du médecin, la pharmacie dont il est responsable.

Il accompagne le médecin dans ses visites aux malades, et enregistre ses ordonnances, ainsi qu'il a été dit plus haut.

Après les visites, il est spécialement chargé de faire donner les remèdes prescrits et aux heures indiquées.

Il lui est expressément défendu de donner aucun remède sans l'ordre écrit du médecin.

Il empêche la distribution aux malades de tout aliment ou boisson autres que ceux prescrits par le médecin.

Il maintient l'ordre et la police dans la pharmacie, et prévient l'administration par l'entremise du médecin, après s'être concerté avec lui, des objets dont la pharmacie peut avoir besoin.

Le pharmacien doit aussi s'entendre avec l'économe pour veiller à ce que la porte de l'hôpital ne soit pas ouverte sans motifs.

DE L'ÉCONOME.

Il est nommé par l'administration spéciale au moyen d'un contrat.

Il reçoit et consigne, sous inventaire fait en présence des députés en fonctions et signé par eux, les meubles,

le linge et les provisions de toute espèce appartenant à l'hôpital et aux malades, et il en est responsable.

Il est chargé de l'entretien et du blanchissage du linge. Il soumet à l'administration ses besoins en ce genre.

Il est sous les ordres du médecin.

A cinq heures du matin, du 1^{er} avril au 30 septembre, et à six heures et demie, du 1^{er} octobre au 31 mars, il fait nettoyer et balayer les chambres, faire les lits des malades, changer de linge ceux qui en ont besoin, de manière que tout soit en ordre à l'heure de la visite du médecin.

Il accompagne le médecin dans ses visites et prend note des alimens qu'il prescrit. Il remet ensuite cette note au pharmacien, qui l'enregistre ainsi qu'il a été dit.

Immédiatement après la visite il fait préparer et distribuer les alimens prescrits par le médecin, dont il fait l'indication sommaire sur le tableau placé à côté de chaque lit.

Les distributions d'alimens sont faites en hiver à neuf heures le matin, et à quatre heures le soir; dans l'été, également à neuf heures le matin mais à cinq heures le soir.

L'économe remet chaque jour au président un état, conforme au modèle donné (n° 4), du nombre des malades qui se trouvaient la veille à l'hôpital.

Il ne doit donner aux malades que la quantité d'alimens ordonnée par le médecin, et aux employés que les rations fixées par les réglemens.

Il lui est expressément défendu d'introduire ou laisser introduire par qui que ce soit et sous aucun pré-

texte, des alimens ou boissons autres que ceux destinés à la provision de l'hôpital.

Il veille principalement à ce que les alimens soient bien préparés, et que les employés subalternes remplissent exactement leurs devoirs.

Il doit se concerter avec le pharmacien pour que l'un et l'autre ne soient pas absens en même temps, ce qui leur est positivement défendu; celui qui reste doit surveiller tout ce qui regarde l'intérieur et surtout examiner tout ce qui peut entrer.

L'économe établit nuit et jour un infirmier de garde, tant pour les besoins des malades que pour le maintien du bon ordre.

Toutes les fois qu'un malade sort de l'hôpital ou meurt, l'économe doit faire laver la toile et la laine des matelas, laver la toile des paillasses et les remplir de nouvelle paille.

Il y a un cuisinier, des infirmiers et des servans, dont le nombre varie en proportion de celui des malades.

Leurs fonctions n'ont pas besoin d'être relatées.

[N° 3.]

HÔPITAL EUROPÉEN
D'ALEXANDRIE.

BILLET D'ENTRÉE.

L'Économe de l'Hôpital recevra le nommé
natif de *malade de*
Alexandrie, le

Le Président,

DATE RÉELLE DE L'ENTRÉE.

Le

VU A LA SORTIE.

*Le**Le Médecin,*

COMPTE DU MALADE.

La Chancellerie *doit*
à l'Hôpital européen *pour* *jours*
de secours accordés au nommé
à piastres *par jour* *piastres.*

INVENTAIRE de l'argent et des effets appartenant
au nommé

Apportés par le malade.	Consignés au malade pour son usage pendant son séjour à l'Hôpital.

HÔPITAL EUROPÉEN
D'ALEXANDRIE.

[illegible]

**ADMINISTRATION SPÉCIALE
DE L'HOPITAL EUROPÉEN, A ALEXANDRIE.**

La bienfaisance rapproche l'homme de la Divinité.

Les Européens domiciliés dans un pays exposé chaque année aux ravages de la peste, ne pouvaient pas rester long-temps insensibles à la position affreuse de leurs malheureux compatriotes atteints de ce fléau. L'absence de tout secours pour les voyageurs et les

marins malades ou blessés faisait aussi gémir l'humanité; sa voix bienfaisante fut entendue, et l'hôpital d'Alexandrie fut fondé, en 1816, par les dons généreux de MM. les Européens qui habitaient alors cette ville.

La conservation de ce précieux héritage est confiée à une administration spéciale, qui a reconnu l'insuffisance des secours ordinaires accordés par souscription pour l'entretien de ce pieux établissement. Pressée par les besoins journaliers et urgents de l'hôpital, elle a dû changer plusieurs fois l'application des fonds qui avaient été destinés à achever l'édifice, et à procurer aux malades les emménagements qui leur sont indispensables.

Pour éviter un état de gêne capable de paralyser ses efforts, l'administration cherche à étendre ses revenus, en implorant la libéralité de MM. les Européens qui abordent en Egypte, voyageurs ou autres personnes de distinction, afin qu'ils daignent accorder à l'hôpital les dons qu'ils désireraient consacrer à une bonne œuvre.

Ces dons étant exclusivement affectés au soulagement des malades de toutes les nations, l'administration ne croit pas devoir négliger de vous exposer, M. , la position peu satisfaisante de cette charitable institution; la tâche impérieuse qu'elle a à remplir de soulager, par tous les moyens possibles, les matelots ou autres individus francs qui tombent malades pendant leur séjour à Alexandrie, l'autorise à réclamer l'assistance de MM. les Européens les plus aisés qui n'ont pas encore eu l'occasion d'exercer dans ce pays un des actes de charité les mieux entendus, dans la confiance qu'ils voudront bien, par leurs offres

spontanées, seconder les vues philanthropiques de l'administration.

Pénétrée de la plus vive reconnaissance envers les bienfaiteurs de l'hôpital européen, l'administration s'est toujours empressée de placer le témoignage de ce sentiment sous les yeux du public, en inscrivant les noms des personnes qui lui sont si chères par leurs bienfaits, et perpétuant de cette manière leur souvenir. La seule récompense que l'administration ambitionne étant de parvenir à augmenter les ressources de l'hôpital, et de consolider ainsi son existence, elle n'atteindra ce but qu'en tâchant d'associer de nouveaux noms à ceux déjà portés sur les registres déposés dans ses archives.

Alexandrie d'Égypte, le

18

Le Président,

DES DIVERSES

CAISSES D'ÉPARGNES

EXISTANT AUJOURD'HUI EN FRANCE.

IL est aujourd'hui reconnu par tous les philanthropes éclairés qu'il est bien plus utile et plus facile tout ensemble de prévenir la misère dans ses sources, que de la soulager dans ses effets. Il est également reconnu que le moyen le plus certain de la prévenir consiste à exciter et à féconder l'esprit de prévoyance dans la classe laborieuse. Les caisses d'épargnes ont donc surtout mérité au premier degré leur suffrage. Cette belle institution, que le vénérable La Rochefoucaud-Liancourt a si puissamment contribué à introduire parmi nous, a déjà acquis dans la capitale un développement remarquable; elle commence aussi à se répandre dans nos départemens. Il est intéressant de comparer les opérations des diverses caisses d'épargnes qui se sont formées sur divers points de la France. Ce rapide aperçu indiquera à quelques unes d'entre elles les améliorations qu'elles peuvent encore attendre, et excitera peut-être l'émulation du grand nombre de villes qui n'en possèdent point encore.

La Caisse d'épargne de Paris, fondée en novembre 1818, a reçu, jusqu'en 1830, en 751,567 dépôts :

La somme totale de.....	43,204,323 fr.
et remboursé en espèces	11,254,433 fr.

DES DIVERSES CAISSES D'ÉPARGNES. 139

<i>De l'autre part.....</i>	11,254,433 fr.
et acheté en rentes cinq pour cent, au cours moyen de 96 fr. 90 c., pour le compte des déposans, 1,671,540 fr. de rentes, qui ont coûté.....	32,304,684
	43,559,117 fr.

En 1829, elle a reçu de 138,722 déposans..	6,298,134 fr. »
Elle a remboursé à 73,181 individus.....	1,105,700 »
Elle a placé pour le compte des déposans, en rentes sur l'État.....	5,678,253 35
Elle a bénéficié en intérêts aux déposans ...	128,888 32

Il est curieux d'observer quelles sont les professions qui fournissent le plus grand nombre de déposans. Sur 11,200 nouveaux déposans inscrits à la Caisse d'épargne et de prévoyance de Paris pendant l'année 1829, en compte :

4,500 ouvriers, ou près des	$\frac{4}{11}$ de la totalité.
2,800 domestiques,	$\frac{2}{11}$
1,200 mineurs,	$\frac{1}{9}$
900 employés,	$\frac{1}{11}$
700 marchands,	$\frac{1}{11}$
400 artistes (professions libérales),	$\frac{1}{11}$
400 sans désignation,	$\frac{1}{11}$
300 rentiers,	$\frac{1}{11}$
200 militaires,	$\frac{1}{11}$

Il est à remarquer que la proportion du nombre des ouvriers a augmenté progressivement d'année en année; en 1826, elle n'était que du $\frac{1}{2}$; en 1827 et 1828 du $\frac{1}{2}$. Celle des domestiques est restée la même.

Quelque considérable que soit le concours des déposans, qui s'élève à 3,000 terme moyen par semaine, on s'afflige cependant de voir que le nombre de ces

dépôts est bien inférieur à celui des prêts du Mont-de-Piété de Paris, qui, d'après le compte-rendu pour 1828, s'élevait à 632,156 ; formant une somme totale de 12,862,205 fr.

Mais il est juste de remarquer que la classe ouvrière place aussi ses épargnes dans les associations de prévoyance et d'assistance mutuelles établies à Paris, au nombre de 198, et dont nous donnerons plus tard une notice détaillée.

Il existe 12 autres Caisses d'épargnes dans les départemens.

Celle de Bordeaux, instituée par ordonnance royale du 24 mars 1819, a reçu, en 1829, 10,655 dépôts, formant une somme totale de 1,072,671 fr.

Celle de Metz, instituée le 17 novembre 1819, a reçu, en 1828, 2,522 dépôts, formant une somme de 155,029 ; les déposans se classent comme il suit :

1°. Domestiques.....	540
2°. Mineurs.....	127
3°. Employés.....	92
4°. Militaires.....	80
5°. Cantonniers, ou employés aux travaux des routes.	77
6°. Professeurs et instituteurs.....	24
7°. Infirmiers de l'Hôpital militaire.....	20

Celle de Rouen, instituée le 30 mars 1820, a reçu, en 1829, 1,701 dépôts fournis par 253 déposans seulement, et formant une somme totale de 142,426 fr.

Celle de Marseille, et celle d'Aix qui en est la succursale, instituée le 21 janvier 1821, ont reçu, en 1829, savoir :

La première.....	378,279 fr.	»
La deuxième.....	29,237	45 c.
	407,516 fr.	45 c.

Les déposans, à Marseille, se répartissent comme il suit, en 1829 :

Ouvriers	206
Domestiques.....	206
Mineurs.....	95
Employés et commis.....	36
Ecclesiastiques et professeurs.....	16

Celle de Nantes, instituée le 23 janvier 1821, a reçu, en 1829, 973 dépôts, formant une somme de 176,932 fr.

Celle de Troyes, instituée le 21 août 1821, a reçu, en 1828 seulement, 80,000 fr. de dépôts, et avait au 31 décembre 214,000 fr. appartenant aux déposans de toute origine. Elle possédait une rente de 10,900 fr.

Celle de Brest, instituée le 27 août 1821, a reçu, en 1828, pour 39,000 fr. de dépôts; elle devait à ses déposans de toute origine 82,000 fr. au 31 décembre 1828; elle possédait 4,400 fr. de rentes sur l'État.

Celle du Havre, instituée le 16 janvier 1822, a reçu, en 1829, 1,266 dépôts fournis par 521 déposans et s'élevant à 284,684 fr.

Celle de Lyon, instituée le 11 septembre 1822, a reçu, en 1829, 258,998 fr. 35 c. provenant de 519 dépôts. Les déposans se classent comme il suit :

Professions.	Hommes.	Femmes.	Total.
1°. Fabricans de soie.....	59	69	128
2°. Fabricans en vêtemens.....	22	51	73
3°. Ouvriers en bâtimens.....	15	»	15
4°. Ouvriers divers.....	40	18	58
5°. Domestiques.....	30	136	166
6°. Employés.....	20	»	20
7°. Rentiers.....	6	31	37
8°. Mineurs.....	9	13	22
	201	318	519

Celle de Reims, instituée le 23 avril 1823, n'a reçu, en 1828, que 16,000 fr. de dépôts; elle devait à ses déposans 41,000 fr. au 31 décembre de la même année.

Celle de Nîmes a été instituée par ordonnance royale du 6 mars 1828. Nous ne connaissons point encore le résultat de ses opérations.

De quelle extension ces belles institutions ne seraient-elles pas susceptibles! Combien il reste encore à faire! Combien de villes attendent encore ce bienfait! Dans celles même, en si petit nombre, qui les possèdent, combien il serait à désirer d'en voir profiter plus abondamment la classe laborieuse!

Pourquoi n'étendrait-on même pas leur influence aux campagnes? la Suisse en a fait l'essai, et le succès a surpassé les espérances.

COMITÉ CENTRAL.

RÈGLEMENT POUR LES TRAVAUX DU COMITÉ CENTRAL.

ART. 1^{er}. Le Comité central se réunit, le premier mardi de chaque mois, à trois heures.

Lorsqu'il jugera utile de se réunir extraordinairement, il déterminera le jour de la séance. En cas de circonstances pressantes, il sera convoqué par le président.

ART. 2. Le Comité central est chargé seul de la correspondance de la Société.

Toutes les lettres et pièces adressées à la Société seront remises au secrétaire; il les ouvrira, et en donnera connaissance au Comité dans sa première séance.

Les lettres écrites au nom de la Société devront toutes être signées par son président et par son secrétaire.

ART. 3. Dans la séance mensuelle ordinaire du Comité central, il sera rendu compte des travaux de chacun des Comités spéciaux par leurs membres respectifs.

Ces membres présenteront au Comité central les projets de lettres que les Comités spéciaux auront jugé utile d'écrire, dans l'intérêt des travaux dont ils s'occupent.

ART. 4. Le Comité central transmettra aux présidents respectifs des Comités spéciaux les documents et communications qui concernent les objets de leurs attributions.

EXTRAIT

DE LA CORRESPONDANCE DE LA SOCIÉTÉ.

MM. les préfets de la Seine-Inférieure, de l'Indre, de la Meuse, de l'Oise, du Tarn, de Seine-et-Oise, d'Eure-et-Loir, des Deux-Sèvres, des Basses-Pyrénées, du Nord, de la Somme, du Haut-Rhin,

Et les Commissions administratives des hôpitaux de Lyon, Bordeaux, Rouen, Dijon, Metz, Cambrai, Saint-Malo, Aix, Valence,

Accusent réception des statuts de la Société, qui leur avaient été adressés; ils applaudissent à sa formation, et promettent de seconder ses efforts.

6 décembre 1830. — M. le ministre des affaires étrangères adresse à la Société un rapport sur les institutions de bienfaisance du royaume des Pays-Bas, qui lui a été transmis par la légation française à La Haye.

28 décembre. — Le même ministre adresse à la Société des renseignemens sur l'hôpital existant à Corfou (îles Ioniennes).

31 janvier 1831. — Le même ministre adresse, sur les établissemens de charité existans en Égypte, plusieurs documens qu'il a reçus de M. le consul de France à Alexandrie.

17 février. — Envoi, de la part du même ministre, de nombreux renseignemens sur les établissemens des États-Unis. Ces renseignemens sont dus à l'obligeance de M. le ministre de France à Washington.

NOUVELLES PHILANTHROPIQUES.

DES sommes considérables viennent d'être mises par la ville de Paris à la disposition de MM. les maires, soit pour occuper, soit pour soulager les ouvriers qui manquent de travail.

— La bienfaisance publique rivalise avec l'administration pour procurer des secours à la classe indigente.

Un bal a été donné à l'Opéra le 22 janvier dernier au profit des pauvres de la capitale. Il a produit une somme de 137,475 francs, qui, après le remboursement des frais, montant à 26,857 francs 36 c., a été répartie entre les douze Bureaux de charité, d'après la population indigente de chaque arrondissement.

— Chaque légion de la Garde nationale se propose aussi de donner un bal au profit des pauvres de son quartier. Nous ne doutons pas que, à raison des circonstances, ces réunions, dont le but est si louable, ne procurent des recettes abondantes. Nous en ferons connaître le produit.

— C'est aussi pour nous un devoir bien doux à remplir que de signaler les efforts de la charité particulière pour diminuer les souffrances et les privations résultant, pour la classe ouvrière et indigente, de la suspension des travaux.

M. Champion, ancien joaillier, s'est concerté avec le Bureau de charité du 12^e arrondissement, pour faire distribuer à ses frais des soupes aux légumes aux pauvres de ce quartier.

Nous l'avons vu, en outre, sur plusieurs autres points de la capitale faire aux ouvriers indigens de semblables distributions, et y présider lui-même. Quel plus noble et plus bel emploi d'une fortune honorablement acquise !

— Madame la duchesse de Montébello fait également délivrer chaque jour dans son hôtel des soupés économiques à un certain nombre de malheureux. Il est beau de voir la bienfaisance ajouter encore à l'illustration d'un tel nom.

C'est toujours avec un vif empressement que nous citerons de pareils traits, et que nous en signalerons les auteurs à la reconnaissance des pauvres, à l'estime de leurs concitoyens.

— Nous donnerons chaque trimestre le montant des legs faits aux pauvres, avec l'indication et l'objet de ceux qui auront une destination spéciale.

BIBLIOGRAPHIE.

Nota. Nous nous proposons de donner successivement un Catalogue général et méthodique des ouvrages existant sur la charité. Mais en attendant que ce travail, qui exige de longues et minutieuses recherches, puisse être livré à l'impression, nous croyons devoir offrir ici une nomenclature des principaux ouvrages publiés pendant les dix dernières années sur les matières qui font l'objet de nos travaux.

NOTICE DES PRINCIPAUX OUVRAGES RELATIFS AUX ÉTABLISSEMENTS D'HUMANITÉ, PUBLIÉS DEPUIS DIX ANS.

Ouvrages publiés en français, ou traduits du français.

BEUGNOT (Arthur). Des Banques publiques de prêt sur gages, et de leurs inconvénients. *Paris*, 1819, in-8.

CASSIN (Eugène). Almanach philanthropique. *Paris*, 1827.

COCHIN (Maire du XII^e arrondissement de Paris). De l'Extinction de la Mendicité : rapports faits les 27 mars et 29 novembre 1829, en séance, par le conseil provisoire chargé des travaux préparatoires de la fondation d'une maison de refuge et de travail, destinée à procurer l'extinction de la mendicité dans Paris. *Paris*, 1829, in-8.

Comptes administratifs de l'Administration des Hôpitaux, Hospices civils et secours de la ville de Paris, jusques et y compris l'exercice 1828: 1 vol. in-4. par année, le dernier vol. 1830.

Comptes moraux des Hôpitaux civils de Lyon, pour les années 1820, 1821, 1822, 1823, 1824 et 1825, rédigés et présentés au Conseil d'Administration par la Commission exécutive de ces établissements. *Lyon*, 1829, in-8.

DE GÉRANDO. Le Visiteur du Pauvre, 3^e édit. *Paris*, 1827. 1 vol. in-8.

— Le même ouvrage traduit en italien, par le comte Polchinoschi. *Milan*, 1828.

— Le même, traduit en danois. *Copenhague*, 1828.

DE GÉRANDO (Gustave). Tableau des Sociétés et des Institutions religieuses, charitables et de bien public de la ville de Londres. *Paris*, 1824, 1 vol. in-12.

DUCHATEL (T.). De la Charité. *Paris*, 1829.

GOUROFF (DE). Essai sur l'Histoire des Enfants-trouvés, depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours. *Paris*, 1829, in-8.

LAFFON DE LADEBAT. Examen impartial des nouvelles vues de

- M. Rob. Owen, et de ses établissemens à New-Lanarck, en Écosse, pour le soulagement et l'emploi le plus utile des classes ouvrières. *Paris*, 1821, in-8. fig.
- LEGRAS (Th.). Notice historique sur les deux hôpitaux et l'asile des aliénés de Rouen, avec quelques remarques sur les Enfans trouvés et abandonnés. *Rouen*, 1827, in-8.
- Manuel des Commissaires et Dames de charité. *Paris*, 1830, in-8.
- M***. Des Prisons, et particulièrement de celles de la capitale. *Nantes*, 1829, in-8.
- Monts-de-Piété (Des). Des avantages et des inconvéniens de leur établissement. *Besançon*, in-8.
- Rapports de la Société philanthropique de Paris, de 1800 à 1829. 1 vol. in-8. par année, le dernier publié en 1830.
- Recueil des Réglemens et Instructions pour l'administration des secours à domicile de Paris; 1 vol. in-4. 1829.
- Sessions de 1827 et de 1828 de la Société suisse d'utilité publique. *Vevey*, 1828, 1829. 2 vol. in-8.
- VILLERMAZ (L. R.). Mémoire sur la mortalité dans les prisons. *Paris*, 1829, in-8.

Ouvrages publiés en allemand.

- ANTHON (Dr G. M.). Neue Beiträge zu Coburgs Annalen, od. Actenmäßige Beschreibung der, in dem letztverflossenen Jahrzehend durch den Gemeinsinn der hiesigen Bürger in das Leben getretenen, Wohlthätigkeits-Anstalten. *Coburg*, 1829, in-8. — (Nouveaux matériaux pour les Annales de Cobourg, ou Description authentique des établissemens de bienfaisance fondés par le patriotisme des citoyens pendant les dix dernières années.)
- Bericht des Vereins zur Beförderung des Elementar-Schulwesens in den Königl. Preuss. Staaten. *Berlin*, 1830. — (Rapport de la Société pour l'avancement et la propagation des Écoles élémentaires dans les États prussiens.)
- erster, der Rhein. Westphäl. Gefängniss-Gesellschaft zur sittlichen und bürgerl. Besserung der Gefangenen. *Düsseld.*, 1828, in-8. — (Premier Rapport de la Société Rhénane-Westphalienne pour l'amendement moral et social des prisonniers.)
- zweiter. *Ebd.*, 1829, in-8. — (Deuxième Rapport de la même Société.)
- CUNOW (M.). Europa's gefahr der Übervölkerung und Verarmung. *Lpz.*, 1830, in-8. — (Sur les dangers d'un excès de population en Europe, et de l'appauvrissement de cette partie du monde.)
- GALL (L.). Menschenfreundliche Blätter. 1^{er} Heft. *Trier*, 1828; in-8. — (Bulletins philanthropiques.)

- GERBER (N.). Der Armen-Cölibat. *Ludwigsb.*, 1828, in-8. — (Du Célibat des Pauvres.)
- Jahrbücher der Straf- u. Besserungs-Anstalten, Erziehungshäuser, etc., von D^r N. H. Julius. *Berlin*, 1829, 12 Hefte, in-8. — (Annales des Prisons, des Maisons de correction et d'éducation, etc.)
- JULIUS (D^r N. H.). Nachricht von dem Gesundheits-Zustande der hamburgischen Kranken- u. Versorgungs-Häuser u. der Stadt Hamburg. *Hamburg*, 1826, 1827, 1^{re} à 3^e Heft, in-8. — (Rapport sur l'état sanitaire des hôpitaux, des maisons de refuge et de charité de la ville de Hambourg.)
- LUTZ (M.). Kurzer Überblick der Stadt Basel und ihrer literarischen u. philanthropischen Institute. Mit einer lith. Aussicht. *Basel.*, in-8. — (Aperçu succinct de la ville de Bâle sous le rapport des Institutions littéraires et philanthropiques, avec une vue lithogr.)
- Reden, 3 geistliche, zur Empfehlung der Armenversorgungs-Anstalten, gehalten zu Böhmisch-Leippa. Mit beigef. Statuten der dasig. Armenversorgungs-Anstalt. *Leitmeritz*, 1828, in-8. — (Trois Discours spirituels pour recommander les établissements de charité, prononcés à Leippa en Bohême; on y a joint les statuts de la maison de charité de la même ville.)
- RIEDEL (D^r J. G.). Prag's Irrenanstalt und ihre Leistungen in den Jahren, 1827, 1828, u. 1829. M. 4 lith. Tafeln. *Prag*, 1830, in-8. — (Sur la maison des Aliénés à Prague, et ses résultats pendant les années 1827, 1828 et 1829.)
- RISTELHUEBER (J. B.). Historisch-statist. Beschrb. des Land-Arbeitshauses zu Brauweiler. M. 5 Abbild. u. Tabellen. *Köln.*, 1828, in-8. — (Description historique et statistique de l'établissement pour l'économie rurale à Brauweiler; avec 5 figures et tableaux.)
- RISTELHUEBER (J. B.). Über die Nothwendigkeit der Errichtung von Arbeits- und Erziehungs-Anstalten f. verwahrlosete Kinder. *Stuttg.*, 1828, gr. in-4. — (Sur la nécessité d'établir des ateliers et des maisons d'éducation pour les enfans abandonnés.)
- SCHMIDLIN (J. G.). Die Orts- u. Bezirks-Erziehungs-Häuser für verwahrlosete Kinder im Königr. Württemberg. *Stuttg.*, 1828, in-8. — (Sur les maisons d'éducation locales et provinciales pour les enfans abandonnés dans le royaume de Wurtemberg.)
- SENSBURG (V.). Über Arbeitsschulen und Arbeits-Anstalten. *Heidelb.*, 1827, in-8. — (Sur les ateliers d'instruction et les maisons de travail.)
- STELZIG (D^r Fr. Al.). Darstellung wie eine unwandelbar beste-

- hende allg. Versorgungsanstalt für Greise, ohne Einlagsgeder gegründet werden kann. *Prag.*, 1828, in-8. — (Exposition des moyens d'établir une maison générale et perpétuelle de Refuge, pour les vieillards, sans exiger de dot.)
- SULZER (Ed.). Ideen üb. Völkerglück. *Zürich*, 1828, in-8. — (Idées sur le bonheur des peuples.)
- TÜRK. Idee zur Gründung einer Stiftung f. die zweckmässige Erziehung u. Bildung verwaiseter Söhne armer unbemitt. Bürger, so wie der Elementar-Lehrer in Stadt u. Land, mit Rücksicht auf eine für die Provinz Brandenburg zu gründende Stiftung. *Berlin*, 1828, in-8. — (Idée sur la fondation d'un établissement pour l'éducation et l'instruction appropriées aux orphelins mâles de parens pauvres et aux instituteurs primaires des villes et des campagnes, appliquées principalement à la province de Brandebourg.)
- Verhandlungen der schweizerischen gemeinnützigen Gesellschaft. Bericht 1 à 19 (1816 à 1829). *Zürich*, 1829, in-8. — (Transactions de la Société d'utilité publique suisse. Rapports 1 à 19, de 1816 à 1829.)
- WACHS (H.). Beiträge z. Geschichte der Volksbildung u. Armenpflege. *Kassel*, 1829, in-8. — (Matériaux pour servir à l'histoire de l'instruction populaire et des maisons de charité.)
- WEICK (D. W.). Beschreibung der Straf-Anstalt zu Freiburg im Breisgau. M. 1 Steindruck. *Freiburg*, 1829, in-8. — (Description de la maison de Correction à Fribourg en Brisgau.)
- WEINHOLD (D^r C. A.). Das Gleichgewicht der Bevölkerung als Grundlage der Wohlfahrt. *Leipzig*, 1829, in-8. — (De l'équilibre de la population considéré comme base du bien-être.)
- WEYRICH (B. E. A.). Die einfachsten Rettungs-Anstalten bei Feuers-und Wassergefahr. *Lpz.*, 1830, in-8. — (Des moyens les plus simples de sauvetage dans les incendies et dans les cas de submersion.)

Ouvrages publiés en anglais.

- Account of public charities, 1827, n^o. 1, 2. *London*, in-8. — (Compte-rendu des établissements de charité publique, 1827.)
- DAVIS (W.) Hints to Philanthropists, or a collective view of practical means for improving the condition of the poor and labouring classes of society. *Bath*, 1821, in-8. — (Réflexions aux philanthropes, ou Examen des moyens pratiques propres à améliorer la condition des classes pauvres et laborieuses de la société.)
- EDGAR (the Rev. J.). Address to the temperate. 1831. — (Adresse aux hommes sobres.)

The same. Temperance. 1831, in-8. — (De la Tempérance.)

JOHNSON (W.). A general, medical, and statistical History of the present condition of public charity in France. *Edinburg*, 1829. — (Histoire générale, médicale et statistique de l'état actuel de la charité publique en France.)

MONTAGU BURGOYNE, esq. An Adress to the governors and directors of the public charity-schools, pointing out some defects, and suggesting remedies. *London*, 1831, in-8. — (Adresse aux gouverneurs et directeurs des écoles publiques de charité, indiquant quelques imperfections et proposant des remèdes.)

Political evils of intemperance; or a few observations and statement pointing out intemperance or drunkenness to be as disadvantageous to a nation as it is ruinous to an individual. By J. H. 1831, in-8. — (Maux politiques de l'intempérance, ou quelques observations établissant et prouvant que l'intempérance ou l'ivrognerie sont aussi nuisibles à une nation que ruineuses pour les individus.)

Report from the select Committee (of the House of Commons) on the laws respecting friendly societies. *London*, 1827. — (Rapport du Comité de la Chambre des Communes sur les lois relatives aux Sociétés de prévoyance.)

Statistical illustrations of the territorial extent and population, commerce, taxation, consumption, insolvency, pauperism and crime of the british empire. *London*, 1827, in-8. — (Éclaircissements statistiques sur l'extension territoriale, la population, le commerce, les impôts, la consommation, l'insolvabilité, le paupérisme, et les crimes et délits dans l'empire britannique.)

Temperance societies. A letter on the effects of wine, and spirits. By a physician. 1831. — (Sociétés de tempérance. Lettre sur les effets du vin et des liqueurs spiritueuses.)

Ouvrage publié en italien.

Di varie società e istituzioni di Beneficenza in Londra. *Lugano*, 1828. 1 vol. in-8.

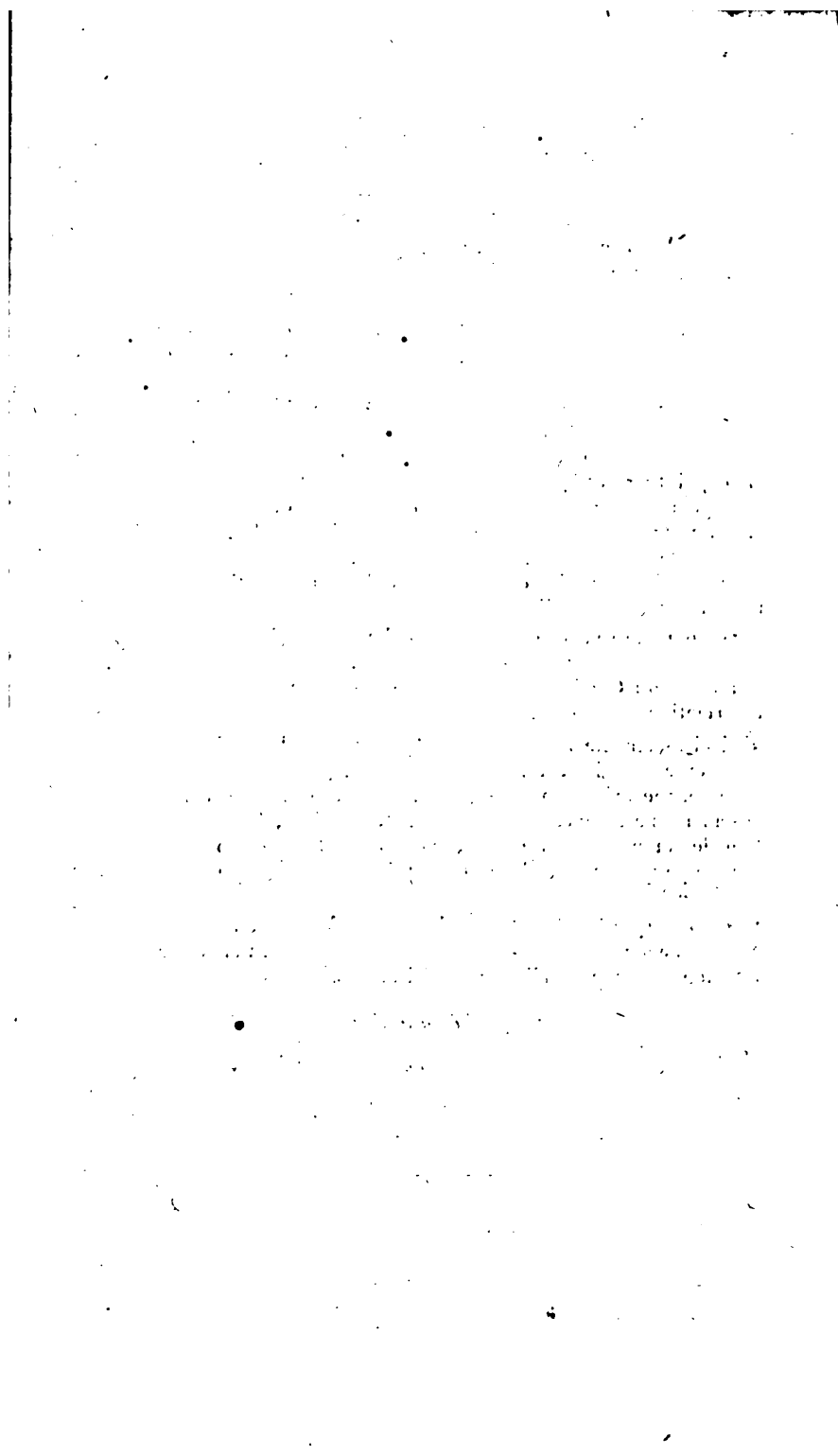


TABLEAU SOMMAIRE

DES

ÉTABLISSEMENTS D'HUMANITÉ DE LA VILLE DE PARIS.

Nous nous bornons à présenter ici une nomenclature générale de tous les établissements d'humanité existant en ce moment dans la capitale, avec une indication sommaire de leur objet, pour en faire embrasser le système, nous réservant plus tard de donner une description détaillée et successive de la plupart d'entre eux.

1^{re} Classe. — HÔPITAUX.

N. B. On donne ici leur situation d'après le compte-rendu pour l'année 1828, qui vient d'être publié il y a peu de jours.

1^{re} Espèce. — HÔPITAUX ORDINAIRES.

1°. L'Hôtel-Dieu, au parvis Notre-Dame.

L'Hôtel-Dieu contient 1000 lits;

734 pour la médecine,

266 pour la chirurgie.

	Hommes.	Femmes.	Total des malades.
Il y existait au 1 ^{er} janvier 1828.	444	366	810
Entrés pendant l'année.	7,753	6,108	13,861
Sortis <i>idem</i> .	6,794	5,115	11,909
Morts <i>idem</i> .	934	943	1,877

259 malades ont été apportés moribonds.

692 malades indigens ont reçu des vêtements à leur sortie.

2°. *La Pitié*, près le Jardin du Roi.

Le nombre de lits est de 600,

100 pour la médecine,

110 pour la chirurgie.

	Hommes.	Femmes.	Total des malades.
Il y existait au 1 ^{er} janvier 1828...	269	254	523
Entrés pendant l'année.....	4,032	2,727	6,759
Sortis <i>idem</i>	3,684	2,386	6,070
Morts <i>idem</i>	380	345	725

15 à 1,600 malades ont reçu des consultations gratuites.

3°. *La Charité*, rue Jacob, n° 17.

Le nombre de lits est de 420.

	Hommes.	Femmes.	Total des malades.
Il y existait au 1 ^{er} janvier 1828...	185	146	331
Entrés pendant l'année.....	3,113	1,999	5,112
Sortis <i>idem</i>	2,690	1,667	4,357
Morts <i>idem</i>	415	303	718

Près de cet hôpital est une clinique de la Faculté de Médecine.

4°. *Saint-Antoine*, rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 206.

Le nombre de lits est de 246.

	Hommes.	Femmes.	Total des malades.
Il y existait au 1 ^{er} janvier 1828...	125	89	214
Entrés pendant l'année.....	1,519	1,314	2,833
Sortis <i>idem</i>	1,304	1,144	2,448
Morts <i>idem</i>	206	174	380

5°. *Cochin*, rue du Faubourg Saint-Jacques, n° 45.

Le nombre de lits est de 114.

	Hommes.	Femmes.	Befans.	Total des malades.
Il y existait au 1 ^{er} janvier 1828...	38.	54	6	98
Entrés pendant l'année.....	788	798	280	1,866
Sortis <i>idem</i>	703	712	268	1,683
Morts <i>idem</i>	77	92	14	183

6° *Necker*, rue de Sèvres, au-delà du boulevard.

Le nombre de lits est de 124.

	Hommes.	Femmes.	Total des malades.
Il y existait au 1 ^{er} janvier 1828.....	40	65	105
Entrés pendant l'année.....	910	897	1,807
Sortis <i>idem</i>	819	801	1,620
Morts <i>idem</i>	82	91	173

Il y a eu environ 1000 consultations gratuites pour les externes.

7° *Beaujon*, rue du Faubourg du Roule, n° 54.

Le nombre de lits est de 166.

117 pour la médecine,

49 pour la chirurgie.

	Hommes.	Femmes.	Total des malades.
Il y existait au 1 ^{er} janvier 1828....	109	76	185
Entrés pendant l'année.....	1,504	766	2,270
Sortis <i>idem</i>	1,284	650	1,934
Morts <i>idem</i>	219	114	333

4012 individus ont été admis au traitement externe.

8° *Hôpital Saint-Merry*.

Cet hôpital, fondé par M. Viennet, décédé curé de Saint-Merry, est spécialement destiné aux malades indigens du septième arrondissement.

Il contient 12 lits, 6 pour hommes et 6 pour femmes.

On n'y traite que les maladies aiguës.

9°. *Maison royale de santé*, rue du Faubourg Saint-Denis, n° 112.

Cette maison est destinée à recevoir et à traiter les malades qui sont en état de payer un prix de journée déterminé comme il suit :

Salles communes.....	2 fr. 50 c.
Chambres à deux et à trois lits.....	3 50
Chambres particulières.....	5 "
Autres chambres particulières.....	6 "

On n'y admet pas les personnes atteintes de folie, d'épilepsie, ou de maladies incurables.

	Hommes.	Femmes.	Total des malades.
Il y existait au 1 ^{er} janvier 1828....	57	28	85
Entrés pendant l'année.....	1,119	529	1,648
Sortis <i>idem</i>	954	429	1,383
Morts <i>idem</i>	149	109	258

10°. *Hôpital de l'École de Médecine*, rue de l'Observance.

Cet établissement est entretenu par l'École de Médecine, et renferme 150 lits.

Il est spécialement destiné aux cours de clinique et de perfectionnement.

11°. *Maison de Madame Adélaïde*, rue de Picpus, faubourg Saint-Antoine.

Cet établissement, fondé par feu madame la duchesse de Bourbon, entretenu aujourd'hui par Madame Adélaïde, sœur du Roi, renferme 100 lits de malades, 60 pour les hommes, 40 pour les femmes.

2^e Espèce. — HÔPITAUX SPÉCIAUX.1^o. *Maison d'accouchement*, rue de la Bourbe, n^o 3.

Cette maison reçoit les femmes enceintes de 8 mois au moins, qui se présentent pour y faire leurs couches, et même avant ce terme, si elles sont en péril imminent d'accoucher.

Elles peuvent déclarer leurs noms, âge et domicile; si elles ne veulent faire cette déclaration, le registre d'inscription ne porte que le numéro et la date de l'entrée.

Elles indiquent le nom qu'elles veulent donner à leur enfant; elles sont libres de le mettre en nourrice ou de l'emporter à leur départ.

L'enfant que la mère laisse dans la maison est réputé abandonné.

	ENFANS.			Total.
	Femmes.	Garçons.	Filles.	
Il y existait au 1 ^{er} janvier 1828..	267	11	11	289
Entrés pendant l'année.....	3,175	1,485	1,361	6,021
Sortis <i>idem</i>	3,011	1,427	1,320	5,758
Morts <i>idem</i>	170	59	46	275

2^o. *Hôpital des enfans malades*, rue de Sèvres, au-delà du boulevard.

Destiné aux enfans des deux sexes, âgés de moins de 15 ans. On y traite la teigne; mais ce traitement est externe, à moins que les enfans ne soient atteints de maladies aiguës.

	Garçons.	Filles.	Total.
Il y existait au 1 ^{er} janvier 1828..	136	216	352
Entrés pendant l'année.....	1,789	1,593	3,382
Sortis <i>idem</i>	1,355	1,175	2,530
Morts <i>idem</i>	374	392	766

3°. *Hôpital Saint-Louis*, rue des Récollets, n° 2,
quartier du Temple.

Il est destiné au traitement des maladies chroniques, soit contagieuses, comme la gale, la teigne, les dartres; soit rebelles, cachectiques, comme le scorbut, les vieux ulcères, les écrouelles, etc.

Il existe aussi à Saint-Louis un traitement externe. L'hôpital fournit, outre les consultations gratuites, les médicamens, les bains simples ou médicamenteux, les bains de vapeur, les douches et fumigations, etc.

Traitement interne en 1828.

	Hommes.	Femmes.	Enfans.	Total.
Il y existait au 1 ^{er} janvier..	479	260	3	742
Entrés pendant l'année....	3,205	1,616	245	5,066
Sortis <i>idem</i>	3,051	1,499	206	4,756
Morts <i>idem</i>	151	110	34	295

Traitement externe en 1828.

Traitement particulier de la teigne, 8,269 malades.

	Hommes.	Femmes.	Total.
Consultations.....	2,849	1,922	4,771
Bons pour bains.....	12,377	6,542	18,919
	15,226	8,464	23,690

Il a été donné à Saint-Louis, en 1828,

	Hommes.	Femmes.	Total.
1°. Bains.....	64,524	31,525	96,049
2°. Douches.....	3,414	2,245	5,659
3°. Fumigations.....	22,558	7,284	29,842
			141,550

4°. *Hôpital des Vénériens*, champ des Capucins,
faubourg Saint-Jacques.

Il existe aussi dans cet hôpital un traitement externe.

Les médicaments sont fournis gratuitement aux indigens.

En 1828, il a été admis 3,418 individus.

Traitement interne.

	Hommes.	Femmes.	Enfant.	Total.
Existant au 1 ^{er} janvier.....	185	198	59	442
Entrés dans l'année.....	1,371	1,922	163	3,456
Sortis <i>idem</i>	1,352	1,887	163	3,342
Morts <i>idem</i>	20	17	44	81
TOTAL : 15 hôpitaux de tous genres.				

2^e Classe. — Hospices.

1^{re} Espèce. — HOSPICES POUR LES ADULTES.

1^o. Hospice de la Vieillesse (Hommes), à Bicêtre.

Cet asile est destiné aux indigens âgés de soixante-dix ans, ou même au-dessous de cet âge, aux infirmes incurables, tels qu'aliénés, épileptiques, et enfin aux cancérés curables et incurables.

Des octogénaires, les aveugles, les aliénés, les épileptiques et les cancérés y sont reçus de plein droit. Les septuagénaires n'y sont admis que sur la *présentation* des personnes ayant droit de nommer, et dans la limite du nombre des places vacantes.

Existant au 1 ^{er} janvier 1828.....	2,659
Entrés pendant l'année.....	664
Sortis <i>idem</i>	321
Décédés <i>idem</i>	538

1°. *Hospice de la Vieillesse (Femmes)*, à la Salpêtrière.

Même destination, mêmes conditions que le précédent.

Existant au 1 ^{er} janvier 1828.....	4,812
Entrées pendant l'année.....	716
Sorties <i>idem</i>	248
Mortes <i>idem</i>	737

3°. *Hospice des Incurables (Hommes)*, faubourg Saint-Martin.

Cet établissement est destiné à recevoir des vieillards et des indigens perclus de tous leurs membres, ou atteints d'autres infirmités incurables qui les rendent incapables de tout travail.

On n'y admet point les individus atteints d'épilepsie, d'aliénation mentale ou de maladies contagieuses.

Existant au 1 ^{er} janvier 1828.....	414
Entrées pendant l'année.....	83
Sortis <i>idem</i>	24
Morts <i>idem</i>	64

4°. *Hospice des Incurables (Femmes)*, rue de Sèvres.

Même destination que le précédent.

Existant au 1 ^{er} janvier 1828.....	502
Entrées pendant l'année.....	81
Sorties <i>idem</i>	7
Mortes <i>idem</i>	59

5°. *Hospice des Ménages*, rue de la Chaise, n° 28.

Cet établissement est destiné,

1°. Aux époux en ménage, âgés, l'un de soixante-dix, l'autre de soixante ans au moins ;

2°. A des veufs ou veuves âgés de soixante ans au moins;

3°. A d'anciennes religieuses âgées de soixante ans au moins, ou atteintes d'infirmités qui les obligent de garder le lit ou le fauteuil.

Il contient 682 places, savoir :

320 dans 160 chambres à 2 lits, dont 80 réservées à 80 ménages admis gratuitement.

68 à des ménages qui ont pu payer une somme de 3,200 francs.

12 à 24 religieuses.

100 dans 100 petites chambres à 1 lit, réservées aux veufs ou veuves qui ont pu payer une somme de 1,600 f.

252 dans des dortoirs communs, dont 150 sont réservés aux époux devenus veufs dans l'hospice.

100 à des veufs ou veuves qui ont pu payer une somme de 1,000 francs.

12 pour des religieuses, dans des dortoirs particuliers.

Hommes. Femmes. Total.

Existant au 1^{er} janvier 1828. 240 415 655

Entrés pendant l'année. 34 37 71

Sortis *idem*. 0 0 0

Morts *idem*. 27 40 67

6°. Hospice La Rochefoucauld, Barrière d'Enfer.

Cet établissement est destiné;

1°. Aux anciens employés des hôpitaux et hospices;

2°. A des personnes des deux sexes qui n'ont pas de moyens suffisans d'existence, sans être dans un état d'indigence absolu;

Pourvu que les uns et les autres remplissent les conditions suivantes :

D'être ou âgé de soixante ans révolus, ou perclus de tous ses membres, ou attaqué d'infirmités incurables.

bles, qui rendent incapables de tout travail, et dans ces deux derniers cas, d'être âgé de vingt ans au moins.

Pour les anciens employés des hôpitaux et hospices, de consentir une réduction sur leur pension de retraite.

Pour les autres personnes, d'acquitter ou une pension de 200 fr. pour les vieillards, de 250 fr. pour les infirmes et incurables, ou de payer un capital proportionnel à la probabilité d'un séjour plus ou moins prolongé dans la maison, et qui devrait, pour les infirmes et incurables au-dessous de soixante ans, être de 3,600 à 2,100 fr., et pour les vieillards de soixante ans et au-dessus de 1,600 à 700 fr.

Cet hospice renferme aussi douze lits pour des ecclésiastiques âgés et infirmes.

	Hommes.	Femmes.	Total.
Existant au 1 ^{er} janvier 1828.....	103	106	209
Entrés pendant l'année.....	16	24	40
Sortis <i>idem</i>	3	5	8
Morts <i>idem</i>	15	22	37

7°. Institution de Sainte-Périne, à Chaillot.

Cette maison de retraite est destinée à recevoir des vieillards des deux sexes, âgés de soixante ans au moins, sous la condition de payer une pension annuelle de 600 fr., ou de verser en entrant un capital proportionnel à la probabilité de la durée du séjour, et qui devrait être de 5,269 fr., taux fixé pour soixante ans, jusqu'à 800 fr., taux fixé pour cent deux ans.

	Hommes.	Femmes.	Total.
Existant au 1 ^{er} janvier 1828.....	83	77	160
Entrés pendant l'année.....	27	10	37
Sortis <i>idem</i>	6	3	9
Morts <i>idem</i>	14	3	17

8^e. *Hospice Le Prince*, rue Saint-Dominique, au Gros-Caillois, n° 39.

Cet hospice a été fondé en 1817, par M. et madame Le Prince, pour vingt indigens, septuagénaires ou incurables, domiciliés depuis six ans au moins dans le quartier du Gros-Caillois : dix hommes, dix femmes.

9^e. *Hospice Saint-Michel*, au Saint-Mandé.

Cette maison, fondée par feu M. Boulard, vient seulement d'être ouverte.

Le fondateur l'a réservée à douze pauvres honteux, septuagénaires; un par chacun des arrondissemens de Paris.

10^e. *Hospice Brézin*.

Le fondateur a destiné cet hospice à servir de maison de retraite à d'anciens ouvriers, âgés au moins de soixante ans, et de bonne conduite.

Son étendue sera proportionnée au produit de la fondation, qui se liquide en ce moment.

L'administration des hospices s'occupe de la création de cet établissement.

11^e. *Maison de Charenton*, pour les aliénés.

Cette maison reçoit et traite les aliénés des deux sexes, qui y sont reçus soit à titre gratuit, soit comme pensionnaires.

Les pensions sont de trois classes : 1,800 fr., 975 et 650 fr.

12°. Hôpital des Quinze-Vingts, rue de Charenton, n° 38.

Cette maison est destinée, savoir :

1°. A recevoir 300 aveugles indigens, dits internes, qui ont la faculté d'habiter dans l'établissement avec leurs épouses ou époux et leurs enfans, ou de jouir, hors de l'établissement, d'une pension de 150 fr.

2°. A fournir une pension de 150 francs à environ 450 aveugles dits *externes*, résidant dans leurs familles.

Les aveugles *internes* résidant dans l'établissement reçoivent un prêt qui s'élève savoir :

1°. Pour l'aveugle, à fr. 20 c. par jour.

2°. Pour son époux ou épouse, à 30

3°. Pour chaque enfant, à 15

13°. Infirmerie de Marie-Thérèse, rue d'Enfer, n° 86.

Cet établissement, de fondation particulière, est destiné au soulagement des personnes qui ont appartenu à une condition aisée, que des malheurs ont réduites à une extrême indigence, et qui sont hors d'état d'obtenir chez elles ou dans des maisons de santé les soins que leurs infirmités réclament.

Il renferme 30 lits : 18 pour les femmes, 12 pour les hommes.

14°. Asile de la Providence, hors la barrière des Martyrs, n° 50.

Cette maison, fondée et entretenue par des souscriptions privées, sert de retraite à 60 vieillards ou infirmes des deux sexes.

12 y sont reçus à titre entièrement gratuit ;
 48 moyennant une pension dont le taux varie de
 600 francs à 300.

2^e Espèce. — HOSPICES POUR LES ENFANS.

1^o. *Hospice des Enfants-Trouvés*, rue d'Enfer, n^o 74.

Cet hospice reçoit tous les enfans trouvés et abandonnés, jusqu'à l'âge de 2 ans.

Les enfans apportés sont reçus par une sœur, placés dans un berceau ; il en est dressé procès-verbal.

Ceux qui sont jugés bien portans sont mis immédiatement en nourrice à la campagne ; ils y sont ensuite placés chez des cultivateurs ; ils ne reviennent à l'hospice que s'ils sont atteints de maladies incurables.

Les enfans malades, ou trop faibles pour supporter le voyage, sont placés à l'infirmerie et confiés à des nourrices sédentaires.

Lorsqu'ils sont sevrés, et lorsque leur santé le permet, ils sont placés au dehors comme les précédens.

Enfans à l'hospice.

	Garçons.	Filles.	Total.
Existant au 1 ^{er} janvier 1828	85	103	188
Entrés pendant l'année	2,819	2,678	5,497
Sortis <i>idem</i> , savoir :			
1 ^o . Par envoi à la campagne . .	1,970	2,052	4,022
2 ^o . Aux hôpitaux	32	29	61
3 ^o . Retirés par leurs parens . .	55	61	116
Morts pendant l'année	822	622	1,444

Enfans à la campagne.

	Garçons.	Filles.	Total.
Existant au 1 ^{er} janvier 1828	7,361	8,204	15,565
Envoyés pendant l'année	2,016	2,085	4,101

Sortis pendant l'année, savoir :			
	Garçons.	Filles.	Total.
1 ^{re} . De pension.....	301	361	662
2 ^e . Ramenés à l'hospice.....	64	77	141
3 ^e . Évadés.....	"	1	1
Morts pendant l'année.....	1,438	1,399	2,837

*2^e. Hospice des Orphelins, rue du Faubourg
Saint-Antoine, n° 126.*

Cet établissement reçoit les enfans indigens des deux sexes, orphelins de père ou de mère, ou délaissés par des parens inconnus, et âgés de deux ans au moins, de dix ans au plus.

Les enfans ne sont reçus qu'à titre de dépôt; ils sont ensuite ou placés à la campagne, ou mis en apprentissage, ou confiés à des particuliers qui en font la demande en se chargeant de leur éducation.

<i>Enfans dans la maison.</i>			
	Garçons.	Filles.	Total.
Existant au 1 ^{er} janvier 1828.....	195	126	321
Entrés pendant l'année.....	232	134	366
Sortis <i>idem</i>	84	26	77
Morts <i>idem</i>	24	16	40

Enfans placés au dehors.

	Garçons.	Filles.	Total.
Existant au 1 ^{er} janvier 1828, à la campagne.....	298	169	465
A la ville.....	205	244	449

TOTAL : 16 hospices.

TOTAL GÉNÉRAL : 31 hôpitaux et hospices.

**3^e Classe. — ÉTABLISSEMENS DIVERS DÉPENDANT DE
L'ADMINISTRATION DES HOSPICES CIVILS DE PARIS.**

1^o. Bureau central d'admission.

Ce bureau, composé de médecins, est établi pour

examiner, soit les malades qui se présentent pour entrer dans les hôpitaux, soit les infirmes et incurables qui, à ce titre, demandent à être reçus dans les hospices.

Il donne aussi des consultations gratuites à tous les malades du dehors qui se présentent.

Il délivre des bandages aux indigens.

Un traitement externe de la teigne a lieu dans une de ses salles.

Les consultations données en 1828 se sont élevées, savoir :

Pour hommes.....	1,007
Pour femmes.....	717
TOTAL.....	1,724

932 malades de la teigne ont reçu le traitement externe.

2822 bandages ont été délivrés aux indigens.

2°. *Pharmacie centrale, rue des Miramionnes.*

La pharmacie centrale prépare tous les médicamens nécessaires au service des hôpitaux, des hospices et des secours à domicile.

Elle en a confectionné, en 1828, pour une somme de 290,706 fr. 44 c. pour le service des hôpitaux et hospices, et de 50,416 fr. 48 c. pour celui des bureaux de charité.

3°. *Boulangerie générale, maison Scipion.*

La boulangerie générale confectionne le pain nécessaire à la consommation des hôpitaux et hospices ;

Elle fournit aux bureaux de charité, à leur choix, ou le pain confectionné, ou les farines nécessaires pour la consommation des indigens secourus à domicile.

Elle a fabriqué, en 1828, 1,686,614 kil. de pain blanc, au prix moyen de 31 c. le kil., et 1,630,433 k. de pain moyen, au prix de 27 c. le kil., pour le service des hôpitaux et hospices, et pour celui des bureaux de charité.

4°. *Bureau de la direction des Nourrices,*
rue Sainte-Apolline.

Cette institution, placée sous la direction de l'administration des hospices, procure aux habitans de Paris et de la banlieue, à un prix modéré, des nourrices qui méritent leur confiance.

Elle garantit aux nourrices et aux meneurs le paiement des mois de nourrice, des frais de voyages, et autres.

Il s'y est présenté, en 1828, 1,962 nourrices.

	Enfans.
Il existait à la campagne, le 1 ^{er} janvier 1828.....	1,789
Il en a été mis en nourrice, même année.....	1,702
Il en a été rendu à leurs parens.....	1,324 (1)

5°. *Etablissement de filature, impasse des Hospita-*
lières, près la Place-Royale.

Cet établissement fournit du travail aux femmes indigentes, désignées par les Bureaux de Charité. Il leur remet à cet effet de la filasse, un rouet, et reprend leur fil.

2,415 femmes fileuses, 96 tisserands, et 57 ouvriers divers y ont trouvé du travail en 1828.

Le prix moyen de la journée de travail a été de 7 c. $\frac{1}{2}$.

(1) Il en est mort en nourrice 48.

6°. *Mont-de-Piété*, rue des Blancs-Manteaux, n° 8 ;
et rue de Paradis, n° 7.

Le *Mont-de-Piété* prête, sur effets déposés, depuis la valeur de 3 fr. jusqu'à une somme illimitée.

On ne prête que les deux tiers de la valeur des effets, et les quatre cinquièmes de celui des matières d'or et d'argent.

Le prêt est fait pour un an.

Le droit acquitté par l'emprunteur déposant comprend l'intérêt du prêt et les frais de conservation ; fixé autrefois à 1 pour $\frac{2}{100}$ par mois, il vient d'être réduit, par une décision récente, à 9 pour $\frac{2}{100}$ par année.

Le *Mont-de-Piété* reçoit annuellement environ 1,200,000 articles d'engagement, sur lesquels il prête environ 10 millions de fr.

La moyenne proportionnelle des prêts est de 17 à 18 fr.

Sur 1,200,000 articles reçus en dépôt, on en compte environ 960,000 dont le prêt, terme moyen, s'élève à peine à 8 fr.

Des articles déposés au *Mont-de-Piété* sont :

Dégagés en nombre, les	$\frac{18}{11}$	en valeur, les	$\frac{17}{11}$
Renouvelés, <i>idem</i> , les	$\frac{1}{11}$		$\frac{1}{11}$
Vendus faute de dégagement, <i>idem</i> , les	$\frac{1}{11}$		$\frac{1}{11}$

7°. *Pensions représentatives d'admission dans les hospices.*

Les vieillards et les infirmes admis dans les hospices, et qui y ont séjourné pendant trois ans sans prendre de congé, peuvent opter entre ce séjour ou une pension représentative, en indiquant la personne chez

laquelle ils veulent se retirer, et rapportant son consentement.

La pension est de 120 fr. pour les vieillards et infirmes des hospices de la vieillesse, hommes et femmes ;

150 pour ceux des Ménages ;

180 pour ceux des Incurables.

Ils conservent la faculté d'y rentrer.

372 vieillards ou infirmes jouissaient de cette pension au 1^{er} janvier 1831, savoir :

Hommes.....	147
Femmes.....	225

8°. *Fondation Montyon*, en faveur des convalescens sortant des hôpitaux.

En 1828, il est sorti des hôpitaux 29,172 convalescens, sur lesquels ont été secourus 20,681.

Les secours alloués ont donné lieu à une dépense totale de 249,873 fr. 71 c.

9°. *Bureaux de Charité*, pour les secours à domicile.

N. B. Nous renvoyons pour cet article à la Notice spéciale insérée dans le 1^{er} Numéro, p. 46, et le présent, p. 191.

4° Classe. — ÉTABLISSEMENTS D'INSTRUCTION.

Nous ne comprenons ici que les écoles destinées à offrir l'instruction élémentaire.

1°. Écoles normales.

Deux écoles ont été fondées par le préfet de la Seine, pour former des maîtres et maîtresses, suivant la méthode d'enseignement mutuel.

L'instruction y est gratuite.

L'une est établie rue Carpentier, n° 4; l'autre à l'école de la halle aux Draps, rue de la Tonnellerie.

Elles sont suivies par 20 ou 30 instituteurs et autant d'institutrices.

2°. *Écoles gratuites d'enseignement mutuel pour les enfans.*

Il en existe en ce moment à Paris, savoir :

15 écoles de garçons, renfermant 2,995 élèves, sous 15 instit ^{ns} .	
11 de filles, 2,100	11

3°. Écoles gratuites, tenues suivant la méthode d'enseignement simultané.

Ces écoles sont tenues par des frères ou des sœurs.

31 écoles de garçons..... 6,224 élèves, 77 maîtres.
32 de filles..... 5,739 73 maîtresses.

4°. Écoles suivant la méthode d'enseignement individuel.

Ces écoles reçoivent les élèves moyennant une rétribution mensuelle.

11 écoles de garçons, recevant 1,092 élèves, 11 maîtres.
13 de filles, 1,060 13 maîtresses.

5°. Écoles d'enseignement mutuel pour les adultes.

Ces écoles se tiennent le soir, et sont généralement gratuites.

Il en existe 6 pour les hommes, 193 élèves.
4 pour les femmes, 148

L'une de ces écoles est tenue par des frères.

6°. *Ouvroirs pour les filles.*

Ces ouvrages sont généralement établis dans les maisons de secours, et dirigés par les sœurs.

Il en existe 26, occupant 1072 jeunes filles indigentes, et les exerçant aux travaux de leur sexe.

7°. *Salles d'asile pour la première enfance.*

N. B. Voir, pour ce genre d'institution, la Notice spéciale insérée dans le précédent numéro, p. 59.

8°. *Écoles d'industrie.*

Une école destinée à servir de modèle en ce genre vient d'être érigée par M. Cochin fils, dans sa maison complète, rue Saint-Hippolyte.

Plusieurs cours y ont déjà eu lieu.

Il en existe une autre dans le cloître Saint-Merry, qui est placée sous la protection de M. le préfet de la Seine.

3°. *Maison d'Éducation*, rue Saint-Antoine, Passage Saint-Pierre.

Cette maison donne l'éducation à 48 enfans appartenant à des familles peu fortunées.

Les enfans y sont reçus dès l'âge de cinq ans, et ne peuvent y rester au-delà de celui de dix-sept.

12 places sont accordées aux familles qui peuvent payer une pension de 300 fr.

12 à des familles qui peuvent en payer seulement une de 150 fr.

24 sont entièrement gratuites.

4°. *Institution des jeunes Aveugles*, actuellement rue Saint-Victor, mais à la veille d'être transférée.

Cette institution fournit l'éducation morale, intellectuelle et industrielle à 90 jeunes aveugles qui y sont

entretenus aux frais de l'État, savoir : 60 garçons et 30 filles.

Les élèves y apprennent à lire et écrire d'après la méthode d'Hauy.

9°. *Institution des Sourds-Muets*, rue Saint-Jacques.

Cette institution reçoit :

- 1°. 100 élèves entretenus par l'État ;
- 90 à titre entièrement gratuit ;
- 10 à demi ou trois quarts de pension ;
- 50 élèves boursiers entretenus par divers départemens ;

Et un nombre indéfini de pensionnaires payant de 600 fr. à 900 fr. de pension.

Les élèves reçoivent tous le développement de l'éducation morale et intellectuelle, et sont formés au travail.

10°. *Cours gratuits*, au Conservatoire des Arts et Métiers.

Trois cours sont ouverts aux ouvriers de la capitale : deux pour la mécanique et la chimie appliquée aux arts, un troisième pour l'économie industrielle.

Il y a également au Conservatoire des Arts et Métiers une école de dessin et de géométrie descriptive, ouverte aux élèves désignés, à Paris, par les maires ; dans les départemens, par les préfets.

11°. *École de culture des plantes*, au Jardin du Roi.

Indépendamment des treize cours gratuits qui ont lieu au Musée d'histoire naturelle, une école spéciale est ouverte pour l'enseignement théorique et pratique

de toutes les branches du jardinage. Le cours est fait par le directeur du Jardin du Roi.

- 12°. *École gratuite de dessin et de mathématiques*, en faveur des arts mécaniques, rue de l'École de Médecine, n° 5.

Cet établissement, créé en 1766 par M. Bachelier, est destiné aux ouvriers de Paris qui se destinent aux professions mécaniques.

- 13°. *École spéciale et gratuite de dessin pour les jeunes personnes*, rue de Touraine, n° 7.

L'enseignement comprend le dessin de figure, d'ornement, de paysage, d'animaux, de fleurs; il est ouvert aux jeunes personnes qui se destinent aux arts industriels.

5^e Classe. — INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

- 1°. *Caisse d'Épargnes*, rue de la Vrillière, hôtel de la Banque.

N. B. Voir la Notice particulière insérée dans le précédent Numéro, p. 138.

- 2°. *Associations mutuelles de prévoyance et de secours entre les ouvriers*.

La plupart de ces associations se sont formées et se dirigent par les encouragemens et les conseils de la Société philanthropique.

On en connaît en ce moment 198 existantes.

Quelques unes sont spéciales à certaines professions; d'autres reçoivent indifféremment des individus de toutes les professions.

Elles admettent généralement les hommes et les femmes sans distinction.

Le nombre des membres varie de 18 à 600.

Les cotisations mensuelles s'élèvent de 1 fr. à 3.

Les secours, en cas de maladie, de 7 à 21 fr. par semaine.

6^e Classe. — DISPENSAIRES.

Ces établissements sont fondés et entretenus par la Société philanthropique ; ils sont au nombre de 6.

Dispensaires.

- | | |
|---|---------------------------------------|
| 1 ^{er} pour le service des 1 ^{er} et 2 ^e arrond., | rue de Gaillon, n ^o 9. |
| 2 ^e pour les 3 ^e , 5 ^e et 6 ^e <i>idem</i> , | rue du Ponceau, n ^o 28. |
| 3 ^e pour les 7 ^e et 8 ^e <i>idem</i> , | rue S.-Antoine, n ^o 163. |
| 4 ^e pour les 11 ^e et 12 ^e <i>idem</i> , | rue des Noyers, n ^o 37. |
| 5 ^e pour les 10 ^e et 11 ^e <i>idem</i> , | r. Ste.Marguerite, n ^o 34. |
| 6 ^e pour les 4 ^e et 9 ^e <i>idem</i> , | rue Baillet, n ^o 6. |

En 1829, 2,487 malades ont été traités ;

1,955 y ont été guéris ;

98 sont morts.

Depuis leur fondation, en mai 1803, les dispensaires ont donné leurs soins à 51,655 malades, dont

39,469 ont été guéris ;

1,841 sont morts.

7^e Classe. — FOURNEAUX DE SOUPES ÉCONOMIQUES.

Ces fourneaux ne sont ouverts que pendant l'hiver.

Ils sont aussi fondés et entretenus par la Société philanthropique.

Une partie se vend dans les fourneaux mêmes.

Des bons sont vendus aux associations ou aux personnes bienfaisantes qui veulent les distribuer.

D'autres sont remis aux souscripteurs de la Société.

Il y a cinq fourneaux ordinaires :

Le premier à la halle aux Draps ;

Le deuxième, rue du Fouarre ;

Le troisième, rue de la Mortellerie ;

Le quatrième, rue du Battoir Saint-Victor ;

Le cinquième, dans la rue de Sèvres, aux Incurables femmes.

En 1829, cinq autres fourneaux supplémentaires ont été établis.

En 1829, il a été distribué 551,422 soupes ;

Dont il en a été vendu 233,427.

Le prix commun de chaque soupe a été de 8 c.

8^e Classe. — ÉTABLISSEMENTS ET SECOURS EN CAS D'ACCIDENTS.

1^o. *Secours aux blessés, noyés et asphyxiés.*

Il y a sur les deux rives de la Seine, à Paris, et aux abords, 23 bureaux, savoir : 14 sur la rive droite, 9 sur la rive gauche, renfermant des boîtes fumigatoires et autres appareils nécessaires pour ce genre de secours.

Un inspecteur est établi au pied du Pont-des-Arts, pour le service spécial des secours aux noyés.

2^o. *Armoires à pansement.*

Il en existe deux dans l'intérieur de la ville :

L'une au Château d'eau, près du Palais-Royal ;

L'autre au poste de la halle aux Draps, marché des Innocens,

3°. Brancards pour transporter les malades et blessés.

Il en existe chez tous les commissaires de police et dans chacune des maisons de secours établies par les bureaux de charité.

Les sœurs qui dirigent ces maisons font, en cas d'urgence, les premiers pansements.

4°. Service des pompes à incendie.

Ce service est fait par 4 compagnies de sapeurs-pompiers, qui ont 73 pompes à leur disposition.

Indépendamment des 4 casernes de sapeurs-pompiers, il existe 32 corps-de-garde dans les divers établissements, et 5 postes aux 5 abattoirs ;

10 dépôts renfermant les pompes ;

2 autres établissements de pompes sont placés sur la rivière.

9° Classe. — ÉTABLISSEMENTS DE RÉPRESSION ET DE CORRECTION.**1^{re} Espèce. — PRISONS.**

Il existe à Paris huit prisons civiles, savoir :

1°. Le dépôt de la Préfecture de Police.

Pour les personnes arrêtées par la police.

2°. La Conciergerie, au Palais de Justice.

Maison d'arrêt du département.

3°. La Force, rue du Roi de Sicile, n° 12.

Pour les prévenus des deux sexes.

4°. La Petite-Force, rue Pavée, n° 22, au Marais.

Les filles publiques enfermées par la police, y sont occupées à des travaux de couture et de filature.

5°. *Les Madebonnettes*, rue des Fontaines, n° 14.

On y enferme les femmes prévenues de délits, et celles qui subissent leur condamnation.

Elles y sont occupées des travaux de couture et de filature.

6°. *Bicêtre*, près Paris.

Cette prison renferme les hommes condamnés aux fers, à une longue détention, ou à la peine capitale.

7°. *Saint-Lazare*, rue du Faubourg Saint-Denis, n° 117.

Cette prison renferme les femmes condamnées aux travaux forcés.

8°. *Sainte-Pélagie*, rue de la Clef.

Cette prison a trois parties distinctes :

L'une, réservée aux détenus pour dettes;

Une seconde, pour les condamnés à une simple peine correctionnelle.

Une troisième, pour les prévenus ou condamnés relativement à des délits politiques.

2° Espèce. — MAISONS DE CORRECTION.

1°. *Maison de Refuge*, rue des Grès-Saint-Jacques.

Elle reçoit les jeunes condamnés qui, par leur bonne conduite, ont donné l'espoir du retour au bien; ils y sont occupés au travail. Les directions morales, les instructions religieuses, leur sont données. Elle est entretenue par des dons particuliers.

2°. *Le Bon Pasteur*, rue d'Enfer-Saint-Michel, n° 82 et 84.

Cette maison reçoit de jeunes filles que leurs égare-

mens ont exclues de la société, et qu'on s'occupe de rendre dignes d'y rentrer. Elle est, comme la précédente, essentiellement entretenue par des dons particuliers.

3°. *Maison de Refuge des Dames de Saint-Michel*,
rue des Postes.

Cette maison reçoit les femmes et les filles qui, après avoir commis des écarts, s'y retirent volontairement, ou y sont envoyées par leurs familles. Les unes rentrent dans le monde, réhabilitées; les autres préfèrent y passer leur vie dans la retraite et le repentir.

4°. *Dépôt de Mendicité* du département de la Seine,
à Saint-Denis.

Il reçoit les mendiants envoyés par l'autorité.

La population de ce dépôt a été, de 1817 à 1827, savoir :

Hommes.....	1,260	Femmes....	827	Total....	2,087
La mortalité..	79		61		140

800 environ travaillent.

Le produit moyen du travail est évalué à 39 francs par tête de travailleurs et par an.

5°. *Succursale du Dépôt de Mendicité du département de la Seine*, à Villers-Coterets.

La population moyenne est de 700 individus environ; la mortalité moyenne, de 120 par année.

6°. *Maison de Refuge* de la rue de l'Oursine.

Cette maison, fondée en 1829 par une Société de souscripteurs, est destinée à servir de lieu d'épreuve pour les mendiants de la capitale. C'est le premier établissement de ce genre qui ait été créé en Europe.

Ils seront admis à y séjourner jusqu'à trois mois; pendant ce temps, ils y sont occupés à divers ateliers.

Les uns, ayant repris l'habitude du travail, rentrent dans la société, avec la ressource d'un métier;

D'autres, incapables de travail, sont dirigés sur les hospices;

D'autres, reconnus incorrigibles, sont renvoyés aux dépôts de mendicité.

Il renfermait, au 1^{er} mars 1831, 312 mendiants, savoir:

	Hommes.	Femmes.	Total.
Internes.....	80.....	123.....	203
Externes.....	62.....	47.....	109

10^e Classe. ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE.

Une grande partie des établissemens qui viennent d'être indiqués, a été fondée et entretenue, comme on l'a remarqué, par des Sociétés de souscripteurs.

Il convient cependant de rappeler maintenant ces associations sous un second point de vue, pour embrasser le système des Sociétés bienfaisantes dont s'honore à juste titre la capitale de la France.

Telles sont principalement :

1^o. La *Société philanthropique*,

Qui entretient à la fois les dispensaires, les fourneaux de soupes économiques, et qui encourage les associations de secours mutuels.

Cette Société, fondée ou plutôt rétablie en l'an ix (1801), se réunit à l'Hôtel-de-Ville; les souscriptions sont reçues à son Bureau, rue de Paradis au Marais, à l'administration du Mont-de-Piété.

Le *minimum* de la souscription est de 30 fr. Depuis sa fondation jusqu'au 1^{er} janvier 1830, elle a recueilli

3,097,191 francs 14 cent. de dons et de souscriptions,

Ses recettes, en 1829, figurent dans cette somme totale pour 91,472 fr. 78 c.

Elle compte environ 800 souscripteurs, parmi lesquels figurent 46 associations d'assistance mutuelle.

2°. La *Société de la Providence*, rue S.-Honoré, n° 90,

Formée pour concourir au soutien de l'Asile royal de la Providence.

3°. La *Société pour l'Enseignement élémentaire*,
rue Taranne, n° 12,

Qui a fondé et entretient trois écoles gratuites d'enseignement mutuel.

Elle donne aussi des encouragemens aux écoles qui s'établissent.

Elle contribue, par ses travaux, à la propagation et au perfectionnement de l'instruction élémentaire.

Elle ouvre des concours pour la publication des lectures populaires.

Elle se compose d'environ 1,300 souscripteurs.

4°. La *Société des Souscripteurs pour les Écoles du culte réformé, du département de la Seine*.

Elle entretient deux écoles gratuites pour les enfans, deux écoles d'adultes, d'après l'enseignement mutuel, et un pensionnat pour de jeunes personnes, dont une partie pour l'écriture.

Elle se divise en deux branches, représentées par deux comités, l'un d'hommes, l'autre de dames, pour la surveillance des écoles de garçons et des institutions de filles.

5°. *Société de Souscripteurs pour les Écoles israélites.*

Comme la précédente, elle a deux comités pour les écoles des deux sexes.

6°. *La Réunion des Souscripteurs pour la Caisse d'Épargnes.*

Elle se compose, 1°. de 30 membres ayant le titre de directeurs; 2°. d'environ 120 membres ayant le titre d'administrateurs, qui font le service tous les dimanches, à tour de rôle.

7°. *La Réunion des Souscripteurs pour la Maison de Refuge de la rue de l'Oursine, destinée aux mendiants.*

D'après le dernier compte-rendu, le nombre des souscripteurs s'élève à 20,647, et le montant des souscriptions à 906,611 fr. 23 cent.

8°. *La Société des Souscripteurs pour les Salles d'asile destinées à la première enfance.*

A ces Sociétés, il faut joindre maintenant celles dont l'action s'exerce d'une manière générale, ou qui répandent des bienfaits individuels.

9°. *La Société de Charité maternelle.*

Cette Société a des auxiliaires dans trente-deux villes de département.

Elle assiste les pauvres femmes en couches, mères déjà de trois enfans au moins, et qui s'engagent à nourrir celui qu'elles mettent au jour. Elle leur fournit des layettes, du linge et 5 francs par mois, pendant quinze mois. Elle adopte aussi leurs enfans.

Un comité de quarante-huit dames, qui se réunissent deux fois par mois, et qui se distribuent tous les quartiers de Paris, décide de l'application de ces secours.

La cotisation des dames membres de la Société est de 50 francs par an.

En 1829, la Société a secouru 629 mères de famille accouchées, ayant donné naissance à 641 enfans.

Elle a compté 821 souscripteurs, et a eu une recette de 92,394 fr. 64 cent.

10°. *La Société de la Morale chrétienne*, rue Tarranne, n° 12.

Cette Société, qui compte environ 300 souscripteurs, embrasse plusieurs genres d'améliorations utiles.

L'un de ses Comités s'occupe du placement des pauvres enfans orphelins.

Il a entretenu, en 1830, 64 orphelins en apprentissage.

Il est composé de vingt-trois membres; il a recueilli, en 1830, pour 7,794 fr. 45 c. de souscriptions.

Un Comité de Bienfaisance s'occupe de l'application des secours extraordinaires à des familles indigentes.

Un Comité des Prisons s'occupe de l'amélioration du régime des prisons.

11°. *La Société royale des Prisons*.

Cette Société a été fondée par ordonnance royale du 9 avril 1819.

Ses membres souscrivent chacun pour 100 fr. par an; elle compte environ 150 souscripteurs.

Ils visitent les diverses prisons du royaume, et, dans une réunion annuelle, rendent compte de leurs

observations, proposent les vues d'amélioration qu'ils ont conçues.

Un conseil général de vingt-quatre membres, pris dans son sein, doit recueillir, apprécier les vues, et en provoquer l'exécution s'il y a lieu.

12°. *La Société des Enfants en faveur des vieillards*,
rue Coq-Héron, n° 5.

Elle a pour but d'exercer les enfans à la pratique de l'économie et des œuvres de charité.

Elle se compose de jeunes demoiselles, qui, sur leurs économies, contribuent chacune pour 20 à 30 sous par mois, et qui, conduites par leurs mères, visitent elles-mêmes les vieillards indigens, et leur portent les secours.

Elle distribue pour environ 5,200 fr. de secours par an.

13°. *Association des jeunes Économes*, quai Conti,
n° 3.

Elle a un but analogue à celui de la précédente.

Elle est aussi composée de jeunes demoiselles, qui mettent en commun leurs offrandes. Ces offrandes sont fixées à 30 c. par mois, et 60 c. pendant le mois de janvier.

Elle adopte de jeunes filles indigentes, leur fournit un trousseau complet, subvient à tous les frais de leur apprentissage et de leur entretien, depuis l'âge de huit ans jusqu'à celui de dix-huit. Elle leur fait enseigner, en outre, la lecture, l'écriture, l'arithmétique, et veille surtout à leur instruction morale et religieuse.

Elle compte environ 2400 demoiselles associées.

126 jeunes filles sont en ce moment adoptées par elle.

14°. *Institution pour les jeunes Filles délaissées.*

Cette association a pour objet de secourir les jeunes filles délaissées, et les orphelines de mère ; elle les protège, les surveille, les place en apprentissage, soigne leur éducation morale et religieuse.

15°. *Association pour l'instruction des jeunes Savoyards, rue de Sèvres, n° 56.*

Elle reçoit journellement plus de 700 jeunes Savoyards ; leur fait enseigner à lire, à écrire, à compter, à travailler ; 15 à 18 de ces enfans sont logés, d'autres sont habillés ; du pain leur est distribué.

16°. *Société des Orphelines de Saint-André, rue de Vaugirard.*

Elle a pour objet l'entretien et l'éducation de jeunes orphelines placées dans un établissement.

De jeunes demoiselles recueillent les dons, et se cotisent elles-mêmes.

17°. *Société des Orphelines de la Croix, rue Servandoni, n° 24.*

Même destination.

18°. *Société de Saint-Joseph, rue Saint-Victor, à Paris.*

Les souscripteurs sont de jeunes gens, la plupart encore dans les collèges.

Le produit de leurs souscriptions est destiné à des ouvriers qui reçoivent aussi des instructions religieuses.

19°. *Société pour le soulagement et la délivrance des prisonniers, rue du Bac, n° 43.*

Son origine remonte à 1597.

Elle porte aux prisonniers des conseils, des secours, des consolations; elle assiste les familles dont le chef est emprisonné.

20°. *Société pour l'assistance des prisonnières.*

Une réunion de dames charitables visite les femmes détenues, spécialement à la *Petite-Force*, s'occupe de leur réformation morale, et cherche à les réhabiliter dans la société.

21°. *Comité des Dames pour le placement des filles sourdes-muettes, à l'Institution royale des Sourdes-Muettes.*

Les dames qui composent ce comité, par la réunion de leurs souscriptions, et par les dons qu'elles ont recueillis, ont formé un ouvrage où elles placent les jeunes filles sourdes-muettes qui ont achevé leur éducation à l'Institution royale.

22°. *Comité pour le placement des jeunes sourds-muets (ibid.)*

Ce comité, qui rend les mêmes services aux élèves sourds-muets sortant de l'institution, fonde en ce moment un établissement de menuiserie pour assurer un sort à ceux de ces élèves qui n'ont pas d'autres ressources.

23°. *Association de Charité, rue Martel, n° 13.*

(Voy. la Notice insérée dans le Numéro précédent, page 87.)

24°. *Société protestante de Prévoyance et de Secours mutuels*, rue de l'Arbre-Sec, n° 46.

Cette institution se compose de deux associations; l'une mutuelle, du genre de celles que nous avons signalées ci-dessus (5° Classe, 2° Espèce), pour ceux qui recueillent en déposant; l'autre, de fondateurs et bien-faiteurs appelés membres honoraires, qui surveillent et visitent.

25°. *Commission protestante de placement pour les ouvriers et domestiques*, boulevard Poissonnière, n° 15, et rue Sainte-Avoie, n° 19.

Sa destination est expliquée par son titre.

Elle a deux branches, l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes.

26°. *Société israélite des amis du travail*, rue J.-J.

Rousseau, n° 14.

Elle encourage le placement des enfans israélites en apprentissage; elle désigne parmi ses membres des inspecteurs qui visitent les ateliers, et font des rapports sur la conduite des élèves.

27°. *Société helvétique de Bienfaisance*, rue Saint-Honoré, à l'Oratoire.

Elle vient au secours des Suisses ou originaires de Suisse, qui, se trouvant à Paris, éprouvent des accidens ou des malheurs; elle les assiste de ses conseils, et cherche à leur procurer de l'occupation.

28°. *Société des Établissements charitables*.

(Voir dans le 1^{er} Numéro l'objet que cette société se propose.)

**II^e Classe. — ASSOCIATIONS CHARITABLES DE
DIVERSES PAROISSES DE PARIS.**

La plupart des paroisses de Paris possèdent des associations formées sous la direction de MM. les curés.

1. *Paroisse de Saint-Germain-des-Prés.*

2. *Paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin.*

3. *Paroisse de Sainte-Valère.*

4. *Paroisse de l'Abbaye-aux-Bois.*

5. *Paroisse des Missions étrangères.*

Ces associations ont également pour objet de secourir les vieillards, les infirmes, et d'entretenir les écoles gratuites.

6. *Paroisse Saint-Louis, Chaussée d'Antin.*

Les dames qui composent cette association font donner l'éducation à des jeunes filles indigentes, dès l'âge de 10 ans.

7. *Paroisse Saint-Gervais.*

8. *Paroisse Saint-Merry.*

Les dames associées distribuent des secours aux indigents.

9. *Paroisse Saint-Eustache.*

10. *Paroisse Notre-Dame de Bonne-Nouvelle.*

Les dames associées concourent à l'entretien des écoles, distribuent des prix de vertu, et assistent les familles indigentes.

II. *Paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois.*

Les dames associées soutiennent l'établissement appelé *les Orphelines de la Providence*, et distribuent des secours de toute espèce aux indigents.

12. *Paroisse Saint-Nicolas-des-Champs.*

Deux associations existent sur cette paroisse :

L'une, sous le nom de *Marmite des Pauvres*, distribue de la viande et du bouillon aux indigents ;

L'autre, sous le titre de *Dames de la Miséricorde*, distribue des secours à domicile, et contribue au soutien de l'école gratuite des filles.

12^e Classe. — CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES AYANT UN CARACTÈRE PHILANTHROPIQUE.1^o. *Sœurs de la Charité, rue du Bac, n° 132.*

Congrégation fondée par Saint-Vincent-de-Paul.

Elles desservent à Paris 26 maisons de secours, et écoles gratuites de filles.

Elles dirigent aussi les ouvroirs, soignent les malades, etc.

Elles y emploient 185 sœurs.

2^o. *Sœurs de Sainte-Marthe, rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 126.*

Même destination. Elles desservent 3 maisons de secours et écoles.

Elles y emploient 18 sœurs.

3^o. *Sœurs de Saint-Thomas-de-Villeneuve.*

Même destination. Elles dirigent aussi quelques pensionnats de jeunes personnes.

4°. *Sœurs de la Sagesse*, à Chaillot.

Même destination. Elles desservent une maison de secours. Elles y emploient 3 sœurs.

5°. *Dames Saint-Maur*, rue Saint-Maur, près la rue de Sèvres.

Même destination. Elles ont deux écoles à Paris, et y emploient 8 sœurs. Elles desservent environ 40 maisons dans les départemens.

6°. *Sœurs hospitalières de Saint-Augustin*.

Elles desservent les deux hôpitaux de l'Hôtel-Dieu et de Saint-Louis. Elles y emploient 65 sœurs.

7°. *Sœurs de Saint-Michel*, rue des Postes.

Elles desservent le Refuge.

8°. *Frères de la Doctrine chrétienne*.

Ils dirigent à Paris 21 écoles gratuites de garçons.

Ils y emploient 68 frères.

9°. *Frères de Saint-Antoine*, rue Saint-Jacques, n° 169.

Ils desservent 5 écoles gratuites.

Ils y emploient 12 frères.

N. B. On trouve des notices sur ces divers établissemens,

1°. Dans les *Comptes moraux* de l'Administration des Hospices civils de Paris.

2°. Dans le *Recueil des Réglamens pour les secours à domicile*, publiés par l'Administration des Hospices, en 1829, in-4°, page 297 à 352.

3°. Dans l'*Almanach philanthropique*, publié par M. Eugène Cassin.

4°. Dans les *Comptes particuliers*, publiés par plusieurs des associations philanthropiques.

DES

BUREAUX DE CHARITÉ DE PARIS,

ET DE LEUR COMPOSITION. (1)

(DEUXIÈME ARTICLE.)

Douze bureaux de charité ont été créés, dans la ville de Paris, par ordonnance royale du 2 juillet 1816; ils sont chargés de la distribution des secours à domicile dans les douze arrondissemens.

Ces bureaux sont sous la direction de M. le préfet de la Seine et du Conseil général des hospices.

Ils sont composés

1°. Du maire de l'arrondissement, président né, des adjoints, des curés et desservans, et des ministres protestans;

2°. De douze administrateurs nommés par le Ministre de l'intérieur, sur une liste quintuple de candidats désignés par les bureaux;

3°. D'un nombre indéterminé de commissaires visiteurs et de dames de charité, nommés par les bureaux;

4°. D'un agent comptable ou secrétaire-trésorier, qui est salarié, responsable; et tenu, à ce titre, de fournir un cautionnement.

Il existe aussi, auprès de chaque bureau,

(1) Ces renseignemens sont extraits d'un Manuel à l'usage des Commissaires et Dames de charité, publié en 1830 par l'Administration des hospices.

Des médecins et chirurgiens chargés de donner gratuitement leurs soins et des consultations aux pauvres ;

Des sages-femmes ;

Des maîtres et maîtresses d'écoles, d'ouvriers et d'asiles.

Chaque arrondissement est partagé en douze divisions, qui sont mises chacune sous la surveillance spéciale d'un administrateur.

Les commissaires-visiteurs et les dames de charité sont spécialement attachés à l'une des divisions, et, autant que possible, à celle dans laquelle ils demeurent. Chacun est chargé d'un nombre de ménages, dont il paraît convenable de fixer le *minimum* à dix, le *maximum* à vingt, pour que ces fonctions ne soient à charge à personne, et pour que l'inspection et la surveillance puissent avoir lieu avec plus de facilité et d'exactitude.

Les fonctions des commissaires et des dames de charité consistent à recevoir et à faire parvenir au bureau de charité les demandes des pauvres ; à prendre et donner des renseignemens sur ceux qui demanderont des secours ; à visiter, au moins tous les trois mois, et de préférence à l'époque ordinaire des déménagemens, les pauvres qui sont assistés, afin de constater les changemens de domicile, et plus souvent, s'il est possible, pour connaître leur conduite, l'usage qu'ils font des secours, et l'état de leur famille.

Le bureau s'assemble une fois par semaine, à jour fixe. Les commissaires et dames de charité peuvent assister aux séances lorsque le bureau les y invite ; ils ont voix consultative.

Chaque année, le bureau tient une assemblée générale.

rale, à laquelle ils doivent être appelés, et où l'on rend compte des travaux, de la recette et de la dépense de l'année, et de la situation des établissemens de secours de l'arrondissement.

Enregistrement et classification des pauvres.

Il est tenu dans chaque bureau de charité un livre des pauvres, où l'on inscrit tous ceux qui sont assistés.

Les pauvres sont portés, sur ce registre, sous une même série de numéros, et ces numéros sont inscrits sur le bulletin qui est dressé pour chaque pauvre.

Les pauvres sont divisés en deux classes :

- 1°. Ceux qui ont droit aux secours annuels ;
- 2°. Ceux qui n'ont droit qu'aux secours temporaires.

Parmi les indigens secourus *temporairement*, on comprend :

Les blessés,

Les malades,

Les femmes en couches ou nourrices,

Les enfans abandonnés,

Les orphelins,

Ceux qui se trouvent dans des cas extraordinaires et imprévus.

Parmi les indigens secourus *annuellement*, on comprend :

Les aveugles,

Les paralytiques,

Les cancéreux,

Les infirmes,

Les vieillards de soixante-cinq ans et au-dessus,

Les chefs de famille ayant au moins trois enfans au-dessous de douze ans.

Les infirmités qui donnent droit aux secours annuels doivent être constatées par les médecins attachés au bureau de charité (1), et les certificats délivrés par eux doivent rester annexés aux demandes d'admission.

Nul individu ne peut être inscrit au livre des pauvres, s'il n'a le *domicile de secours*. (2)

Nul ne peut non plus être secouru s'il n'a été admis

(1) On comprend sous le nom d'infirmités graves celles qui sont incurables ou de nature à empêcher habituellement les indigens de travailler pour assurer leur existence. Les certificats des médecins, constatant ces infirmités, doivent rester annexés à la demande d'admission.

Les individus affectés des maladies ou infirmités ci-après désignées, sont regardés comme infirmes incurables :

Tremblement général. — Impotence rhumatismale goutteuse, suite de luxation, etc. — Paralyse incurable, complète ou incomplète. — Incontinence d'urine ou des excréments. — Anévrisme du cœur ou des gros troncs artériels. — Asthme chronique ou suffocant. — Hydropisie enkystée. — Rachitisme, déformation de la poitrine, du bassin ou des membres. — Dartres rongeantes incurables. — Difformités d'un aspect repoussant, ou qui rendent l'indigent inapte au travail. — Hernies volumineuses et difficiles à contenir. — Privation d'un membre. — Surdité complète. — État de sourd-muet. — Idiotisme. — Épilepsie. — Cancres incurables. — Cécité complète incurable, ou faiblesse de la vue assez grande pour empêcher l'indigent de se livrer à aucun travail.

(2) Une loi du 24 vendémiaire an II (15 octobre 1793), porte :

Art. 1^{er}. Le domicile de secours est le lieu où l'homme nécessiteux a droit aux secours publics.

aux secours en vertu d'une délibération du bureau de charité.

Les secours sont aussi refusés à tout indigent qui ne justifie pas qu'il envoie ses enfans à l'école, ou qui ne consent pas à les faire vacciner.

Lorsqu'un commissaire ou une dame de charité demande l'inscription d'un indigent au livre des pauvres, il doit remplir exactement, sur un bulletin à ce destiné, les diverses indications que ce bulletin comporte, et l'adresser avec son avis à l'administrateur de la division, ou, en l'absence de celui-ci, au président du bureau de charité.

Tout commissaire ou dame de charité qui a connaissance du décès d'un de ses pauvres ou de son déménagement, soit sans sortir de l'arrondissement, soit pour passer dans un autre, doit en informer l'administrateur, pour qu'il soit à portée de faire faire par l'agent comptable les radiations et écritures auxquelles ces mutations donnent lieu.

Lorsqu'un indigent change d'arrondissement, il n'est pas admis de plein droit aux secours par le bureau de charité du nouveau domicile; le commissaire ou la dame de charité constate sa position, et propose son admission s'il y a lieu.

Lorsqu'un indigent, chef de ménage, veuf sans en-

Art. 2. Le lieu de naissance est le lieu naturel du domicile de secours.

Art. 3. Le lieu de naissance, pour les enfans, est le domicile habituel de la mère au moment où ils sont nés.

Art. 4. Pour acquérir le domicile de secours, il faut un séjour d'un an dans une commune.

fans ou célibataire, vient à décéder, il est rayé du livre des pauvres.

Le ménage est rayé de même si l'indigent, étant veuf, laisse à son décès des enfans auxquels les secours ne sont pas jugés devoir être continués.

Si un homme veuf ou une femme veuve laisse à son décès un ou plusieurs orphelins auxquels le bureau jugé convenable de continuer les secours temporaires, ces orphelins sont inscrits sous des numéros nouveaux, comme chefs de ménage.

Si un homme marié, chef de ménage, vient à décéder, le ménage entier est rayé du livre; le bulletin de ce ménage est supprimé, et il en est formé un nouveau au nom de la veuve, qui est inscrite nominativement sous un numéro nouveau, si toutefois elle réunit les conditions exigées par les réglemens.

Secours en nature.

Les secours doivent, autant que possible, être distribués en nature; ce sont ceux qui profitent le plus aux pauvres, et dont ils peuvent le moins abuser.

Les secours en nature consistent en comestibles, combustible, objets d'habillement, de coucher, et médicamens.

Les distributions ont lieu dans les magasins établis sous la garde des agens comptables ou des sœurs de charité, ou chez les fournisseurs désignés par le bureau; elles sont faites sur des bons ou cartes, délivrés par les administrateurs, et revêtus des formalités nécessaires pour prévenir les fraudes et établir une comptabilité régulière.

Ces bons peuvent être distribués aux pauvres par

l'intermédiaire des visiteurs et des dames de charité, et ils sont ensuite remis par les sœurs et les fournisseurs à l'agent comptable, pour établir ses comptes et payer les fournitures.

Les secours en comestibles consistent en *pain* et *viande*, et en *farine pour les nourrices*.

Pour les distributions de pain, l'administration des hospices met, tous les mois, à la disposition de chaque bureau une quantité de sacs de farine, réglée sur la population indigente, et qui est toujours moindre en été qu'en hiver. (1)

Divers boulangers, désignés par le bureau, sont chargés de la cuisson de cette farine, et distribuent le pain aux pauvres sur cartes de MM. les administrateurs.

La délivrance de la viande crue pour pots-au-feu se fait, sur cartes de la même nature, par des bouchers choisis dans les divers quartiers de l'arrondissement, et qui doivent être également nommés par le bureau. (2)

(1) Les quatre mois pendant lesquels l'Administration verse une plus grande quantité de farine, sont ceux de janvier, février, mars et décembre, qui sont considérés comme *mois d'hiver*; les huit autres mois, dits *mois d'été*, sont ceux d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre et novembre.

(2) Les Commissaires et Dames de charité doivent surtout veiller,

1°. A ce que la viande et le pain livrés aux pauvres aient le poids requis et soient de bonne qualité;

2°. A ce que, s'ils ne peuvent empêcher les échanges qui se font du pain de seconde qualité contre le pain blanc, la différence à payer par les indigens n'excede pas du moins celle fixée par la taxe;

3°. Enfin, à ce que le pain des pauvres ne soit pas racheté à vil prix par les boulangers.

Il existe en outre, dans chaque maison de secours, une marmite des pauvres; le bouillon et la viande cuite de cette marmite sont distribués à des malades, à des convalescens, à des vieillards ou infirmes.

Les distributions de farine aux mères-nourrices sont destinées à aider à la nourriture des enfans; elles ne se prolongent pas ordinairement au-delà de l'année qui suit les couches.

Les secours en combustible consistent en cotrets, falourdes ou bois de corde, et mottes à brûler, selon que le bureau le juge convenable.

Les ressources des bureaux ne leur permettent pas toujours de distribuer des objets d'habillement et de coucher; ces secours, lorsqu'il s'en délivre, consistent ordinairement en chemises, pantalons, jupons, gilets, sabots, paillasses, couvertures, et en layettes aux femmes accouchées, qui rapportent le certificat de la sage-femme ou du médecin qui a fait l'accouchement.

Dans plusieurs bureaux, la layette n'est définitivement acquise à la mère qu'après deux mois de nourriture; si avant cette époque elle perd son enfant, la totalité de cette layette, ou ce qui en existe encore en nature, redevient la propriété du bureau, et doit lui être restitué.

Les femmes accouchées qui obtiennent une layette de la Société maternelle n'ont pas droit à celle que délivrent les bureaux.

Les soins à donner aux blessés, aux malades, aux femmes en couche ou nourrices sont au premier rang des secours temporaires que les bureaux peuvent accorder; ces soins sont toujours gratuits pour les pauvres; et, pour les rendre complets, on a établi une

pharmacie dans chacune des maisons de secours. Tous les médicamens nécessaires aux malades leur sont fournis, par les sœurs de charité, sur les bons des chirurgiens et médecins du bureau; ceux qui, à moins d'urgence bien constatée, seraient pris ailleurs que dans la pharmacie des maisons de secours, resteraient à la charge des personnes qui en auraient fait la demande.

Si la maladie d'un pauvre est tellement grave, ou sa situation de famille telle, qu'il ne puisse continuer d'être soigné à domicile, et qu'il soit hors d'état de se rendre à pied au bureau central d'admission, il doit y être transporté sur l'un des brancards existant, à cet effet, dans les diverses maisons de secours.

On doit rappeler ici combien il est essentiel de ne pas continuer les secours aux pauvres admis temporairement, lorsque les motifs qui les ont fait admettre ont cessé d'exister, ou après le terme fixé par le bureau pour l'expiration des admissions temporaires. Les prolonger au-delà serait diminuer d'autant la part qui revient de droit aux indigens plus malheureux qui sont inscrits aux secours annuels, et dont les besoins sont sans cesse renaissans.

Les bureaux de charité font quelquefois aux indigens des prêts d'objets en nature, soit pour leur usage habituel, soit pour des momens extraordinaires de gêne; ou pour des circonstances particulières, comme les maladies, les couches, etc.

Ces prêts consistent ordinairement en couvertures, draps, chemises et linge. Pour être assuré de la conservation de ces objets, il convient de ne les prêter qu'à des pauvres bien connus, ou sous la caution de

personnes dignes de confiance. On doit aussi exiger que ces objets soient exactement rapportés ou représentés à des époques fixées, sous peine, pour ceux qui y manqueraient, d'en être privés et d'être retranchés de la liste des pauvres secourus. Enfin, la surveillance exercée, à cet égard, par les commissaires et les dames de charité, est une garantie que les infidélités seront très rares.

Outre les divers genres de secours dont il vient d'être parlé, et que distribuent les bureaux de charité, l'administration des hospices délivre aussi aux indigens, selon la nature de leurs infirmités, des bandages, des lacés, pessaires, jambes de bois, béquilles, etc.; ces divers objets s'accordent aux indigens porteurs de certificats des bureaux de charité.

L'administration accorde encore, à titre de secours, la délivrance gratuite des actes de l'état civil aux pauvres; mais les certificats pour les obtenir ne doivent se donner qu'à ceux qui rapportent la preuve du *besoin actuel* qu'ils ont de ces actes, lesquels sont gratuits pour les pauvres, mais non pour l'administration, qui en rembourse le prix à la préfecture de la Seine sur les fonds des secours à domicile.

Enfin, il est délivré des bains ordinaires, des bains de vapeurs et des fumigations, aux frais de l'administration des hospices, aux pauvres qui rapportent un certificat des médecins des bureaux de charité, visé par les administrateurs.

Secours en argent.

Les vieillards indigens, de soixante-dix-neuf ans révolus, les septuagénaires âgés de soixante-quatorze ans

aussi révolus, et les aveugles, peuvent recevoir un secours spécial et mensuel en argent.

Ce secours est de 8 fr. pour les octogénaires, et de 5 fr. pour les septuagénaires et les aveugles.

Nul ne peut être admis à ce secours que par une délibération du bureau de charité, et sur la présentation, les vieillards, de leur acte de naissance, les aveugles, d'un certificat du bureau central d'admission, qui constate leur cécité complète. Les uns et les autres doivent aussi justifier de deux ans de domicile à Paris, et d'une année d'inscription au livre des pauvres.

Les certificats du bureau central d'admission, constatant la cécité, sont délivrés aux aveugles sur la demande des agens comptables.

Les indigens recevant les secours spéciaux, qui changent de demeure, ne peuvent les recevoir à leur nouveau domicile qu'en justifiant, par un certificat, de leur radiation de l'état des secours au domicile qu'ils ont quitté.

Dans le cas de changement d'arrondissement, le bureau de l'ancien domicile doit toujours payer le mois commencé (quand même le déménagement aurait lieu dans les premiers jours de ce mois), et n'opérer la radiation que pour le mois suivant.

Les indigens décédés ou placés dans les hospices doivent être rayés immédiatement du livre des pauvres et des états de secours spéciaux; néanmoins, les indigens placés ont droit au secours spécial du mois commencé à l'époque de leur placement.

Les bureaux peuvent aussi remettre, lorsqu'ils le jugent convenable, aux parens des décédés qui se

trouvent dans une position malheureuse, le secours du mois pendant lequel le décès a eu lieu.

Les sommes restées sans emploi sont remises à l'agent comptable, qui en fait écriture; le même agent est responsable des sommes indûment payées pour secours spéciaux à des indigens, décédés ou placés dans les hospices, à partir du mois qui suit le décès ou le placement.

Les indigens admis aux secours spéciaux sont recensés tous les ans par des employés de l'administration des hospices, de concert avec les commissaires désignés par les bureaux de charité. Les indigens qui ne sont pas trouvés à domicile ne peuvent être maintenus sur l'état des secours spéciaux qu'après s'être présentés à l'agent comptable, qui s'assure s'ils sont toujours habitans de l'arrondissement.

L'administration des hospices accorde des secours extraordinaires en argent, en cas de vol, d'incendie, etc., ou lorsque l'indigence porte le caractère d'un besoin spécial, et exige un soulagement plus efficace que celui que peuvent y apporter les bureaux de charité.

Pour obtenir ces secours, les pauvres doivent adresser une demande au conseil général des hospices, et y joindre les certificats des bureaux de charité ou les témoignages qui peuvent servir à constater leur position.

Le membre de la commission administrative chargé de la quatrième division accorde aussi, dans certains cas urgens et imprévus, de petits secours en argent aux indigens porteurs d'un certificat du bureau de charité, et qui peuvent invoquer l'un des motifs ci-après :

1°. Des infirmités graves, dûment constatées par le bureau central d'admission, et de nature à empêcher les chefs de ménage de se livrer à aucun travail; (1)

2°. Le nombre de quatre enfans, au moins, au-dessous de douze ans, ou ayant des infirmités; et pour les femmes veuves, trois enfans en bas âge;

3°. Enfin, les suites d'une maladie récente ou d'un accouchement laborieux, des accidens imprévus et d'une nature à inspirer un grand intérêt.

Les parens indigens qui font vacciner leurs enfans reçoivent un secours pour chaque enfant vacciné.

Ce secours est payé sur le certificat des médecins vaccinateurs, constatant que la vaccine a parcouru ses périodes.

Le paiement est fait par l'agent comptable du bureau dans l'arrondissement duquel demeurent les parens de l'enfant vacciné, quel que soit d'ailleurs l'arrondissement dans lequel la vaccination a eu lieu.

Lorsque les médecins vaccinateurs sont autres que ceux du bureau de charité de l'arrondissement du domicile de l'indigent, leur signature doit être légalisée par le maire de leur arrondissement.

Les mères-nourrices malades et indigentes peuvent recevoir des secours en argent : pour en obtenir, elles doivent se présenter, avec un certificat du bureau de charité, au bureau central d'admission, parvis Notre-Dame. Les médecins de ce bureau déterminent la

(1) Le défaut temporaire d'ouvrage ne doit pas être considéré comme un motif suffisant pour obtenir des secours extraordinaires : on a remarqué que c'est le prétexte dont on peut le plus abuser.

somme à accorder, et délivrent un bon qui doit être acquitté par l'agent comptable du bureau de charité.

Le *maximum* du secours est d'un franc par jour; et si la maladie dure plus de quinze jours, il doit être délivré un nouveau bon par le bureau central.

Ce secours ne peut être accordé que trois fois au plus dans une année à la même nourrice, sauf les cas extraordinaires, pour lesquels il doit en être référé au conseil général.

Secours d'instruction et secours en travail.

Le bienfait de l'instruction gratuite est peut-être le secours le plus important qui puisse être accordé aux enfans de la classe indigente; mais il ne suffit pas de leur apprendre à lire, à écrire et à compter, il faut surtout profiter du temps qu'ils sont obligés de donner à ces premières études, pour leur former le cœur et y jeter les semences de la religion, dont la doctrine leur apprendra à faire un bon usage de ce qu'ils sauront, et les dirigera dans tout le cours de leur vie pour l'accomplissement de leurs devoirs.

Les enfans des pauvres inscrits sont admis, de préférence à tous autres, dans les écoles fondées par les bureaux de charité. Les admissions ont lieu sur bulletins signés et délivrés par les administrateurs des bureaux. Dans les écoles qui peuvent en tenir un plus grand nombre, on peut admettre provisoirement les enfans de parens qui, quoique non inscrits comme indigens, seraient néanmoins reconnus dans le cas de recevoir ce genre de secours.

Une charité éclairée a mis tout récemment en pratique un moyen bien efficace de secourir la classe mal-

heureuse, en créant des salles d'asile où les jeunes enfans des ouvriers, artisans et indigens, sont déposés pendant le jour, afin que leurs mères puissent se livrer à des occupations lucratives, et contribuer au bien-être de leur famille, sans avoir recours, pour faire garder leurs enfans, à des soins coûteux et mercenaires. (1)

Dans ces établissemens, les enfans sont placés sous une surveillance commune; ils contractent des habitudes d'obéissance, d'ordre et de propreté, reçoivent les premiers principes de religion et de morale, et apprennent les élémens de la lecture.

Les secours en travail sont du nombre de ceux que l'on doit le plus s'attacher à multiplier. A cet effet, les commissaires et dames de charité se mettent en relation avec des manufacturiers ou maîtres-artisans, auxquels ils adressent les indigens sans ouvrage.

C'est ici le lieu de parler de l'établissement de filature dépendant de l'administration des hospices (2), qui offre aux femmes indigentes un moyen assuré de travail, auquel elles peuvent toujours avoir recours lorsque les travaux ordinaires sont suspendus; elles y reçoivent une certaine quantité de filasse; et, si elles en ont besoin, un rouet et un dévidoir pour convertir cette filasse en fil, qu'elles rapportent, et qui leur est payé selon la finesse de l'ouvrage.

Pour leur confier la matière première et les instrumens de travail, on exige d'elles le cautionnement du

(1) Voyez la Notice sur ces établissemens dans le précédent Numéro, page 59.

(2) Cet établissement est situé impasse des Hospitalières, n° 2, près la place Royale.

propriétaire ou du principal locataire de la maison qu'elles habitent, ou d'une personne domiciliée et bien connue. La signature du répondant doit être légalisée par un administrateur et par l'agent comptable. Il existe au bureau de charité des imprimés à cet effet.

Il est également important de prévenir la misère et les désordres qui en sont la suite, en accoutumant les enfans au travail. C'est donc un service essentiel à leur rendre que d'occuper les filles dans les ateliers qui existent dans les maisons de secours; et lorsque les garçons ont fini leur temps d'école, de les placer ou d'aider leurs parens à les mettre en apprentissage, selon les différens modes usités parmi les ouvriers et dans le commerce. Il y a pour eux un grand avantage à rester, pendant ce temps, sous la surveillance du bureau, qui règle les conditions de l'apprentissage, contribue ordinairement pour une certaine part dans les frais, et qui, au moyen du droit de surveillance qu'il se réserve, s'assure que les engagemens contractés sont remplis de part et d'autre.

Outre les divers genres d'assistance dont il vient d'être question, les indigens inscrits au livre des pauvres peuvent encore obtenir, au moyen de certificats délivrés par les bureaux de charité,

1°. Des passeports gratuits, avec la subvention de 15 centimes par lieue;

2°. La permission de brocanter ou de vendre dans les rues, s'il y a lieu;

3°. La participation aux travaux publics;

4°. L'exemption des droits d'enregistrement et de succession;

5°. La remise ou la modération des impôts et patentes ;

6°. La remise, dans certains cas, des effets de leurs parens décédés dans les hôpitaux ;

7°. L'inhumation gratuite pour eux et leurs enfans.

Dans un troisième et dernier article, nous donnerons un relevé des secours distribués, dans une année, aux indigens de Paris ; nous y ajouterons des renseignemens sur la fondation faite par M. de Montyon en faveur des convalescens sortant des hôpitaux.

PROGRAMME

D'UN HÔPITAL CONSACRÉ AU TRAITEMENT DE L'ALIÉNATION MENTALE, POUR 500 MALADES DES DEUX SEXES.

(DEUXIÈME ARTICLE.)

DEUXIÈME PARTIE.

La seconde partie des bâtimens d'un grand hôpital consacré au traitement de l'aliénation mentale, sera située en avant des corps-de-logis des deux départemens : elle sera, pour ainsi dire, une première barrière de surveillance entre le public et les aliénés. Sa position doit être telle que, sans être attenante à l'habitation des malades, elle en soit très voisine, et que des appartemens des chefs de l'administration et du service médical, l'œil embrasse les vingt-quatre sections. Des galeries de service seront établies entre ces sections et ces bâtimens, soit pour en rendre les communications plus promptes et plus faciles, soit aussi pour les lier ensemble d'une manière plus particulière.

Cette deuxième partie comprend les bâtimens dans lesquels seront établis, au rez-de-chaussée, les pièces du service de la réception des malades, les bureaux de l'administration, la cuisine, la pharmacie, la sommelierie et les principaux magasins; et dans les étages supérieurs, les logemens des personnes de première et de seconde classe attachées à l'établissement.

Les pièces de service sont :

1°. La loge du portier principal, la salle de récep-

tion des malades, le bureau des entrées, la chambre de garde, le cabinet de visite particulière, la salle de consultation, la salle de propreté, le fumigeoir, et les deux vestiaires des hommes et des femmes ;

2°. Le cabinet du directeur, la salle de l'administration et celle des archives ;

3°. La cuisine, la pharmacie, la sommelierie, le magasin des comestibles, celui des étoffes et des toiles, celui des ustensiles, et celui de la boissellerie et vanerie.

Les logemens sont ceux :

1°. Du directeur, d'un aumônier, de deux employés et d'un garçon de bureau ;

2°. Du médecin en chef, d'un médecin adjoint, d'un chirurgien, de six élèves en médecine et en chirurgie, d'un pharmacien en chef et de deux élèves en pharmacie ;

3°. De la supérieure d'une congrégation religieuse et de douze de ses compagnes ;

4°. Enfin, de quelques hommes de peine et de femmes de service, chargés de gros ouvrages hors des deux départemens.

Les caves nécessaires à l'établissement seront construites sous cette deuxième partie des bâtimens.

Les escaliers pour le service des logemens seront, les uns, grands ; les autres, de dégagement : les premiers devront être largement éclairés, et composés de marches de cinq pouces de hauteur.

Les pièces de service indiquées sous le n° 1^{er} devront être établies à la suite les unes des autres, et former l'ensemble de toutes celles destinées à la réception des malades.

Il en sera de même des pièces portées sous le n° 2, qui sont demandées pour les travaux du directeur et de l'administration, et pour l'établissement des archives.

Les offices de la cuisine, de la pharmacie et de la sommellerie, et les magasins compris sous le n° 3, seront aussi plus convenablement placés, et d'une surveillance plus facile; s'ils sont réunis et établis dans le voisinage du cabinet du directeur.

Quant aux différens logemens, leur composition devra les rendre indépendans les uns des autres; ceux du directeur, des employés, de l'aumônier et des sœurs, pourront former une première division.

La deuxième division pourra de même être formée par ceux qu'exige tout le service de santé.

Les logemens des sœurs et ceux des élèves offriront deux parties de cellules situées sur deux corridors.

La loge du portier se composera de deux pièces, dont une lui servira de chambre à coucher; cette loge sera placée sous la porte d'entrée près de la salle de réception.

La salle de réception est la pièce où les malades seront d'abord reçus : c'est là qu'ils attendent que les écritures de leur admission soient terminées, pour être ensuite conduits dans les différentes sections, où ils seront classés suivant le caractère de leur aliénation. Cette pièce sera grande, bien éclairée et très saine; elle précédera le bureau des entrées.

L'étendue à donner au bureau des entrées sera proportionnée à l'espace nécessaire au placement de deux commis, de leurs tables, et de casiers pour le dépôt des registres et celui des cartons contenant les pièces de renseignemens.

La chambre de garde est le lieu où se tiendra l'élève de service après les heures de visite : elle sera claire et propre, sa grandeur devra permettre d'y placer un lit, une table et deux chaises.

La salle de consultation fera suite à la chambre de garde : ce sera dans cette pièce que les malades externes seront admis à recevoir les conseils des médecins de l'hôpital ; elle sera d'une grandeur de vingt pieds sur quinze, claire et facile à conserver dans une bonne tenue.

Le cabinet de visite sera contigu à la salle de consultation, pour y recevoir séparément les malades dont quelque partie du corps aurait besoin d'être montrée à nu, ou dont les réponses ne devraient être entendues que du médecin. Un beau jour sera nécessaire à ce cabinet ; il faudra pouvoir y placer un lit, une table et plusieurs chaises.

La salle de propreté, formant une dépendance de celle des réceptions, devra être une espèce de salle de bains, d'une surface de douze pieds carrés environ : elle sera pourvue de deux robinets, l'un pour l'eau chaude, et l'autre pour l'eau froide, et recouverte en dalles dont la pente précipite les eaux dans un chéneau souterrain. C'est dans cette pièce que le malade est conduit après son enregistrement, qu'il est déshabillé, lavé et épongé des pieds et des mains, ainsi que de toutes les parties du corps qui en ont besoin, avant de lui passer les vêtements de la maison.

Le fumigéoir, quoiqu'il fasse partie des pièces affectées à la réception des malades, par la nature de son service, exige d'être établi à l'écart dans l'une des cours de l'hôpital. Les vêtements infectés de malpropreté y

sont portés aussitôt qu'ils ont été enlevés aux malades, et on les purifie par la vapeur du soufre. L'intérieur de cette pièce aura six pieds en tout sens; son plafond, construit en voûte, sera surmonté d'une lanterne, qui s'ouvrira à volonté pour le départ de la vapeur sulfureuse; il sera établi un ventilateur au niveau du sol, pour chasser la vapeur lorsqu'elle aura suffisamment baigné les pièces soumises à la désinfection. Chaque partie des vêtemens est suspendue à six pieds d'élévation, au moyen de barres de fer, sur lesquelles sont des crochets mobiles pour les recevoir une à une.

Les deux vestiaires seront voisins de la salle de propreté; ils serviront au dépôt des vêtemens apportés par les malades. Chaune de ces deux pièces aura une étendue d'environ vingt pieds sur douze; elles seront garnies de longs casiers mobiles, d'une largeur de trente pouces, disposés de manière à pouvoir librement circuler autour, et sur lesquels les paquets seront placés par salles et par ordre de numéros de lits: on pourra suppléer à ces casiers par des crochets également mobiles, passés à des tringles soutenues au plafond, pour y suspendre les vêtemens accouplés. L'air devra pouvoir traverser librement, soit les casiers, soit les vêtemens suspendus: à cet effet, les baies des croisées des vestiaires ne seront fermées que par des grilles. L'exposition du nord est celle qu'il conviendra le mieux de donner à ces deux pièces.

Le cabinet du directeur, la salle de l'administration et la pièce des archives, auront leur entrée sur la même antichambre: cette disposition, en exigeant moins d'emplacement, rendra les relations plus faciles et plus promptes de l'une à l'autre de ces pièces. L'étendue à

donner au cabinet du directeur est de vingt pieds sur quinze; en ayant soin de le bien éclairer, il faudra songer à ce que sa situation soit telle que l'on puisse se rendre compte de tout ce qui pourra aller et venir du dedans au dehors de l'hôpital.

La salle de l'administration sera d'une grandeur de trente pieds sur vingt, et percée de larges croisées; les portes devront s'ouvrir de façon à ne pas gêner les personnes rangées autour d'une table, qui occupera le milieu de la pièce. Il y aura, près de cette salle, un cabinet pour le travail de l'administrateur spécialement chargé de la surveillance de l'hôpital.

La salle des archives devra être aussi éclairée par de larges fenêtres; ses dimensions seront les mêmes que celles de la salle d'assemblée. Elle sera garnie d'armoires fermant à clef: c'est dans ces armoires que l'on dépose les cartons contenant les titres et papiers qu'il convient de conserver, dans l'intérêt de l'établissement et des comptables, pour la justification des dépenses.

La cuisine et la pharmacie sont deux offices qu'il conviendra de placer au centre de l'hôpital, en regard l'une de l'autre; leurs dépendances exigeront à peu près la même étendue, et il sera utile de les établir le plus près possible des deux départemens des malades; mais en remplissant ces importantes conditions, il faudra également se conformer à celle qui veut que les communications de ces deux offices soient faciles et courtes avec les autres parties de l'hôpital. L'exposition la plus convenable, surtout pour la première, sera celle du nord; et dans la distribution générale du plan, on fera une heureuse disposition de leur conserver des rez-de-chaussée qui les isolent, tout en les mettant à portée

des vingt-quatre sections. L'eau devra leur être abondamment fournie par des embranchemens particuliers, et par des robinets posés sur les fourneaux et à la main des serviteurs, dans chacun des lieux où il y aura des lavages à faire. L'office de la cuisine se composera des pièces suivantes, qui seront toutes attenantes les unes aux autres :

1°. La cuisine, 2°. le cabinet de la sœur, 3°. le lavoir, 4°. le garde-manger, 5°. l'étal, 6°. la serre aux légumes frais, 7°. la paneterie (si l'hôpital n'a pas de boulangerie), 8°. les réfectoires des employés, infirmiers et gens de peine, et 9°. le bûcher.

Une cuisine affectée à la préparation des alimens de cinq cents malades, ainsi que des personnes chargées de les soigner, doit être vaste et bien éclairée : il sera nécessaire que cette pièce offre une étendue de quarante pieds sur vingt-quatre ; il faudra que, construite sur une cave, elle soit dallée et même voûtée, et que son élévation égale les deux tiers de sa largeur. Le milieu de cette cuisine sera occupé par le fourneau, les extrémités par deux tables d'égales dimensions : le pourtour sera garni de tablettes et de crochets pour le placement des marmites, des bassines et des casseroles ; et deux larges pierres à laver, surmontées de deux robinets, ou deux bassins doublés en plomb, seront placées en face du fourneau pour le service des légumes.

L'élévation du fourneau sera de vingt-huit pouces, et sa surface de douze pieds sur six. Il sera garni de cinq chaudières, une grande, deux moyennes et deux petites ; d'une plaque en fonte de trois pieds sur deux, composée de bandes de quatre pouces de large sur six lignes d'épaisseur ; et de quatre fours de différentes

grandeurs, établis sous les chaudières les moins profondes : deux cou-de-cygnes, placés au milieu des deux bouts du fourneau, verseront l'eau dans les chaudières. La fumée du foyer de ce fourneau sera conduite souterrainement dans la cheminée servant à son ascension ; elle chauffera, avant de se perdre, une sixième chaudière, d'une contenance d'environ vingt voies d'eau, posée dans la cheminée même, à deux pieds au-dessus du canal d'où la fumée sortira pour s'enlever : à l'instant de son départ, cette fumée circule autour de la chaudière de manière à y déposer tout le calorique qu'elle emporte ordinairement avec elle. Pour la commodité du service, cette chaudière sera fournie d'eau par un robinet portant flotteur, c'est-à-dire qui se ferme de lui-même dès que l'eau se trouve à son niveau, et par un robinet de fond, en forme de cou-de-cigne, pour donner l'eau qu'on veut en tirer. Cette disposition, qui n'a rien de coûteux, fournit de l'eau chaude en aussi grande quantité qu'on peut en désirer, sans consommation extraordinaire de combustible et sans aucun soin particulier.

Du cabinet de la sœur ou du dépensier, on devra avoir en vue tout l'intérieur de la cuisine, et, autant que possible, pouvoir porter l'œil sur ses principales dépendances. Cette pièce n'aura pas besoin d'une grande étendue ; il suffira qu'elle puisse contenir un petit bureau et quelques chaises.

Le lavoir aura vingt pieds sur quinze ; ses ustensiles consisteront en deux pierres, l'une de quatorze pouces de profondeur, dite à *laver*, et l'autre de deux pouces seulement pour les écurages. L'eau chaude et l'eau froide devront arriver dans ces pierres par deux robi-

nets posés au-dessus : l'eau chaude sera tirée de la chaudière établie dans la cheminée du fourneau de la cuisine.

Le garde-manger sera une pièce de moyenne grandeur contiguë à celle de la cuisine : elle sera meublée d'un bas de buffet divisé en plusieurs compartimens, et de tablettes au-dessus pour le dépôt des restans de la veille, et celui des vivres provenant du magasin général pour la dépense du jour.

L'étal est le lieu où l'on dépose la viande à son arrivée de l'abattoir : la conservation de la viande exige que l'exposition de cette pièce soit plein nord. Sa surface sera d'environ quinze pieds carrés ; elle sera soigneusement dallée, et l'air devra y circuler sans aucun obstacle ; l'étal sera fourni d'eau par un robinet placé sur un petit bassin creusé dans une pierre, d'où elle se répandra ensuite sur tout le dallage pour le laver et le rafraîchir. Pour suspendre la viande, on posera des crochets mobiles dans une enceinte formée de barreaux de fer couverts d'un grillage, dont l'ensemble présentera une espèce de cage ronde ou carrée. L'étal sera en outre garni de deux fortes tablès pour le dépècement de la viande, et d'une paire de grandes balances pour la réception.

La serre aux légumes frais est une pièce nécessaire à l'approvisionnement des racines, des herbes et des plantes potagères. S'il est utile qu'elle soit fraîche, il faut aussi que l'air n'y soit jamais assez froid pour condenser l'eau. Son étendue sera prise sur celle qu'il sera possible de lui donner après le placement des principales dépendances de la cuisine.

Les dimensions de la paneterie seront de peu d'éten-

due; son pourtour sera garni de rayons à jour, composés de barres en bois de deux pouces de large, laissant entre elles un vide d'un pouce, afin que les pains puissent y être placés debout, l'un à côté de l'autre, jusqu'au moment de la distribution : l'intervalle laissé entre chaque barre facilite l'évaporation aqueuse dont il faut que le pain se dégage après sa sortie du four. La paneterie est en outre munie d'une table portant balaites, et d'un grand couteau accroché dessus pour le partage du pain, suivant le poids à donner à chaque portion.

Les réfectoires se diviseront en réfectoires de première, de seconde et de troisième table; ils se subdiviseront ensuite par sexe; de sorte que le moins que l'on pourra en établir sera de cinq; toutes ces salles devront être placées dans le voisinage de la cuisine : il est important que l'on puisse s'y rendre, à couvert, des parties principales de l'hôpital. La table du premier réfectoire sera de six couverts, celles des seconds réfectoires de douze couverts chacune, et celles des troisièmes de trente aussi chacune.

Le bûcher sera près de la pièce de la cuisine, et même de son fourneau, s'il est possible; la bonne tenue de cette office dépendra beaucoup de la possibilité de trouver un réduit propre au dépôt du bois, ou du charbon de terre; mais comme la quantité de chacun de ces combustibles ne sera jamais livrée à la cuisine que pour les besoins de quelques jours, le moindre endroit pourra servir de bûcher, pourvu qu'il soit fermé à clef.

La pharmacie est une des offices les plus importantes dans un hôpital. Le choix de son emplacement mérite une sérieuse attention : le premier besoin à prévoir,

c'est qu'il n'ait rien dans ses alentours qui puisse lui causer de l'insalubrité.

Les différentes parties dont une pharmacie se compose sont : 1°. la boutique, 2°. le laboratoire, 3°. la pièce de distribution, 4°. le magasin des plantes indigènes, 5°. celui de la droguerie, 6°. le layoir, 7°. le cabinet du pharmacien en chef, et le cabinet de l'élève de garde.

La sol de toutes ces pièces sera établi sur caves; elles seront placées les unes à la suite des autres; celle des distributions devra se trouver entre la boutique et le laboratoire, et être, pour ainsi dire, leur antichambre et l'entrée de la pharmacie.

La pièce de distribution portera vingt pieds sur tous sens; son pourtour sera garni de tables de vingt pousces de large, couvertes en étain; au-dessus, à la portée de la main, on placera des planches étroites, percées de trous, et aussi couvertes d'étain; pour recevoir les fioles à leur retour des infirmeries; au-dessous de ces mêmes tablettes seront suspendues des étiquettes de tôle vernie, indiquant le nom des sections de l'hôpital. C'est dans cette pièce que l'on charge les *cadres* contenant les médicamens par numéros des lits, suivant les prescriptions portées sur les cahiers de visite. Cet ordre de choses facilite les préparations, et prévient les mélanges et les erreurs qui peuvent avoir lieu dans des compositions divisées en autant de parties.

La boutique pourra être un peu moins étendue que la pièce de distribution. Elle servira au dépôt des substances simples, des teintures, de spiritueux, des sels, des poudres, etc. Tous ces articles seront contenus dans des pots et dans des flacons posés sur des corps de mo-

nuiserie en forme de bibliothèque. Le sol de la boutique sera parqueté, ou au moins planchéié, afin d'y maintenir une sécheresse continuelle, d'où dépend la conservation des matières médicinales. Le centre sera occupé par une longue table de marbre, sur laquelle on placera des balances de plusieurs grandeurs. C'est de cette réserve que l'on tirera les matières nécessaires à la composition des médicaments de chaque jour.

Le laboratoire, autrement dit la *tisanerie*, est la pièce où se font les infusions, les émuisions, les décoctions et toutes les compositions médicamenteuses : il aura un fourneau, placé au centre, dont les dimensions seront de vingt-huit pouces de haut, sur huit pieds de longueur et cinq de large ; ce fourneau sera garni de quatre chaudières de diverses contenances et d'une plaque à double fond ; la plaque supérieure devra être percée de quatre ouvertures, dans lesquelles on placera les petits vases contenant les préparations dont l'ébullition doit être prompte ; les chaudières seront servies d'eau par un robinet en cou-de-cigne, posé à l'un des bouts du fourneau. La fumée sera conduite souterrainement dans la cheminée, où elle devra se perdre. C'est dans cette pièce que les tisanes simples et composées seront conservées dans des vases d'étain, de faïence, ou de cuivre étamé : ces vases seront rangés sur des tables étroites, doublées en étain pour leur plus grande propreté ; les mortiers et la presse feront aussi partie des ustensiles qui devront trouver leur place dans le laboratoire.

Le magasin des plantes indigènes et celui de la drogue, exigeront à peu près la même étendue que celle des deux précédentes pièces ; le sol de l'une et de l'autre

sera planchéié, afin de les préserver de toute humidité : cette précaution est nécessaire pour la conservation des substances qu'on y dépose.

Le magasin des plantes indigènes sera meublé de coffres et de boîtes qui serviront à conserver les graines, les farines, les plantes et les fleurs ; le milieu sera occupé par un comptoir garni de balances et de mesures pour la distribution de ces substances.

Le magasin de la droguerie sera garni de longues tablettes et de compartimens à tiroirs ; ces tablettes sont chargées des bocaux contenant les sirops, les huiles, les alcools, etc., et les tiroirs sont destinés à contenir les plantes exotiques et les autres productions étrangères. Ce magasin aura aussi un comptoir pourvu de balances et de mesures.

Les miels, les vins antiscorbutiques, etc., seront placés en cave.

Le lavoir est une des dépendances les plus utiles à une pharmacie ; il contribue à y maintenir un grand ordre et beaucoup de propreté. Sa surface sera réglée sur celle qu'on pourra lui donner après le placement de toutes les autres parties qui doivent composer l'office de la pharmacie ; il sera garni de tablettes pour le dépôt des ustensiles après leur nettoiemment, et d'une large pierre en forme d'auge, qui servira de bassin pour y rincer les vases à la suite du service de chaque jour : cette pierre sera fournie d'eau par un robinet placé au-dessus.

Le cabinet du pharmacien et celui de l'élève de garde seront attenans au laboratoire ; il faudra que, de ces deux petites pièces, l'on puisse se rendre compte de tout ce qui pourra se passer dans l'office de la phar-

macie : elles n'exigent d'autre étendue que celle nécessaire au placement d'un bureau et d'une chaise.

La sommellerie de l'hôpital sera établie le plus près possible de la porte de l'escalier principal des caves : une surface de huit pieds carrés sera suffisante. Les ustensiles dont elle sera meublée se borneront à un comptoir doublé en étain, et à plusieurs tablettes pour le placement des brocs et des mesures. Il sera utile d'y faire arriver l'eau par un robinet, pour en avoir à volonté sur une pierre à écurer.

Le magasin général des comestibles aura vingt-bis pieds carrés, ou une pareille étendue, prise sous une autre forme ; il sera placé au pourtour, et sur une même ligne, de larges coffres de forme moins haute sur le devant que sur le derrière, garnis d'une couverture à charnières, et dont les planches de devant seront mobiles, pour faciliter les moyens d'y puiser ; c'est dans ces coffres que sont conservés les légumes secs, le riz, les pruneaux, le sel, etc. ; une paire de grandes balances sera suspendue au centre de ce magasin, pour reconnaître le poids des diverses fournitures, au moment de leur réception et de leur distribution. Indépendamment de ces objets, ce magasin sera encore fourni de petits réservoirs doublés en plomb, pour le dépôt des huiles, et de tablettes, pour celui de la chandelle, etc.

Le magasin des étoffes et des toiles aura les mêmes dimensions que le précédent ; il sera établi, sur toute la longueur de son pourtour, de larges casiers, formés et soutenus par des pilastres, pour le dépôt des diverses fournitures à y placer ; le milieu sera occupé par un

comptoir, pour rendre plus faciles l'examen et le mesurage des objets à recevoir.

Les deux magasins des ustensiles en cuivre, étain, etc., et des objets de bûissellerie, vannerie, etc., seront pris sur l'espace qu'il sera possible de donner à chacun; l'un et l'autre seront garnis de larges tablettes pour le placement par ordre des différentes pièces tenues en réserve.

Les appartemens du directeur, du médecin en chef et du chirurgien seront composés chacun de cinq pièces et de deux chambres de domestiques; ceux de l'aumônier, des deux commis, du médecin adjoint et du pharmacien en chef se composeront de trois pièces chacun, avec une chambre de domestique, et ceux des élèves et des sœurs se diviseront en deux parties, situées chacune sur un corridor particulier, et distribuées en autant de petites chambres ou cellules qu'il y aura de personnes à loger. Il faudra de plus, pour les sœurs, une infirmerie avec une petite office, un oratoire et un parloir. Le garçon de bureau, les chefs de boutique, les ouvriers, les hommes de peine et les femmes de service seront couchés dans différens dortoirs, pratiqués dans les mansardes, d'après leur nombre et les distinctions qu'ils comportent.

(*La fin au prochain Numéro.*)

SITUATION GÉNÉRALE

DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE EN FRANCE

Nous donnons ici le relevé du nombre des élèves qui suivent en France les écoles primaires de garçons, tel qu'il a été officiellement adressé, par les recteurs des Académies, au ministère de l'instruction publique, à quatre époques différentes, 1817, 1820, 1823 et 1829.

On remarquera que les efforts de l'Université, l'influence exercée par l'ordonnance royale du 28 février 1816, et l'impulsion donnée par les Sociétés de souscripteurs, ont déterminé un progrès sensible dans le plus grand nombre des Académies de 1817 à 1823; plusieurs, cependant, et spécialement celles d'Angers, de Bourges, de Caen, de Dijon, de Limoges, de Lyon, de Nîmes, de Paris, de Pau, de Poitiers, offrent, au contraire, une marche rétrograde de 1823 à 1829.

Ce tableau montre combien il reste encore à faire pour que, dans une grande partie de la France, l'instruction populaire soit répandue en raison des besoins.

Sur 40,000 communes, 25,000 seulement possèdent une ou plusieurs écoles; 14 à 15,000 en sont absolument privées.

On évalue, en 1829, le nombre total des écoles primaires de garçons, dans le royaume, à 30,000, et celui des élèves qui les fréquentent, à 150,000; c'est le $\frac{1}{10}$ de ce qu'il devrait être.

La proportion pour les filles est plus faible encore.

Rapport du nombre des élèves à la population totale.

Académies.	En 1817.	En 1820.	En 1823.	En 1829.
Aix.....	le 50°	le 43°	le 40°	le 36°
Amiens.....	18°	12°	11°	11°
Angers.....	110°	74°	58°	61°
Besançon.....	15°	11°	10°	10°
Bordeaux.....	66°	69°	69°	44°
Bourges.....	126°	68°	51°	73°
Caen.....	45°	32°	27°	38°
Cahors.....	45°	47°	46°	38°
Clermont.....	190°	189°	187°	109°
Dijon.....	17°	15°	13°	16°
Douai.....	18°	17°	14°	14°
Grenoble.....	158°	80°	52°	43°
Limoges.....	91°	92°	93°	110°
Lyon.....	113°	45°	27°	31°
Metz.....	14°	11°	10°	10°
Montpellier.....	42°	46°	39°	45°
Nancy.....	17°	15°	11°	10°
Nîmes.....	56°	33°	28°	40°
Orléans.....	95°	128°	42°	34°
Paris.....	23°	18°	15°	24°
Pau.....	27°	18°	23°	35°
Poitiers.....	65°	39°	38°	50°
Rennes.....	567°	150°	115°	96°
Rouen.....	30°	24°	20°	15°
Strasbourg.....	14°	12°	9°	9°
Toulouse.....	75°	69°	52°	54°

ÉTABLISSEMENS FRANÇAIS.

VILLE DE DIJON.

RIEN n'est encore publié sur les institutions d'humanité de la ville de Dijon; essayons de donner du moins une idée des deux principaux établissemens de cette ville.

Il existe à Dijon un établissement d'humanité qui n'est pas connu et qui mériterait de l'être; car il offre, à beaucoup d'égards, un véritable modèle : c'est la maison de Sainte-Anne. Il doit sa naissance à des fondations particulières. Le président Odebert en fut le premier et le principal fondateur.

Cet établissement recueille 140 jeunes orphelines pauvres, depuis l'âge de onze ans jusqu'à celui de dix-huit, et leur donne une excellente éducation. Il les destine à devenir des ouvrières ou des filles de service dans des maisons particulières.

Ses revenus s'élèvent à environ 50,000 fr., auxquels le produit du travail des élèves en joint environ 4,000 par an. C'est donc environ 385 fr. par élève et par an.

Les jeunes élèves sont exercées à tous les ouvrages de l'aiguille; elles chantent en travaillant.

Les châtimens sont inconnus dans cette maison : ils n'y sont pas nécessaires; les avis et les remontrances suffisent. On est frappé de l'air de gaieté et de satisfaction qui respirent sur le visage de ces jeunes filles, et

de l'ordre parfait qui règne sans effort dans l'établissement.

La santé des élèves n'est pas moins soignée que leur caractère. Partout règne une propreté exquise; partout l'air circule librement. Les jeunes filles se lavent les pieds et les mains dans un appareil fort ingénieusement conçu, dont nous voudrions pouvoir donner ici le modèle, et que nous n'avions rencontré nulle part.

Elles vont une fois par semaine à la campagne; elles prennent leurs récréations dans un jardin; elles s'amusent à des exercices qui développent leurs forces.

Cette maison est dirigée par une congrégation religieuse, dont la supérieure est une personne d'un mérite remarquable. Elle unit à de hautes vertus la bonté, la sagesse qui en sont les compagnes naturelles. Ces estimables institutrices ne se bornent pas à élever, avec le plus grand soin, les jeunes filles qui leur sont confiées; elles s'occupent ensuite de les placer avantageusement; elles continuent à les protéger par leur bienveillance, à les diriger par leurs conseils dans les situations diverses où elles sont placées. Elles sont récompensées par l'excellente conduite de leurs élèves.

Dijon renferme un hôpital général qui fait à la fois la fonction d'hôpital pour les malades, et d'hospice pour les vieillards et les enfans.

L'hôpital ne contient que 30 à 40 lits pour les hommes, autant pour les femmes. On s'étonne de les voir entourés de rideaux.

50 vieillards hommes, 60 vieilles femmes sont recueillis dans l'hospice; les aveugles y sont admis; les incurables n'y sont point reçus. Les aliénés y sont en-

fermés dans des cellules ou cachots, et non soumis à un traitement régulier pour leur guérison.

Les enfans trouvés sont placés à la campagne. L'hospice en reçoit environ 150 par an.

Un certain nombre de filles, sous le nom de *Filles Sainte-Anne*, y sont reçues pour la vie entière; de jeunes garçons sont aussi entretenus jusqu'à 16 ans; après leur première communion, ils sont mis en apprentissage.

On ne peut se dissimuler que ce vaste établissement est encore en général demeuré assez étranger aux diverses améliorations qui ont été proposées et réalisées depuis quelque temps.

On prépare en ce moment à Dijon l'organisation d'une école d'enseignement mutuel. Il n'en existait pas une seule dans cette ville au commencement de 1831.

Les secours à domicile, à Dijon, consistent essentiellement dans des marmites tenues par les sœurs de la charité.

ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS.

ITALIE.

SECOURS PUBLICS A GÈNES.

EN général, en Italie, où tout redoute la lumière, où, dans les grandes choses comme dans les petites, on déteste la publicité, il n'est pas facile d'obtenir des renseignemens, même sur les choses de bienfaisance. Voici quelques renseignemens particuliers qui nous sont parvenus par la voie de la correspondance d'une personne éclairée qui habite la ville de Gènes :

Le magistrat de la Miséricorde préside à Gènes à l'administration des secours publics.

Les *dames de la Miséricorde* sont séculières; elles étaient instituées, dans l'origine, pour visiter les indigens; aujourd'hui elles sont seulement les distributrices des legs faits par divers bienfaiteurs. Elles sont au nombre de sept, elles se répartissent les paroisses de la ville; mais elles ne vont jamais au domicile des pauvres. Elles distribuent des secours en subsistances, linge et lits aux familles qui, à force de larmes, d'importunités, de protections, réussissent à obtenir de leur curé un certificat de pauvreté. Munis de ce certificat, les indigens se présentent chez les dames de la Miséricorde, et celles-ci leur donnent des *bons* pour prendre chez les fournisseurs des denrées et autres objets.

On ignore entièrement le montant de la somme dont cette administration dispose; tout y est tenu secret : on présume cependant que cette somme s'élève à environ 80,000 francs par an. Elles avaient coutume de placer leurs fonds en prêts sur hypothèques; mais, dans ces dernières années, le pape leur a fait interdire ce genre de placemens, par l'organe de l'archevêque *Lambruschini*, comme ayant un caractère usuraire.

Les dames de la Miséricorde entretiennent deux conservatoires : l'un, appelé l'*Argentine impériale*, où sont recueillies les filles de mauvaise vie, repenties; l'autre, l'*école Ferretti*, où sont admises de jeunes filles pauvres de huit ans pour y recevoir l'éducation : ces dernières obtiennent une dot à leur sortie de l'établissement. Ces dames entretiennent aussi hors de la ville quelques écoles de village.

La mendicité n'est point interdite à Gênes. En septembre 1829, l'ordre fut donné par l'administration supérieure de dresser un état des mendians. Il s'en présenta 120 au premier appel; 40 au second : mais cette mesure n'eut aucune suite.

Il y a à Gênes un ordre de fondations particulières, instituées par des personnes qui ont affecté des rentes sur la banque Saint-Georges à des legs de bienfaisance, qui ont prescrit l'accumulation des intérêts jusqu'à ce qu'ils formassent un revenu déterminé et plus ou moins considérable, et qui ont ensuite assigné l'emploi de ce revenu, partie pour les descendans de leurs propres familles qui seraient atteints par la pauvreté, partie pour des dots, partie pour des secours à de vrais pauvres. Telles sont un grand nombre d'inscriptions sous les noms de Spinola, Lomellini, Gentile, Doria, Gri-

maladi, etc. Ces fondations sont administrées, ou par le magistrat de la Miséricorde, ou par les descendans du fondateur. Comme on a établi la maxime qu'il y a une pauvreté relative et une pauvreté absolue, et que la première n'est pas facile à déterminer, il se trouve que des familles aisées reçoivent, à ce titre, sur le revenu des fondations, un prétendu secours de 3, 4, 10 et 20 fr. par an. D'autres fondations semblables ont eu pour objet le rachat des esclaves, ou divers autres intérêts de bien public.

La population de Gènes roule entre 68 à 70,000 habitans. On ignore, même approximativement, quel est le nombre des indigènes dans cette ville. Ils ne sont ni visités à domicile, ni soumis à une surveillance habituelle et régulière.

Le nombre des enfans exposés à l'hospice est de 960; celui des malades à l'hôpital, de 860; celui des vieillards et incurables, à l'hospice de Spedaletto, de 900.

Les filles naturelles, reçues et employées à l'hôpital, sont au nombre de 500.

Les aliénés des deux sexes à l'hospice s'élèvent à 300.

L'*Albergo dei Poveri* renferme 1250 femmes, 600 hommes, et un tiers d'enfans et de vieillards.

SWITZERLAND. SUISSE.

NOTICE SUR LA SOCIÉTÉ SUISSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Dans le nombre des institutions que l'amour du bien a produites dans les temps modernes, il en est peu d'aussi belles, aussi respectables que celle qui porte le titre de *Société suisse d'utilité publique*; elle a pour

la Suisse un intérêt local tout particulier; elle forme un lien étroit et sacré entre tous les cantons de l'Helvétie; mais elle intéresse aussi, au plus haut degré, les amis de l'humanité de tous les pays; elle offre un modèle digne d'être recommandé à leurs méditations; par le but et le caractère de ses travaux. La Société, formée à Bâle, dans le siècle dernier, par le sage et vertueux Iselin, en 1776, et que nous ferons connaître par une notice particulière, a donné la première idée et de premier exemple de ce genre d'institution; une association semblable se forma à Zurich, par l'impulsion du docteur Hirzel, au commencement de ce siècle, à la suite de l'invasion française et de la misère qui en résulta. Les bienfaits qu'elle répandit sur plusieurs autres cantons y firent naître bientôt des Sociétés sur le même modèle: la communication qui s'établit entre plusieurs de leurs membres suggéra au docteur Hirzel la pensée de réunir chaque année ses respectables philanthropes. La première assemblée eut lieu à Zurich le 15 mai 1810, et soixante-quinze membres y assistèrent, venant de divers points de la Suisse. Le but de cette réunion était la communication réciproque de ce qui se faisait dans chaque canton pour le soulagement des pauvres, et l'examen des moyens propres à seconder des travaux si heusement entrepris. Peu à peu, le cercle de ces conférences s'est étendu; elles ont compris les rapports naturels et étroits qui existent entre la pauvreté, l'éducation et l'industrie. Depuis cette époque, la Société a continué de se réunir chaque année, au milieu de septembre. La ville où elle a lieu varie chaque année; la réunion dure quelques jours, pendant lesquels ses membres tiennent une conférence

en quelque sorte continuelle. Le nombre de ses membres ordinaires s'élève en ce moment à près de sept cents. Elle compte en outre vingt-cinq membres honoraires et étrangers. Il est beau de voir ces hommes de bien arriver de toutes parts au rendez-vous annuel, heureux de se revoir, de se concerter. Messagers de paix et de charité, ils mettent en commun leurs vues, leur expérience. Dans chaque réunion on propose un certain nombre de questions qui sont recommandées aux recherches et aux méditations de tous les hommes qui s'occupent des grands intérêts de l'humanité. Dans la réunion suivante, on rend compte des écrits que ces questions ont provoqués, et leurs résultats servent de texte à une discussion générale. Dix-huit volumes, successivement publiés, attestent l'influence salutaire que la Société a déjà exercée; ce qui l'atteste mieux encore, c'est la fondation des caisses d'épargne, des caisses de veuves, des caisses de vieillards; c'est l'amélioration de l'éducation de la jeunesse; c'est la création ou le perfectionnement d'établissements utiles; heureux résultats provoqués et produits par elle.

Voici un extrait des nouveaux statuts adoptés à Zurich, dans la séance du 16 septembre 1828 :

ART. 1^{er}. « Le but de la Société est l'avancement de l'instruction, de l'industrie et de l'administration des pauvres.

ART. 2. « A cette fin, elle a recours à des recherches scientifiques en rapport avec la statistique et l'histoire, à l'expérience des hommes éclairés, et à des encouragemens immédiats.

ART. 4. « Est admis comme membre ordinaire, tout

Suisse d'une réputation irréprochable, présenté par la section cantonale dont il fait partie, ou, à défaut, par trois membres effectifs.

ART. 5. « Comme membres honoraires ne sont admis que les étrangers qui, ayant des titres à la reconnaissance de la Suisse, sont proposés sur un rapport motivé de la direction centrale.

ART. 6. « La réunion des membres ordinaires de chaque canton forme la section cantonale : celle-ci peut admettre en outre des membres qui ne font point partie de la Société générale.

ART. 7. « Indépendamment des intérêts de la Société générale, les sections cantonales s'occupent des travaux et des établissemens locaux recommandés à leur attention.

ART. 8. « Elles présentent un rapport sommaire et annuel de leurs travaux, qui est annexé à celui de la Société générale.

ART. 9. « La Direction centrale est composée du président, du vice-président, d'un questeur, d'un bibliothécaire, du secrétaire des protocoles, de celui de la correspondance, et d'un certain nombre de membres adjoints.

ART. 13. « Le *Comité central* rassemble, dans le courant de l'année, les documens propres à fixer les travaux de l'année suivante : il délibère sur toutes les propositions faites à l'Assemblée, veille à l'exécution des travaux des commissions établies ; il veille aussi à ce que les travaux de la Société marchent avec ensemble, selon les circonstances des temps et les besoins de la patrie.

ART. 16. « Le *Comité général* de la Société, com-

posé des six membres de la direction centrale, et d'un député reconnu pour chaque section cantonnale, se réunit la veille de la première séance.

« Il s'occupe de la reddition des comptes, de l'examen de toutes les propositions à faire à la Société, de la liste des candidats présentés, du choix d'un nouveau président, et du lieu de la prochaine réunion. »

Dans le discours d'ouverture de la session de 1827, le président, M. le professeur Bernouilli de Bâle, a retracé le tableau des avantages de l'esprit d'association, appliqué aux établissemens d'humanité, et rappelé en particulier les services que cette Société a rendus à la Suisse. Une objection s'était présentée : « La Société s'occupant exclusivement de recherches et de discussions, et ne se livrant par elle-même à aucune application pratique, on s'est demandé si elle pouvait offrir une utilité bien réelle. » M. Bernouilli a victorieusement détruit cette objection. « Tout art pratique, » a-t-il dit, « repose sur une base théorique. Comment ne donnerait-on pas une telle base à l'art d'améliorer le sort des pauvres, l'éducation du peuple et l'état de l'industrie? Il y a une science du bonheur social; cette science repose sur la comparaison des faits analogues, observés dans des circonstances diverses; elle exige la réunion d'un grand nombre de données; une Société, telle que celle d'utilité publique doit donc contribuer essentiellement à ses progrès. Elle influe même puissamment sur la pratique, par l'empire des idées qu'elle met en circulation, et de l'opinion qu'elle aide à former; témoins tant d'utiles entreprises qui sont immédiatement son ouvrage. Elle est un foyer de

« lumière dont les rayons se répandent sur les grands
« intérêts de la patrie. Aussi la Société a-t-elle déjà con-
« tribué à rectifier de faux principes généralement
« adoptés sur des objets importants. »

La première des trois questions sur lesquelles le bureau avait appelé l'attention des membres de la Société, en 1826, était celle-ci : *Que pourrait-on et que devrait-on faire pour l'éducation morale et intellectuelle des ouvriers qui travaillent dans les fabriques ?* M. Hanhard, professeur à l'université de Bâle, a rendu compte des travaux envoyés, sur ce sujet, par quatre Sociétés cantonales. Ces travaux embrassent toutes les circonstances de la condition des ouvriers, et présentent des résultats très intéressants.

Relativement à la santé des ouvriers, on remarque qu'elle s'améliore par l'usage des bains froids, par la frugalité, le mouvement, par la hauteur des salles de travail, par des limites raisonnables des heures de travail, et en évitant des travaux nocturnes. Par-là on arrive à voir les ouvriers jouir d'une longévité égale à celle des habitants de la campagne.

La moralité des ouvriers est toujours, dans les fabriques, en raison du bien-être : elle se conserve par une surveillance exacte, par une discipline rigoureuse. La subordination, l'ordre, la propreté et l'économie en sont le cortège naturel.

On a remarqué que les enfants des fabriques fréquentant les écoles, y font preuve d'un plus grand développement intellectuel ; on observe que les travaux dans les fabriques sont moins mécaniques, et par conséquent moins défavorables au développement intellectuel, qu'il ne semble au premier coup d'œil à celui qui les

compare avec les simples métiers et avec les occupations agricoles. Du reste, les progrès intellectuels des enfans des fabriques dépendent essentiellement des soins ou de la négligence des chefs à respecter dans les jeunes ouvriers la nature humaine, à les ménager pour le travail, à les envoyer aux écoles du soir et du dimanche.

Ces observations ont conduit à diverses propositions générales ou particulières pour améliorer le sort de la population des fabriques. Les premières consistent :

1°. Pour l'état physique, dans la suppression des travaux nocturnes; des salles de travail spacieuses et bien aérées; le soin de ne pas admettre des enfans trop jeunes.

2°. Pour l'état moral, dans la surveillance, des récompenses honorifiques aux bons ouvriers.

3°. Pour l'état économique, dans l'extension des caisses d'épargne; dans le maintien de la coutume de ne permettre aux filles de se marier que lorsqu'elles possèdent un lit et un trousseau.

4°. Pour l'état intellectuel, dans l'amélioration des écoles; les écoles de dimanche, les écoles de petits enfans (ce que nous appelons les *salles d'asile*).

Ces améliorations imposent à la fois de nombreux et graves devoirs à l'administration publique, aux chefs de fabrique, aux parens des ouvriers, aux simples citoyens.

Dans la discussion à laquelle a donné lieu le rapport dont on vient de présenter la substance, un membre a fait remarquer que les fabriques des départemens français du Haut et du Bas-Rhin offrent malheureusement

un tableau beaucoup moins satisfaisant que celles de la Suisse, sous le rapport de la moralité. Il en attribue la cause à l'absence de toute surveillance de l'administration en France sur le régime interne de ces fabriques, sur l'éducation des enfans qui y sont reçus; à la négligence ou à l'indifférence des chefs d'établissement, et à la facilité avec laquelle ils admettent des ouvriers étrangers.

La Société suisse d'utilité publique a invité ses membres à lui envoyer des *monographies sur l'état et l'administration des pauvres dans les communes*. Une monographie de ce genre a été présentée en 1827 sur la commune des *Ponts de Martel*, par M. André, pasteur. Cette monographie est en même temps une histoire sommaire de l'organisation des secours dans la commune; elle offre des détails fort intéressans.

Cette commune n'a que 1,400 habitans, sur un territoire de deux lieues carrées; mais l'exemple qui est offert est d'une application trop vaste. L'organisation des secours dans les simples bourgs et dans les villages acquiert une extrême importance par la multitude des localités auxquelles elle se rapporte; cependant on s'en occupe moins en général que de celle qui concerne les villes.

« En 1792, les mendiens allaient de porte en porte lever sur la charité individuelle un tribut d'argent, de pain et de vêtement. Leur nombre, ainsi que le vagabondage et la débauche, avait pris un accroissement effrayant. » Un Comité de charité fut institué; par un système bien entendu de secours à domicile, il a fait entièrement disparaître ce fléau. *En devenant plus prudente, la charité est devenue plus active et*

plus large. Les membres de ce Comité se répartissent la surveillance et la protection des pauvres. Un Comité de dames confectionne et distribue des vêtements. « Par « notre système, dit en terminant M. le pasteur André, « tous les donateurs exercent une surveillance sur les « familles pauvres. Cette surveillance est quelquefois « sévère; mais le plus souvent elle est douce, et tou- « jours est utile. Enfin, nous sommes assurés qu'aucun « de nos pauvres n'a de besoins extrêmes pour la vie « présente. »

Dans la session de 1828, la Société a eu connaissance d'un travail du Comité zuricois chargé d'examiner la question de l'émigration. Ce Comité a pensé que, tant qu'il reste dans le pays des terres incultes et mal cultivées; tant qu'il reste à l'esprit d'industrie et à l'industrie elle-même de grands progrès à faire; il serait contraire à tout sentiment national de favoriser des émigrations d'une espèce souvent si fâcheuse. Ces vues ont été assez généralement partagées par les sections cantonales. Celles de Saint-Gall et d'Appenzell ont demandé la formation d'une statistique des émigrants suisses.

A l'ouverture de la session de 1828, le célèbre publiciste M. le conseiller d'État Usteri, de Zurich, en exposant le tableau de la marche progressive de la société humaine vers le perfectionnement, et la part que l'esprit d'association prend aujourd'hui à ces progrès, a appliqué ces considérations aux diverses associations patriotiques que la Suisse renferme dans son sein, et qui contribuent à y disséminer plus généralement les lumières, la vie intelligente et les bienfaits de l'éducation. Deux objets surtout ont fixé son attention : les

sociétés pour le perfectionnement du chant populaire, et les écoles des petits enfans (*salles d'asile*).

En France, on n'a point encore compris l'importance du chant populaire; on s'en est à peine occupé. Il n'en est pas de même en Allemagne et en Suisse. Laissons parler M. Usteri : « Vous le savez, Messieurs, « a-t-il dit, à quel point les sociétés de chant se sont « multipliées dans la Suisse allemande depuis un petit « nombre d'années. Quels sont les résultats qu'on en a « obtenus ? les voici : des chants déçus et moraux « remplaçant, dans la bouche du peuple des chants qui « ne sont ni l'un ni l'autre; le sentiment moral et religieux s'épure et se fortifie; le plaisir de la musique, « ennobli par le goût, rend la classe du peuple plus « susceptible de jouissances intellectuelles. Les grands « effets que la musique et surtout le chant religieux « exercent sur l'âme, sont connus; les associations des « chanteurs suisses aspirent à augmenter les jouissances « de cet art. »

Le président de la Société a fait ressortir aussi les avantages des écoles des petits enfans, qui commencent à se multiplier sur divers points de la Suisse, qui préparent à l'éducation, qui forment doncement le cœur des enfans à la vertu et leur esprit à l'activité. Plusieurs rapports et écrits ont été depuis peu publiés sur ce sujet à Lausanne et à Genève.

En payant un tribut de regrets à la mémoire du respectable et bienfaisant Ulrich, dont la Société suisse déplore la perte, M. le professeur Rodieux a trouvé et saisi l'occasion de retracer le récit de la naissance, en Suisse, de l'art d'instruire le sourd-muet, art auquel le vénérable Ulrich s'était dévoué avec le zèle le plus géné-

reux pendant une portion de sa vie. Après avoir d'abord assisté le pasteur Keller, qui, le premier, avait essayé d'instruire des sourds-muets à Schlieren, près de Zurich, Ulrich fut envoyé à Paris, auprès de l'abbé de l'Épée, et y séjourna quelque temps pour se perfectionner dans l'art d'instruire les sourds-muets. On trouve dans des notes qu'il tenait en forme de journal, des détails aussi intéressans que curieux sur les observations qu'il faisait, et les impressions qu'il recevait. On y trouve entre autres ces paroles qu'il adressait à l'abbé de l'Épée : « Reçois nos bénédictions, homme « généreux, qui cherchas par une route encore in- « connue à éclairer l'âme de créatures plongées dans « les ténèbres, et à développer leurs facultés cachées. « Quelle gloire ! par toi, elles ont appris à connaître leur « créateur, le monde, elles-mêmes, et le but de leur « existence ; par toi, elles ont été formées pour le ciel « et rendues utiles à la terre. »

Un juste hommage de regrets a été acquitté également par M. le professeur Monnard ; envers M. le baron Auguste de Staël, « qui faisait, au dire de l'orateur, « l'ornement de la Société suisse d'utilité publique », et qui appartenait aussi à la France ; jeune et religieux philanthrope, qui associait dans ses vœux et dans ses efforts tout ce qui peut améliorer et ennoblir la condition humaine ici-bas, et « à la mort duquel on s'est « écrié : Pourquoi une âme si noble a-t-elle été ravie « sitôt à cette terre ? »

Le professeur Hanart, de Bâle, a présenté, dans cette session de 1828, un rapport comparatif sur quelques écoles de pauvres et maisons d'orphelins en Suisse, qu'il a visitées avec deux de ses collègues. Il a signalé d'im-

portantes améliorations, surtout en ce qui concerne l'éducation morale et intellectuelle du jeune âge.

Les établissemens de la colonie de la Linth, de la Schurtane, près de Trogen, et surtout celui de Regensberg, sont indiqués comme ceux qui approchent le plus du but de l'institution; relativement à l'organisation extérieure, savoir, par un emplacement spacieux, le dégagement de l'air et de la lumière, les soins d'ordre et de propreté. On désirerait voir toutes les maisons d'orphelins jouir de l'avantage que présentent ces trois établissemens, ainsi que ceux de Stœfa et de Mœrnedorf; qu'elles fussent entourées d'un terrain propre à la culture, où les élèves pussent faire une utile diversion à leurs études.

On s'applique, dans les écoles des pauvres de la Suisse, à féconder l'enseignement de la langue maternelle par des exercices attrayans et utiles au développement de l'esprit; les élèves rendent compte de leurs observations, de ce qu'ils ont appris, et font de petites rédactions par écrit; le dessin, le chant, y jouent un rôle essentiel avec la lecture, l'écriture, le calcul; mais on s'attache aussi, avec un soin particulier, à former les mœurs et le caractère, soit par une instruction religieuse bien conçue, soit par une bonne direction morale. On y a remarqué que les relations entre les enfans des deux sexes exercent, sous ce rapport, des influences salutaires. On y soigne également l'exercice des forces physiques par divers genres de travaux. Ici, un fait du plus grand intérêt est signalé à l'attention des amis de l'humanité. On a essayé, en Suisse, d'exercer en même temps et à la fois, l'esprit des enfans par l'étude; et leurs membres par le travail; non-seulement ils n'en

sont pas fatigués, mais ces deux exercices semblent s'assister mutuellement. « On ne peut plus douter, dit le rapporteur, des succès de l'enseignement simultané *« de la science et de l'industrie dans nos écoles de « pauvres. C'est un problème que l'école de fabrique « de Fribourg a résolu dès 1817, et il l'a été avec un « succès surprenant dans l'institut particulier de jeunes « filles à Rosenberg, canton de Schaffhausen. A peine « ce double procédé eut-il été signalé à Rosenberg, « que l'art de tresser y marchait de concert avec le « calcul de mémoire, à la grande satisfaction des en- « fants. »*

Plusieurs écrits ont répondu au vœu exprimé par la Société, pour obtenir la publication d'un manuel destiné aux instituteurs de campagne. Dans leur nombre, on recommande particulièrement celui qui porte pour titre ; *École de campagne bien organisée*, par M. Wintz, pasteur à Zurich.

La composition et la propagation des bons écrits populaires ont excité aussi la sollicitude de la Société; ce sujet l'a occupée dans ses sessions de 1826 et de 1828. Le caractère qu'elle recherche dans ses écrits, est qu'ils soient propres à développer par degrés les facultés intellectuelles du lecteur, et à donner en même temps à sa volonté une bonne direction morale. Elle met en première ligne les *recits tirés de l'Écriture-Sainte*; elle y comprend ensuite des *recueils de cantiques*, les *almanachs*, une *histoire de la patrie*, un *manuel encyclopédique*, à l'usage des habitans de la campagne. La Suisse a le bonheur de posséder des almanachs populaires qui répondent parfaitement aux intentions de la Société, notamment ceux qui ont été prononcés par

la Société patriotique d'émulation en Argovie, et par la Société bâloise de bien public.

Enfin, l'attention de la Société s'est portée sur le fléau des *Heimathlosen*, cette plaie si affligeante pour la Suisse, et qui paraît y être la suite naturelle des lois restrictives concernant le domicile et la participation aux secours publics. Les *Heimathlosen* sont des individus qui ne possèdent aucun droit de bourgeoisie, et qui se trouvant exclus par là, suivant les localités, de moyens d'existence et d'assistance, tombent dans le vagabondage et dans la misère. Plusieurs travaux estimables ont déjà été présentés à la Société suisse d'utilité publique sur les moyens de remédier à la situation de ces infortunés. Elle a cru qu'il fallait, avant tout, bien déterminer la nature du mal et son étendue, et elle a provoqué, dans les divers cantons, des recherches scientifiques.

(N. B. Les Mémoires de la Société suisse d'utilité publique sont imprimés en allemand; M. le professeur Monnard vient d'en publier un extrait en français pour les sessions de 1825 et 1828 (Vevey, 1828-1830, in-8°). Nous nous bornons, en ce moment, à cet aperçu rapide sur les sessions de 1827 et 1828. Nous aurons soin d'indiquer, par la suite, les principaux objets qui ont occupé le zèle de la Société suisse dans les autres années.)

ANGLETERRE.

SOCIÉTÉ EN FAVEUR DES ÉTRANGERS MALHEUREUX.

L'état de la législation anglaise sur les pauvres a donné naissance dans ce pays à une association en faveur des étrangers malheureux. Le compte-rendu, pour

1828, sur le but et la situation de cette Société; indique les circonstances de son origine et les résultats de ses efforts. Nous allons en extraire tout ce qu'il nous paraît important d'en faire connaître, en attendant que nous donnions le tableau général des établissemens de charité de la ville de Londres; comme nous le faisons dans ce Numéro pour ceux de Paris.

Voici en quels termes s'expriment les directeurs :

« L'Angleterre pouvait croire avec quelque raison
« que ses innombrables établissemens d'humanité em-
« brassaient tous les maux et soulageaient toutes les
« souffrances. Cependant, les étrangers qui tombaient
« dans l'infortune après avoir long-temps vécu parmi
« nous, après avoir contribué par leur industrie à la
« prospérité de notre commerce; au succès de nos
« manufactures, n'avaient droit ni aux secours de pa-
« roisse dans leurs besoins, ni aux places dans les asiles
« ouverts à la vieillesse et aux infirmités.

« Il était réservé aux premières années de ce siècle
« de voir remplir cette lacune dans les institutions de
« notre pays. Et ce n'est ni un événement sans intérêt
« ni un des moindres bienfaits de la Providence; que
« l'établissement d'une Société qui paraît assise sur des
« fondemens solides, et qui comprend dans sa sollici-
« tude des malheureux de tous les pays.

« Cette Société prit naissance dans un petit cercle
« d'ecclésiastiques protestans étrangers, qui, recevant
« un grand nombre de demandes de leurs compatriotes
« malheureux, sans pouvoir les secourir d'une manière
« efficace, conçurent l'idée de l'association qui s'est si
« heureusement établie depuis, et en firent circuler le
« projet dans le public. Ce plan reçut l'approbation

« générale, et le 3 juillet 1806, il y eut à la *taverne*
 « de Londres une réunion de personnes respectables,
 « dans le but d'en concerter l'exécution. Il fut généra-
 « lement reconnu qu'un grand nombre d'étrangers
 « s'adressaient fréquemment, non seulement aux ecclé-
 « siastiques de leurs cultes respectifs, mais à des négoc-
 « cians de leur nation ou de la nôtre, connus pour leur
 « philanthropie, qui, à raison de leurs occupations, ne
 « pouvaient que difficilement constater la position des
 « demandeurs, et vérifier l'exactitude de leurs déclara-
 « tions; que, sous ce rapport, une institution comme
 « celle que l'on projetait, aurait le double avantage
 « d'épargner aux personnes charitables dont on vient de
 « parler, des démarches qui les dérangent de leurs
 « affaires, de les mettre à l'abri de toute surprise, et
 « de secourir cependant les malheureux qu'elles ont à
 « cœur de soulager.

« Il fut donc unanimement résolu qu'une Société
 « serait formée sous le titre de *Société des Amis des*
 « *Étrangers malheureux*.

« Un comité fut chargé de rédiger l'acte d'établisse-
 « ment, qui, après avoir été soigneusement élaboré, fut
 « adopté dans une assemblée générale, tenue le 2 avril
 « 1807.

« L'objet de cette institution est, 1°. de secourir les
 « étrangers indigens, sans distinction de pays et de
 « religion, et plus particulièrement ceux qui n'ont
 « pas droit aux secours de paroisse; 2°. de fournir les
 « moyens de se rendre dans leur pays à ceux qui dési-
 « rent y retourner.

« On verra par le règlement que, pour prononcer
 « sur les secours à accorder, on a formé un bureau de

« Directeurs, qui se réunissent une fois la semaine ,
« examinent avec soin toutes les demandes, accordent
« à ceux qui le méritent les soulagemens nécessaires ,
« et empêchent par là les étrangers malheureux de
« devenir un objet de honte pour leur pays et un far-
« deau pour le nôtre.

« Parmi les souscripteurs, il en est de diverses pro-
« fessions, et qui sont membres d'autres associations
« charitables. Outre les secours pécuniaires, la Société
« procure aussi aux étrangers les soins gratuits des
« médecins et les conseils des gens de loi. Il résulte de
« là que beaucoup d'individus sont tirés de l'état de
« dénûment où ils se trouvent, et parviennent à obtenir
« quelque emploi; que la veuve et l'orphelin, le malade
« et l'indigent, sont mis à l'abri de la misère et des
« horreurs du besoin; qu'ils ont les moyens de se
« prémunir contre les entreprises de la chicane et de la
« mauvaise foi; et que beaucoup de ces étrangers, qui,
« sans les bienfaits de la Société, seraient tout-à-fait
« sans ressource pour retourner dans leur pays natal,
« obtiennent d'elle les secours nécessaires pour s'y faire
« transporter.

« Dans une grande ville, il est impossible que la re-
« ligion des personnes qui s'occupent de bienfaisance
« ne soit pas quelquefois surprise; mais, comme la So-
« ciété compte dans son sein un grand nombre d'ecclé-
« siastiques des cultes étrangers, et des souscripteurs
« qui ont des relations avec les quatre parties du monde,
« elle aura par là des moyens d'information qui la met-
« tront à même de distinguer les véritables malheureux
« d'avec les individus qui chercheraient à en imposer
« sur leur situation réelle.

« Dans une grande cité comme celle-ci , qui est non
« seulement le centre d'un commerce immense , mais
« aussi celui des sciences et des arts , il y aura toujours
« un grand nombre d'étrangers. Parmi eux il s'en trou-
« vera sans doute de recommandables , mais qui , se li-
« vrant à des spéculations , n'en seront pas moins , comme
« tout le monde , exposés à échouer dans leurs entre-
« prises ; d'autres , après avoir exercé toute leur vie
« une profession honnête , mais peu lucrative , arrive-
« ront à la vieillesse ou seront surpris par les infirmités
« sans avoir pu , par leurs économies , se mettre à l'abri
« du besoin ; il n'est personne qui ne convienne que ces
« individus ont des droits réels à être secourus. Quant
« aux enfans malheureux , en est-il qui soient plus dignes
« d'intérêt que ceux qui , abandonnés sur une terre
« étrangère , sont , par leur ignorance de la langue et
« des usages du pays , dans l'impossibilité de pour-
« voir à leur subsistance , circonstance qui les expose
« aussi à toutes les suggestions du vice , et les livre
« sans défense à la contagion du mauvais exemple ; ou
« ceux encore qui , accablés par la misère , ou affaiblis
« par les maladies , cherchent en vain les consolations
« précieuses qu'on n'obtient que de ses parens ou de
« ses amis ?

« Les Directeurs déclarent avec reconnaissance que
« le grand nombre de bienfaits que la Société a jusqu'ici
« recueillis ; les a mis à même de secourir plusieurs
« milliers d'étrangers de toutes les nations , et d'accor-
« der des pensions annuelles à soixante individus , tous
« avancés en âge , dont la plupart ont passé leur vie à
« faire prospérer le commerce et les manufactures de
« ce pays , sans cependant avoir acquis le droit d'être

« secourus par les paroisses ; et qui par leur âge ou leurs
« infirmités sont également hors d'état de pourvoir à
« leur subsistance et de retourner dans leur pays natal.

« Presque tous les cas dans lesquels les secours ont
« été accordés formeraient à eux seuls une preuve inté-
« ressante de la nécessité et de l'utilité de cette institu-
« tion ; mais il est impossible d'entrer ici dans d'aussi
« nombreux détails. Pour faire connaître les principes,
« le but de la Société, et les heureux résultats qu'elle a
« produits, les Directeurs ne peuvent mieux faire que
« de s'en référer au rapport qui va suivre.

« Ce n'est pas seulement des étrangers établis dans
« ce pays et de leurs enfans que les Directeurs invoquent
« la bienfaisance ; ceux là doivent sans doute à la So-
« ciété des encouragemens plus spéciaux, mais assuré-
« ment les Bretons, qui, surtout dans ces dernières
« années, ont mérité de plus en plus d'être comparés à
« la bonne Samaritaine, s'empresseront avec leur bien-
« faisance accoutumée de protéger et de soutenir une
« institution qui jettera un nouveau lustre sur notre
« caractère national dans les quatre parties du globe.

*Extrait du Rapport fait par les Directeurs à l'Assemblée
générale, le 6 mars 1828.*

« Dans le cours de cette année, il a été accordé des
« secours dans deux mille quatre cent soixante-douze
« circonstances, la plupart fort intéressantes, et dont il
« serait impossible de donner ici le détail. Mais on peut
« affirmer que les étrangers que l'association soulage
« offrent la réunion de tous les maux qui peuvent af-
« fliger l'humanité ; et, dans beaucoup de cas, les
« droits des réclamans sont tels que, dans les réunions

« hebdomadaires, les directeurs ont souvent le regret
 « de ne pouvoir, à raison de l'insuffisance des ressources,
 « accorder des secours plus en rapport avec les be-
 « soins.

« Dans une circonstance extraordinaire, dont il va
 « être parlé, il a été fait un appel à la générosité de la
 « Société. Au mois de janvier dernier, le secrétaire reçut
 « de lord Dunstanville, l'un de nos plus anciens patrons,
 « résidant alors dans son château du comté de Cor-
 « nouailles, une lettre par laquelle il faisait connaître
 « qu'un navire allant de Hollande à Rio-Janeiro, était
 « arrivé à Falmouth dans un état qui ne différait guère
 « de celui d'un bâtiment naufragé. Il y avait à bord
 « 350 individus, hommes, femmes et enfans émigrans
 « d'Allemagne pour se rendre au Brésil, et qui se trou-
 « vaient dans une extrême détresse; la plupart d'entre
 « eux, dans cette saison rigoureuse, manquaient de
 « vêtemens et des choses les plus nécessaires. On les
 « recommanda aussitôt à la Société, en invoquant en
 « leur faveur les prompts effets de sa bienfaisance; et
 « quoiqu'il soit dans les principes de l'institution, dont
 « les ressources suffisent à peine pour les circonstances
 « ordinaires, de ne pas étendre ses secours au-delà de
 « la capitale et de son voisinage, la circonstance dont
 « il s'agit parut trop intéressante pour ne pas légitimer
 « une exception en faveur de ces malheureux étrangers.
 « Les directeurs adressèrent donc au noble lord un don
 « de 50 livres sterl., pour être ajouté aux autres secours
 « que l'on s'empressait de recueillir à la même inten-
 « tion. Le Bureau a été informé depuis qu'au moyen de
 « cette assistance, on était parvenu à pourvoir aux
 « pressans besoins de ces nombreux voyageurs. Quel-

« que considérable que fût cette somme, le Bureau ne
« doute pas que l'Assemblée générale ne donne son
« approbation à la mesure, si elle considère le nom-
« bre et la situation des individus qu'il s'agissait de
« soulager. Les directeurs ont aussi l'espoir qu'en ap-
« prenant la quotité et l'emploi de cette somme, les
« bienfaiteurs de la Société se sentiront animés d'un
« nouveau zèle en sa faveur.

« Une autre circonstance, d'une moindre importance
« sans doute, mais cependant d'une nature analogue,
« a été, pour les directeurs, l'occasion de rendre un
« important service à d'autres malheureux.

« Le capitaine et l'équipage d'un bâtiment prussien
« (au nombre de sept personnes), qui avaient été cap-
« turés par un corsaire et conduits à Tripoli, obtinrent
« leur liberté après une courte détention, s'embarquè-
« rent pour Malte, et y trouvèrent un passage pour se
« rendre dans ce pays, espérant y rencontrer les moyens
« de retourner en Suède. Arrivant ici dépouillés de
« tout, il leur était impossible d'entreprendre le voyage
« qu'ils projetaient sans les secours de la Société; elle
« s'empressa d'acquitter les frais de leur passage jus-
« qu'en Poméranie.

« Le Bureau ne doit pas oublier de mentionner ici
« l'une de ces infortunes, comme il ne s'en présente
« que trop souvent, et qui ne pouvait être soulagée
« que par un secours plus considérable que ceux qui
« s'accordent ordinairement : Un ouvrier allemand
« exerçait, depuis quelque temps, à Edimbourg, une
« profession dans laquelle il paraissait fort habile; mais
« les demandes faites à cette branche d'industrie étant
« devenues beaucoup moins nombreuses, il fut obligé

« de venir chercher de l'occupation à Londres, pour
« faire vivre lui, sa femme et six enfans. On lui promet
« en effet de l'emploi; mais sa détresse étant telle qu'il
« n'avait pas même les fonds indispensables pour faire
« venir d'Édimbourg les instrumens nécessaires pour
« exercer son état, le Bureau crut devoir lui en fournir
« les moyens, après s'être assuré que l'individu dont
« il s'agit se trouverait par là en état de gagner sa vie.

« Indépendamment des secours une fois payés, et de
« ceux accordés pour renvoyer les étrangers dans leur
« pays natal, il est un autre genre d'assistance sur le-
« quel la Société doit appeler l'attention de ses bienfai-
« teurs : on veut dire les secours permanens accordés
« sous la forme de pensions de 13 livres sterl. (153 fr.)
« à soixante étrangers vieux et infirmes, outre les petits
« secours qui se distribuent chaque semaine à beau-
« coup d'individus que la misère force, dans leurs vœux
« jours, à avoir recours aux maisons de travail des
« paroisses. La plupart de ceux qui reçoivent des pen-
« sions de la Société ont autrefois connu l'aisance, et
« sans le soulagement que l'institution leur procure,
« ils termineraient leurs jours dans le dénûment et le dés-
« espoir. Il est donc bien satisfaisant pour les personnes
« chargées du paiement de ces pensions, de faire con-
« naître la reconnaissance et le soulagement qu'en éprou-
« vent les personnes qui reçoivent le secours faible,
« mais régulier et assuré, dont elles croient pouvoir
« espérer la continuation.

« Plusieurs pensionnaires ont reçu cette assistance
« périodique pendant plusieurs années, et dix d'entre
« eux sont morts l'année dernière dans un âge très
« avancé.

« Sur les 50 survivans, 14 sont âgés de plus de 70 ans,
 « 12 de plus de 80 ans, et 4 de 90 et au-delà. Ce fait,
 « joint aux autres titres bien constatés que faisaient va-
 « loir les prétendans ; et l'état de misère où ils se trou-
 « vaient avant leur admission à la pension, prouve suf-
 « fisamment aux directeurs que leurs efforts pour sou-
 « mettre au choix des souscripteurs les individus les
 « plus dignes de cet important secours, ont été cour-
 «onnés d'un plein succès.

« Les gouverneurs vont avoir à s'occuper de nou-
 « veau d'élire dix pensionnaires, en remplacement de
 « ceux qui sont décédés ; ce choix sera fait sur une liste
 « de 35 candidats, ayant tous des droits presque égaux
 « et de nature à faire vivement regretter que la So-
 « ciété n'ait pas des ressources qui lui permettent de
 « les admettre tous.

« Ce sentiment s'augmentera encore, si l'on consi-
 « dère que ces 35 noms sont eux-mêmes choisis dans
 « un bien plus grand nombre d'individus inscrits sur
 « les registres de la Société, parmi lesquels il en existe
 « beaucoup d'autres qui sont dignes de recevoir aussi
 « la pension. Mais, quelque intéressantes que puissent
 « être ces infortunes, le Bureau s'est imposé la loi de
 « ne pas étendre davantage sa liste, préférant ajourner
 « la présentation des autres candidats, à l'époque où il
 « existera de nouvelles vacances.

« Tout en s'applaudissant du bien que produit ce
 « genre de secours accordé à un nombre limité d'in-
 « digens, on ne peut s'empêcher de reconnaître que
 « les pensions donnent lieu à une dépense considé-
 « rable (780. livres sterl., ou 19,500 fr.); et cet état
 « de choses est d'autant plus digne de fixer la sollici-

« tude des bienfaiteurs, qu'il ne faut pas perdre de vue
 « que la Société, outre ces secours fixés et annuels, est
 « sans cesse dans la nécessité de distribuer des secours
 « éventuels et temporaires à un grand nombre d'autres
 « malheureux.

« Pour montrer l'importance que l'association a ac-
 « quise, le Bureau a joint à ce rapport un aperçu de
 « ses recettes et de ses dépenses progressivement crois-
 « santes pendant les dix dernières années. On verra par
 « ce relevé combien, si l'on en excepte l'année 1824
 « 25, où la collecte faite au dîner d'anniversaire a été
 « incomparablement plus productive qu'aucune des
 « autres, combien l'accroissement des ressources a été
 « peu en rapport avec l'augmentation du nombre des
 « individus assistés; puisqu'en 1819, les recettes s'étant
 « élevées à 1,507 livres sterl. (37,675 fr.), le nombre
 « des secourus a été de 1,204; et en 1827, les recettes
 « ont été de 1,592 livres sterl. (39,800 fr.), et les se-
 « courus de 2,472. On ne peut s'empêcher de remar-
 « quer que le nombre des secourus s'est accru dans une
 « immense proportion, tandis que les souscriptions an-
 « nuelles, qui étaient, en 1819, de 375 livres sterl.
 « (9,375 fr.), n'ont jamais excédé depuis 450 livres
 « sterl. (11,250 fr.), et que l'année dernière elles ne
 « montaient plus qu'à 355 livres sterl. (8,875 fr.). Cette
 « comparaison prouve de nouveau combien la Société
 « a besoin, pour se soutenir, des libéralités dont elle
 « est redevable à ses bienfaiteurs à l'époque de chaque
 « anniversaire.

« Il n'est que trop vrai que, depuis quelque temps,
 « la Société s'est vu forcée à des dépenses beaucoup
 « plus considérables que ses revenus; et elle n'a fait

« pu remplir l'objet de son institution, si elle ne s'était
 « déterminée, à plusieurs reprises, à aliéner les rentes
 « qu'elle possède, lesquelles, dans aucun temps, n'ont
 « présenté une valeur de quelque importance.

« A moins donc que les généreux bienfaiteurs de la
 « Société, et ceux qui, jusqu'ici, s'en sont montrés les
 « principaux appuis, ne continuent de faire des efforts
 « proportionnés à ses besoins, il y aura constamment
 « lieu de craindre que les administrateurs de cette in-
 « stitution admirable ne se trouvent dans la nécessité
 « de diminuer considérablement la quotité des secours
 « périodiques, déjà si faibles, et de fermer leur porte
 « au plus grand nombre des malheureux étrangers, que
 « la Société tenait à honneur de soulager.

« Toutefois, en considérant les auspices sous lesquels
 « la Société a fleuri pendant 20 années, en remarquant
 « qu'elle est honorée non seulement de la protection du
 « souverain de ce royaume, mais encore de celle de
 « plusieurs grands princes et monarques; que sa répu-
 « tation s'est étendue dans un grand nombre de pays,
 « comme on l'a observé au commencement de ce rap-
 « port, les directeurs se croient autorisés à ne pas dés-
 « espérer de cette générosité qui fait le caractère dis-
 « tinctif de la nation britannique, que le malheur n'in-
 « voque jamais en vain; ils osent espérer que, dans
 « cette île, si célèbre par son hospitalité et par sa bien-
 « faisance, la Société pourra continuer, avec l'aide de
 « la Providence, de venir au secours de la classe inté-
 « ressante des étrangers malheureux.

« CHARLES MURRAY. »

Le nombre des individus secourus depuis l'établis-

sement de la Société, indépendamment de leurs femmes et de leurs enfans, s'élève à 5,873. Ces secours ont été appliqués dans 24,394 circonstances, conformément au tableau suivant :

NATIFS DE :	SECOURS		TOTAL.
	de 1827 à 1828.	antérieurement à 1827.	
Afrique.....	84	242	326
Allemagne.....	1,022	10,022	11,044
Amérique méridionale.....	1	28	29
Asie.....	3	10	13
Bresil.....	2	16	18
Corse.....	5	27	32
Dalmatie.....	2	2	4
Danemark.....	133	1,398	1,531
Egypte.....	2	7	9
Espagne.....	27	179	206
Etats-Unis d'Amérique.....	27	54	81
France.....	116	1,189	1,305
Grèce.....	2	4	6
Hongrie.....	8	113	121
Ile Bourbon.....	2	33	35
Ile de France.....	2	2	4
Ile de Java.....	2	5	7
Iles d'Orient.....	2	92	94
Iles Ioniennes.....	1	45	46
Indes orientales.....	99	550	649
Italie.....	165	833	998
Madère.....	12	34	46
Malte.....	2	8	10
Manille.....	14	101	115
Mers du Sud.....	5	5	10
Mexique.....	2	2	4
Norwège.....	116	1,164	1,280
Otaïiti.....	2	1	3
Pays-Bas.....	216	1,398	1,614
Pologne.....	43	174	217
Portugal.....	25	176	201
Prusse.....	114	917	1,031
Raguse.....	1	2	3
Russie.....	42	351	393
Sardaigne, Gènes, etc.....	5	129	134
Sicile et Naples.....	1	99	100
Suède.....	135	1,913	2,048
Suisse.....	42	434	476
Toscane.....	1	64	65
Turquie.....	2	78	80
Venise.....	9	150	159
	2,472	22,022	24,494

Dans le cours de l'année dernière, 129 individus

ont reçu des secours, qui les ont mis à même de retourner dans leur pays.

C'est avec une vive satisfaction que nous venons de présenter cet intéressant tableau de tout le bien opéré et des services rendus à des malheureux de tous les pays, par une Société qui compte pour protecteurs et pour patrons et patronnes, des monarques, des princes et des princesses de différens États de l'Europe; pour gouverneurs et directeurs, des personnes qui font le plus généreux, le plus honorable emploi de leur temps et de leur fortune, et dont il est impossible de mieux faire l'éloge qu'en présentant le résultat de leurs efforts. Qu'ils reçoivent ici le témoignage public de notre estime pour tant de bien opéré, et l'expression de notre reconnaissance pour les soulagemens qu'ils ont accordés à plus de 1,300 de nos compatriotes malheureux.

Nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser de transcrire ici les statuts de la Société. Ils serviront à bien faire connaître son organisation, son objet, la nature des secours qu'elle distribue, et les conditions nécessaires pour y avoir droit.

ORGANISATION ET RÉGLEMENT DE LA SOCIÉTÉ.

1. La Société se compose de *protectrices* et *protecteurs*, *patronnes* et *patrons*, d'un *président* et de *vice-présidens*, d'un *trésorier*, de *gouverneurs*, *directeurs*, d'un *secrétaire* et d'un *employé*.

2. La direction supérieure et l'administration de la Société est confiée aux *gouverneurs* réunis en assemblée générale.

3. Les affaires courantes seront réglées par un bu-

reau de *directeurs*, nommés tous les ans en assemblée générale.

Des Gouverneurs.

Leurs droits et privilèges.

4. On est gouverneur à vie, moyennant un don de dix guinées.

5. Une souscription annuelle d'une guinée constitue un gouverneur annuel, et en élevant cette souscription jusqu'à dix guinées dans le cours d'une même année, on devient gouverneur à vie.

6. Les gouverneurs à vie jouissent de tous les privilèges attachés à ce titre, à partir du paiement de la somme fixée; mais les gouverneurs annuels n'ont pas le droit de voter (excepté pour l'élection des pensionnaires), ni de s'immiscer dans l'administration de la Société (si ce n'est pour recommander des étrangers malheureux et leur faire obtenir des secours), jusqu'à ce qu'ils aient payé le montant d'une seconde souscription.

7. A l'élection des pensionnaires, un gouverneur annuel a une voix par guinée de souscription, et un gouverneur à vie a également une voix pour chaque don de 10 guinées, sans cependant qu'il puisse avoir plus de dix voix.

8. Pour l'élection des gouverneurs, tout gouverneur peut voter pour les souscripteurs par procuration.

9. Un legs de 20 liv. sterl. confère le titre de gouverneur à vie à la personne désignée comme exécuteur testamentaire.

Objet de la Société, et nature des secours.

10. Tout étranger, de quelque pays ou religion qu'il

puisse être, s'il est malheureux et recommandé par un gouverneur, a droit aux secours, dont le Bureau des directeurs fixera la quotité, sauf les cas d'exception ci-après indiqués.

11. Un certain nombre d'étrangers âgés et infirmes seront choisis, par l'assemblée générale, pour jouir d'une pension hebdomadaire, dont le montant sera fixé par le Bureau des directeurs; le nombre de ces pensionnaires sera déterminé dans deux réunions spéciales du Bureau pour cet objet, et confirmé dans l'assemblée générale annuelle.

12. Tout gouverneur devra indiquer, dans sa recommandation, l'âge, le lieu de naissance, la profession et la position de l'étranger recommandé, qui confirmera cette déclaration par affirmation ou par serment, s'il en est requis.

13. Pour prononcer sur les secours d'urgence, le Bureau des directeurs, dans la première séance qu'il tiendra après l'assemblée générale, désignera quatre de ses membres dont chacun aura le droit d'accorder des secours, soit en délivrant des bons ou mandats sur le secrétaire ou le commis, soit par avances remboursables, jusqu'à la concurrence d'une somme déterminée d'avance par le Bureau.

14. Aucune des personnes se trouvant dans l'un des cas ci-après mentionnés n'aura droit aux secours de la Société, savoir : Les individus qui seront reconnus tenir d'ailleurs des secours suffisans; ceux qui n'auront pas au moins six mois consécutifs de séjour en Angleterre, sauf le cas de naufrage ou autres événemens; ceux qui ne pourront expliquer d'une manière satisfaisante les motifs de leur arrivée dans ce pays, et prou-

ver qu'ils ont fait tous leurs efforts pour y trouver des moyens de subsistance ; ceux qui se seront rendus coupables de quelques mauvaises pratiques, d'actions mal-honnêtes ou immorales ; les mendiants avérés et ceux dont la prodigalité ou l'inconduite a causé la ruine.

15. Tous les individus qui auront cherché à tromper la Société seront, à la diligence des directeurs, traduits devant les magistrats civils, pour être poursuivis conformément aux lois ; et seront exclus des secours, à moins que, par la suite, des considérations puissantes ne militent en leur faveur ; ce qui sera l'objet d'une décision spéciale du Bureau des directeurs.

16. Les personnes auxquelles on aura procuré les moyens de quitter ce pays, n'auront plus droit aux secours, à moins de circonstances particulières qui seront appréciées par le Bureau des directeurs.

17. Tout individu que le Bureau aura jugé indigne d'être assisté, sera pour toujours rayé des secours, à moins qu'il n'en soit autrement décidé dans une réunion spéciale, et d'après un rapport motivé.

Assemblées générales.

18. Il y aura tous les ans une assemblée générale, le premier jeudi du mois de mars. Le secrétaire en donnera avis, quatre jours au moins à l'avance, dans cinq des journaux du matin, et adressera à chacun des gouverneurs une lettre de convocation.

19. Il pourra être tenu d'autres assemblées générales, en vertu d'une décision du Bureau des directeurs, ou sur la demande du président, ou enfin de cinq gouverneurs, adressée au secrétaire, avec l'indication des motifs de la convocation. Sur le vu de cette

demande, le secrétaire fixera, pour la réunion, une heure et un lieu convenables, et indiquera un mercredi ou un jeudi, de manière à ce qu'il n'y ait pas d'intervalle de plus de quatorze jours, à partir de celui de la réception de la demande; il en informera, quatre jours au moins avant l'assemblée, tous les gouverneurs résidant dans la capitale.

20. La réunion de sept gouverneurs suffit pour constituer une assemblée générale.

21. Le président, les vice-présidents, les scrutateurs, et le secrétaire seront élus en assemblée générale.

22. Le trésorier sera élu chaque année, aussi en assemblée générale.

23. La même assemblée nommera une commission de trois gouverneurs pour l'audition des comptes.

24. A l'ouverture de chaque assemblée générale ordinaire, on lira d'abord le procès-verbal de la précédente, ou des assemblées spéciales intermédiaires qui auraient pu avoir lieu, ainsi que les procès-verbaux des séances du Bureau des directeurs; qui pourraient être jugés utiles; une seconde lecture aura lieu, si on la requiert, pour telle partie qui, n'ayant donné lieu à aucune objection, sera considérée comme approuvée.

25. A chaque assemblée générale, un rapport écrit fera connaître l'état de la Société et le détail du bien qu'elle aura fait pendant l'année précédente.

26. Toute assemblée spéciale ne pourra s'occuper que de l'objet particulier qui aura donné lieu à sa convocation.

27. Toutes les questions soumises à l'assemblée générale seront décidées à la majorité des voix par les gouverneurs présents, à moins que cinq ou plus d'entre

eux ne réclament le scrutin secret sur quelque objet spécial; et, dans ce cas, le président déclare que le scrutin aura lieu tel jour, qui ne pourra être plus rapproché que la huitaine, ni plus éloigné que la quinzaine; avis en sera transmis, avec une copie signée de la demande, à tous les gouverneurs résidents.

28. Toute motion qui ne sera pas accueillie ne figurera point sur le registre des procès-verbaux.

29. Toutes les décisions de l'assemblée générale, et toutes les nominations d'officiers, qui auront eu lieu conformément aux réglemens existans, seront définitives; aucune nouvelle disposition réglementaire n'aura d'effet qu'autant qu'elle aura été confirmée par l'assemblée générale qui suivra celle où la disposition aura été adoptée.

30. En cas d'égalité de suffrages dans l'assemblée générale, dans le bureau ou dans les commissions, le président aura voix prépondérante.

La minute du procès-verbal de chaque assemblée générale, ou séance du Bureau, sera signée par le président, et inscrite au registre; il en sera donné lecture à la séance suivante, et le registre sera signé par le président.

31. A toutes les assemblées, en l'absence des patrons, le président, le vice-président ou le trésorier occupera le fauteuil; et si ces officiers eux-mêmes sont absens, les gouverneurs présens choisiront un président pour cette séance.

Bureau des Directeurs.

33. Pour l'administration des affaires ordinaires de la Société, il y aura un Bureau de directeurs composé

46. Il y aura à cette occasion un sermon dans l'intérêt de la Société.

Revenus en rentes.

47. Un tiers de tous les dons s'élevant à dix guinées ou au-dessus, et la totalité des legs de la même valeur, seront placés dans les fonds publics, pour devenir, par voie d'accumulation, les revenus permanens de la Société, à moins cependant que les testateurs n'en aient prescrit un emploi différent.

48. Tous les placements qui auront lieu dans les fonds publics pour le compte de l'institution, seront faits au nom de trois commissaires désignés en assemblée générale : ces commissaires seront parties dans tous les achats, contrats et autres engagemens de la Société ; et en cas de mort ou de démission de l'un d'eux, il sera remplacé à la prochaine assemblée générale ; mais jusqu'alors les autres commissaires en exercice auront le droit de contracter. Les commissaires reconnaîtront, par une déclaration, qu'ils ne sont, pour toutes les opérations de cette nature, que les fondés de pouvoir de la Société.

49. Il ne sera disposé d'aucune partie des rentes appartenant à la Société qu'en vertu d'une décision de l'assemblée générale, convoquée à cet effet.

Trésorier.

50. Le trésorier fera tous les paiemens ordonnés par les directeurs ; il présentera chaque mois la situation de sa caisse ; ses comptes seront entendus, balancés et mis sous les yeux de l'assemblée générale annuelle.

Commis, etc.

51. Il y aura un commis et tels autres officiers qui pourraient être jugés nécessaires; ils seront nommés par le bureau des directeurs.

Modèle d'une disposition testamentaire.

On recommande aux personnes qui voudront devenir par testament bienfaitrices de la Société d'employer la formule suivante :

Je donne et lègue au trésorier de la Société des Amis des Étrangers malheureux, la somme de..... livres, pour contribuer d'autant aux œuvres de bien-faisance de ladite institution.

ALLEMAGNE.

DU RÉGIME DES SECOURS PUBLICS A LEIPSIG.

Extrait de l'ouvrage intitulé *Darstellung der in jahre 1830, in Leipsig errichteten neuen Armen-anstalt*. Leipsig, 1812, in-8°.

Il existe à Leipsig plusieurs établissemens publics pour le soulagement de l'indigence. Dans leur nombre, on signale particulièrement :

1°. L'Administration des Aumônes (*Raths-Almosen Amt*), qui distribue des secours en argent aux pauvres habitans ou étrangers, procure aux indigens malades les soins du médecin et les médicamens, place les pauvres enfans dans des ateliers, et donne la sépulture gratuite aux indigens décédés.

2°. L'hôpital Saint-Jacques (*Jacobs-spital*) pour les pauvres malades, qui y sont traités gratuitement, ou moyennant une faible rétribution.

3°. La maison Saint-George (*Georgen-haus*), qui reçoit les aliénés, les mendiants incorrigibles, les ivrognes d'habitude, et en général les individus qui ont besoin d'être soumis à une surveillance habituelle et sévère.

4°. La maison des Orphelins.

5°. L'école gratuite pour l'instruction des enfans pauvres.

6°. L'école d'industrie liée à une maison de travail volontaire, pour les filles pauvres.

7°. L'hospice Saint-Jean (*Johannis-hospital*), dans lequel des personnes âgées peuvent être reçues et entretenues pendant le reste de leur vie, moyennant une somme une fois payée, et dont le taux est très modéré.

Indépendamment de ces établissemens, il s'est formé depuis quelques années, à Leipsig, un *Institut des pauvres*, sur le modèle de celui de Hambourg, si justement célèbre, dont l'existence ne repose que sur des souscriptions libres et privées, mais qui a été autorisé, secondé et appuyé par le magistrat. L'organisation de cet institut est parfaitement conçue, et offre le plus haut degré d'intérêt. Le but qu'il se propose est « de subvenir aux besoins des personnes qui, séjournant dans la ville de Leipsig, avec l'agrément de l'autorité, ne sont point en état de pourvoir par leurs propres ressources, ou par leur travail, à leurs nécessités et à celles de leur famille; de les préserver ainsi de la mendicité, ou des autres moyens coupables de subsister; d'assurer de la sorte l'existence de ces personnes, mais de parvenir en même temps, par une bonne et sage direction des secours, à les con-

« servir à la société comme des membres utiles, ou
« à les former pour qu'ils puissent le devenir. »

A l'égard des indigens étrangers, qui ne font dans la ville qu'un séjour passager, l'institut se borne naturellement à les garantir pendant leur séjour de la nécessité de mendier.

Afin d'atteindre au but que l'Institut se propose relativement aux pauvres honteux, il est nécessaire d'acquérir une connaissance entière de la situation de ces malheureux, de leurs besoins, des ressources qui leur restent, de leur caractère, de leur conduite. C'est dans ce dessein que s'est réunie la Société, qui, sous le nom de *Directoire des Pauvres*, préside à cet institut.

Le magistrat y contribue annuellement sur les fonds publics, pour une somme de..... 5,580 thal.

Les souscriptions privées s'élèvent, terme moyen, par an, à..... 6,000

Les étrangers qui se rendent aux environs de Leipsig, y contribuent pour à peu près..... 900

TOTAL..... 12,480 thal.

Ces ressources sont accrues par divers dons, et par le produit des représentations dramatiques données au profit des pauvres.

L'Institut ne capitalise point; il emploie les ressources de l'année aux dépenses de l'année, dans la pensée que chaque génération a le devoir d'entretenir ses pauvres.

Nous citerons ici quelques uns des principes et des règles, dignes d'être imitées, qui dirigent l'Institut de Leipsig.

« Le pauvre est celui qui n'est pas en état de pour-

« voir, par ses propres ressources, aux nécessités indispensables de son existence. (Sect. v, art. 1.)

« Ces nécessités sont : la nourriture, l'habillement, le logement, le chauffage, l'éclairage, le traitement en cas de maladie, et l'éducation des enfans. » (*Ibid.*, art. 2.)

« Les ressources propres sont, non seulement celles qui consistent en biens, en argent, en meubles, en pensions, mais surtout dans le produit du travail possible. (*Ibid.*, art. 3.)

« Il y a divers degrés d'indigence, depuis l'indigence absolue, lorsque le pauvre ne peut rien se procurer par lui-même, et suivant ce qui lui manque pour subvenir à ses besoins. (*Ibid.*, art. 4.)

« Les principales causes de l'indigence sont,

« 1°. Le manque de forces physiques ou de capacité intellectuelle pour le travail ;

« 2°. Le manque d'occasion pour le travail ;

« 3°. Le défaut de bonne volonté pour travailler ;

« 4°. Le défaut d'économie. (*Ibid.*, art. 5.)

« Ceux-là seulement sont de *vrais pauvres*, qui se trouvent placés sous les deux premières causes ; eux seuls sont assistés par l'Institut. (*Ibid.*, art. 6.)

« Quant aux autres, l'Institut les aide de ses conseils, mais les abandonne à leur sort s'ils se refusent à suivre les avis qui leur sont donnés. (*Ibid.*, art. 7.)

« L'Institut ne repousse point les malheureux qui sont tombés dans l'indigence par leur propre faute ; les fautes passées influent seulement sur le mode de secours qui leur est alloué. (*Ibid.*, art. 8.)

« La sollicitude de l'Institut s'exerce de deux manières :

« 1°. Et avant tout, en cherchant à éloigner les causes
« de la pauvreté;

« 2°. Et lorsqu'on ne peut prévenir la pauvreté, en
« procurant, soit en nature, soit par un secours pé-
« cuniaire, les objets nécessaires au pauvre. » (Sect. v,
art. 11.)

« Il fait soigner les malades à domicile. » (*Ibid.*,
art. 12.)

« Il fournit l'occasion de travailler à celui qui en est
« capable. (*Ibid.*, art. 14.)

« Il exige que ceux qui peuvent travailler, travaillent
« en effet suivant la mesure de leurs forces, et ne leur
« accorde jamais ce qu'ils sont en état d'obtenir par
« leurs propres efforts. Les vieillards, les infirmes, les
« enfans, ne sont point eux-mêmes exceptés de cette
« règle, en tant qu'ils peuvent encore s'occuper utile-
« ment. (*Ibid.*, art. 15, 16.)

« Le secours se réduit, il cesse, avec la pauvreté et
« ses causes. (*Ibid.*, art. 18.)

« Lorsqu'on ne peut détruire la pauvreté dans ses
« causes, on la soulage dans ses effets. Le soulagement
« se proportionne exactement au degré de l'indigence :
« il varie donc avec lui. (*Ibid.*, art. 19, 20.)

« C'est une règle générale qu'en été le pauvre a
« moins de besoins, et plus de facilité à trouver du tra-
« vail. (*Ibid.*, art. 21.)

« Le secours ne doit jamais s'appliquer qu'aux objets
« de nécessité. (*Ibid.*, art. 22.)

« Les dépenses correspondantes aux besoins de pre-
« mière nécessité du pauvre sont évaluées comme il
« suit :

	PAR SEMAINE.		PAR AN.	
	Monnaie saxonne.	Monnaie de France.	Monnaie saxonne.	Monnaie de France.
Habilleinent.....	4 gr.	65 c.	8 th. 16	33 fr. 80 c.
Alimens chauds...	6	97	13 »	50 70
Pain.....	4	65	8 16	33 80
Loyer.....	4	65	8 16	33 80
Éclairage, lumière.	3	32	6 12	25 35
	21 g.	3 f. 24 c.	45 th. 12	177 fr. 45 c.

« Cette somme détermine le *maximum* du secours.

« Ce calcul est établi pour un homme adulte et en « santé. Il varie dans son application, suivant les âges, « les sexes, la maladie. Il doit être réduit pour les « personnes réunies dans la vie commune. » (Sect. v, art. 23, 24, 25.)

« Le secours en nature doit toujours être préféré, « lorsque son application est possible. » (*Ibid.*, art. 30, 32, 40.)

On a pourvu au logement d'une portion des pauvres, en établissant une habitation commune pour ceux qui n'ont pas d'enfans, et qui peuvent être réunis, sans inconvénient, sous le même toit; on aide les autres à acquitter exactement les termes de leur loyer, en remettant directement au propriétaire la somme pour laquelle l'Institut juge convenable de contribuer, mais sans jamais en contracter l'engagement, ni en acquitter la totalité. (*Ibid.*, art. 42 à 46.)

Le service de santé, tel qu'il est réglé par l'Institut des pauvres de Leipsig, présente une grande analogie avec celui des dispensaires et du traitement médical à domicile, sous la direction des bureaux de charité à Paris; on y remarque le devoir imposé aux médecins

des pauvres de tenir un registre exact de la marche et de l'issue des maladies, et de donner par écrit leur avis sur la nécessité de faire conduire le malade à l'hôpital, lorsque le cas l'exige; on y remarque aussi l'existence d'un comité spécial chargé de la surveillance de ce service. (Sect. VI).

L'Institut s'efforce de procurer à chaque indigent le genre de travail auquel il est déjà propre et exercé; cependant le directoire des pauvres occupe aussi lui-même ceux des indigens qu'on ne peut employer autrement; à la filature du coton, du lin, au tricotage, comme l'espèce de travail qui est la plus facile, et qui peut être le plus généralement adoptée. Il a établi des ateliers communs dans des salles disposées à cet effet. Des réglemens détaillés pourvoient à la discipline de ces ateliers, à la comptabilité en deniers et en nature. Un comité spécial est aussi chargé de cette surveillance. (Sect. VII).

Un troisième comité est chargé de surveiller la confection et la distribution des alimens. Le pain est délivré trois fois la semaine, en rations de 3 à 4 livres. Les circonstances locales n'ont pas encore permis de faire préparer et distribuer d'autres alimens en nature. (Sect. VIII).

D'autres comités président à la distribution du chauffage, au magasin d'habillement et d'autres effets, au logement des pauvres, à l'éducation de leurs enfans; chacun de ces services est soumis à des réglemens particuliers, qui respirent une prévoyante sagesse. (Sect. IX à XII).

Une école d'industrie pour préparer les enfans au travail et leur en inspirer le goût, et un asile particulier pour recueillir, exercer et surveiller les enfans qui

ne peuvent encore travailler, font partie du plan d'éducation pour les pauvres. La sollicitude du Comité d'éducation accompagne et protège l'enfant pauvre, même après sa sortie de l'école. (Sect. XII, art. 18 à 22).

Les dispositions relatives à la visite et à la surveillance des pauvres ne méritent pas moins d'éloges. Ces soins sont confiés à des *Visiteurs des pauvres* (*Armenpfleger*), que le patriotisme des habitants de Leipsig a permis d'obtenir en assez grand nombre, pour que chacun n'ait à soigner que 25 ou 30 pauvres, placés dans son voisinage. La feuille d'information (*Fragebogen*), qui doit être remplie par le Visiteur des pauvres pour chaque indigent, se compose de 60 questions, qui comprennent tous les détails de la situation de cet indigent. A la suite de cette feuille d'information, le Visiteur des pauvres donne lui-même son avis (*Gutachten*), d'après un modèle en 28 articles, sur le droit que l'indigent peut avoir au secours, sur la nature et l'étendue du secours nécessaire. Le règlement trace au Visiteur toutes les démarches qu'il doit faire pour vérifier exactement les circonstances relatives à l'indigent. (Sect. XIII, art. 1 à 49).

Le Visiteur des pauvres continue à exercer une surveillance active et assidue sur les ménages qui lui sont confiés; il observe quel usage ces pauvres font des bienfaits reçus, comment ils remplissent leurs devoirs et les conditions qui leur sont prescrites, et comment les circonstances de leur situation viennent à se modifier. Le devoir du Visiteur des pauvres est aussi, et surtout, d'entretenir le pauvre dans les voies de la morale, ou de l'y ramener s'il s'en écarte, de le diriger par ses conseils, de l'encourager, de le consoler. Une révision annuelle

a lieu au mois de janvier, pour s'assurer des changemens qui sont survenus dans la position des indigens (Sect. XIII, art. 50 et suiv.).

Des Inspecteurs de district dirigent, dans chaque quartier, tout l'ensemble de ce service, au nom du collège des pauvres, et sont le centre des opérations (Sect. XIV).

Les secours accordés aux étrangers présentent un intérêt tout particulier dans une ville qui est tout ensemble un centre de communications et un foyer d'industrie commerciale, qui attire un grand concours, et qui éprouve un grand passage d'étrangers, particulièrement à l'époque de ses foires. Un ordre particulier de secours est établi pour les marchands étrangers qui se trouveraient dans le besoin; les fonds en sont faits par le commerce même de Leipsig, et mis à la disposition de l'Institut des pauvres. Le secours de cette espèce n'est pas moindre de 16 gros (2 fr. 60 cent.) par jour, et s'élève même jusqu'à 4 thalers (ou 15 fr. 60 cent.) pour une seule personne, suivant sa position. Un second ordre de secours est établi pour les indigens de passage; un bureau est chargé de vérifier leurs papiers, afin de connaître leur situation, et de leur donner les moyens de séjourner ou de continuer leur voyage; ce secours s'élève de 3 à 16 gros (49 c., à 2 fr. 60 c.). Les mendiants ne sont admis à recevoir un secours semblable que sur la recommandation de la police; il est limité pour eux à 2 ou 4 gros (de 33 à 65 c.). Un troisième ordre de secours est accordé aux ouvriers compagnons, qui, d'après le témoignage du maître chef de leur corporation, n'ont pu trouver de l'ouvrage, et ont besoin d'être assistés. Des précautions sont prises pour

prévenir les abus auxquels ces deux derniers genres de secours pourraient donner lieu. Un comité particulier préside aussi à ce service. (Sect. xvi).

Aux statuts et réglemens de cet institut sont jointes un grand nombre d'instructions particulières de réglemens et de modèles de tout genre, que nous aimerions à traduire ici, si l'espace nous le permettait. Nous nous bornerons à offrir ici l'exemple d'une feuille d'information et d'un rapport.

FEUILLE D'INFORMATION.

N^o

Objet des questions.

Réponses.

1. Nom de l'indigent.
2. Son âge.
3. Lieu de naissance.
4. Son dernier séjour.
5. Depuis quand il réside.
6. Est-il ou non bourgeois ?
- 7 à 15. Mêmes questions sur une indigente, avec les circonstances relatives à son mari.
- 16 et 17. Nombre, nom, âge des enfans.
18. Quels sont ceux qui habitent dans la maison paternelle ?
19. Enfans sans leurs parens ; quel est leur père ?
20. Ne contribue-t-il pas à leur éducation, et pour quoi non ?
21. L'indigent a-t-il d'autres personnes chez lui ? quelles personnes ?
22. Entretient-il gratuitement ces personnes, et pourquoi ?

23, 24, 25. Numéro, rue de la maison, et nom du propriétaire.

26. L'indigent a-t-il un logement en propre, ou est-il logé chez autrui?

27. Prix du loyer.

28. Le chauffage y est-il compris?

29. Doit-il une portion de son loyer, et quelle portion?

30, 31, 32. État de la santé de l'indigent, de sa femme, de ses enfans.

33. Est-il traité par un médecin?

34. Son métier.

35. De quel autre travail est-il capable?

36. Combien peut-il gagner par semaine?

37. Ce salaire est-il sans interruption?

38. Chez qui travaille-t-il?

39. Quelle est l'occupation de la femme?

40. Combien gagne-t-elle?

41. Son salaire est-il sans interruption?

42. Que peuvent gagner l'indigent et sa femme dans la maison de travail?

43. De quel genre de travail les enfans sont-ils capables?

44. Que peuvent-ils gagner par semaine?

45. L'homme ou la femme ont-ils gagné davantage en d'autres temps, et pourquoi leur salaire a-t-il baissé?

46. Comment ont-ils fait pour subsister jusqu'à présent?

47. Quelle assistance reçoivent-ils

1°. de la Caisse des secours publics?

2°. de l'Établissement de l'harmonie?

3°. de la Société de confiance?

- 4°. de la Corporation ?
- 5°. de la Caisse de commerce ?
- 6°. de la Société des 16 ?
- 7°. de l'Eglise réformée ?
- 8°. de l'Eglise catholique ?
- 48. Quels sont les parens de l'homme et de la femme, et où vivent-ils ?
- 49. Situation et ressource de ces parens.
- 50. Ce qu'ils font en faveur de l'indigent.
- 51. L'indigent ou sa femme sont-ils inscrits dans une caisse pour les malades ? (Institution propre à l'Allemagne).
- 52, 53. Conditions de sa souscription.
- 54. Est-il associé dans une caisse pour les sépultures ? (Institution propre aussi à l'Allemagne).
- 55. Ses dettes.
- 56. A-t-il des effets en gage ? où ? à quelles conditions ?
- 57. Les enfans vont-ils à l'école ? à quelle école ?
- 58. Les enfans ont-ils eu la petite-vérole, ou ont-ils été vaccinés ?
- 59. L'indigent peut-il se recommander de quelqu'un qui le connaît ?
- 60. Quels sont les genres de secours dont l'indigent estime avoir le plus besoin ?

Avis ou rapport du Visiteur.

- 1. Les réclamations de l'indigent peuvent-elles être accueillies comme fondées ?
- 2. Remarque-t-on chez lui quelque vice ?
- 3. Paraît-il vouloir se soutenir honnêtement ?
- 4. L'homme, la femme et les enfans ont-ils :

- 1°. des lits ?
- 2°. les vêtemens indispensables ?
- 3°. les outils et instrumens de leur travail ?
- 4°. le mobilier nécessaire ?
5. Y a-t-il quelques uns de ces objets à dégager pour eux ou à leur procurer ?
6. Leur logement est-il convenable ou trop cher ?
7. Leur logement est-il manifestement contraire à leur santé ?
8. Peut-on les assister pleinement en dégageant leurs effets, payant leurs petites dettes, et spécialement celles du loyer ?
9. A combien s'élèverait la dépense ?
10. Leurs parens peuvent-ils les soutenir ?
11. Le mari, la femme, les enfans peuvent-ils travailler hors de la maison ?
12. Travaillent-ils autant que leurs forces le permettent ?
13. Peut-on les adresser à la maison de travail, ou pourquoi non ?
14. Les enfans peuvent-ils travailler, et de quel travail sont-ils capables ?
15. Le salaire des enfans doit-il être retenu en tout ou en partie à la maison de travail ?
16. Un enfant ou une autre personne de la famille peut-il en être retiré ?
17. Comment cet enfant ou cette personne peut-il être placé ?
18. La famille ou la personne mérite-t-elle que cet enfant ou cette personne soit assisté ? en a-t-elle besoin ?
19. L'assistance du médecin est-elle nécessaire ?

20. Doit-on accorder l'instruction gratuite à un ou plusieurs enfans ?

21. Doit-on accorder le vêtement ?

22. Le pain ?

23. Un secours pécuniaire, et, dans ce cas, combien par semaine ?

24. Ne convient-il pas de remettre ce secours pécuniaire directement au propriétaire pour le paiement du loyer ?

25. Doit-on adresser l'indigent à la maison d'habitation des pauvres ?

26. Quelque autre genre d'assistance lui est-il nécessaire, et quel genre ?

27. Y a-t-il lieu à quelque autre remarque particulière ?

28. Calcul du secours proposé :

Secours habituel par semaine.

Pour l'homme.....	2	thal.	21	gr.
Pour la femme.....	1	»	18	
Pour quatre enfans.....	1	»		
TOTAL.....	2	thal.	15	gr.

A déduire.

Salaire du mari.....	1	thal.	»	
Salaire de la femme...	20	gros.	1	20
			Déficit...	19

Qu'on propose d'allouer, savoir :

En pain.....	12			
En argent.....	7			
			Tot. égal.	19 gr.

Nous regrettons de ne pouvoir donner ici les instructions relatives à la maison de travail, et le règlement sur la maison d'habitation des indigens. Nous en

présenterons peut-être un extrait dans les Numéros suivans.

Il vient d'être fondé à Leipsig, en 1830, une caisse d'assurance sur la vie, analogue à celles qui existent en Angleterre et en France, et dont le but est aussi de favoriser et d'encourager l'esprit d'économie et de prévoyance. Elle est administrée par un conseil composé d'un directoire, d'un certain nombre des assurés et d'une députation des magistrats de la ville. Le directoire a fait imprimer une notice destinée à éclairer le public sur les avantages que présente ce genre d'institutions. (*Leipsig, 1830.*)

EXTRAIT

DE LA CORRESPONDANCE DE LA SOCIÉTÉ.

22 mars 1831. — M. le Ministre des affaires étrangères adresse à la Société une collection volumineuse de documens relatifs aux Établissmens charitables existant dans l'empire de Russie, qui lui ont été adressés par M. l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg.

A cette occasion, le ministre renouvelle à la Société l'assurance de l'empressement qu'il apportera à faire parvenir successivement les divers renseignemens qui lui seront adressés par MM. les agens français à l'étranger, ainsi qu'il les y a invités, afin de contribuer, autant qu'il est en lui, à l'accomplissement du but philanthropique que la Société s'est proposé.

31 mars. — Le même Ministre transmet sur les Établissmens de charité existant à Milan, une notice qui lui a été adressée par M. le baron Denois, consul général de France dans cette ville. M. le baron Denois fait remarquer que Milan est, relativement à sa population, une des villes où il y a le plus d'établissmens de bienfaisance, et où ces établissemens sont le plus richement dotés et le mieux administrés.

Même date. — M. Husson, premier adjoint du maire de Neuf-

château (Vosges), et président de la Société pour la suppression de la mendicité, fait connaître que les efforts de cette Société ont été couronnés d'un plein succès. Depuis le 1^{er} janvier 1828, la mendicité n'existe plus à Neufchâteau. Nous publierons incessamment les renseignemens vraiment intéressans qui nous sont transmis par cet administrateur éclairé.

NOUVELLES PHILANTHROPIQUES.

MM. les membres composant le Bureau de la Société des Etablissmens charitables ont été admis à l'honneur de présenter à la Reine le premier Numéro du Bulletin publié par la Société.

Sa Majesté a accueilli cet hommage avec la bienveillance la plus marquée. Elle a répondu à M. le duc de Doudeauville, qui lui exposait le but et l'objet de nos efforts, que cette idée lui paraissait utile et féconde; qu'elle y applaudissait avec empressement; qu'elle ne pouvait trop encourager de semblables travaux, et qu'il lui serait agréable d'en connaître les résultats. « Les Etablissmens de charité ne nous manquent pas, a dit la Reine, et je pense qu'il est plus intéressant d'améliorer ceux qui existent que d'en créer de nouveaux. » C'est cette pensée éminemment juste qui a présidé à la formation de la Société des Etablissmens charitables. Nous sommes heureux de l'approbation et du suffrage d'une princesse qui connaît si bien les besoins des classes malheureuses, et qui est si bon juge en fait d'institutions de bienfaisance.

— Il manquait à l'école normale, formée par M. le préfet du département de la Seine, pour les sujets qui se destinent aux fonctions d'instituteurs primaires, un cours sur *la morale appliquée à l'éducation populaire*. M. le baron de Gérando a offert de commencer cet enseignement, et M. le préfet a accueilli son offre. Le cours a commencé avec le mois d'avril.

PARTIE HISTORIQUE.

FRANCE.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENS CHARITABLES.

COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU 29 MARS, 1830 AU 21 AVRIL 1831,
DANS LA SÉANCE GÉNÉRALE DU 28 AVRIL 1831, PAR M. LE BARON
DE GÉRANDO, SECRÉTAIRE.

MESSIEURS, en améliorant le sort des classes souffrantes de la société, les établissemens d'humanité accomplissent le dessein de la Providence, satisfont aux préceptes de la religion, au vœu de la bienfaisance, aux besoins de la morale, aux intérêts de l'ordre public; concourent puissamment aux progrès de la civilisation, et préviennent ou réparent les inconvéniens de cette inégalité des conditions, qui est une suite de la civilisation elle-même. Il n'est donc pas un objet plus digne d'exciter le zèle des âmes généreuses, d'occuper les méditations des esprits élevés, que la création, le développement, le perfectionnement de ce genre d'institutions, et aussi a-t-il excité dans les deux mondes une émulation générale et toujours croissante. De toutes parts se sont formées de nobles associations pour préparer, seconder, réaliser ce grand œuvre par des moyens divers, et surtout en recueillant et propageant les lumières et les bons exemples. Notre France, si riche elle-même en établissemens d'humanité, a

pris une grande part à ce beau mouvement ; mais elle ignore en quel point elle se rapporte à elle-même. Elle manquait un moyen d'en faire l'inventaire. Placée au centre de l'Europe, elle manquait aussi d'un moyen d'être régulièrement instruite de ce qui se pratique dans les autres pays de l'Europe. Cependant, c'est par la connaissance exacte des faits, par leur rapprochement, que le grand art de la bienfaisance publique, comme tous les autres arts, doit acquérir des règles certaines ; il y a une statistique de la charité qui est la base fondamentale sur laquelle reposent nécessairement tous les principes de l'administration des secours. Unis naturellement entre eux par la communauté du but, les établissements d'humanité ont besoin de se mettre en harmonie, de se concerter, de mettre à profit leur expérience réciproque, et par conséquent d'entretenir des rapports de correspondance. On sentait donc, Messieurs, le besoin d'une institution qui pût, parmi nous, leur servir de centre ; qui fût destinée à réunir les informations au dehors comme au dedans, à former ainsi comme un faisceau de cette riche moisson qui croît dans les champs de la bienfaisance ; institution dont jouissent déjà la plupart des autres contrées de l'Europe ; et qui semble convenir plus particulièrement encore à notre patrie, à sa situation géographique, à ses mœurs, à ses formes administratives. C'est pour répondre à ce besoin que vous vous êtes réunis, Messieurs ; réunion touchante, qui a été formée sous les auspices de la charité ; lien sacré, qui repose sur la sympathie du zèle pour le bonheur des hommes ; institution destinée à devenir éminemment fructueuse, parce qu'elle doit mettre en lumière une foule de

bonnes actions, et répandre de toutes parts les semences du bien! Aussi l'annonce de la formation de notre Société a-t-elle reçu l'accueil le plus favorable; en France et dans l'étranger, notre Société, à sa naissance, a été saluée par l'approbation, le suffrage et les vœux des philanthropes éclairés. Déjà de nombreux et précieux documents nous ont été transmis; d'autres nous sont promis; plusieurs hommes de bien nous offrent une coopération empressée. Hâtons-nous de répondre à cette attente, d'accomplir notre mission, de remplir les devoirs que nous nous sommes imposés à nous-mêmes.

Une portion de cette première année a dû être en effet absorbée par des travaux préliminaires d'organisation; il a fallu disposer les moyens d'agir; il a fallu semer pour recueillir par la suite. C'était en quelque sorte un premier intervalle de préparation et d'essai. Les circonstances politiques qui sont survenues pendant le cours de l'année dernière ont tellement captivé l'attention, préoccupé les esprits de chacun, absorbé les momens, multiplié les devoirs de plusieurs, que l'assiduité aux réunions, la coopération aux travaux, s'est, il faut le dire, et vous le savez, très sensiblement ralentie. Cependant, cette année n'aura point été stérile, et déjà vous pouvez vous rendre un compte satisfaisant de vos premiers efforts.

Dès que la Société a été formée, vous avez fait connaître son existence et son but aux principales administrations charitables de France; vous leur avez adressé ensuite le premier numéro du Bulletin que vous publiez, pour leur donner une idée plus complète encore de vos travaux, pour leur offrir en même

temps un gage de votre estime, pour provoquer par là l'échange mutuel des informations. Plusieurs de ces administrations, particulièrement celles de Lyon, Rouen, Bordeaux, Montpellier, Metz, Cambrai, Saint-Malo, Valence, Dijon, Aix, Strasbourg, vous ont déjà assuré de leur empressement à seconder vos vues.

Vous avez reçu des différens départemens du ministère les témoignages de la bienveillance la plus marquée, et un appui favorable pour le cours de vos opérations. Le département des affaires étrangères a transmis à toutes les légations diplomatiques de France à l'étranger, une notice sur notre Société, a provoqué leur concours pour nous assister, et déjà M. le ministre qui dirige ce département nous a successivement adressé une collection très intéressante de documens sur les établissemens d'humanité de divers pays. Tels sont le *Rapport sur les institutions de bienfaisance du royaume des Pays-Bas, en 1828*, par le ministre de l'intérieur de ce royaume; une note sur Corfou, par M. le consul de France dans les îles Ioniennes; divers documens sur les établissemens d'humanité en Égypte; une collection d'informations abondantes sur les établissemens charitables des États-Unis; un recueil d'ouvrages et de notices manuscrites sur ceux de Russie; une notice sur ceux de Milan, rédigée par M. Denois, consul général de France. M. le comte Sébastiani, en nous adressant ces précieux renseignemens, nous en promet de nouveaux encore, qui lui sont annoncés par les agens diplomatiques de France.

Le ministère de l'intérieur, et depuis peu celui des travaux publics et du commerce, vous ont prêté leur entremise et leur contre-seing pour faire parvenir vos envois

aux administrations locales, aux établissemens charitables; ils vous ont offert les informations qui seraient en leur pouvoir. Le renouvellement du personnel de l'administration, qui a été la suite des événemens de juillet dernier, a fait en plusieurs lieux perdre la trace de la correspondance que vous aviez déjà ouverte avec les administrateurs; il a donc fallu la rétablir de nouveau, et nous avons pris ce soin partout où il était devenu nécessaire. Un grand nombre de préfets, en vous témoignant toute l'utilité qu'ils espèrent de vos travaux pour l'amélioration des établissemens publics de bienfaisance, vous ont offert leur coopération pour en étendre l'influence et en assurer le succès.

Notre association étant essentiellement destinée à devenir un foyer de correspondance, un moyen de propagation, elle doit tendre surtout à multiplier, à régulariser ses relations; et à les rendre aussi fructueuses qu'il est possible.

C'est aussi dans cette vue que vous vous êtes engagés, par vos statuts, à publier un bulletin.

Déjà nous avons commencé à remplir cette obligation. Deux premières livraisons ont été publiées, et vous ont été distribuées; une troisième va être mise sous presse, et paraîtra d'ici à un mois; les matériaux d'une quatrième, qui complétera un fort volume, sont déjà en grande partie préparés. Nous nous sommes attachés à mettre le plus grand choix dans les articles qui composent cette publication, à préférer ceux qui présentaient un caractère plus marqué d'utilité, et à introduire aussi dans ce recueil une assez grande variété pour donner de l'intérêt à sa lecture. La rapidité et la régularité des publications subséquentes devant dépen-

dre, d'une part, de l'abondance des matériaux qui nous seront fournis, et, d'un autre côté, de nos ressources financières, provenant soit du montant de vos souscriptions, soit du produit de la vente, nous n'avons voulu prendre vis-à-vis du public aucun engagement pour les époques de la publication et le nombre des livraisons, afin de ne pas nous jeter dans l'embarras sous l'un ou sous l'autre de ces rapports. Un traité a été passé avec M. Crapelet pour l'impression, et des arrangements pris avec M. Würtz pour la vente; tous deux, membres de cette Société, ont apporté dans les conditions cette délicatesse qui leur est naturelle, et ont réduit la dépense à son taux le plus faible. Nous avons cru devoir faire tirer le premier numéro à un plus grand nombre d'exemplaires, afin qu'ils pussent être distribués et répandus avec plus d'abondance, et qu'ils pussent servir comme d'une sorte de programme de vos travaux.

Votre Bureau était assuré de remplir vos intentions en faisant hommage de ce premier essai à S. M. la Reine des Français, dont le noble cœur s'associe avec tant de zèle à toutes les œuvres de la charité, et qui les apprécie d'autant mieux, les encourage d'autant plus puissamment, qu'elle en donne elle-même le plus touchant exemple. En lui portant ce tribut de reconnaissance et de respect, nous avons recueilli de sa bouche, avec l'approbation la plus entière pour nos efforts, des vœux bienveillans pour leur succès. C'est en leur faveur un heureux augure.

De toutes parts, Messieurs, nous n'avons donc rencontré qu'un assentiment unanime, une obligeance empressée; cette preuve éclatante et positive du suf-

frage donné à notre institution doit nous inspirer à nous-mêmes une juste satisfaction, relativement à l'entreprise que nous avons formée. Parmi tous ces témoignages, nous devons signaler particulièrement à votre reconnaissance ceux que nous avons reçus de l'Administration des hospices civils de la capitale. Le conseil qui la dirige a bien voulu mettre à notre disposition la salle où vous êtes réunis; il vous a également fait présent du recueil de ces précieux rapports, et comptes-rendus qu'il publie chaque année, et qui offre certainement le sujet d'étude le plus riche et le plus complet qui ait paru encore en Europe sur les secours publics. Rien ne peut nous être plus agréable que cette espèce d'alliance formée avec la première administration charitable du royaume; le séjour qu'elle a bien voulu nous offrir ici, auprès de l'asile du malheur, dans le même lieu où se préparent tant de secours pour l'humanité souffrante, est en harmonie avec le but de notre réunion, avec les intentions qui nous rassemblent.

Nous devons, dans en partie, Messieurs, à ce service que nous a rendu l'administration des hospices, l'économie que vous remarquerez dans nos dépenses; nous la devons aussi en partie au zèle désintéressé de M. Battelle, que votre choix a appelé aux fonctions d'agent de la Société, et qui y a si bien répondu. Il ne s'est pas contenté d'exécuter avec l'exactitude la plus scrupuleuse et le soin le plus assidu tout le travail fort étendu de votre correspondance, de votre comptabilité, et de tous les détails du service; il a dirigé la publication de votre Bulletin; il a fourni à ce Bulletin plusieurs articles rédigés avec talent, et qui attestent ses connaissances

et ses recherches. En retour de tant de dévouement, nous devons vous proposer aujourd'hui de lui voter des remerciemens, qui ne pouvaient être mieux mérités.

Il n'y a donc pas, Messieurs, d'institution dont l'existence et les travaux soient moins coûteux que la nôtre. M. le trésorier vous rendra compte incessamment des recettes et des dépenses de cette première année; et ce compte pourra d'avance vous servir de régulateur pour apprécier vos besoins et vos ressources pour les années à venir.

La plupart des Sociétés de bien public qui existent en divers pays, avec un caractère analogue à la nôtre, ont l'usage de célébrer l'anniversaire de leur fondation par une fête solennelle, dans laquelle elles jettent un regard de satisfaction sur le passé, et conçoivent de nouveaux desseins et de nouvelles espérances pour l'avenir. Puissions-nous aussi, d'année en année, nous rendre le témoignage d'avoir fait quelque bien, en nous promettant d'en faire encore! Pour y parvenir, il est indispensable que chacun de nous coopère pour sa part à l'œuvre commune; nous en avons tous contracté l'engagement; chacun a son tribut d'observation à offrir. Nous avons besoin de combiner tous les faits, d'appeler le concours de toutes les lumières. Oui, Messieurs, nous en avons aujourd'hui un sentiment plus profond, une conviction plus entière qu'au premier jour : l'institution que vous avez fondée est éminemment utile; elle était nécessaire. Dans aucune circonstance peut-être elle n'était plus opportune; plus que jamais il importe de resserrer parmi nous les liens que la bienveillance d'une part, la confiance

de l'autre, peuvent établir entre les classes de la société favorisées par la fortune, et celles qui sont déshéritées par elle; plus que jamais les établissemens d'humanité se révèlent comme l'un des élémens les plus essentiels des institutions sociales; plus que jamais les soins actifs de la charité, en perfectionnant les mœurs populaires, en calmant les souffrances, en relevant la dignité humaine, sont appelés à garantir le repos public, à seconder la marche générale des améliorations, à préparer l'avenir que d'immenses événemens semblent nous prédire. Ainsi, en se dévouant à faire le bien, c'est servir aussi le pays, et l'œuvre de la charité est encore un acte de patriotisme.

Pour nous, Messieurs, simples auxiliaires de la bienfaisance, nous goûtons cependant, en recueillant ses œuvres et propageant ses exemples, nous goûtons à la fois la double jouissance d'assister comme témoins aux merveilles que produit cette touchante vertu, et de concourir, quoique indirectement, à seconder ses efforts. Une carrière honorable et utile s'ouvre devant nous. La voilà fondée, la voilà en action, Messieurs, l'institution que vous aviez projetée; votre pensée a été exécutée du moins avec toute la fidélité qui dépendait de nous. C'est à vous de maintenir et de développer votre ouvrage. Nous osons croire que vous vous applaudirez de l'avoir entrepris, et que vous le continuerez désormais avec une nouvelle confiance.

RÉSUMÉ

DE CE QUI A ÉTÉ FAIT DEPUIS DEUX ANS POUR AMÉLIORER LE RÉGIME ALIMENTAIRE DES PAUVRES, EN Y INTRODUISANT L'USAGE DE LA GÉLATINE DES OS;
PAR M. D'ARCET.

*Lû, le 28 avril, à la séance générale de la Société des
Établissmens charitables.*

Messieurs, je me suis engagé à vous exposer, dans cette séance, ce qui a été fait depuis deux ans pour améliorer le régime alimentaire des pauvres, en y introduisant l'usage de la gélatine des os; mais, quelque grave que soit ce sujet, je craindrais d'abuser de votre bienveillance si je donnais ici à cette question tous les développemens qu'elle peut recevoir : je ne perdrai d'ailleurs pas de vue, dans le compte que j'ai à vous rendre, que je m'adresse à la Société des Établissmens charitables, et que là, le bien qui reste à faire n'a besoin que d'être signalé : je ne réclamerai donc de vous, Messieurs, que peu d'instans d'attention.

Je ne parlerai ici ni des travaux si remarquables de Papin, qui proposa le premier, en 1681, d'extraire la gélatine des os, et de l'employer à la nourriture de l'homme; ni des tentatives multipliées qui ont été faites, surtout depuis quarante ans, pour appliquer cette découverte à l'amélioration du régime alimentaire des pauvres. J'ai traité la partie historique de cette question assez en détail dans le Mémoire que j'ai publié sur l'emploi des os provenant de la viande de

boucherie (1); il me suffira donc ici de rappeler que tous les essais tentés, antérieurement aux deux dernières années, pour introduire l'usage de la gélatine dans la nourriture des pauvres, l'avaient été sans succès, et qu'avant 1829, il n'avait été fait, sous ce rapport, aucune application en grand et vraiment utile de la substance gélatineuse contenue dans les os.

Tel était l'état des choses lorsque je proposai à l'administration des hôpitaux de Paris de faire construire mon appareil extracteur de la gélatine, dans un de ses établissements. Cette proposition fut agréée; un grand appareil fut établi à l'hôpital de la Charité, où il fonctionna pendant quelques mois; mais la quantité d'os fournis par l'établissement ne pouvant suffire à la consommation de cet appareil, il fut transporté à l'hôpital Saint-Louis, et c'est là seulement que ce procédé reçut, pour la première fois, une application étendue et un entier développement. La question fut de suite jugée, et les résultats furent trouvés si avantageux, qu'un second appareil semblable fut immédiatement construit pour le service de l'Hôtel-Dieu.

L'appareil qui est établi à l'hôpital Saint-Louis y a été mis en activité le 9 octobre 1829, et y fonctionne sans interruption depuis cette époque. On y emploie journellement 28 kilogrammes d'os; cet appareil, produisant 300 rations de dissolution gélatineuse et 1 kilogramme 850 de graisse par vingt-quatre heures, se trouve donc avoir déjà fourni au service alimentaire

(1) Ce Mémoire, auquel on a joint les dix autres brochures que j'ai publiées sur le même sujet, depuis 1829, se trouve à Paris, chez M. Moléon, rue Godot-Mauroy, n° 2.

de cet hôpital, et en 569 jours de travail régulier, 1,052 kilogrammes de graisse et 512,100 rations de gélatine.

Le second appareil que l'administration des hôpitaux a fait construire, et qui a été établi pour le service de l'Hôtel-Dieu, y est en activité depuis le 27 novembre 1829; on y traite chaque jour environ 30 kilogrammes d'os: son produit en gélatine est de 950 rations par vingt-quatre heures; mais ici les os qu'on emploie ayant déjà bouilli deux fois dans la chaudière de l'hôpital ne rendent plus, dans les cylindres, qu'environ quatre pour cent de graisse. Cet appareil ayant jusqu'ici fonctionné pendant quatre cent vingt-quatre jours, a donc fourni à la cuisine de l'Hôtel-Dieu 514 kilogrammes de graisse et 402,800 rations de dissolution gélatineuse.

En résumant les faits que je viens de citer, on arrive à cet heureux résultat que les appareils établis à l'hôpital Saint-Louis et à l'Hôtel-Dieu, vers la fin de 1829, ont déjà fourni au service de ces hôpitaux, et en utilisant les seuls os de la viande de boucherie qu'on y consomme, 1566 kilogrammes de graisse et 914,900 rations de dissolution gélatineuse.

Appliquant maintenant à ce qui précède les données bien connues de la question (1), on trouvera que les

(1) Voici quelles sont ces données:

100 kilog. d'os en contiennent 30 de gélatine et 10 de graisse;

1 kilog. d'os peut fournir 30 rations de bouillon;

1 kilog. de viande de boucherie ne donne que 4 rations de bouillon;

100 de viande de boucherie contiennent 15 d'os;

100 de viande désossée ne donnent que 32 de viande sèche;

deux appareils dont il s'agit ont déjà versé, dans le régime alimentaire des hôpitaux, autant de substance animale pure et sèche qu'il s'en trouve dans 38,268 kilogrammes de viande de boucherie. D'un autre côté, en n'ayant égard qu'à la seule dissolution gélatineuse obtenue, et en la considérant sous le rapport de la préparation du bouillon, on reconnaîtra qu'il aurait fallu employer 228,725 kilogrammes de viande de boucherie, ou toute la viande provenant de sept cent soixante-deux bœufs, pour obtenir, par le procédé ordinaire, une quantité égale de substance animale en dissolution.

Vous appréciez sans doute déjà, Messieurs, l'immense ressource alimentaire que doit présenter un procédé au moyen duquel on peut tirer un si grand parti des os de la viande de boucherie, qui n'avaient été jusqu'ici que brûlés, convertis en charbon animal ou employés comme engrais. Je crois cependant utile de m'appuyer à ce sujet de témoignages officiels, qui ne laisseront aucun doute quant à la réalisation des avantages que je viens de vous signaler. Je puiserai ces documents dans les résultats de mes premiers travaux, dans ma correspondance particulière, mais surtout dans les six rapports favorables qui m'ont déjà fourni les nombres cités plus haut, et qui ont été faits à l'ad-

100 de viande de boucherie ne donnent que 28 de viande sèche et sans os;

100 de viande, qui ne donnent que 50 de bouilli, produisent 67 de viande rôtie;

Un bœuf fournit 300 kilog. de viande de boucherie.

ministration générale des hospices, relativement au service des deux appareils dont j'ai parlé; par MM. Jourdan et Desportes, le premier, administrateur de l'hôpital Saint-Louis, et le second, chargé, depuis longues années, de l'administration de l'Hôtel-Dieu.

Je dois d'abord rappeler ici, Messieurs, le rapport si remarquable qui fut fait à la Faculté de Médecine de Paris, en 1814, et pour lequel les quarante malades de l'hospice de la clinique interne de la Faculté, furent mis, pendant trois mois, à l'usage du bouillon de gélatine, fait en y économisant les trois quarts de la viande de boucherie; on trouve, en effet, dans ce rapport qui fut rédigé par une commission composée de MM. Leroux, Dubois, Pelletan, Duméril et Vanquelin, et qui fut approuvé par la Faculté, les passages suivans : (1)

Le bouillon fait d'après le procédé de M. d'Arce est au moins aussi agréable que le bouillon ordinaire des hôpitaux.

Nous sommes donc en droit de conclure avec certitude, que non seulement la gélatine est nourrissante, facile à digérer, mais encore qu'elle est très salubre, et ne peut, employée comme le propose M. d'Arce, produire, par son usage, aucun mauvais effet dans l'économie animale.

Mais passons à des preuves acquises plus récemment. J'ai dit, dans mon Mémoire sur l'emploi des os de la viande de boucherie, que l'on pouvait obtenir de mon appareil ou une grande amélioration ou une no-

(1) Ce Rapport se trouve imprimé dans l'ouvrage que j'ai cité en note au commencement de ce Mémoire.

table économie, ou tout à la fois amélioration et économie, dans le régime alimentaire des pauvres. Voici les faits qui viennent à l'appui de cette assertion :

L'hôpital Saint-Louis étant destiné au traitement des maladies de la peau, ne renfermant que des hommes dont les fonctions digestives ne sont pas altérées, et le régime alimentaire de cet hôpital étant trop peu substantiel, M. Jourdan a dû y diriger toute l'action de l'appareil vers l'amélioration de ce régime. Voici quels sont les avantages qu'il a obtenus en agissant dans ce sens :

Le premier rapport que M. Jourdan a présenté à l'administration des hôpitaux a été fait après trois mois et onze jours d'emploi en grand de la gélatine dans le service de l'hôpital Saint-Louis ; on voit, dans ce rapport, que, *d'après l'avis unanime des sœurs, des médecins et des malades*, le régime a été avantageusement changé : *que mieux nourris, les malades convalescents quittent plus tôt l'hôpital* ; et M. Jourdan ajoute ici cette phrase remarquable, « Ce n'est point « seulement une économie que vous obtenez ; Mes-
« sieurs, c'est un bienfait de plus que vous accordez
« aux familles pauvres en pressant le moment où doi-
« vent leur être rendus ceux qui, la plupart du temps,
« en sont le soutien par leurs travaux ».

Dans le second rapport, fait à la date du 13 octobre 1830, c'est-à-dire après un an de travail régulier de l'appareil, M. Jourdan confirme les heureux résultats précédemment indiqués, et annonce qu'une partie de la viande employée à faire le bouillon avant l'introduction de la gélatine dans le régime de l'hôpital Saint-Louis est aujourd'hui donnée soit en rôt, soit

en préparations variées, et que ce changement est pour tous une grande cause de satisfaction.

Enfin il se résume en ces termes :

Le bien que vous avez voulu faire, Messieurs, est constaté aujourd'hui, par un an d'expérience, et nous vous exposons les faits qui se sont passés, d'abord pour vous demander l'autorisation de continuer l'emploi de la gélatine, et ensuite dans la pensée que ces détails peuvent être l'occasion d'en généraliser l'usage, non seulement dans nos établissements, mais encore dans tous ceux qui sont destinés à offrir aux classes peu aisées des moyens de subsistance efficaces, faciles et peu dispendieux.

Voilà donc le but que s'était proposé M. Jourdan complètement atteint. Quant à M. Desportes, ayant à appliquer mon appareil au service de l'Hôtel-Dieu, où le régime alimentaire était à peu près suffisant, il a pu penser à en obtenir tout à la fois amélioration et économie dans ce régime, et les quatre rapports qu'il a faits à ce sujet, dans l'espace de quatorze mois, à l'administration des hôpitaux, prouvent, comme on va le voir, qu'il est parvenu à obtenir cet heureux résultat.

Les rapports que je viens de citer ont été faits les 20 janvier et 27 octobre 1830, et les 19 janvier et 27 février 1831. Dans le premier de ces rapports, M. Desportes s'exprime en ces termes :

Le bouillon du matin est beaucoup plus substantiel qu'il ne l'était autrefois, quoiqu'on mette dans la marmite un tiers environ de viande de moins.

.....
On peut servir aux malades 30 kilogrammes de viande rôtie, en veau et mouton, sans que pour cela

le bouillon cesse d'être de bonne qualité, et quoique cette viande n'ait pas servi à sa confection.

Nous avons de plus, par jour, 9 kilogrammes de gelée agréable, qui ajoute à la sapidité du bœuf à la mode, et au plaisir que les malades trouvent à le manger; et M. Desportes ajoute enfin : Messieurs, si nous n'espérons de la gélatine qu'une amélioration dans le service; nous devons dire qu'elle a surpassé notre attente, et qu'elle a détruit les préventions fondées qui en avaient fait abandonner l'usage avant qu'elle eût atteint la perfection qui lui a été imprimée par M. d'Arcet.

La crainte de fatiguer votre attention m'engage, Messieurs, à ne pas analyser aussi longuement les autres rapports dont je parle, et dont les conclusions sont d'ailleurs les mêmes : je dirai seulement que dans le troisième rapport, M. Desportes reconnaît que le bouillon de l'Hôtel-Dieu *est plus généreux, plus corsé* qu'il ne l'était auparavant, qu'il est d'un goût aussi agréable que le meilleur bouillon fait sans addition de gélatine, et, qu'enfin, M. Desportes, dans son quatrième rapport, annonce à l'administration des hôpitaux, qu'il est parvenu à obtenir, en se servant de mon appareil à l'Hôtel-Dieu, non seulement une grande amélioration dans le régime alimentaire de cet hospice, mais encore une économie notable en argent sur cette partie de service.

Voilà donc, Messieurs, la question de l'application de la gélatine des os au régime alimentaire des malades bien résolue. L'administration des hôpitaux de Paris, qui s'est, la première, prononcée officiellement en sa faveur, ne tardera sans doute pas à faire jouir tous ses

établissements des avantages qu'elle a déjà réalisés en grand à l'hôpital Saint-Louis et à l'Hôtel-Dieu. En attendant, des appareils sont commandés pour plusieurs hôpitaux de France et des pays étrangers; mais l'emploi et l'utilité de ce procédé ne sont pas limités, à beaucoup près, au service des hôpitaux; leur plus large application est sans contredit dans la nourriture des pauvres et des grandes réunions d'ouvriers; aussi s'occupe-t-on d'établir, dans ce but spécial, de ces appareils, à Lyon, Saint-Étienne, Limoges, Orléans, Sens, Lille, Metz, etc. J'ai heureusement, Messieurs, à vous citer à ce sujet, deux faits des plus intéressans et qui doivent avoir une grande influence sur la propagation de mes appareils dans les villes où l'on a trop de pauvres à secourir : je veux parler de ce qui a été fait, cet hiver, pour améliorer le régime alimentaire des pauvres des villes de Reims et de Remiremont.

M. Commesny, administrateur du Bureau de bienfaisance de Reims, conçut l'idée de venir au secours des pauvres et des ouvriers sans travail, très nombreux dans cette ville, en y faisant établir une distribution régulière et abondante de soupes animalisées au moyen de la gélatine des os. Il vint à Paris, en décembre dernier, pour suivre l'emploi de mes appareils dans les hôpitaux, et, après s'être convaincu des avantages qu'on pouvait obtenir de ce procédé, il retourna à Reims, et y fit établir un appareil, pouvant fournir par jour environ 2,000 rations de dissolution gélatineuse.

M. Commesny, se dévouant à cette bonne œuvre, et y sacrifiant même le soin de ses affaires, a mis l'appareil dont il s'agit en activité au commencement de janvier, et en a dirigé le service depuis cette époque

avec tant de zèle et de succès, qu'il a pu faire distribuer jusqu'ici aux pauvres et aux ouvriers sans travail, habitant la ville de Reims, 231,360 rations de soupe ou de légumes animalisés, et de viande cuite.

M. Commesny, à qui l'on doit de la reconnaissance pour avoir donné un exemple si utile, a regardé comme constant que la conservation de la tranquillité publique à Reims, pendant la fin de l'hiver, était due aux secours dont il s'agit; il me disait, dans sa dernière lettre, que les pauvres se présentaient avec tant d'empressement à la distribution des soupes, qu'il avait fallu, malgré l'organisation remarquable du service, faire intervenir à plusieurs reprises la force armée pour y maintenir le bon ordre. M. Commesny m'assure, d'ailleurs, que l'appareil de Reims a toujours fonctionné avec la plus grande régularité, et il attribue, avec raison, la perfection des produits obtenus, à l'intelligence et aux soins assidus des gens de service qu'il avait choisis pour leur confier la conduite de cet appareil.

Le second exemple que j'ai à citer a été donné, cet hiver, par la ville de Remiremont. J'extrais les faits suivants d'une lettre qui vient de m'être adressée à ce sujet par M. Tocquaine, architecte de l'arrondissement de cette ville.

Le petit appareil de Remiremont a été mis en activité le 18 mars dernier, et il avait déjà fourni au 10 avril, 5,063 rations de soupe ou de légumes animalisés par le moyen de la gélatine des os. Chaque ration n'est revenue qu'à 6 centimes, et M. Tocquaine fait observer qu'en donnant à l'appareil tout le développement dont il est susceptible, et en faisant les acquisitions de légumes en temps opportun, on parvien-

draît facilement à établir à Remiremont la ration de soupe pour les deux tiers de ce prix. (1)

Les soupes ou les légumes animalisés, préparés au moyen de l'appareil dont il s'agit, sont distribués, soit aux indigens, en échange de *bons* donnés par le Bureau de bienfaisance, soit aux personnes peu aisées qui se présentent pour en acheter. M. Tocquaine me dit que la Ville a réglé à cinq centimes le prix de chaque ration, et il ajoute enfin que *la bonne qualité de ces alimens commence déjà à être reconnue et appréciée par les personnes auxquelles ils sont destinés.*

Vous voyez, Messieurs, que le procédé dont je parle ne laisse rien à désirer sous le double rapport de la nutrition des malades et de l'alimentation des pauvres : disons de plus que son adoption est nécessaire, dans l'état actuel des choses, pour augmenter dans la classe ouvrière la santé et la force physique dont elle a si grand besoin.

On sait, en effet, qu'en France, la quantité de substance animale consommée par chaque individu est trop faible, et qu'elle n'est que la moitié de celle dont le soldat dispose : on sait aussi qu'une grande partie de la population y souffre, à divers degrés, de la faim, et que, lorsque les circonstances deviennent plus difficiles, la limite de ce cruel besoin s'étend d'une manière si effrayante, qu'aujourd'hui il est beaucoup de villes où l'on compte plus du quart de la population,

(1) Il paraît que cet appareil ne peut fournir que 400 rations de dissolution gélatineuse par jour ; on peut juger, d'après cet exemple, du bas prix auquel reviendrait la ration de soupe animalisée, préparée au moyen d'un grand appareil, qui n'occasionnerait que peu de dépense de plus en frais généraux.

réduite à vivre d'aumônes (1). Il est évident que les ressources employées jusqu'à ce jour ne peuvent suffire à ces nombreux besoins. Eh bien ! Messieurs, nous osons le dire avec la confiance que donnent des succès pratiques bien constatés, le moyen le plus puissant de combattre ce mal, qui nous menace d'être plus dangereux encore pour le prochain hiver, le seul remède prompt et efficace qu'il soit facile d'y apporter, c'est la création d'appareils extracteurs de la gélatine dans toutes les villes où les ressources ordinaires sont insuffisantes pour soulager la misère des pauvres et des ouvriers sans travail. Nous avons vu qu'en utilisant les os, l'on pouvait arriver à ce but presque sans dépense ; que souvent même une bonne direction donnée à l'emploi de l'appareil en pouvait faire obtenir gratuitement les produits alimentaires. Comment ne pas espérer, d'après cela, que les oppositions de la routine et la résistance des intérêts particuliers seront bientôt surmontées ? C'est aux amis de l'humanité, aux hommes qui savent apprécier l'influence de la misère sur le physique des pauvres, sur leurs dispositions morales, et, par conséquent, sur la tranquillité et sur le bonheur public, qu'il appartient de hâter le développement du procédé alimentaire qui fait l'objet de cette note. Je n'ai pas cru devoir en appeler, à ce sujet, à une autorité plus compétente que ne l'est la Société des Etablissements charitables. Je désire vivement, Messieurs, que le sujet vous paraisse digne de fixer votre attention, et que vous vouliez bien employer votre influence pour faire jouir le plus promptement possible la classe pauvre de la société de tous les avantages que je viens de signaler.

(1) Voyez ci-après, page 324, les renseignemens relatifs à la population indigente de la ville de Dunkerque.

NOTICE

SUR LA MAISON DE REFUGE DES JEUNES CONDAMNÉS,
RUE DES GRÈS-SAINT-JACQUES.

LES dangers auxquels sont exposés dans les prisons les enfans condamnés avant l'âge de discernement, ne sont que trop réels ; tous les amis de l'ordre et de la morale en sont épouvantés ; c'est le plus grand vice à signaler dans l'organisation des maisons de détention en France. Remédier à de tels dangers, enlever quelques uns de ces pauvres enfans aux mauvais conseils, aux pernicioeux exemples des préaux, en leur procurant les bienfaits d'une éducation élémentaire, en leur inspirant le goût du travail, en les mettant à même d'apprendre un état de leur choix, tel est le but de l'institution de la Maison de Refuge, telle fut l'heureuse idée conçue et exécutée par des hommes de bien, qu'animaient la charité et la religion, et à la tête desquels on doit nommer le vertueux abbé Arnous, que la mort a enlevé à la fleur de l'âge aux jeunes prisonniers dont il était le père, et l'abbé Caron, si connu en France et en Angleterre par les prodiges de sa charité.

L'ouverture de cette maison, concédée par la ville de Paris, date de 1817 ; elle a eu lieu en présence de M. le garde des sceaux Pasquier, de MM. les préfets, de MM. les présidens et procureurs généraux de la Cour de Cassation et de la Cour royale. Dès son origine, la magistrature et le barreau l'ont prise sous leur protection ; son conseil d'administration est composé

en majeure partie de magistrats; obligés souvent à regret d'appliquer sévèrement les lois, il était bien naturel, après avoir accompli de pénibles devoirs, de contribuer à en adoucir la rigueur.

Toutes les administrations qui se sont succédé ont apprécié la grande utilité d'un pareil établissement, et l'ont encouragé, mais seulement encouragé; c'est à la charité surtout qu'il doit son existence; il cesserait d'être le jour où elle cesserait de le soutenir.

Une expérience de quatorze ans, et les heureux fruits qu'a produits cette institution, ont répondu aux espérances des bienfaiteurs, et doivent plus que jamais les exciter à ne pas abandonner leur ouvrage.

Quarante enfans sont ordinairement employés à six ateliers de professions utiles : deux de menuisiers, un d'ébénistes, un de cordonniers, deux de monteurs et ciseleurs en bronze, sont toujours en pleine activité, et dirigés par des maîtres habiles. A leur arrivée, les enfans choisissent celui de ces états qui leur convient le mieux. Les produits de leurs travaux compensent en général les peines et les pertes occasionnées aux chefs d'ateliers par le long apprentissage de métiers difficiles, mais lucratifs. Après avoir été long-temps suivis et surveillés dans les prisons, et sur les bons renseignemens donnés, les jeunes condamnés sont admis dans la maison en vertu de décisions de M. le garde des sceaux; ils n'en sortent qu'après l'expiration de leur peine; ils y continuent même leur séjour au-delà du terme fixé et jusqu'à la fin de leur apprentissage; mais ce prolongement de séjour est toujours d'accord avec eux et leurs parens.

La surveillance pour les marchés et fournitures, les visites dans les prisons pour choisir les plus méritans.

et les faire admettre, la correspondance avec les autorités, les détails de l'économet, ceux de la comptabilité, sont partagés entre les douze membres du Conseil d'administration. Des frères de charité sont chargés de tous ceux relatifs à l'éducation, à l'inspection des ateliers, à la préparation des alimens et aux soins de toute espèce; ils reçoivent le même traitement que ceux des Bureaux de bienfaisance; et au moyen de ce traitement, ils pourvoient à leur nourriture et à leurs autres besoins.

Sous le rapport des vivres, du coucher, de l'habillement, de la propreté, les jeunes condamnés sont mieux que dans aucune prison; chacun a sa chambre et son petit mobilier, fourni par la maison; l'hiver, les ateliers sont chauffés; toujours un ouvrier chef est présent pour guider les apprentis et maintenir l'ordre. Une vaste cour sert à leurs jeux et à leurs exercices lors des récréations; les classes sont belles et bien aérées; on dirait plutôt un pensionnat qu'une prison; aussi la reconnaissance de ces prisonniers, leurs fréquentes visites après leur sortie de l'Établissement, disent assez combien ils y furent heureux et bien traités.

Déjà plus de 250 enfans ont été reçus dans cet asile ouvert à leur repentir. Dans les prisons, abandonnés à leurs habitudes perverses, n'ayant pour conseiller que le vice, pour modèle que la débauche, pour instituteur que la dépravation et l'irréligion, le crime se serait enraciné plus que jamais dans leurs jeunes cœurs; le Refuge les a rendus à la société, dont ils eussent été le fléau et l'effroi, animés de bons sentimens, pourvus d'un état qui les fait subsister, les sauve du déshonneur et des dangers de l'oisiveté, et leur permet souvent d'aider leurs parens. On a calculé que les cas de réci-

diver, qu'on peut estimer à 1 sur 2 pour les condamnés sortant des grandes prisons, n'avaient pas été de 1 sur 10 pour ceux du Refuge. Aussi, à leur sortie, les administrateurs ne les abandonnent pas : une somme, amassée pour eux pendant leur séjour, leur est remise ; et même pendant cinq ans, des récompenses pécuniaires peuvent leur être accordées, s'ils les ont méritées ; de plus, ils se choisissent parmi les membres du Conseil un protecteur ou patron, sous la surveillance paternelle duquel ils se mettent eux-mêmes, et qui s'informe de leur conduite, de leurs besoins, de leurs travaux, de leurs succès.

En visitant cet établissement, dont le régime et la tenue ne méritent que des éloges, en admirant son but et les résultats obtenus, surtout en y voyant au lieu de prisonniers oisifs, honteux ou effrontés, de jeunes apprentis laborieux, joyeux et bien portans, qui, par leur docilité et leur application effacent une faute commise sans discernement, et que la charité a su faire tourner à leur profit, on regrette que de si grands bienfaits s'étendent sur un si petit nombre d'individus, et que de si faibles secours soient accordés. En effet, toutes les ressources se composent d'une allocation de 3,600 fr. du Ministère de l'Intérieur, d'une autre de 6,000 fr. votée par le Conseil général du département de la Seine, et du remboursement des journées d'entretien et de nourriture que la Préfecture de police paie à raison de 40 cent. (1) seulement pour

(1) La nourriture seule revient à 60 centimes, ce qui n'est pas exagéré pour des enfans qui travaillent tout le jour, et sont dans l'âge où l'appétit est le plus fort.

ceux qui n'ont pas fini leur temps de détention. Et cependant la maison contiendrait trois fois autant d'enfans ! Beaucoup attendent leur tour d'admission, et méritent cette faveur ; car elle n'est pas utile seulement à ceux qu'elle reçoit, elle l'est encore aux autres condamnés, dont elle excite l'émulation, et pour lesquels elle doit être une récompense. Pourquoi, dès lors, puisque l'expérience a parlé, puisque le modèle est là sous les yeux, ne pas fonder une maison spéciale, ne pas effectuer la séparation si désirée des enfans condamnés d'avec les adultes ? Les jeunes prisonniers, aussitôt leur jugement, y seraient conduits sans aller s'instruire à l'école des vieux pervers ; deux divisions bien distinctes seraient établies ; l'une, véritable prison, serait le lieu d'épreuve ; l'entrée dans l'autre serait la récompense du retour au bien et de la bonne conduite.

Il serait digne de l'Administration de la capitale d'effectuer cette séparation absolue, si désirée dans l'intérêt de la morale et de l'ordre public ; elle trouverait un moyen aussi simple, aussi prompt qu'économique, en se concertant avec l'établissement du Refuge des jeunes condamnés, et en lui confiant les jeunes prisonniers. L'expérience du passé lui garantirait que ses vues seraient remplies.

COMPTE MORAL

RENDU PAR LA COMMISSION ADMINISTRATIVE
DES HOSPICES DE RENNES.

LA publicité des motifs de tous les actes du gouvernement, que garantissent les délibérations des différens pouvoirs, est un des principaux avantages du gouvernement représentatif. Dans les gouvernemens absolus, l'autorité ne s'adresse qu'à l'obéissance. Elle ordonne, sans recourir à la persuasion; et de même qu'elle ne fait point connaître les motifs de ses résolutions, elle ne rend point compte de leur exécution. Elle croit que, enveloppée dans le mystère, on la tiendra pour infaillible; mais souvent le résultat en est tout opposé. La pente naturelle des esprits les dispose à la défiance. A travers les voiles du secret, on croit sans cesse apercevoir les fraudes et les malversations. On se fait un mérite de chercher à les démêler; les moindres indices sont érigés en preuves, et la gestion la plus pure peut être flétrie de la même prévention qu'une gestion criminelle. Le public, privé des renseignemens nécessaires pour juger et pour apprécier, a peine à discerner l'administrateur infidèle de l'administrateur intègre. La louange n'est plus la récompense de la vertu, mais le salaire de l'intrigue, et le blâme est distribué au hasard.

Il en est tout autrement dans les gouvernemens libres. Les délibérations des grands conseils de l'État éclairent les citoyens sur leurs intérêts, et rien n'est évidemment plus propre à leur faire supporter sans

murmure les charges qu'imposent les besoins du pays, que de leur prouver la nécessité des sacrifices qui leur sont demandés, et de leur faire connaître, avec une rigoureuse exactitude, l'emploi des tributs exigés, ou, pour s'exprimer plus justement, l'emploi des fonds mis en commun pour le service de tous. Cette publicité, qui préside à la préparation des actes de l'autorité souveraine, qui rend appréciable à tous la gestion des finances, et qui place les revenus du trésor, comme la distribution de la justice, sous le contrôle de tous les regards, descend naturellement de cette haute sphère pour s'étendre aux actes des administrations subordonnées, qui, dans le cercle tracé par les lois, sont chargées de diriger les intérêts de certaines portions de la société. Aussi, voyons-nous qu'en France, les documens soumis au public s'accroissent tous les ans ; nulle part on ne veut rester en arrière ; chacun s'efforce de rendre sa gestion digne de l'approbation générale, et veut montrer qu'elle peut aussi être présentée à tous les yeux et supporter toutes les investigations.

C'est ainsi que les comptes des administrations municipales des communes qui jouissent d'un certain revenu, sont livrés à l'impression, de sorte que tout citoyen peut juger de l'emploi des ressources de cette espèce de famille politique à laquelle il appartient. Il est convenable que la même mesure s'étende aux comptes de l'Administration des hospices, toutes les fois que l'importance de ces établissemens la rend utile. Il est, en effet, peu d'établissemens qui doivent autant fixer l'attention publique. La bonne ou la mauvaise direction donnée à la distribution ou à l'emploi des fonds consacrés à soulager les douleurs et les misères inséparables de l'ordre social, ou plutôt de l'existence

humaine, influe non seulement sur le soulagement de ceux qui souffrent, mais elle agit aussi sur la société tout entière. En soulageant des malheurs individuels, il est facile de nuire à l'intérêt général, et de créer pour l'avenir de nouvelles et plus nombreuses infortunes. Il faut savoir dissiper les illusions de la charité, et même se préserver de ses entraînemens. Un discernement éclairé doit repousser tout ce qui tendrait à favoriser la paresse et l'oisiveté, à éloigner les hommes du travail et d'une prévoyante économie. La complète justification de l'application des ressources n'est pas moins nécessaire; car c'est lorsqu'il ne peut s'élever aucun doute, lorsque personne ne peut supposer que la moindre portion des fonds n'est détournée de sa pieuse destination, que les citoyens s'empresseront plus volontiers de venir au secours des établissemens dont les revenus seraient insuffisans.

Tels sont, sans doute, les motifs qui ont déterminé plusieurs Commissions administratives des hospices de différentes parties du royaume, à livrer à l'impression un Compte annuel de leur administration. Nous avons sous les yeux celui que la Commission des hospices de Rennes a publié pour l'exercice 1825. Ce compte est divisé en autant de chapitres qu'il existe d'établissements distincts administrés par la Commission; ils sont au nombre de cinq : Un hôpital pour les malades, ou *Hôtel-Dieu*, dont la fondation remonte à 1358; un hospice général, fondé en 1675, par les notables habitans, pour *remédier à la mendicité*; un hospice pour les incurables; un hospice pour les orphelins ou enfans trouvés; un hospice pour les aliénés, fondé en 1627 par la munificence de Guillaume Regnier.

Chaque chapitre contient une notice sur l'établissement, sa destination, son état actuel et son régime, le tableau du personnel et du mouvement de la population, le tableau des recettes et des consommations en nature. L'ensemble du service confié à la Commission et les résultats de la comptabilité sont présentés dans des tableaux et des relevés généraux, qui sont rédigés avec clarté et méthode, et qui paraissent réunir tous les renseignemens désirables.

La Commission a demandé à chaque médecin et à chaque chirurgien un rapport général sur les détails de leur service et sur le résultat de leurs observations pendant l'année; ces rapports intéressans ont été pareillement imprimés et réunis dans le même volume. La publication de rapports de ce genre semble un moyen efficace d'exciter le zèle des médecins; et elle a de plus l'avantage d'offrir des points de comparaison dont la médecine pratique doit profiter; on ne saurait trop la recommander. Les médecins et les chirurgiens des établissemens de Rennes ont aussi consigné dans les rapports que nous avons sous les yeux leurs observations sur toutes les parties du régime des hospices qui touchent à l'hygiène. Ils ont indiqué plusieurs améliorations introduites dans les années précédentes; ils en ont indiqué d'autres qu'ils jugent nécessaires ou du moins désirables. La Commission, en soumettant ces demandes au public, a évidemment pris l'engagement de satisfaire à toutes celles qui, à la suite d'un examen sérieux et attentif, seraient reconnues fondées.

On remarque à l'Hôtel-Dieu que la proportion des morts aux malades admis a été du septième pour les femmes et du dixième seulement pour les hommes.

Cette proportion, qui est fort différente de celle qu'on observe ailleurs, est de nature à présenter, sous le jour le plus favorable, les succès des soins donnés aux malades dans un hôpital dont la situation, dans un lieu bas et humide, présente cependant tout ce qu'on appelle élément d'insalubrité.

C'est dans l'*hospice général* que les vieillards et les infirmes attendent, entourés de soins compatissans, le terme de leur carrière; mais on y reçoit aussi les enfans élevés aux frais de la société. Au commencement de 1825, un grand nombre d'enfans valides s'y trouvaient renfermés et occupaient un espace qu'on aurait voulu réserver pour augmenter l'asile de la vieillesse. La Commission, pour remédier à cet état des choses, s'est décidée à traiter avec un fabricant de Saint-Quentin, qui s'est engagé à recevoir, dans sa manufacture, vingt-cinq jeunes garçons de onze à quinze ans, choisis parmi les enfans trouvés ou abandonnés. Chacun devait être pourvu d'un trousseau; mais c'est la seule dépense à la charge de l'hospice. De son côté, le fabricant (M. Dupin) s'est engagé à nourrir; à loger et à vêtir convenablement ces enfans, à leur faire remplir leurs devoirs de religion, à les envoyer aux écoles publiques, à leur apprendre ou faire apprendre un état, et à remettre à chacun d'eux, au moment de sa majorité, un trousseau et une somme de 300 fr., à moins que le jeune homme ne préférât rester chez lui au moyen du salaire d'usage dans le pays.

Les précautions que la prudence pouvait suggérer dans le dessein d'assurer le bien-être des enfans et l'exécution des engagemens du fabricant ont été prises avec un soin et une prévoyance honorable pour M. de Lorgeril, magistrat aussi distingué par ses lumières que

par son zèle , qui remplissait , à cette époque , les fonctions de maire de la ville.

Ces vingt-cinq garçons furent conduits par l'économe de l'hospice à leur destination.

Le traité a été ensuite étendu : vingt-cinq enfans , cette fois choisis dans les deux sexes , ont été de nouveau confiés au même fabricant.

Peu de temps après , un traité exactement pareil a été passé , avec un fabricant de schalls à Paris , pour le placement de douze jeunes filles.

Nous avons cru utile de répandre la connaissance de ces faits. Partout on éprouve de grandes difficultés à assurer le sort des enfans abandonnés , et trop souvent , lorsqu'ils atteignent l'âge d'homme , leur existence n'est qu'un fardeau pour eux et un danger pour la société. La mesure prise par la Commission des hospices de Rennes réunit l'avantage de débarrasser les établissemens de charité d'une dépense considérable , et de donner à ces malheureux enfans le moyen de pourvoir un jour à leur entretien , en exerçant un métier utile.

Après avoir rappelé la triste situation dans laquelle se trouvaient les hospices lorsque l'administration lui en fut remise en 1815 , la Commission retrace en peu de mots les résultats que ses soins ont obtenus. Toutes les dettes ont été acquittées ; le mobilier , la lingerie ont été renouvelés ; le régime alimentaire a été amélioré ; les bâtimens ont été réparés et augmentés , plusieurs fermes ont été rétablies , et tout en satisfaisant à ces dépenses multipliées , on a réuni un fonds de réserve pour faire face aux réparations considérables que demandaient les édifices de l'hospice général.

Le rapport de la Commission se termine par un juste

tribut d'éloges et de reconnaissance aux dames hospitalières de l'Ordre de Saint-Augustin et de Saint-Thomas de Villeneuve, qui, depuis 1804, ont repris le service des différentes maisons. A Rennes, comme dans tous les lieux où elles portent le secours de leur religieux dévouement, leur zèle, leur active charité, adoucissent les douleurs et consolent les derniers momens de ceux qui vont quitter une vie passée dans les privations, en leur montrant, pour récompense de leur résignation, une éternité de bonheur.

Dans un prochain article nous extrairons de cet intéressant Rapport les renseignemens précieux qu'il fournit sur la destination de chaque établissement, son état actuel et son régime, sur le personnel, le mouvement de la population, la durée du séjour, la mortalité, le prix de journée, les recettes, dépenses, consommations, bâtimens, etc. Ces documens sont présentés de telle manière, qu'il y a utilité à les publier et profit à les lire.

Il serait bien désirable que les commissions administratives des hospices de toutes les villes importantes du royaume, suivissent l'exemple donné sous ce rapport par les administrations des hospices de Paris, Lyon, Bordeaux, Rennes, etc. Outre les avantages signalés au commencement de cet article, il résulterait de ces diverses communications des rapprochemens utiles qui conduiraient nécessairement à l'amélioration du régime des établissemens hospitaliers et du sort des individus qui vont y chercher des secours contre les maladies, la vieillesse ou les infirmités.

HOSPICE DE DUNKERQUE. (1)

L'HOSPICE civil de Dunkerque est un hôpital général ; l'on y traite les malades, les blessés, les vieillards infirmes septuagénaires et octogénaires, les orphelins, les pensionnaires et les femmes en couche, ainsi que les étrangers indigens en voyage.

La population commune s'élève de 380 à 400 individus.

Population et mortalité pendant 1830.

Le nombre d'employés nourris dans l'hospice au 1 ^{er} janvier 1830 était de 25; admis 6, dont 5 religieuses, sortis 2, décédés 2; présentant ensemble...	Journées 9,252
---	-------------------

Celui des malades, au 1 ^{er} janvier, était de 80; entrés 264; total 284, dont 136 sortis guéris, 63 décédés; reste, au 31 décembre 1830, 85 malades; présentant ensemble.	29,985
--	--------

Celui des vieillards incurables était, au 1 ^{er} janvier, de 92; entrés 10; total 102, dont 2 sortis et 8 morts; reste, au 31 décembre, 92; donnant ensemble.	33,580
---	--------

Celui des enfans orphelins pauvres, entretenus dans l'hospice était, au 1 ^{er} janvier, de 167; entrés 30, sortis 23, décédés 2; reste, au 31 décembre, 172 enfans; donnant.	60,921
--	--------

Celui des pensionnaires, au 1 ^{er} janvier, était de 8; entré 1; total 9; sortis 2, mort 1; reste 6, au 31 décembre 1830; donnant ensemble.	2,721
---	-------

Celui des femmes en couche était, au 1 ^{er} janvier, de 2; entrées 32; total 34; sorties 31; reste 3, au 31 décembre 1830, donnant.	555
---	-----

Ensemble, en 1830.	137,014
-------------------------	---------

(1) Nous sommes redevables de ces renseignemens à l'em-

Le nombre d'individus qui ont figuré dans le courant de l'année, formé de ceux existant le 1^{er} janvier 1830 et de ceux reçus dans l'année, est de 657, dont 76 décédés. La mortalité a donc été de 1 sur 8 $\frac{64}{100}$.

Régie des biens.

Les propriétés de l'hospice ont produit, en 1830, savoir :

1°. En location de maisons, maisonnettes, appartemens, terrains et deux moulins à vent à moudre blé.....	5,639 f. 60 c.
2°. En propriétés rurales.....	6,780 74
3°. En rentes sur l'État.....	4,075 "
4°. En rentes concédées par le gouvernement à titre de liquidation des créances de l'hospice, arrondissemens de Dunkerque, Bailleul, Hazebrouck, Steenvoorde, Valenciennes, Condé, Bouchain, Avesnes et Namur : ces rentes sont très divisées; leur produit a été de.....	5,542 56
5°. En intérêts au Mont-de-Piété.....	79 87

De sorte que les propriétés et les revenus de l'hospice ont produit en 1830..... 22,117 f. 77 c.

Plus l'allocation municipale annuelle pour couvrir les dépenses ordinaires..... 45,000 "

Reçu de divers pensionnaires pendant l'année. 2,175 56

Recettes éventuelles, telles que collectes, amendes et confiscations, et recettes diverses et imprévues..... 4,760 08

Montant des recettes en 1830..... 74,053 f. 41 c.

La Commission administrative fait observer, relativement à la régie des propriétés, qu'en vertu d'une or-

pressement et à l'obligeance de MM. les Membres de la Commission administrative de l'hospice civil de Dunkerque.

donnance royale du 16 décembre 1829, elle a vendu par-devant notaires, le 29 avril 1830, neuf maisons et six maisonnettes, dont une avec jardin, qui exigeaient des frais de reconstruction totale. Cette vente a produit un capital assez avantageux, montant à 30,630 fr., qui a été employé, au profit de l'hospice, à l'achat d'une rente sur l'État, 5 pour 100 consolidés, qui donnera un revenu net de 1,459 fr. La Commission administrative n'a conservé que les propriétés urbaines qui n'exigeaient que des réparations d'entretien.

En vertu d'une autre ordonnance royale, du 30 septembre 1829, elle a été également autorisée à accepter en masse le rachat de toutes les rentes que l'hospice possédait dans le royaume des Pays-Bas, et ce, au taux de 20 annuités pour les rentes en nature, et de 15 pour celles en argent, pour éviter les non-valeurs qui survenaient chaque année et les frais onéreux de perception de ces rentes. Déjà, en vertu de ses délibérations des 3 décembre 1829 et 6 août 1830, sanctionnées par M. le préfet, la Commission a cédé cent douze parties de rentes qui étaient dues sous les bureaux de Gembloux et Namur, pour un capital de 17,123 fr. 47 c., qui a été placé en rente sur l'État, et donne un revenu net et sans frais de 855 fr. En ce moment, la Commission administrative remplit les formalités nécessaires pour céder encore quarante autres parties de rentes qui restaient dues sous le bureau de Namur, pour un capital net de 5,780 fr. 85 c., qui sera également placé en rentes sur l'État. S'il ne se présente point d'offres pour les autres rentes dues en Belgique, l'Administration les exposera en vente chez un notaire, en vertu de l'ordonnance royale précitée.

Service sanitaire.

Le service sanitaire est confié à un médecin, à un chirurgien, docteur en chirurgie, à un chirurgien adjoint et à un pharmacien. Tous les ans les médecin et chirurgien en chef font un rapport des maladies et blessures graves qu'ils ont traitées ; ces rapports sont transcrits au compte moral de l'Administration, lequel est adressé à l'autorité supérieure : 284 malades et blessés ont été traités en 1830. Les sœurs des filles de l'Enfant-Jésus, qui sont chargées de la surveillance des infirmeries depuis le 17 juillet 1830, époque à laquelle le service intérieur de l'hospice a été confié à cinq sœurs de leur communauté, ont soigné les malades et blessés avec beaucoup de zèle et d'humanité. Les maladies mentales et vénériennes ne sont point traitées à l'hospice.

Entretien des bâtimens hospitaliers.

L'entretien des bâtimens de l'hospice se fait avec cette sévère économie que commande la modicité des moyens mis à la disposition de l'Administration. Une grande partie des toitures de l'établissement, face au sud, couverte en ardoises, étant très défectueuse, l'Administration en a fait recouvrir une partie en tuiles vernies, moyennant une dépense de 1,245 fr., montant de l'adjudication au rabais faite pour ces travaux, laquelle a été sanctionnée par M. le préfet. Cette dépense avait été créditée au budget de 1830. L'entretien des tuiles étant beaucoup moins dispendieux que celui des ardoises, l'Administration tâchera, sous peu

d'années, d'après les moyens qui seront mis à sa disposition, de recouvrir toutes les parties des toitures qui sont en mauvais état, en tuiles vernies.

Les bâtimens et le mobilier de l'hospice sont assurés contre l'incendie par les compagnies Royale et du Phénix, chacune pour moitié, moyennant une somme annuelle de 150 fr., et pour un capital de 300,000 fr.

Ateliers existant à l'hospice.

Il existe à l'hospice de Dunkerque un atelier de tailleurs et un de cordonniers ; on enseigne ces professions aux élèves de l'hospice qui désirent s'y adonner ; plus tard, l'Administration les autorise à aller travailler en ville pour se perfectionner dans ces états ou tous autres qu'ils désirent embrasser. Toutes les fournitures nécessaires à la consommation de l'hospice sont mises en adjudication au rabais, à l'exception du pain, qui se confectionne dans la maison, au moyen d'un maître boulanger attaché à l'établissement, qui fait les achats de blé au marché principal de l'arrondissement. Le blé, converti en pain, tous frais déduits, compris le traitement et la nourriture du boulanger, a produit à l'hospice, en 1830, un bénéfice net de 3,675 fr., comparativement au prix auquel on aurait dû se procurer le pain à la taxe de la ville aux époques des consommations. Quant au charbon, la Commission administrative le tire directement des mines d'Anzin près Valenciennes, aux époques où le fret est au prix le plus avantageux. L'hospice jouit ainsi du bénéfice que ferait l'adjudicataire, si cette fourniture était mise à l'entreprise.

Depuis le 31 décembre 1829, l'Administration, suivant l'autorisation de M. le préfet, a supprimé par économie l'atelier de la tisseranderie, ayant reconnu que l'établissement n'en retirait pas de bénéfice, à cause de la baisse survenue depuis quelques années dans les toiles, et aussi parce que très peu d'élèves voulaient s'y adonner, le métier de tisserand étant très peu productif. Depuis lors, ces fournitures sont aussi mises en adjudication.

Régime alimentaire.

Le régime alimentaire des malades consiste, selon les prescriptions des officiers de santé, en pain blanc, viande, bouillon, œufs et pruneaux.

Depuis le 13 juillet 1830, le service intérieur de l'hospice est confié à cinq sœurs de la Congrégation des filles de l'Enfant-Jésus, en vertu du traité passé, le 17 mars 1830, par la Commission administrative avec la dame supérieure générale de cette communauté, établie à Lille. L'Administration n'a que des éloges à donner à ces estimables filles sur le zèle que toutes déploient dans l'exercice de leurs fonctions et des soins qu'elles prodiguent envers tous les habitants de l'hospice. Trois demoiselles surveillantes, en exercice depuis nombre d'années, sont également chargées de partie du service intérieur. Elles remplissent aussi avec zèle leur emploi, et sont adjointes aux sœurs. Toutes, ainsi que les maîtres des divers ateliers et préposés, doivent soumission à celle des sœurs qui a le titre de *directrice* de l'hospice. En général, la Commission administrative n'a qu'à se louer du nouveau mode adopté dans la gestion du service intérieur de

L'établissement depuis le mois de juillet 1830. Les religieuses, les demoiselles surveillantes, les maîtres et pensionnaires, ont la même table, qui consiste en viande, soupe et pain; les jours maigres, en poisson ou œufs. Les autres administrés ont, par jour, environ une livre et demie de pain et une portion de soupe, qui se compose soit de légumes, soit de pommes de terre, pois, haricots ou riz. Les dimanches, ils reçoivent une distribution de viande et bouillon.

Dépenses générales de 1830.

La dépense générale de 1830 s'élève, d'après l'état dressé par l'économe, à 82,449 fr. 70 c. pour le service courant. Cette dépense comporte celles des réparations et entretien, non seulement des bâtimens hospitaliers, mais aussi des propriétés urbaines, des pensions des enfans trouvés et abandonnés; celle proprement dite de l'hospice; déduction faite de la dépense des enfans trouvés et abandonnés, s'élève à 73,829 fr. 69 c.; qui, répartie sur le nombre de journées des individus hébergés dans l'établissement, et qui est de 137,014, établit la journée commune à 53 c. $\frac{69}{100}$ (1), et la dépense pour l'année à 196 fr. 66 cent. $\frac{66}{100}$, tant pour leur nourriture, chauffage, médicamens délivrés,

(1) Ce prix de journée paraîtra bien faible, si on le compare à celui des hôpitaux et hospices de Paris, qui est de 1 fr. 18 c. 39. — Nous sollicitons de l'administration de l'hôpital de Dunkerque des renseignemens qui puissent nous mettre à même d'expliquer cette différence; mais, en attendant qu'ils nous soient parvenus, nous croyons pouvoir en assigner plusieurs causes. L'une des principales, sans doute, est la différence qui doit exister dans le prix de la vie. Le poisson, l'un des alimens

(soit aux malades traités dans l'hospice, soit à ceux externes), vêtue, chaussure, que pour leur participation dans l'entretien des bâtimens hospitaliers, propriétés urbaines, traitemens et autres frais généraux.

Observations.

Par ce qui précède, on se convaincra que la dépense de l'hospice de Dunkerque ne saurait être plus restreinte. Pour faire droit aux nombreuses réclamations fondées qui lui sont faites journellement par des vieillards infirmes, dénués de tous secours, et qui attendent leur tour d'admission depuis près de deux ans, la

les plus chers qui se délivrent dans les établissemens de Paris, doit être à fort bon compte à Dunkerque. La boisson ordinaire du pays est la bière, qui coûte infiniment moins que le vin. Enfin, le régime indiqué ci-dessus, pour les administrés de cet hôpital, paraît différer beaucoup de celui des admis dans les établissemens de la capitale. On donne à Dunkerque une livre et demie de pain, une portion de soupe, soit aux légumes, soit au riz. On ne distribue de viande et de bouillon que le dimanche. Dans les hospices de Paris, au contraire, on donne du bouillon et de la viande tous les jours gras. Ainsi, par exemple, à Bicêtre, les indigens admis n'ont que 60 décagrammes de pain blanc, mais ils reçoivent de 12 à 38 centilitres de vin, selon leur âge. A dîner, on leur donne une soupe d'un demi-litre de bouillon, et 13 décagrammes de viande cuite et désossée, provenant de 25 décagrammes de viande crue. Une telle différence dans le régime doit nécessairement en amener une énorme dans la dépense. Au surplus, nous ne nous proposons pas d'établir successivement ces sortes de comparaisons. Nous attendrons, pour présenter à cet égard un travail satisfaisant et d'ensemble, que nous en ayons recueilli tous les élémens pour les hôpitaux et hospices les plus importans de la France. Jusque-là, il serait impossible d'asseoir un tel rapprochement sur des bases certaines.

Commission administrative a sollicité, au mois de mai 1830, du conseil municipal, un supplément d'allocation annuelle au budget de 1831; de 1,200 fr., pour être à même de nourrir et entretenir dans l'hospice six vieillards de plus, indépendamment de 500 fr. que coûterait l'achat des couvertures, matelas et oreillers nécessaires pour les six lits. Malgré cette juste réclamation, la ville se trouvant très obérée et ses ressources lui permettant à peine de fournir l'allocation ordinaire de 45,000 fr., il n'a pu être fait droit à la nouvelle demande de l'Administration.

Instruction et dispositions morales.

Il est établi à l'hospice, sous la surveillance de l'Administration, une école primaire dirigée par un instituteur, tant pour les orphelins admis dans l'hospice que pour les enfans mâles des familles indigentes de la ville et pour les enfans trouvés et abandonnés placés en nourrice à Dunkerque; on y enseigne la lecture, l'écriture et l'arithmétique. Une semblable école subsiste, dans un autre quartier de l'établissement, pour les filles internes et externes. On y enseigne, en outre, la couture, le tricot et autres ouvrages manuels. On enseigne également aux orphelins de l'hospice le catéchisme et les principes de la religion. Toute la population de l'hospice est astreinte à se conformer au règlement en vigueur pour le service intérieur.

Service des enfans trouvés et abandonnés.

La dépense, pour mois de pension, pendant l'année 1830, s'est élevée à 6,835 fr. 1 c.

Il a été traité, pendant ladite année, en nourrice,

197 enfans, dont 102 sont décédés dans le cours dudit exercice. Cette mortalité présente la même proportion que celle qui a eu lieu pendant l'année 1829. Dans les deux années, 79 de ces enfans ont été traités à la campagne, et il a été démontré que la mortalité a conservé la même proportion que pour ceux placés en pension en ville. Les opérations de vaccine ont lieu à l'hospice à plusieurs époques de l'année : la Commission administrative veille à ce que tous les enfans sous sa surveillance subissent cette opération. M. le préfet ayant demandé à l'administration, le 8 avril 1829, des renseignemens sur les causes de la grande mortalité de ces enfans, les deux médecins chargés de les visiter ont rédigé chacun un rapport qui démontre qu'à Dunkerque, la mortalité n'est point hors de proportion avec les autres parties de la France. Ils attribuent principalement cette mortalité aux germes viciés que ces enfans apportent en naissant, ainsi qu'à l'intensité du froid qu'ils éprouvent souvent avant leur exposition au tour de l'hospice, lorsqu'ils viennent du dehors. Les médecins ont déclaré qu'ils n'avaient aucune plainte à faire à la charge des nourrices, qui prodiguent beaucoup de soins à ces petits malheureux.

Le prix de la pension mensuelle des enfans pour le premier âge, qui comprend la première année de la naissance, est de. 8 fr.

Celui du second âge, de deux à six ans accomplis, de. . . 7

Et celui du troisième âge, de six à douze ans, de. . . . 6

Il est accordé 6 fr. par trimestre, à titre d'indemnité, aux nourrices qui élèvent des enfans nouveau-nés, et ce, pendant les trois premiers trimestres de leur naissance.

Lorsqu'une nourrice élève un enfant jusqu'à l'âge de 12 ans, sans qu'il lui soit arrivé d'accidens, elle reçoit une indemnité de 50 fr. une fois payée.

BUREAU DE BIENFAISANCE DE DUNKERQUE.

Secours à domicile.

Les ressources, qui se bornent à environ 10,000 fr., dont 9,000 fr. proviennent de l'allocation communale, sont distribuées : à 300 vieillards infirmes et estropiés, qui reçoivent une faible pension mensuelle de 1 fr. à 1 fr. 50 c.; à 30 familles recommandables de cette ville, tombées dans l'indigence par suite des malheurs qu'elles ont éprouvés, lesquelles reçoivent une petite pension mensuelle chez le receveur, ainsi qu'à environ 1,400 ménages chargés d'une nombreuse famille, lesquels ne reçoivent qu'un secours temporaire qui n'excède pas 1 fr., et ce, pendant les trois mois les plus rigoureux de l'hiver, lors de la suspension de tous les travaux de terrassement, la ville ne possédant aucun établissement public ou manufacture où les ouvriers puissent se procurer du travail pendant cette saison. Pour que les secours fussent efficaces, il faudrait que l'Administration pût au moins disposer d'une somme de 30,000 fr., tant est considérable le nombre des indigens, qui se compose d'environ 6,000 individus, formant le quart de la population de Dunkerque. Mais les ressources de la ville restreignant l'allocation annuelle à 9,000 fr., l'Administration se voit souvent dans la pénible nécessité, faute de moyens, de refuser des secours à un grand nombre d'indigens.

NEUFCHATEAU (VOSGES).

EXTINCTION DE LA MENDICITÉ.

LES renseignemens qui vont suivre offrent une nouvelle preuve de tout le bien que peut produire l'esprit d'association dirigé vers un but d'utilité générale. Nous devons à l'un de ces hommes généreux qui, doués d'une volonté persévérante et animés de l'amour de leurs semblables, consacrent leur fortune et leur temps à l'amélioration du sort des malheureux : c'est M. Husson, président de la Société pour la suppression de la mendicité, à Neufchâteau.

Par ses soins et ceux des personnes charitables qui se sont réunies à lui, la mendicité n'existe plus dans cette ville depuis le 1^{er} janvier 1828. Pour y mettre un terme, il a été ouvert une souscription au moyen de laquelle les individus qui s'y livraient ont pu recevoir des distributions de pain et de bois dans la proportion de leurs besoins, et cesser de réclamer les secours de la pitié publique. C'est un bon exemple à proposer et à imiter.

La population de la ville de Neufchâteau est d'environ 3,600 âmes.

Le nombre des ménages secourus est de 120, terme moyen.

Les souscriptions ont produit :

En 1829. . . . 4,526 f. 90 c. ou 37 f. 72 c. par ménage.

En 1830. . . . 5,161 f. 50 c. ou 43 f. 01 c. »

Les sommes employées en distributions de pain ont été,

En 1829, de... 4,239 f. 69 c. pour 29,464 $\frac{1}{2}$ liv. de pain.

En 1830, de... 4,325 f. 43 c. pour 28,847 $\frac{1}{2}$

La moyenne du pain distribué à chacun des 120 ménages a donc été,

En 1829, de.... 245 liv. $\frac{1}{2}$

Et en 1830, de.... 240 liv. $\frac{1}{2}$

Avant l'existence de la Société pour l'extinction de la Mendicité à Neufchâteau, l'hôpital de cette ville faisait distribuer du pain aux pauvres; il se trouve maintenant débarrassé de ce fardeau, mais il continue de délivrer le bouillon et la viande.

Les distributions faites par la Société sont déterminées par une Commission qui se réunit mensuellement; elles sont réglées suivant les saisons, l'âge, l'état de maladie et les charges d'enfans. Les secours sont toujours proportionnés aux besoins.

La Société a passé, pour 1831, avec l'un des boulangers de la ville, un marché par suite duquel le pain sera fourni au prix des mercuriales, sous la déduction d'un centime et demi par livre.

Depuis la formation de la Société, les rues et les places de Neufchâteau ne sont plus encombrées de mendiants, comme on en voit encore dans beaucoup de villes de France, et même du département des Vosges. On a observé que le nombre des paresseux était considérablement réduit; que les enfans même contractaient des habitudes laborieuses.

Tels sont les résultats heureux obtenus par la Société, qui s'enorgueillit à juste titre de ce que la ville de Neufchâteau est l'une des premières villes de France où le fléau de la mendicité ait aussi complètement disparu.

ÉTABLISSEMENS ÉTRANGERS.

SUISSE.

NOTICE

SUR QUELQUES ÉTABLISSEMENS D'HUMANITÉ DE LA SUISSE.

La Suisse, qui offre au philosophe, au naturaliste, au publiciste, tant de sujets intéressans d'observation et d'étude, n'offre pas un tableau moins instructif à l'ami de l'humanité, sous le rapport de ses établissemens philanthropiques, et peut-être est-elle beaucoup moins connue sous ce rapport, quoique bien digne de l'être. Il est utile tout ensemble et curieux de considérer comment ce genre particulier d'établissemens se lie aux mœurs, aux institutions, à toutes les circonstances locales. En général, on est frappé de l'heureuse influence qu'a exercée l'esprit public en Suisse, sur la pratique de la bienfaisance, en se dirigeant avec une louable émulation vers les intérêts du malheur. De nombreuses associations se sont formées spontanément; elles se sont partagé les différens modes d'assistance; chacune d'elles a trouvé des souscripteurs aussi généreux qu'empressés, et, ce qui est plus nécessaire et plus difficile, des coopérateurs zélés, actifs, éclairés, pour le détail des applications. Le patriotisme s'est heureusement uni aux sentimens religieux et aux inspirations de la bonté, pour favoriser cet essor des in-

stitutions destinées au soulagement de l'humanité. Il est peu d'améliorations, conçues en diverses parties de l'Europe, que la Suisse ne se soit empressée d'adopter; il en est plusieurs dont elle donne l'exemple et le modèle à l'Europe. Un inconvénient est même né, momentanément, de ce zèle si universel: les établissemens, dans la plupart des villes, en se multipliant, manquent d'un lien d'unité; on sent déjà vivement les conséquences de ce défaut d'harmonie entre eux, et l'on cherche les moyens de les ramener à une coordination qui leur permette de s'entr'aider.

Un autre ordre d'inconvéniens, particulier sous quelques rapports à la Suisse, mais qui tend sans doute à disparaître ou du moins à s'affaiblir, dérive des institutions municipales de quelques cantons; qui, d'une part, excluent de la participation aux secours les habitans qui ne jouissent pas des droits de bourgeoisie; et qui, de l'autre, en conférant aux familles bourgeoises des droits positifs aux secours, favorisent quelquefois les abus, entretiennent la fainéantise de quelques individus, occasionent ces enchères publiques pour le placement des enfans, des vieillards, qui rompent les liens de famille et qui affligent les gens de bien. En général, il y a beaucoup moins de pauvres en Suisse que dans les autres contrées de l'Europe; la misère y est mieux prévenue dans ses causes; l'esprit d'ordre, l'économie, les bonnes mœurs, règnent dans les classes laborieuses de la ville et des campagnes; l'instruction élémentaire y est fort répandue. Du reste, les métiers les moins productifs sont presque partout abandonnés en Suisse aux étrangers; le pays renferme ainsi toute une classe d'habitans qui est plus particulièrement

exposée au malheur, qui trouve moins d'appuis et de ressources, et pour laquelle il a fallu créer ou chercher quelques institutions spéciales.

En essayant aujourd'hui de faire connaître, pour la première fois, à la France quelques-unes de ces institutions philanthropiques qui méritent si bien d'être étudiées, nous ne pouvons esquisser qu'un tableau fort imparfait sans doute; mais cet essai du moins appellera les informations propres à le compléter. Ce que nous voudrions surtout faire bien connaître, parce que c'est là ce qu'il y a de mieux à imiter, c'est l'excellent esprit qui anime ces institutions, cet amour du bien, si sincère, si modeste, si infatigable, qui, au milieu des soulagemens matériels, se propose toujours un but éminemment moral; qui porte dans les moindres détails un esprit d'ordre remarquable, une attention scrupuleuse; qui, dans la pureté de ses vues, recherche toujours la publicité parce qu'il sollicite les avis et n'aspire qu'à s'éclairer. Grâce à cette publicité, on peut rassembler des documens qui donnent une notion exacte des conditions principales sur lesquelles ces établissemens reposent, et les comparer entre eux. Il nous est doux de pouvoir acquitter ici, avec un sentiment profond, la dette de reconnaissance de tous les amis de l'humanité envers les philanthropes de l'Helvétie, et d'y joindre celle qui nous est personnelle, avec le tribut de notre vénération. Il nous est doux de recueillir le souvenir de toutes les émotions dont nous avons été pénétré en contemplant leur ouvrage.

BALE.

Bâle est redevable d'une grande partie de ses établissemens d'humanité à la *Société du bon et de l'utile*, *Gesellschaft zu Beförderung des guten und gemeinnützigen*, in Basel.

Il convient donc de donner d'abord une idée des travaux de cette intéressante Société qui, comme nous avons eu déjà occasion de le dire, a été le premier type et la première origine des institutions de ce genre, successivement formées dans les divers cantons de l'Helvétie. Un vrai philosophe, qui fut en même temps un vrai philanthrope, associant ainsi deux titres qui vont si bien d'accord, le bon Iselin, avait fondé cette Société en 1776. Iselin, né en 1728, mort en 1782, était un de ces hommes dont le cœur bat avec force pour tout ce qui est beau et bon. Ayant tracé le premier essai de cette histoire générale de l'humanité, sur lequel Herder et d'autres illustres écrivains de l'Allemagne se sont exercés après lui, il avait connu, il appelait de tous ses vœux, les moyens propres à améliorer, à ennoblir la condition de l'humanité. Il s'associa six hommes de bien parmi ses compatriotes. Il eut d'abord quelque peine à faire prendre à la Société qu'il forma avec eux, une étendue et une consistance qu'elle méritait; mais elle se consolida, se propagea, par le bien même qu'elle réussit à opérer; aujourd'hui elle compte cinquante-cinq ans d'existence. Environnée d'une juste et haute considération, elle exerce les plus salutaires influences. Chaque année, elle publie le résumé de ses travaux. Le 30 mars 1826,

elle a célébré une touchante solennité, l'anniversaire de la cinquantième année de sa fondation. Un seul des fondateurs vivait encore, et présida à cette fête philanthropique; deux cents membres environ y assistaient. Le buste du sage Iselin y fut couronné; un tribut d'hommages y fut offert à sa mémoire. M. Félix Sarrasin, député, dans un discours analogue à la circonstance, retraça le tableau de la naissance et des progrès de cette institution, et offrit la perspective de l'avenir qui l'attend; diverses vues de bien public proposées, accueillies, secondées par des dons généreux, consacrèrent dignement cette espèce de jubilé de la bienfaisance.

Le président Burckard a publié une histoire des travaux de cette Société pendant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis sa création. On aime à y suivre la trace de ses efforts, le progrès des établissemens qu'elle a formés, le développement successif des améliorations qui lui sont dues.

Elle compte en ce moment environ cinq cents membres; plusieurs commissions, formées dans son sein, dirigent les diverses institutions qui en dépendent : chacune d'elles jouit d'un revenu particulier, produit des dons qu'elle recueille.

D'après l'art. 1^{er} de ses statuts fondamentaux, elle a pour objet « de procurer, d'encourager, de répandre « tout ce qui est bon, louable, généralement utile; « tout ce qui peut relever et accroître la dignité et le « bien-être de l'existence commune, le bonheur du « citoyen, et de l'homme en général. »

Dans cette pensée, elle a embrassé trois branches principales : l'éducation populaire; le soulagement du

malheur; le perfectionnement de l'industrie. Voici comment s'est développée chacune d'elles :

Éducation.

1°. L'école pour les enfans qui travaillent dans les fabriques de papier, école qui contient environ 30 garçons et 50 filles; instituée en 1785.

2°. École de couture pour 36 jeunes filles; en 1779.

3°. Deuxième école de filles; en 1813.

4°. École de dessin applicable aux arts, fréquentée par plus de 100 élèves; en 1782.

5°. École de chant, 16 élèves; en 1813.

6°. École de lecture, 150 élèves; en 1807.

7°. Apprentissage pour de jeunes ouvriers.

8°. Écoles du dimanche.

9°. Cours et concours pour les maîtres d'école.

10°. École d'économie rurale.

11°. École de gymnastique.

On doit signaler la sollicitude du Comité chargé de placer les jeunes ouvriers en apprentissage, pour obtenir que les jeunes apprentis ne perdent pas le fruit de l'instruction qu'ils ont précédemment acquise dans les écoles; il a soin, dans cette pensée, de faire entrer dans les conditions de l'apprentissage, que chaque apprenti fréquentera l'école du dimanche.

L'école rurale, placée d'abord à Gundeldingen, et transférée ensuite à Sainte-Marguerite, a été instituée sur le bon modèle offert à Hofwyl par M. de Fellenberg.

La Société a pourvu de bons maîtres d'école les communes rurales du canton; elle s'est constamment appliquée à améliorer les méthodes. Ses soins et sa

prévoyance n'embrassent pas seulement les besoins intellectuels et moraux de l'enfance, mais ceux de l'adolescence; plusieurs de ces établissemens profitent même aux adultes.

C'est dans ce même esprit qu'elle a formé une bibliothèque populaire à l'usage de la jeunesse et des habitans; qu'elle a coopéré à la propagation des écrits utiles. Elle a aussi considéré le chant populaire comme étroitement lié aux mœurs; non seulement dans la part qu'il prend aux exercices du culte religieux, mais aussi comme un moyen d'ennoblir et d'épurer les plaisirs, comme influant sur le développement du caractère. Elle a cherché et réussi par un concours à créer un bon almanach populaire, et celui qui, grâce à ses soins, est publié depuis plusieurs années, sous le titre du *Fidèle et vrai ami des Suisses*, passe pour un modèle du genre.

Soulagement du malheur.

Quatre établissemens principaux ont été formés par la Société dans ce but.

Le premier est la Commission des malades, instituée en 1786.

Cette Commission procède à domicile à l'assistance des hommes de l'art, aux malades, aux blessés, aux vieillards; leur fournit les bains, les médicamens, le chauffage, les alimens. En 1829 elle a employé à cette destination plus de 10,000 fr. de Suisse (15,000 fr. de France). Elle paie aussi le séjour de quelques malades dans les hôpitaux, d'après un prix modéré, convenu avec l'administration de ces établissemens.

Le second est la *Direction charitable*. Cette institu

tion a été formée en 1804, dans le but de prévenir la mendicité par un judicieux emploi des secours à domicile. Six comités se partagent les visites et l'assistance des pauvres dans les six paroisses de la ville; un règlement, fondé sur les meilleurs principes, détermine les conditions à remplir pour l'admission aux secours, et la marche des opérations des comités. Les secours consistent principalement en loyers acquittés, en distributions de denrées, de combustibles, de vêtements. Les pauvres sont soumis à une surveillance paternelle, mais sévère. Une commission de six membres, à laquelle s'adjoignent des dames, fournit aussi du travail à demeure: ce travail se borne principalement à la filature; le fil est remis à des tisserands, et la toile qui en provient mise en vente.

Le troisième établissement a pour objet la confection des soupes économiques. Érigé en 1802, il a distribué, du 15 décembre 1828 au 15 décembre 1829, 20,307 soupes, qui ont coûté ensemble 973. 2. 2. fl. de Suisse, et dont 13,397 ont été livrées sur les bons des inspecteurs des pauvres.

Le quatrième établissement consiste dans une commission désignée pour rechercher les sourds-muets du canton, et les faire jouir des bienfaits de l'instruction. Sur quarante qui lui ont été indiqués, trois seulement avaient été jugés capables d'instruction; la commission a essayé de les faire élever dans l'institut d'Yverdon et dans l'établissement placé près de Berne; le succès n'a pas répondu à son attente: ils ont été renvoyés comme incapables. La Société poursuit ses recherches, les étend aux sourds-muets, et désire rendre à la société tous ces infortunés que leur infirmité en sépare.

La Société Baloise, dans son infatigable sollicitude, propose aussi un établissement pour le traitement des aliénés.

Industrie.

Les travaux de la Société ont essentiellement pour but les intérêts de l'industrie locale, soit manufacturière, soit agricole; elle fait des recherches et provoque des perfectionnements dans les diverses branches de l'économie domestique; elle fait exécuter et connaître les modèles des machines, appareils, instrumens, dont elle juge utile de propager l'usage; elle offre aussi aux regards, dans les expositions publiques, les nouveaux produits, les inventions de tout genre; elle entretient ainsi l'émulation, et favorise les comparaisons, également utiles à celui qui exécute et à celui qui consomme.

Une caisse d'épargne, fondée par la Société en 1809, comptait, à la fin de 1829, 1,590 déposans, dont les économies réunies s'élevaient à 200,289. 6. 6. fr. de Suisse. Cette somme est placée sur hypothèques.

Enfin la Société s'étudie aussi à procurer l'amélioration morale des détenus renfermés dans la maison de correction, soit en leur procurant du travail, soit en leur distribuant des encouragemens, soit en les faisant jouir des bienfaits de l'instruction, soit en les appelant à la salutaire influence des exercices religieux. Une réunion de dames donne des soins semblables aux femmes détenues.

Ombien d'améliorations diverses entreprises, suivies par cette estimable association! Elle a encouragé le travail, les bonnes mœurs, l'économie; elle a pro-

pagé une solide instruction, soulagé la souffrance, assisté l'infortune, préparé l'amélioration du sort des détenus; son heureuse organisation lui permet de s'étendre aux objets les plus variés, par sa division en plusieurs branches; de suivre tous les détails de l'application, et de maintenir en même temps entre toutes ces opérations une heureuse harmonie par les liens qui unissent la réunion générale de ses membres, et par la direction commune qui lui sert de centre. Elle entretient aussi des relations fructueuses de correspondance avec les associations analogues du reste de la Suisse, notamment avec celles de Zurich, de Genève. Elle a proposé divers sujets de prix; elle a secondé diverses réunions de dames formées dans des intentions charitables.

Quoique indépendante de l'administration publique, elle a secondé et souvent éveillé, éclairé, la sollicitude de celle-ci pour les améliorations qui intéressent la cause de l'humanité.

L'administration cantonale a institué elle-même, depuis quelques années, une commission pour prendre connaissance de la situation et du régime des diverses maisons destinées aux pauvres, et pour indiquer les améliorations dont elles seraient susceptibles. Le compte rendu par cette Commission est imprimé et publié. Nous voyons, d'après celui qui embrasse l'année 1829, que quatre établissemens principaux ont été l'objet de son inspection: l'hospice des pauvres, les secours à domicile, la maison des orphelins, l'hôpital. L'hospice ou le refuge des pauvres (*Armenherberg*) est destiné à recevoir les indigens étrangers qui passent à Bâle, soit ceux qui s'y rendent volontairement, soit ceux que

la police y fait conduire lorsqu'ils sont rencontrés mendiant; ils y reçoivent l'asile pendant une nuit, y sont nourris le jour suivant; ils reçoivent, en outre, après qu'ils y arrivent spontanément, au secours, pécuniaire qui est ordinairement de 2 batz, et, suivent leurs besoins, une chemise ou une paire de souliers. S'ils sont malades, ils sont traités gratuitement pendant quelques jours, ou placés, aux frais de l'établissement dans l'hôpital. Pendant les vingt-neuf premières années de ce siècle, 159,853 individus y ont été admis; ceci donne une moyenne annuelle de 6,034. Le maximum a eu lieu en 1817, et s'est élevé à 10,172; le minimum en 1820, a été de 2,828. Le nombre total, 88,716, et par conséquent la plus grande partie, y sont entrés momentanément. La dépense moyenne annuelle est d'environ 4,998 fr. de Suisse.

L'établissement possède en propre un revenu de 205,121 fr. Et reçoit, en outre, du produit de diverses collectes, environ 5,700 fr. Le total des revenus est de 210,821 fr. 168356p

Les ressources de l'établissement lui ont permis de créer la maison de travail du Klingenthal. Les indigens travaillant ne sont ni logés ni nourris. Ils se composent en partie d'adultes sans ouvrage, de vieillards, qu'il faut soigner, en partie d'enfants des deux sexes. Les premiers, au nombre de 460 environ, filent du chanvre, de la laine, cardent, nettoient du cuir, détordent de vieux câbles; ils reçoivent de 2 à 4 batz par jour. Les seconds, au nombre d'environ 70, reçoivent l'instruction primaire, et travaillent une partie de la journée à filer, à coudre, à éplucher de la laine, du coton, à parfiler des chiffons; ils reçoivent des

vêtemens, et tous les soirs un morceau de pain; leur tenue est satisfaisante et leur instruction remarquable. Le prix du travail s'est élevé en 1826 à fl. 6,625; la perte de l'entreprise a été de fl. 3,928. — L'administration du refuge des pauvres y a contribué en vingt-cinq ans pour fl. 23,200.

L'office des aumônes (*Almosen-Amt*); créé en 1529 pour remplacer les secours que distribuaient aux pauvres les monastères supprimés, et qui a recueilli à cet effet une portion de leur héritage, a depuis cette époque modifié sa destination. Maintenant il assiste essentiellement :

1°. Des veuves ou des filles indigentes appartenant à la bourgeoisie, auxquelles elle donne par semaine de 10 à 30 batz, quelquefois jusqu'à 40; et chaque année du linge ou des chaussures;

2°. Des orphelins de père, appartenant aussi à la bourgeoisie, qui étaient autrefois secourus auprès de leur mère, ou placés près d'une mère adoptive, mais qui sont maintenant entretenus dans la maison des orphelins;

3°. Quelques hommes adultes et quelques ménages de sexagénaires qui sont jugés avoir droit à un secours extraordinaire.

Le nombre des individus secourus se composait, en 1825, comme il suit :

Femmes ou filles.....	190
Hommes.....	15
Huit ménages de sexagénaires.....	16
Orphelins auprès de leurs mères naturelles ou adoptives.....	47
Idem, dans la maison des orphelins.....	20
	288

La dépense de ces établissemens s'est accrue progressivement de 1817 à 1827 de fl. 24,000 à fl. 39,000 environ. Cette augmentation est attribuée à la tendance naturelle qu'ont toujours les secours facilement accordés, à s'accroître de plus en plus, parce qu'ils encouragent à les solliciter.

Le capital de l'établissement s'élève à environ fl. 526,349. — Ses revenus, de 1817 à 1827, se sont affaiblis progressivement; et de fl. 55,000 environ, se sont réduits à fl. 34,000.

La *Maison des Orphelins*, fondée en 1667, reçoit des orphelins des deux sexes, de père ou de mère, des familles bourgeoises, qui ont atteint leur dixième année, et les entretient jusqu'à ce qu'ils aient pu entrer, les garçons en apprentissage, les filles en service. Elle paie l'apprentissage des premiers, continue à leur fournir pendant ce temps les vêtemens et la chaussure, et les habilles de neuf lorsqu'ils partent pour voyager. Elle fournit aux secondes deux habillemens neufs à la sortie de la maison.

On y compte, terme moyen, 41 garçons et 32 filles, indépendamment de ceux qui y sont envoyés par l'office des pauvres. La dépense moyenne annuelle est de fl. 2179.

L'Hôpital Saint-Jacques, réuni sous la même administration, reçoit et traite les personnes atteintes de maladies de la peau, et de maladies vénériennes. Une partie y est envoyée gratuitement par l'autorité; d'autres sont entretenues moyennant une rétribution journalière de 2 batz, et le remboursement de la dépense du pain et du médecin. Cette dépense est acquittée par les corporations d'arts et métiers, par la

chambre cantonale des pauvres, ou par des sociétés bienfaisantes. Le nombre moyen des malades est de 16, et la dépense moyenne annuelle de fl. 753.

L'administration de l'hôpital embrasse six établissements principaux :

1°. L'*Hôpital Bourgeois*, réunit des vieillards et des infirmes admis à y jouir de bourses ou de fondations instituées, ou reçus moyennant un prix de pension convenu, et dont le nombre s'élève de 80 à 90.

2°. Un hôpital des malades, qui reçoit les malades jusqu'à leur guérison, et les incurables pour toute leur vie; le nombre des premiers varie de 17 à 20; celui des seconds, de 13 à 14.

3°. Une maison d'accouchement.

4°. Une maison pour les enfans trouvés dont le nombre s'élève de 2 à 5.

5°. Une maison pour les aliénés et les imbéciles; dont on compte de 16 à 18 pour les premiers; de 8 à 9 pour les seconds.

6°. Une maison de retraite pour les personnes qui, pour quelque cause que ce soit, commandent d'être sequestrées de la société.

Le petit nombre des malades ne permet pas de porter fort loin le classement des maladies; cependant il y a cinq salles distinctes, deux pour les hommes, trois pour les femmes, et l'on s'occupe d'énlargir ces deux nouvelles.

Il est unanimement reconnu que le traitement des aliénés est encore fort éloigné dans l'établissement qui leur est réservé, de remplir les conditions nécessaires; on s'occupe de le transférer dans un autre local, pour obtenir les moyens d'exécuter des améliorations qui ont été conçues.

La totalité des individus qui sont assistés dans ces établissemens s'élève chaque jour de 145 à 160.

Leurs revenus annuels, terme moyen, sont d'environ..... 47,000 f.

Indépendamment des produits consommés en nature, pour environ..... 7,000

..... 54,000 f.

La commission chargée d'examiner la situation de ces diverses institutions, dans le compte qu'elle en a rendu pour 1829, signale les précieux avantages que l'administration a recueillis de la publicité de ses rapports, qui, en éclairant le public, en redoublant son intérêt en faveur des institutions de bienfaisance, a aussi procuré aux administrateurs eux-mêmes des observations fort utiles. On regrette que la chambre des pauvres du canton n'ait pas suivi cet exemple, et n'ait pas fait connaître le système des secours distribués hors du chef-lieu.

SCHAFFHOUSE.

Les institutions de bienfaisance se divisent en trois branches principales : l'Hôpital bourgeois, les Orphes, la Direction charitable ou Société de Secours.

L'Hôpital bourgeois, semblable à ceux qui existent à Bâle, à Berne et en d'autres villes de la Suisse, est une institution essentiellement destinée aux personnes des familles jouissant du droit de bourgeoisie, et qui sont atteintes par le malheur. Il consiste essentiellement dans un hospice qui contient de 100 à 120 individus : les uns, entretenus gratuitement sur le revenu des fondations ; les autres, pensionnaires. Ces derniers peuvent obtenir cet asile ou en acquittant une pension

annuelle, ou moyennant un petit capital : quelques uns ont une chambre séparée, d'autres sont réunis dans la même salle. On loue l'ordre et la propreté qui y règnent.

L'Hôpital bourgeois fournit aussi à diverses pensions, à des libéralités particulières, et même à des dépenses publiques ; il contribue en partie à l'entretien de la maison des enfans pauvres. Ses revenus s'élèvent, dit-on, de 5 à 600 mille florins. On projette d'en consacrer à l'avenir une partie à la création et à l'entretien d'un hôpital de malades.

Les *Tribus* sont des corporations ou confréries civiles, dont les membres forment un fonds commun de leurs cotisations. Elles sembleraient destinées à être des *Sociétés amicales* ou d'assistance mutuelle ; on prétend cependant que, dans le fait, elles donnent à leurs revenus un emploi étranger à toute vue de bienfaisance.

La *Direction charitable* ou la Société des Secours doit les ressources dont elle dispose à des contributions volontaires ; elle est le centre de cinq établissemens principaux.

Le premier a pour objet la distribution des secours à domicile ; ces secours consistent en prestations pécuniaires, en combustibles, en médicamens, en bains, en soupes économiques.

Le second est la Maison des Enfans pauvres, qui vient d'être indiquée ci-dessus ; elle reçoit environ 60 enfans indigens des deux sexes, orphelins ou non. L'instruction des garçons s'élève jusqu'aux élémens du dessin appliqué aux arts mécaniques, à ceux de la géographie, de la géométrie, de l'histoire naturelle, et à la

langue française; car il est à remarquer que cette langue est généralement enseignée dans les écoles élémentaires de la Suisse. Les enfans cultivent un vaste jardin attenant à la maison, et y suivent habituellement les exercices gymnastiques, à l'aide de plusieurs appareils qui y ont été dressés à cet effet. Les filles reçoivent aussi une instruction soignée, et apprennent les ouvrages de leur sexe. Sept membres du Comité exercent sur cette maison une inspection très active. Tout ce qui tient à l'ordre, à la propreté, à l'enseignement, au matériel de l'entretien, ne laisse rien à désirer suivant l'opinion d'un excellent juge, auquel nous empruntons ces détails (1). La Société avait créé des actions pour l'acquisition du bel édifice dans lequel les enfans sont réunis, et en peu d'années elle en avait remboursé le montant. Voici les ressources qu'elle avait appliquées en 1826 aux dépenses de cet établissement :

Payé par l'Hôpital bourgeois, pour des enfans bourgeois.....	3,520 florins.
Versé à la caisse de la Société.....	1,224
Produit d'une collecte dans les temples de la ville, le premier dimanche d'avril.....	932
Dons charitables avec cette destination spéciale.....	1,306
Sur les sommes payées pour la réception des nouveaux bourgeois.....	150
Fourni par quelques uns des parens.....	128
	7,260
La dépense s'était élevée à.....	5,700

(1) M. le professeur *Chavannes* de Lausanne. Voyez son *Rapport sur les Établissmens de Bienfaisance de la Suisse allemande*, dans la FEUILLE DU CANTON DE VAUD, n° 179 et 180. 1827.

Le troisième établissement est destiné aux pauvres aveugles ; il en assiste 15, et y applique une dépense d'environ 280 florins.

Le quatrième établissement consiste dans un petit institut, où 12 jeunes filles pauvres sont élevées avec un soin tout particulier. Quatre dames sont associées à quatre membres du Comité, pour le diriger. La dépense s'est élevée, en 1826, à 1,200 florins. La caisse particulière des dames en a fourni près de la moitié.

La Caisse d'Épargne constitue le cinquième et dernier établissement. Elle a été érigée en 1818; la somme des dépôts, en 1826, s'élevait à 36,045 florins. Les six membres du Comité qui la gèrent, fournissent un cautionnement.

ARGOVIE.

Il paraît que la ville d'Arau a le rare bonheur de n'avoir ressenti jusqu'à ce jour le besoin d'aucune institution de bienfaisance, du moins pour les bourgeois; elle ne compte parmi eux qu'un très petit nombre de pauvres; le travail, offert en abondance, fournit des ressources suffisantes, et appelle même un certain nombre d'ouvriers des campagnes.

Le gouvernement cantonal a du moins adopté certaines mesures pour l'administration des secours publics dans le canton; une *Commission des pauvres* y préside.

Un hôpital de malades, dirigé par cette Commission, est établi, hors de la ville; dans l'ancien couvent de Königsfeld. Son éloignement en rend la surveillance difficile; il est néanmoins bien tenu.

Dans le canton d'Arau, comme dans la grande gé-

néralité de la Suisse, chaque commune est obligée d'entretenir ses pauvres. Les revenus affectés à ce service sont gérés par des administrations spéciales. Les comptes sont rendus chaque année et soumis à la Commission des pauvres. En cas d'insuffisance des ressources de la commune, la Commission des pauvres apprécie les circonstances, et peut allouer un supplément sur les fonds de l'État.

La petite ville de Baden, célèbre par les bains dont elle tire son nom, a institué une Commission pour le traitement gratuit des pauvres étrangers qui viennent y chercher le soulagement de leurs maux. Plus de 600 malheureux participent annuellement à ce secours. Une somme d'environ 10,000 florins, provenant en partie de dons, y est consacrée.

Deux ou trois communes de ce canton ont essayé depuis peu d'établir des maisons pour entretenir leurs pauvres, dans le genre de celles qui existent en Angleterre. Les familles entières y sont reçues et occupées, soit à des travaux dans la maison, soit à la culture du terrain qui leur est affecté. Des doutes se sont élevés sur l'utilité de ces établissemens; on trouve qu'il est difficile d'y entretenir l'ordre et la propreté. La nécessité où l'on est de séparer les hommes des femmes, rompt les liens de famille. On connaît les discussions qui se sont élevées sur ce sujet en Angleterre à l'occasion des institutions analogues.

ZURICH.

« La noble bienfaisance de Zurich, l'empressement de ses citoyens à saisir toutes les occasions d'être utiles à leurs semblables, à procurer toute bonne institution,

à répandre le soulagement et le bien-être, se manifestent en des manières si variées, si utiles, qu'on ne peut s'empêcher d'admirer tout ce qui a été fait dans ce canton pour prévenir et assister l'indigence. » Ainsi disait avec raison le président, M. Schintz, dans la vingtunième réunion solennelle de la Société de secours, tenue à Zurich en 1820. Et en effet, soit la ville, soit le canton de Zurich, offre à l'ami de l'humanité le plus riche et le plus instructif sujet d'études.

On peut diviser ces établissemens en deux grandes classes : les uns entretenus par l'État ; les autres qui doivent leur existence au concert de la bienfaisance individuelle.

Les établissemens entretenus par l'État embrassent le canton tout entier, ou concernent exclusivement la ville de Zurich en particulier.

Les établissemens cantonnaux ont essentiellement pour objet, ou le soulagement des pauvres en général, ou les pauvres malades, ou l'éducation gratuite des indigens.

L'origine du premier de ces trois ordres d'instituts remonte à la sécularisation des monastères. Une portion des revenus des monastères supprimés fut mise en réserve pour faire le fonds d'une distribution régulière de secours à domicile. L'institut pour les aumônes (*Almosen-amt*) distribue des subsistances, des vêtemens et des secours mensuels en argent aux indigens des diverses communes.

Les secours sont donnés aux malades nationaux ou étrangers (car on ne fait à cet égard aucune distinction), en partie dans l'hôpital de Zurich, en partie dans des maisons placées hors de la ville, en partie par

une institution particulière à ce canton , pour le soulagement des malades à domicile.

L'hôpital de Zurich a 110 lits pour les malades; il en traite 8 à 900 chaque année. Les aliénés, les incurables, et autres infirmes sont au nombre de 330 environ; 50 employés ou gardes-malades, et 74 personnes de service, sont attachés à cet établissement.

Les malades incurables atteints de maladies contagieuses, ou dont l'aspect est repoussant, sont recueillis à Spannried. Cet institut renferme 35 malades traités gratuitement et 30 pensionnaires; il offre aussi des bains pour 200 personnes.

Une maison située à Oetenbach est réservée pour les maladies provenant de débauche.

L'institution formée par le gouvernement de Zurich pour le soulagement des pauvres malades à domicile peut être comparée à une sorte de système général de dispensaires ruraux. Cette institution, très peu connue, même en Suisse, et presque unique en son genre, mérite d'être recommandée à l'imitation. Des médecins désignés et salariés par l'État, sont chargés de donner gratuitement leurs soins aux malades indigens dans les campagnes, et, à cet effet, un certain district est assigné à chacun d'eux. Les médicamens qu'ils prescrivent sont fournis par des dépôts que l'État entretient à ses frais.

Les communes du canton possèdent toutes des écoles, et assignent un traitement aux instituteurs; mais l'État contribue aussi à améliorer la situation de ces sujets si utiles, par un supplément qu'il leur alloue, lorsque, pendant quelques années, ils s'y sont bien acquittés de leur emploi, ce qui devient ainsi en même temps pour eux un encouragement.

Parmi les établissemens publics entretenus par l'État, et spécialement destinés à la ville de Zurich, on signale principalement ceux qui suivent :

L'établissement de Saint-Jacques, où 49 bourses sont fondées pour autant de vieillards des deux sexes, appartenant à la classe des pauvres bourgeois, et la Maison des orphelins, où 100 enfans des deux sexes sont recueillis, entretenus, élevés, et apprennent une profession utile. L'édifice consacré à cette seconde destination est l'un des plus élégans de Zurich, et sa situation est délicieuse.

Une caisse est destinée à soutenir les veuves des ministres de l'Évangile.

Parmi diverses autres fondations utiles, il en est qui ont pour objet de venir au secours des étudiants, et de contribuer à l'éducation de la jeunesse.

La Société de bienfaisance de Zurich (*Hulfs-Gesellschaft*) est le foyer principal des institutions données par le concours libre et spontané de la bienfaisance individuelle ; fondée à la fin du siècle dernier, à l'exemple de la Société de Bâle, par les soins du docteur Hirzel, la Société de bienfaisance de Zurich célèbre chaque année d'une manière solennelle l'anniversaire de sa création. Elle publie annuellement, avec le résumé et le compte-rendu de ses propres travaux, l'analyse des communications qu'elle a reçues. Elle est composée de 60 membres environ. L'un des plus grands services qu'elle rend consiste dans ses publications annuelles, qui servent à propager ses exemples, et dans lesquelles elle recueille souvent aussi ceux qu'elle peut emprunter à d'autres pays. Une commission centrale, composée du président, du questeur, du vice-secrétaire et de six

membres, est chargée de la direction générale. Diverses commissions spéciales se partagent ensuite l'administration des établissemens particuliers, recueillent les dons qui leur sont destinés, pourvoient à leurs besoins.

La première création due à son zèle, et l'objet immédiat de sa fondation, fut l'institut de bienfaisance (*Hulfs-Anstalt*). L'éloquent appel qu'elle adressa aux amis de l'humanité, le 31 octobre 1799, en faveur des malheureux, eut lieu précisément à une époque où le canton de Zurich gémissait sous le poids du fléau de la guerre. Cet appel fut entendu, et dès le 22 mai 1800, la Société put faire connaître qu'elle avait déjà soulagé 2478 personnes, dont 980 avaient été recueillies dans les propres maisons de ses membres, 1116 à l'hôpital, 84 dans des établissemens d'éducation ou en apprentissage. En 1830, elle a distribué en secours de tout genre, pain, chauffage, couche, vêtemens, paiement de loyers, etc., une somme d'environ 6,000 florins, dont plus des deux tiers ont été appliqués à 113 communes du canton, et le reste aux indigens de la ville même de Zurich. L'institut offrait en même temps, à un prix réduit, les objets de première nécessité à ceux qui, bien que frappés par l'infortune, étaient en état de les payer un prix modéré; lui-même recevait, des bienfaiteurs dont il se rendait l'intermédiaire, indépendamment des souscriptions en argent, tous les dons en nature qui pouvaient servir à soulager les malheureux. Chaque personne assistée dans la ville de Zurich, est placée sous la protection et la surveillance d'un membre de la Société, qui doit faire tous les trois mois un rapport sur la conduite et la situation de cette personne. La même fonction est

remplie, vis-à-vis des personnes assistées qui habitent hors de la ville, par le pasteur ou quelque officier public, auxquels elles sont recommandées.

La Société s'était proposé de s'attacher avant tout aux besoins les plus pressans. Mais lorsqu'elle eut ainsi, au milieu des calamités du temps, adouci et consolé les maux que la guerre traînait à sa suite, dans une contrée qui fut le théâtre de l'un des chocs les plus terribles entre les forces des premières puissances européennes, elle se hâta d'étendre le cercle de ses opérations.

Une association fut formée en 1826 pour l'amélioration économique des écoles rurales, élémentaires du canton de Zurich : elle se propose d'améliorer la condition des maîtres d'école, d'assurer des pensions à ceux d'entre eux que l'âge contraint à la retraite, d'aider les jeunes gens estimables, mais privés de ressource, qui se destinent à cette carrière et annoncent de bonnes dispositions pour la remplir. Nous voyons, par le compte-rendu pour l'année 1829, qu'elle consacre à cet emploi plus de 2,400 florins; que 113 écoles y ont participé; que 12 anciens maîtres d'école retirés reçoivent une petite pension, et que 31 jeunes élèves, se destinant à devenir instituteurs, y ont été soutenus par elle. La Société a aussi favorisé et secondé le cours institué pour former les maîtres d'école.

Un institution formée à Zurich même, pour l'éducation des enfans pauvres, entretenue et dirigée par une Commission de la Société de bienfaisance, se compose de cinq différentes espèces d'écoles : l'école du jour pour l'instruction, l'école du jour pour le travail, l'école du matin, l'école de répétition, et l'école du soir.

La première est conduite d'après la méthode de l'en-

seignement mutuel ; les enfans s'y exercent à de petites compositions par écrit sur un sujet donné ; ils s'exercent aussi au chant, et les chants, justement célèbres dans toute la Suisse, que Nœgeli, de Zurich, a composés pour des cantiques religieux et des hymnes patriotiques, sont exécutés par eux avec un accord remarquable.

La seconde est destinée aux jeunes filles, qui y apprennent les ouvrages de leur sexe.

La troisième est destinée aux jeunes filles qui, ayant terminé leur instruction dans les deux premières, sont déjà en état de retirer quelque produit de leur travail. On leur procure de l'ouvrage, dont elles perçoivent le profit.

L'école de répétition a lieu l'après-midi des jeudis et samedis. Elle est destinée aux enfans des deux sexes qui ont déjà terminé leur instruction dans les deux premières. Ils répètent ce qu'ils ont appris pour s'y confirmer ; ils reçoivent un nouveau développement propre à former leur raison et à étendre leurs connaissances. Elle est toujours dirigée par un membre de la Commission elle-même.

Enfin l'école du soir est destinée à exercer dans la lecture, l'écriture et le calcul, les enfans dont l'instruction n'est point assez complète.

Les parens, lorsqu'ils en ont les moyens, concourent, par une petite rétribution, aux frais de l'enseignement.

Les dépenses se sont élevées en 1829 à . . . fl. 1226 1 »

Et les revenus à 1347 18 3

Une autre association s'est formée à Zurich en 1826, avec le généreux dessein de prendre soin des enfans des *heimathlosen*, sous la présidence du célèbre publiciste le conseiller d'état Usteri. Elle fut provoquée

par une invitation venue de Lucerne, aidée par des secours envoyés de Winterthur et de Genève. L'entreprise était difficile ; des doutes s'étaient élevés sur la possibilité de son succès. Quatre ans d'expérience ont prouvé qu'une éducation chrétienne bien dirigée, que l'influence de bons exemples, pouvaient triompher des mauvaises habitudes et des impressions fâcheuses déjà contractées. Ces enfans sont confiés à des parens adoptifs qui les élèvent avec leur propre famille ; ils sont visités régulièrement par les membres de la Société, qui s'en répartissent la surveillance.

Une de ces institutions qui, en Suisse comme en Angleterre, portent le nom d'*École de petits Enfans*, et que nous appelons en France des *Asiles pour la première enfance*, a été depuis peu ouverte à Zurich ; elle est sous l'excellente direction de mademoiselle Iseler, élève de Pestalozzi. Elle ne renfermait encore, en 1830, que 24 enfans, mais elle doit recevoir un rapide développement.

Il existe à Zurich une caisse d'épargnes où 1550 déposans environ, placent leurs économies, et qui conserve en dépôt environ 200,000 florins ; une *caisse pour les veuves*, à l'instar de celles qui sont répandues en Allemagne, et une Société d'assistance mutuelle pour les ouvriers.

L'un des établissemens les plus remarquables de Zurich est celui qui est destiné à élever à la fois et des aveugles de naissance, et des sourds-muets. Il n'avait été fondé d'abord que pour la première de ces deux destinations ; mais le vénérable président Ulrich, qui, dans sa jeunesse, s'était dévoué sous la direction du pasteur..... à l'éducation des sourds-muets ; qui, plus tard,

était venu à Paris suivre les leçons de l'abbé de l'Épée; qui, ensuite, avait formé lui-même à Genève une élève sourde-muette très distinguée; M. Ulrich suggéra à ses compatriotes l'idée de ranimer parmi eux un art bien-faisant, qu'il y avait cultivé jadis, et dont un grand nombre d'infortunés attendaient les secours. Son vœu fut rempli, et il eut le bonheur, avant de fermer les yeux, de voir prospérer déjà l'établissement dû à ses soins. Le local, malheureusement très étroit, ne permet de recevoir qu'un petit nombre d'élèves; quinze aveugles, et autant de sourds-muets des deux sexes y vivent réunis; mais les soins de l'éducation et ceux de l'instruction n'y laissent rien à désirer. Les aveugles y apprennent à lire et à écrire d'après la méthode d'Haüy; les sourds-muets y sont dirigés d'après le procédé philosophique qui fait marcher de front et de concert le développement des idées et l'enseignement de la langue; ils sont exercés à l'articulation artificielle et à l'art de lire sur les lettres, et rendus aux communications ordinaires de la société. Une circonstance particulière, digne du plus haut intérêt, est cette communauté établie entre les sourds-muets et les aveugles, communauté qui exerce la plus favorable influence sur les progrès des uns et des autres, et qui, en les appelant à se rendre des services mutuels, les console et entretient de la sorte en eux le sentiment de la bienveillance, qui les contraint de tirer tout le parti possible des sens qui leur restent. Cette heureuse combinaison a été empruntée à l'établissement de Gmund, dans le royaume de Wurtemberg, où elle a déjà été essayée avec le plus grand succès. L'estimable instituteur, qui dirige les deux écoles réunies des aveugles et des sourds-muets à

Zurich, M. Scherr, a été formé lui-même à Gmund; il a publié, sur l'art qu'il professe, divers fragmens, à la suite des comptes-rendus de la Société, et dernièrement il a mis au jour un abrégé de sa méthode, dont nous aurons occasion de rendre compte. M. D'Orell, membre du petit conseil, préside la commission qui administre cette maison. La dépense s'élève à environ 4,800 florins, fournis en grande partie par des souscripteurs et par des dons individuels. Le produit du travail des élèves excède 600 florins, ou le quart de la dépense totale. Le gouvernement en fournit 100. Une partie des élèves sont reçus moyennant une modique pension. Le produit total des pensions est d'environ 1850 florins.

L'exemple du chef-lieu excite une généreuse émulation dans le canton de Zurich; les institutions de plusieurs petites villes, et même celles de simples villages, mériteraient aussi d'être mentionnées. Wödschvyl, beau village sur le lac, par exemple, possède, depuis 1816, une caisse d'épargnes qui compte jusqu'à 300 déposans par mois; une maison de pauvres, ouverte en 1817, et qui contient 42 adultes et 45 enfans. Horgen, autre village, situé également sur le lac, a ouvert aussi une caisse d'épargnes en 1820. Staefa, sur la rive orientale, voit fleurir sa caisse d'épargnes nouvellement fondée, et réunit 37 individus dans une maison de pauvres, récemment construite. Moenedorff a établi des statuts pour sa maison de pauvres, renfermant 20 enfans, 20 adultes et 15 vieillards.

THURGOVIE.

Nous n'avons pu nous procurer, sur le canton de Thurgovie, que la loi portée en 1819, par le gouvernement de ce canton, sur les secours en faveur des pauvres; en voici du moins le résumé.

Le gouvernement conserve la direction suprême des secours publics. La population du canton se composant de protestans et de catholiques, chaque communion prend un soin immédiat des indigens qui lui appartiennent. Les communes locales y concourent en cas d'insuffisance; elles fournissent spécialement aux pauvres le logement et des terrains à cultiver. L'État lui-même y contribue s'il est nécessaire.

Les pauvres doivent user de toutes leurs ressources et employer toutes leurs forces, avant de prétendre à l'assistance de leurs concitoyens. Les y obliger est l'objet de la police des pauvres.

Les chefs des communautés religieuses sont responsables du bon emploi des secours; ils doivent étudier, prévenir autant que possible les causes de la pauvreté; ils peuvent réclamer l'appui du magistrat de police pour réprimer le vicieux emploi des secours; les indigens étrangers comme les habitans sont soumis à leur surveillance; ils veillent à l'exécution des lois qui interdisent le mariage entre les personnes dénuées de moyens. D'après ces lois, le mariage n'est permis qu'à ceux qui exercent une profession ou un métier capable de les faire vivre, ou qui possèdent ou qui tiennent à bail une propriété d'au moins 300 florins. Des collectes et des répartitions forment le fonds des secours.

Lorsqu'on n'a pas de local pour loger les indigens ou de fonds pour payer leurs loyers, on les place chez des particuliers qui sont tour à tour obligés de les recevoir. A défaut, on leur partage une portion des communaux, ou bien on les leur donne à bail, ou encore ils sont dirigés sur des terrains en friche, qui leur sont abandonnés pour les mettre en valeur.

Chaque indigent doit être assisté au lieu de son domicile. C'est aussi dans le lieu de son domicile que chaque particulier aisé doit contribuer à l'assistance. Les secours donnés à l'indigent qui n'est pas domicilié sont remboursés par le lieu de son domicile; en cas de refus, ou si l'indigent se rend indigne d'être assisté, il est renvoyé à son domicile.

Le but des secours publics doit consister à offrir au pauvre ce qu'il ne peut se procurer par lui-même pour son entretien et l'éducation de ses enfans; à s'opposer, autant qu'il est possible, à ce que la fainéantise et le désordre soient favorisés; à faire en sorte que le pauvre obtienne du travail, à ce que ses enfans en deviennent capables; à empêcher le mariage des nécessiteux. Il est interdit aux indigens de fréquenter les cabarets et les auberges.

Les parens des indigens peuvent, en certains cas, être appelés à rembourser les secours qui leur sont accordés.

LUCERNE.

Le canton de Lucerne s'est donné aussi, à la même époque, une nouvelle direction pour les mesures relatives aux pauvres, dans la résolution du petit conseil, portée le 19 décembre 1819.

Pour améliorer la direction des secours publics, plusieurs ordres de mesures ont été prescrits.

La surveillance est confiée au Conseil journalier, et à un conseil de tutelle, tiré du premier, composé de 5 membres. Ce Conseil préside aux établissemens de bienfaisance, prescrit les mesures convenables. Les orphelins de chaque cercle sont placés sous la protection d'une commission de tutelle locale, déléguée à cet effet.

La mendicité est absolument prohibée dans le canton, et ne peut y être tolérée sous aucun prétexte. Est considéré comme mendiant, quiconque sollicite les secours sur la voie publique ou dans les maisons, qui demande à être hébergé pendant la nuit, à ramasser des alimens, ceux qui rôdent pendant les jours de fête, le carnaval, etc. Les mendiants sont arrêtés par la police et renvoyés à leur domicile.

Chaque commune doit entretenir elle-même ses pauvres.

Ont droit à être secourus et soutenus par la commune de leur domicile, seulement les trois classes suivantes :

1°. Les enfans orphelins indigens qui ne sont point encore en état de gagner leur vie par leur travail, et ceux que la Commission de tutelle des orphelins juge nécessaire d'éloigner de leurs parens ;

2°. Les personnes qui, par le manque de ressource, des infirmités ou des accidens, ne peuvent se nourrir elles-mêmes et leur famille ;

3°. Les malades qui ne peuvent se procurer les soins et les médicamens que demande leur état.

Les enfans, moyennant une indemnité, sont confiés aux contribuables, si ceux-ci sont en état de leur donner l'éducation. La Commission de tutelle fixe le taux de l'indemnité. Si les contribuables ne veulent point se charger de ce soin, la Commission de tutelle y pourvoit à leurs frais. Les parens adoptifs doivent, par tous les moyens, procurer le bien des enfans qui leur sont remis, leur assurer l'éducation chrétienne et les envoyer à l'école.

Toute enchère pour le placement des enfans est interdite. (On sait que ces enchères existent encore dans une partie de la Suisse.)

On assiste les ménages tombés dans l'indigence par les événemens ou les maladies, en payant leurs loyers, en leur assignant des terrains à cultiver, en leur distribuant des vêtemens, en se chargeant de leurs enfans, en leur donnant des subsistances; les secours en argent ne doivent être accordés que dans des cas très rares.

Les indigens isolés sont remis aux soins des contribuables; ceux qui sont capables de travailler sont employés dans les propriétés communales; les vieillards et les infirmes, placés au moyen d'un abonnement.

Des salles pour les malades sont établies, autant qu'il est possible, dans chaque commune et à ses frais, pour le traitement des pauvres malades; là où il n'existe pas de salles semblables, ils sont traités à domicile.

L'indigent qui recouvre quelques ressources doit rembourser, en tout ou en partie, les secours qu'il a obtenus.

Les indigens sont désignés par le tuteur, les parens, le pasteur, ou s'annoncent eux-mêmes. La commune

dans laquelle tombe malade un indigent d'une autre commune avance les premiers frais du traitement, qui lui sont remboursés, et qui sont continués par celle-ci, sur l'avis que la première donne à la seconde.

La Commission de tutelle pour les orphelins doit donner ses soins au soulagement des pauvres ; suivant ce que lui dicte sa raison et sa conscience, elle règle l'étendue et la nature des secours.

Les secours sont ou temporaires ou durables.

La Commission de tutelle est investie d'une autorité suffisante pour réprimer et punir les fautes des enfans, celles des pauvres, la mendicité ; elle peut faire enfermer les mendiants ; elle peut retirer les indigens aux personnes qui s'en étaient chargées, lorsqu'elles les traitent mal, et les placer ailleurs aux frais de ces mêmes personnes. Les coupables peuvent être aussi renvoyés par-devant les magistrats, pour l'application de peines plus sévères.

Diverses contributions et le produit de certaines amendes, sont spécialement appliqués au fonds des secours publics.

Les comptes sont examinés et arrêtés chaque année au mois de mai par une commission nommée par les bourgeois de chaque commune.

Les pauvres assistés doivent s'interdire de fréquenter les auberges, les cabarets, les divertissemens publics ; observer la modestie et la modération dans leurs vêtemens et leur conduite, et se montrer obéissans, respectueux, envers l'administration des secours publics.

Les aubergistes et les cabaretiers qui les reçoivent sont soumis à une amende envers la caisse des pauvres.

SAINT-GALL.

Nous ne connaissons de Saint-Gall que l'existence d'une Société de secours, formée sur le modèle de celles qui existent à Bâle et à Zurich, qui emploie une somme d'environ 3000 florins par an, et d'une caisse d'épargnes, qui reçoit les dépôts d'environ sept cents personnes, pour une somme totale de plus de 100 mille florins.

Les mœurs locales de cette ville offrent une circonstance curieuse : les ouvriers y vivent généralement rassemblés en un certain nombre sous le même toit, dans une vie commune qui leur procure une économie très sensible, sans cependant rompre les liens de famille.

(La suite au prochain Numéro.)

NOTICE SUR L'ASILE DES ENFANS MALHEUREUX,

ÉTABLI AU LOCLE, CANTON DE NEUCHÂTEL,
PAR M^{lle} MARIE-ANNE CALAME.

IL existe près des sommets du Jura, en Suisse, un établissement considérable à peu près inconnu au monde, et digne cependant de servir de modèle. La charité active et éclairée d'une seule personne a suffi pour le créer, et suffit pour le maintenir. 200 enfans malheureux y trouvent un asile, l'entretien ; mais, ce qui est plus, une excellente éducation.

Voici comment il a pris naissance. En 1814, mademoiselle Calame conçut le projet de faire élever de jeunes filles pauvres, pour les délivrer à la fois de la

misère et du danger du vice. Elle s'associa quelques dames bienfaitantes ; elle plaça cinq jeunes filles dans quelques écoles. Plus tard, le nombre de ces jeunes filles s'accrut ; M^{lle} Calame sentit la nécessité de les soustraire à l'influence des mauvais exemples qu'elles recevaient dans leurs familles, et résolut de les réunir sous le même toit. Elle les recueillit d'abord dans une petite maison. En 1816, ses jeunes protégées étaient déjà au nombre de 16. Leur nombre s'est élevé graduellement : en 1827, il était de 150 ; en 1828, de 190. L'établissement se compose maintenant de trois maisons, dont l'une est construite depuis peu pour cette destination. Il se divise en deux parties, celle des filles et celle des garçons. Ces maisons, avec quelques habitations particulières, forment le hameau des *Bil-lodes*. On ne refuse jamais d'enfans, dès qu'il y a de la place pour les loger. On les reçoit à tout âge, quelle que soit la nation à laquelle ils appartiennent et la communion à laquelle ils sont attachés. La plupart y sont admis gratuitement. Une pension de 144 fr. par an est reçue de ceux qui peuvent l'acquitter ; elle est portée à 240 et 288 fr. pour les enfans qui doivent recevoir une éducation soignée.

Les jeunes filles apprennent tous les ouvrages de couture, la dentelle et les divers travaux de ménage. Les garçons apprennent les métiers de tailleur, de cor-donnier, de tourneur. Ces ateliers fournissent et entretiennent ce qui est nécessaire à la consommation de l'établissement ; ils travaillent aussi pour le village du Locle.

L'instruction intellectuelle comprend toutes les études élémentaires des langues française et allemande, de la

géographie, de l'arithmétique, du dessin, de l'histoire ancienne et moderne, de l'histoire naturelle, de la mythologie; on enseigne aussi aux garçons le latin, et on se propose plus tard d'enseigner le grec aux plus intelligens. Les filles sont exercées à la musique vocale. Cette instruction est du reste graduée suivant la destination ultérieure des élèves. L'instruction religieuse est surtout l'objet des soins les plus assidus : elle n'est pas considérée comme une étude à part, qui puisse être bornée à une ou deux heures de leçons par jour; elle est de tous les momens; elle se mêle à tout ce qui se fait dans l'institut : à l'enseignement, aux lectures, aux promenades, aux repas; on la respire en quelque sorte : elle est la vie de l'institut. De plus, chaque jour une maîtresse et un maître font une lecture de la *Bible*, y joignent des explications, et provoquent par leurs questions les réflexions des élèves.

M^{lle} Calame est parfaitement secondée par des personnes animées du même esprit qu'elle, et pénétrées de l'amour du bien. M^{me} Zimmerlin, sa digne compagne, s'est associée à cette bonne œuvre dès l'origine, et donne avec elle, chaque matin, des leçons de dessin, de grammaire française et de géographie. M^{lle} Adélaïde Jeanne-rot, institutrice des filles, a quitté un poste avantageux et agréable pour venir se dévouer avec M^{lle} Calame, sa bienfaitrice, à l'éducation de ces infortunées; elle a renoncé à la perspective honorable et brillante que des talens distingués lui eussent assurée dans le monde. Elle met beaucoup de tact à faire valoir la capacité de chacune de ses élèves, sans en dépasser la mesure. Elle s'attache à prévenir dans leurs cœurs les mouvemens de vanité que pourraient faire naître les succès dans

l'étude. Elle leur donne une instruction assez étendue pour qu'elles soient en état de devenir institutrices à leur tour. Une aveugle, M^{lle} Louise Courvoisier, instruit les petits enfans, et les prépare aux études ultérieures; elle assiste, elle-même, aux leçons plus relevées, en retient la substance, et en tire le texte de celles qu'elle sait donner à son tour, sous une forme appropriée à la portée du premier âge. Des enfans de quatre à sept ans sont ainsi exercés à concevoir une foule de notions utiles, et répondent avec une justesse remarquable aux questions qu'on leur adresse. L'institutrice aveugle tricette en même temps qu'elle enseigne, et les enfans qui l'écoutent sont occupés eux-mêmes à des travaux manuels. Elle chante, et ils suivent sa voix; et ils répètent ensemble des cantiques, même pendant leurs jeux.

L'instruction des jeunes garçons est dirigée par M. Banttel, élève de la maison des Missions de Bâle; il était destiné à porter l'Évangile aux habitans des bords de la mer Noire; mais il fut si touché de la vue des enfans réunis aux Billodes, qu'il se décida à leur consacrer son temps et ses travaux. Il a porté le dévouement jusqu'à apprendre le métier de boulanger, pour l'exercer lui-même et faire le pain nécessaire à la consommation de la maison. M. Frische donne des leçons de dessin, de français, de géographie et d'arithmétique aux petits garçons; il est chargé d'une surveillance habituelle et générale sur les enfans de l'institut.

L'harmonie la plus parfaite règne entre tous les maîtres; ils n'ont qu'une intention, qu'une pensée commune. Quelques uns n'ont voulu accepter que la nourriture et le vêtement.

Les enfans sont conduits dans une juste mesure de

douceur et de sévérité. On n'y connaît ni les punitions rigoureuses qui flétrissent le caractère, ni les récompenses éclatantes qui excitent l'orgueil des uns et l'envie des autres. L'approbation et les caresses de M^{lle} Calamé sont les premières récompenses. Un avertissement maternel de sa part suffit presque toujours pour corriger les fautes. Une visite qu'on lui fait est le prix de l'application et l'encouragement pour l'avenir.

Tout se fait, aux Billodes, dans un esprit d'ordre; tout y est réglé d'après les lois de la plus stricte économie, mais, cependant, sans parcimonie; les élèves y sont traités comme les enfans de ce père céleste, qui reçoivent de sa main libérale toute chose pour en jouir abondamment, mais avec modération. Les enfans font trois repas par jour. Le matin, à sept heures, ils ont cinq fois la semaine de la soupe; les deux autres jours, ils ont tour à tour du café et du thé. Ils dînent entre onze heures et midi; ils ont, pour dîner, de la soupe, de la viande, des légumes, autant qu'ils en désirent. Ils goûtent entre cinq et six heures du soir, avec du café au lait, du pain et des pommes de terre. Ils peuvent obtenir du pain entre les repas, chaque fois qu'ils le demandent; mais on les accoutume à ne rien laisser perdre, et les exemples qu'ils ont sous les yeux leur enseignent le goût de l'ordre mieux encore que les remontrances. Ils sont servis à table par les maîtres et les maîtresses.

Après le travail de chaque jour, les enfans peuvent se livrer, soit dans l'intérieur de la maison, soit au-dehors, à tous les jeux qui leur plaisent, avec une entière liberté; ils restent seulement placés sous une surveillance indispensable.

Au jour de l'an, une petite fête est préparée pour

eux, par la tendre affection de M^{lle} Calame. La grande salle est ornée, éclairée avec soin ; les tables sont couvertes de petits présens ; chaque élève y trouve le sien avec son nom. Les maîtres et les sous-maîtres ne sont point admis dans cette distribution. Les amis de Billodes se font un plaisir d'envoyer, pour ce jour-là, à M^{lle} Calame, mille bagatelles qui sont une abondante source de joies.

Depuis l'époque de la fondation de l'institut, dix enfans seulement sont morts, et, dans leur nombre, quatre ont été enlevés, en 1827, par une rougeole épidémique et meurtrière. M^{lle} Calame n'épargne, pour ses jeunes malades, ni soins, ni dépenses, ni peines d'aucun genre. Elle les assiste elle-même, elle joue avec eux, les encourage, les console. Un médecin estimable, M. le docteur Depierre, s'est volontairement dévoué à venir chaque jour donner gratuitement ses soins aux malades de l'institut, soit de jour, soit de nuit, et considère ces enfans comme sa propre famille.

Plusieurs des jeunes personnes sorties des Billodes ont déjà occupé des fonctions de gouvernantes d'enfans, et la plupart de celles de l'âge de quatorze à dix-huit ans, qui y sont actuellement, se voueront à cet état. Celles qui sont moins intelligentes et qui reçoivent une éducation moins distinguée, deviennent bonnes ou femmes de chambre. La plupart de celles qui ont quitté l'établissement, et qui sont placées dans l'étranger, entretiennent avec M^{lle} Calame une correspondance intéressante.

Ce grand établissement a été formé, et subsiste sans aucun fonds assuré, sans aucun revenu fixe. D'une semaine à l'autre, M^{lle} Calame ne sait pas d'avance com-

ment elle pourvoira aux dépenses. Ses amis eux-mêmes l'ont trouvée quelquefois imprudente : elle s'est confiée aveuglément à la Providence. Le concours des personnes bienfaisantes est venu lui apporter, spontanément, et d'une manière souvent inattendue, les secours qui lui étaient nécessaires. Les étrangers qui visitent son établissement en rapportent des émotions profondes; plusieurs d'entre eux lui ont fait parvenir ensuite des dons considérables. L'impératrice de Russie ayant eu occasion de lire une notice sur cet institut, envoya un don de 1,000 fr. à M^{lle} Calame.

En détachant ces détails d'un récit fait par une personne qui a visité l'institut des Billodes, nous regrettons d'être contraint de l'abrégé. Il est aussi quelques explications que nous eussions désiré y rencontrer. On voudrait, en particulier, savoir quelles précautions sont prises pour que l'admission des enfans dans cet établissement soit justifiée par une évidente nécessité, ne favorise pas l'imprévoyance, n'encourage pas à la rupture des liens de famille. Nous espérons obtenir par la suite ces éclaircissemens. Nous nous félicitons de pouvoir, en attendant, offrir ici à la fondatrice le tribut d'un juste respect et d'une profonde reconnaissance.

ITALIE.

NOTE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CHARITÉ EXISTANS
A MILAN.*Grand Hôpital.*

Cet établissement, le plus considérable de tous, peut contenir plus de 2,000 malades; il s'y en trouve journellement environ 1,200, calcul fait des divers accidens dépendans des saisons. Il y en entre annuellement 18,000. La mortalité est évaluée généralement à 12 sur 100.

Tous les pauvres de la ville et du royaume, et même les étrangers indigens, y sont reçus.

Les malades qui n'y sont pas admis et aux soins desquels, lorsqu'ils sont pauvres, les communes auxquelles ils appartiennent sont obligées de pourvoir, sont les incurables, les vénériens et les galeux.

Tous les individus attequés d'une maladie contagieuse sont tenus séparés dans des salles exprès, mais en petit nombre. En cas d'épidémie et au moyen de dispositions particulières du gouvernement, des hôpitaux spéciaux sont établis. Ces hôpitaux extraordinaires sont administrés par la direction du grand hôpital; seulement ils sont à la charge du trésor royal.

Le grand hôpital a huit premiers médecins, huit médecins supplémentaires et quatorze assistans; quatre premiers chirurgiens, quatre vice-chirurgiens, six chirurgiens adjoints de première classe, et six de seconde, outre quelques novices et une gouvernante.

Ce *Lieu pieux* (c'est ainsi qu'on désigne ici les établissemens de charité) est plus riche que celui de Sainte-Coronne et que l'Hospice des Enfans trouvés. Tous ces lieux pieux, y compris la Senavra (Maison des Fous), se secourent réciproquement. En outre, le gouvernement accorde comme subsides à celui de la Senavra et à celui des Enfans trouvés annuellement environ 400,000 livres autrichiennes (350,000 francs à peu près.)

Les biens du grand hôpital sont de plus de 23 millions de francs; ils proviennent de legs et de donations. Tous les ans, au mois de mars, il y a, sous les portiques qui entourent la grande cour de l'hôpital, une exposition générale des portraits des bienfaiteurs. Il faut un don de 100,000 livres milanaises, au moins, pour avoir droit à un portrait en pied.

Le grand hôpital réunit à sa propre administration celle des établissemens de Santa-Catterina, Sainte-Coronne et de l'Hospice des Enfans trouvés.

Santa-Catterina et Hospice des Enfans trouvés.

Cet établissement peut recevoir aujourd'hui 500 enfans. Le restant du local, qui est fort vaste, sert pour les femmes enceintes, pour les accouchées, et pour l'école des élèves sages-femmes, qui s'y trouvent au nombre de 70, toutes logées dans le même local.

Le nombre des femmes enceintes qu'on y reçoit chaque année est de 400 environ.

Celui des enfans à mamelle est d'environ 2600.

Celui des enfans sevrés d'environ 1600, parmi lesquels une partie provient de la campagne, et d'autres

y sont envoyés à la charge des communes. Il y a habituellement dans cet hospice 80 enfans à la mamelle, et environ 200 sevrés.

Chaque nourrice ne peut allaiter à la fois plus de deux enfans.

On ne donne le lait artificiellement qu'aux enfans infectés du mal vénérien ou à ceux qui se trouvent dans un très mauvais état de santé, ou enfin dans le cas d'affluence extraordinaire.

La mortalité des enfans à la mamelle est calculée, dans cet hospice, à 15 sur 100, et celle des enfans sevrés à 5 sur 100.

L'établissement a un chirurgien-accoucheur qui est en même temps le professeur des élèves sages-femmes, un premier médecin, un chirurgien adjoint, une première accoucheuse et une adjointe.

Du reste tous les enfans à la mamelle ou non, qui ne sont point compris dans ces calculs, sont confiés à des nourrices de la campagne, ou à des familles qui en demandent et qui justifient des moyens de les entretenir et de les élever. On accorde des pensions à ces enfans jusqu'à l'âge de sept ans.

La pharmacie du grand hôpital fournit à cet hospice tous les médicamens nécessaires.

Nota. Cet établissement n'est plus recommandable, dit-on, que par l'habileté des sages-femmes qui y sont attachées, habileté sans laquelle les malades succomberaient à l'insuffisance des soins et à la dureté avec laquelle on assure qu'ils sont administrés.

Hospice des Fous.

Cet établissement peut contenir environ 500 malades; il y en a à peu près 400 journellement, parmi

lesquels la mortalité est calculée à 30 sur 100 par année ; il faut observer que le plus ordinairement la mort frappe ceux qui sont atteints de la pèlagre, et qui forment plus de la moitié de ceux qui s'y trouvent. L'entrée des malades, chaque année, est d'environ 280. Il en sort à peu près 170, y compris quelques incurables, pour différentes maladies qui sont transférées au grand hôpital.

Cet hospice a un premier médecin et deux médecins assistants. L'un de ces derniers est en même temps chirurgien.

C'est aussi la pharmacie du grand hôpital qui fournit à cet hospice les médicaments dont il a besoin.

Outre les aliénés indigènes de l'un et l'autre sexe, auxquels les soins de première nécessité sont administrés gratuitement, cette maison reçoit aussi des malades pensionnaires pour lesquels on paie une livre autrichienne et 60 centimes, ou 1 franc 39 centimes. L'établissement de Snavra est rarement rempli, le gouvernement autrichien a encouragé les trois établissements particuliers dirigés par MM. les docteurs Lombardi, Antonini et Biboni. Le plus considérable et le mieux famé est celui de M. Lombardi. Le traitement est doux et recherché. Les malades y ont des divertissemens, deux billards et un très beau jardin. Les démences sérieuses ont cédé souvent à la douce efficacité de ce régime.

Sainte-Coronne.

C'est dans cet établissement que se rassemble le comité d'un certain nombre de médecins les plus renommés de Milan, qui se partagent les soins des visites à

domicile, et sur l'ordonnance desquels les médicamens sont fournis gratuitement par la pharmacie du grand hôpital.

Ce lieu pieux a été institué uniquement dans l'intérêt des pauvres malades de la ville qui peuvent rester chez eux, mais qui ont besoin d'y être soignés gratuitement.

Douze médecins, six chirurgiens majors, douze vice-chirurgiens pour les opérations de basse chirurgie, et six sages-femmes pour les accouchemens, sont attachés à cet établissement. Ce personnel est distribué en douze quartiers; de manière que les chirurgiens majors et les sages-femmes doivent, chacun, servir à la fois deux quartiers voisins.

La dépense totale de ces différens établissemens s'élève annuellement à 1,300,000 livres autrichiennes (environ 1,131,000 fr.).

Le revenu annuel est d'environ 550,000 livres autrichiennes (478,000 fr.).

Les secours du gouvernement sont de 400,000 livres (350,000 fr.).

Des rentes pour pensions des malades incurables, vénériens; et galeux, sont d'environ 160,000 livres autrichiennes (142,000 fr.).

On supplée par des legs et par le patrimoine de ces établissemens au déficit des dépenses qui dépassent les revenus.

ÉTABLISSEMENS OU FONDATIONS PARTICULIÈRES.

Lieu pieux Triulsi.

Ce monument de la pieuse magnificence du prince

Antoine Tolomi Trivulsi, qui, mort sans postérité, a destiné son propre palais à devenir l'asile des indigens sexagénaires, est divisé en parts égales de 250 pour chacun des deux sexes.

Les secours y sont abondans et bien administrés. On a remarqué que c'est depuis la réunion de l'administration de plusieurs hôpitaux à celle du grand hôpital, que le nombre des demandes d'admission à l'hôpital Trivulsi s'est accru au point que cet hospice peut à peine y suffire, quoique l'on exige aujourd'hui 70 ans au lieu de 60, condition beaucoup plus libérale requise par les statuts de la fondation.

Martinetti.

C'est une fondation pour l'instruction d'un certain nombre d'orphelins, qui y sont bien nourris et bien soignés. Ils sont répartis le matin dans différens ateliers de la ville, où ils font l'apprentissage du métier auquel ils se destinent. Ils y portent des alimens suffisans pour leur faire attendre le repas du soir, qu'ils trouvent à l'hospice, où ils sont ramenés par les mêmes gardiens qui les ont conduits le matin. Les maîtres chez lesquels ils travaillent doivent justifier de leur bonne conduite et de leurs progrès. Quand ils sont en état de gagner des journées, le produit est versé à l'hospice, qui fait une retenue pour l'établissement, et qui met le surplus en réserve pour aider à les établir quand la durée de leur séjour à l'hospice, qui est de 8 ans, est expirée.

Les Stellite.

Fondation d'un cardinal Borromeo pour 200 filles orphelines, qui y sont bien vêtues, nourries sainement,

et instruites dans les ouvrages de leur sexe. Leur éducation morale et religieuse est telle que l'on peut l'attendre de la direction que lui a imprimée la piété charitable et éclairée du fondateur. L'éducation que ces filles y reçoivent les fait rechercher en mariage par d'honnêtes artisans, auxquels elles apportent des principes sûrs, l'habitude du travail, et une dot de 600 livres milanaïses (460 fr. environ).

Fate bene Fratelli.

C'est un hospice où il n'y a pour les pauvres que 48 lits. Les soins y sont administrés avec la même abondance et le même bon ordre qu'à l'hôpital Trivulsi. On n'y reçoit que des hommes, et on n'y admet que ceux qui sont affligés de maladies non chroniques. Il y a en outre 12 lits réservés pour des ecclésiastiques infirmes ; 6 lits défrayés par le prince vice-roi pour les gens de sa maison. Cette rétribution est la seule que reçoivent les frères de la charité qui dirigent cette pieuse et touchante institution. Plusieurs grands seigneurs y ont aussi fondé des lits, et il n'est pas sans exemple que des héritiers de leur nom y aient trouvé soulagement à leurs maux et adoucissement à leurs peines.

Cet établissement subsiste du revenu de quelques immeubles et du produit de la pharmacie la plus renommée de Milan. On évalue 25 à 30,000 fr. le produit du débit du sulfate de quinine.

Abbate Grassp.

C'est une succursale de l'Hôpital majeur, à 16 milles de Milan ; et administrée par lui. Il existe 400 lits, où les vieillards infirmes des deux sexes sont reçus sur la pré-

sentation des délégués des communes, et même à la demande des particuliers qui se soumettent à payer 76 centimes pour les malades. On parle peu favorablement de cet établissement, qui est situé dans un pays de riz et de prairies, ce qui contribue à son insalubrité.

L'administration des établissemens de charité est également chargée des maisons pieuses d'industrie pour les objets d'économie extérieure.

Une direction spéciale règle les objets de travail et d'économie intérieure.

Les fonds pour subvenir aux dépenses proviennent en partie du patrimoine de ces maisons. Le gouvernement y fournit aussi en partie; enfin les communes et les particuliers contribuent pour le reste; les individus qui y sont reçus à leurs frais sont admis moyennant le paiement de 48 centimes par jour.

La maison d'industrie a deux bâtimens séparés, l'un destiné pour les femmes, et l'autre pour les hommes, qui sont incapables d'un travail actif.

On y compte journellement de 380 à 400 individus, tant hommes que femmes.

On y reçoit également d'autres individus qui s'y rendent chaque jour de leurs propres maisons, et qui sont au nombre d'environ 1,000, tant hommes que femmes.

Une autre classe d'individus, hommes et femmes, s'adressent aussi à ces maisons pour avoir du travail chez eux.

On en porte le nombre à environ 14,000 par année.

Outre le logement et l'habillement, les ouvriers in-

ternes reçoivent journellement une paie de 40 centimes pour les hommes, et 30 pour les femmes. On leur distribue la soupe à volonté moyennant 9 cent. pour chaque bocal de 28 onces, et 5 cent. pour chaque demi-bocal.

Les externes jouissent des mêmes avantages, à l'exception du logement et de l'habillement.

Ces conditions ne sont observées que pour les individus qui travaillent à la journée. Quant aux ouvriers internes, qui travaillent à forfait, leur paie n'est que de 35 centimes pour les hommes, et de 25 pour les femmes, outre ce qu'ils peuvent gagner par l'excédant de leur travail.

Les ouvriers externes sont payés selon la qualité du travail qu'ils font, et d'après les échantillons adoptés. Le prix de leur travail est fixé de nouveau chaque année.

Le travail dans les maisons d'industrie est continu, tant les jours de fêtes que les jours ouvriers.

Les internes peuvent sortir une heure le matin et une heure le soir. Les jours de fêtes, ils peuvent s'absenter toute la journée, en renonçant à leur paie.

Les internes assistent tous les jours à la messe; et, en outre, les jours de fête, à l'explication du saint Évangile, faite par le prêtre attaché à la chapelle de la maison.

Les employés des maisons d'industrie sont :

Un *délégué* pour les objets de comptabilité et de manufacture, pour les deux maisons. Il habite celle des femmes, et il est suppléé dans celle des hommes par un employé subalterne;

Un garde magasin, payeur pour chaque maison;

Un garde magasin adjoint, payeur pour chaque maison ;

Un contrôleur, *idem* ;

Un gardien, *idem* ;

Un chef tisserand, *idem* ;

Un prêtre, *idem* ;

Un ouvrier interne, faisant les fonctions de cuisinier ;

Un médecin.

Les malades de ces maisons sont reçus gratuitement au grand hôpital.

Les objets de travail sont : la carde du lin et du chanvre, la filature et le tissu des différentes étoffes de lin et chanvre.

RUSSIE.

DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE BIENFAISANCE
A SAINT-PÉTERSBOURG.

CETTE association, destinée à secourir ceux de nos compatriotes qui languissent dans la misère sur cette terre éloignée, a été fondée en 1820.

D'après un compte rendu par cette Société, on voit que, pendant sept années, sa recette a été de 63,191 roubles 90 copecks, et qu'elle a employé en secours et en prêts, 61,541 roubles 28 copecks ; qu'en une seule année, 29 familles ont reçu des secours annuels, 63 des secours extraordinaires ; que 5 individus ont été renvoyés gratuitement dans leur patrie, et que 7 ont été inhumés aux frais de la Société. 178 souscripteurs, domiciliés ou voyageurs en Russie, composent cette association. Sur cette liste, on voit figurer le comte et la comtesse

de La Féronnays, pour une somme considérable, les secrétaires d'ambassade, des prêtres, des négocians, plusieurs officiers de terre et de mer; des étrangers se sont même associés à la bienfaisance française; un pharmacien russe, M. Tipmar, a fourni gratuitement des médicamens pour une somme de 240 roubles.

Il est tout-à-fait superflu de faire ressortir les avantages d'une pareille Société, et de démontrer combien il serait désirable qu'elle servit de modèle dans toutes les résidences où se trouve un représentant de la France. C'est au moyen des ressources recueillies par cette association, que nos pauvres compatriotes malades, blessés, infirmes, ne sont plus isolés chez un peuple étranger; et retrouvent une famille; que nos vieillards, consolés, assistés par une voix, par une main française, meurent sans désespoir, et que leurs dépouilles mortelles sont rendues honorablement à la terre; qu'enfin notre caractère national n'a point à rougir de se voir dégradé aux yeux de l'étranger par des basses et infortunées obsessions de la mendicité.

Au prix de quelques légers sacrifices, les pieux voyageurs français voient leurs demeures débarrassées de la foule qui les assège ordinairement. Au moyen des règles établies et du mode de répartition adopté, leur charité incertaine ne marche plus au hasard. Les doubles emplois, trop fréquens, sont évités, et ils ont l'assurance que leurs bienfaits, équitablement distribués, arrivent à la véritable adresse du malheur.

Après tant de commotions politiques, de victoires, de revers, combien de nos compatriotes, arrêtés soit par l'espoir d'obtenir d'une plus heureuse existence, soit par des infirmités, par des blessures, soit enfin

par la reconnaissance ou par des sentimens plus tendres, se trouvent disséminés sur les divers pays du globe; en cessant d'être Français de fait, ils le sont toujours par le cœur. Des associations semblables à celle que nous citons leur rendent presque la patrie. Si le besoin de la revoir devient trop vif, elles leur facilitent le bonheur du retour; ou quand, sur une terre étrangère, la vieillesse, avec le cortège de ses infirmités, vient leur ôter tous moyens de travail, elles les soulagent sans les humilier.

Notre Société ne saurait donc trop encourager de si précieux établissemens en faisant connaître leurs bien-faisans résultats, dans l'espoir que cette publicité provoquera la création de pareilles associations dans les contrées où l'idée n'en serait pas encore venue. Son bulletin étant adressé à tous nos agens diplomatiques, elle les invite à lui envoyer les renseignemens qu'ils auraient recueillis, surtout les réglemens organiques, s'ils les peuvent avoir. Munie de tous ces documens, elle s'occuperait d'un plan général et régulier, dont elle proposerait l'exécution à cette inépuisable charité des Français, qui les suit partout, et qui, seule, suffirait pour les faire reconnaître dans les pays les plus éloignés.

ALLEMAGNE.

DE L'ÉDUCATION POPULAIRE DANS LA PRINCIPAUTE
DE SIGMARINGEN (SOUBE).

CETTE principauté, sur 42,000 habitans, avait,
en 1819, dans les écoles élémentaires, savoir :

ÉTRANGERS.

379

	Garçons.	Filles.	Total.
1°. Enfans de 6 à 14 ans; suivant tous les jours l'école.....	3,623	3,476	7,099
2°. Adolescents de 14 à 20 ans, fréquentant l'école de répétition du dimanche..	2,086	2,330	4,386
	<u>5,709</u>	<u>5,806</u>	<u>11,485</u>

On voit que le nombre des sujets qui reçoivent le bienfait de l'éducation élémentaire, est, en totalité, le sixième à peu près de la population générale, et que plus du sixième suit les écoles de répétition du dimanche.

L'instruction est donnée par 92 maîtres d'école,

72 jouissant du traitement de 700 à 250 fr.

20 jouissant du traitement de 250 à 160 fr.

92

Une école normale, destinée à former des instituteurs, contient 8 à 10 sujets sous la direction d'un professeur.

L'école de répétition, ou du dimanche, a pour objet de continuer l'éducation commencée dans l'école journalière, d'en conserver, d'en développer les fruits.

Ces écoles sont en général bien tenues; l'instruction y est solide.

On aime à citer l'exemple d'une principauté peu étendue, qui n'a que de faibles ressources, et qui a pu réussir à obtenir de tels résultats. Elle le doit en grande partie au zèle des ecclésiastiques, qui ont eu le bon esprit de seconder de tous leurs efforts les progrès de l'éducation populaire.

PARTIE THÉORIQUE.

PROGRAMME

D'UN HÔPITAL CONSACRÉ AU TRAITEMENT DE L'ALIÉNATION
MENTALE, POUR 500 MALADES DES DEUX SÈRES:

(TROISIÈME ARTICLE.)

TROISIÈME PARTIE.

CETTE troisième et dernière partie de l'ensemble d'un grand hôpital de fous comprend les dépendances qui sont d'un usage spécial. Elle se divise en deux classes: l'une ayant pour objet l'établissement de différents services qu'il est plus convenable de placer dans des corps-de-logis élevés à leur seule intention, étant étrangers entre eux; l'autre, au contraire, se rapporte aux offices que leurs relations mutuelles commandent de placer à la suite les unes des autres, pour en abrégier les communications. A la première classe appartiennent la chapelle, l'amphithéâtre et le réservoir principal; de la seconde dépendent les salles de bains, la boulangerie, la lingerie, la buanderie, la matelasserie, les boutiques, les écuries et remises, le dépôt de la pompe à incendie, la basse-cour et le chantier du bois à brûler.

La chapelle, sans donner au public l'entrée des deux départemens des aliénés, ni même de vue sur leur de-

meure, sera à la portée de toutes les personnes de l'intérieur et de l'extérieur qui désireront s'y rendre. Son élévation et son étendue seront subordonnées à l'effet que sa masse devra produire dans l'ordonnance générale des bâtimens de l'hôpital ; mais il sera nécessaire qu'elle offre au moins la place de trois cents individus assis commodément. La sacristie sera attenante au sanctuaire, dont le sol sera mis en sur-élévation, afin que les assistans puissent voir l'autel de toutes les parties de la chapelle.

Le bâtiment de l'amphithéâtre contiendra l'amphithéâtre, le cabinet d'étude et salle d'opérations, et le dépôt ou salle des morts. Cet établissement sera placé au nord, dans un isolement complet, et dans un lieu vers lequel ne puissent aller que les personnes, que son service et l'étude, pourront y appeler.

La salle de l'amphithéâtre présentera une forme demi-circulaire d'environ trente pieds de largeur entre ses deux extrémités ; elle sera éclairée par des jours pris sur la coupole ; le pourtour de son demi-cercle sera garni de cinq gradins, placés à la distance de dix-huit pouces au-dessus les uns des autres, et sur lesquels cent cinquante élèves pourront s'asseoir commodément ; la table et le fauteuil du professeur occuperont le centre de la salle, à deux pieds de l'angle des gradins. Les élèves arriveront à leurs places par deux escaliers dont l'entrée sera derrière l'amphithéâtre, et le professeur par un corridor sur lequel seront aussi la porte du cabinet d'étude et celle du dépôt des morts.

La salle d'opérations et d'étude devra être meublée d'une table d'opérations, d'un secrétaire, d'un corps de tablettes pour le placement des registres, où seront

inscrites les observations prises sur l'aliénation mentale des personnes traitées dans l'établissement, et d'une partie d'armoires vitrées pour le dépôt des pièces d'anatomie qui offriront des faits à conserver dans l'intérêt de l'instruction. On y établira en outre une cheminée-laboratoire pour les préparations anatomiques.

Le dépôt des morts sera garni de six tables rangées sur la même ligne, à trois pieds de distance l'une de l'autre; leur longueur sera de six pieds sur vingt pouces de large; ces tables, légèrement doublées en étain, serviront à déposer les corps jusqu'au moment de leur transport au cimetière; chacune d'elles sera couverte d'une espèce de sarcophage mobile, composé de cercles et de toile cirée noire : cette dernière disposition a pour motif de permettre aux familles l'entrée de ce lieu de regrets sans autre sentiment douloureux que celui qu'inspire la séparation éternelle de l'objet de nos plus tendres affections. Cette salle sera dallée avec un grand soin, et aura un chéneau souterrain jusqu'à l'égout général, pour l'écoulement des eaux de son lavage.

Un embranchement particulier, pris sur la conduite principale, amènera de l'eau dans la salle de l'amphithéâtre, dans celle d'étude et d'opérations et dans la salle des morts, par trois robinets, dont l'un sera placé sur la table du professeur, et les autres sur deux larges cuvettes. La table du professeur sera mobile et le pivot sur lequel elle devra tourner, sera l'aboutissant d'un chéneau souterrain où se perdront les eaux versées pour la nettoyer.

Lors même que l'hôpital serait abondamment pourvu d'eau courante, il lui faudrait toujours un réservoir

afin d'en conduire dans les parties les plus élevées de l'établissement, et d'en avoir une grande masse en cas d'incendie. Le bâtiment du réservoir sera situé sur un terrain à l'écart, hors de la main des personnes étrangères à son service; ses dimensions seront prises en raison de la capacité à donner au réservoir et de la partie la plus élevée des lieux qu'il devra desservir. Il sera nécessaire, pour conserver la pureté de l'eau, que l'air puisse traverser ce bâtiment dans tous les sens.

Le réservoir sera de la contenance de deux cents muids au moins; il sera coupé en deux par une cloison, pour pouvoir le nettoyer ou le réparer sans être tenu d'interrompre ses distributions. Dans la supposition où il ne pourrait être approvisionné d'eau que par le secours d'une pompe placée sur un puits, ces deux parties devront être combinées de manière à l'alimenter le plus directement possible. Une pompe à feu est le procédé le plus économique et le plus prompt pour se procurer une grande quantité d'eau. La force d'une pompe de cette espèce, dans un hôpital de cinq cents aliénés, doit pouvoir monter cent muids d'eau par heure.

Chaque quartier aura son département des bains; les mêmes salles pour les deux sexes donneraient lieu à des inconvénients que les précautions les mieux entendues ne préviendraient pas toujours; d'ailleurs le service des bains ne doit éprouver aucune gêne ni retard: en fixant le matin pour les hommes et l'après-midi pour les femmes, ce serait subordonner les malades au remède, tandis qu'il faut au contraire que ce soit le bain qui attende le moment où il convient de l'administrer aux malades.

Les bains, dans l'aliénation mentale, sont un puissant moyen de guérison, dont la diversité n'est pas assez mise à la disposition des médecins. Jusqu'à présent on ne voit encore en France, dans les établissemens destinés au traitement de cette maladie, que quelques baignoires surmontées de douches froides, sans autre mesure que la volonté de l'infirmier qui les donne : les douches ascendantes, les douches de surprise, les étuves sèches et les étuves humides, les bains médicaux, et les bains d'immersion et de surprise ont été négligés.

Les deux départemens des bains seront exposés au midi. Chaque salle devra déboucher sur un couloir assez large, qui les abritera du nord ; ce couloir sera chauffé en hiver, et formera une espèce d'antichambre commune à toutes les salles.

Un département sera composé de huit pièces principales ; plusieurs d'entre elles seront voûtées en briques ; cette manière de construire leurs plafonds est indispensable : la vapeur de l'eau, qui s'élève et s'attache à la partie supérieure, a bientôt causé la ruine du plancher le plus solidement établi. Il sera même indispensable de daller le plus grand nombre de ces pièces et d'y ménager des pentes qui facilitent le prompt écoulement des eaux. Les tuyaux, sans être apparens, seront posés de façon que l'on puisse les visiter et les réparer sans la moindre difficulté.

Les huit pièces principales seront : 1°. celle du fourneau ; 2°. celle des bains simples ou domestiques ; 3°. celle des douches ascendantes et descendantes, froides et chaudes, et des douches de surprise ; 4°. celle des bains médicaux ou composés ; 5°. celle des

bains de vapeurs sèches, ou d'air simplement chauffé; 6°. celle des bains de vapeurs humides, simples ou composés; 7°. celle des bains d'immersion et de surprise; 8°. et celle de la chambre des bains.

Une grande pièce sera nécessaire pour le service exclusif du fourneau, que l'on devra établir de manière à pouvoir librement circuler autour, afin de faciliter tout le parti que l'on doit chercher à en tirer : ce fourneau, tout en chauffant la chaudière, sera utilisé pour les différentes salles où il conviendra de placer des bouches de chaleur, et dans le massif qui supportera son foyer, il faudra établir un long et profond tiroir pour y déposer le linge à tenir chaud. La chaudière, indépendamment de l'eau chaude qu'elle distribuera, devra aussi envoyer de la vapeur partout où il sera nécessaire d'en répandre. La fumée, après avoir circulé autour de cette première chaudière, sera dirigée sur une deuxième, plus petite, destinée à l'eau des douches. Les moyens à employer pour obtenir ces différents résultats, sources d'une grande économie de combustible, sont simples : ils consistent dans le juste emploi du calorique par le système de Rumford ; dans le placement de la seconde chaudière ; qui se trouvera chauffée par le seul retard que l'on mettra au départ de la fumée, et enfin dans les différens accessoires à placer sur la chaudière principale pour en obtenir de la vapeur. La grande chaudière contiendra environ deux mille litres d'eau, et la petite trois cents ; cette dernière sera posée dans la cheminée servant à l'évacuation de la fumée, à la hauteur convenable pour que l'eau sorte avec force du tuyau de la douche.

La salle des bains simples ou domestiques exigera

une étendue de vingt pieds sur quinze. Les baignoires en cuivre étamé, seront au nombre de quatre; elles auront chacune quatre pieds de long, vingt-six pouces de largeur à la tête et vingt-huit pouces de profondeur. Ces quatre baignoires seront placées au centre de la salle sur deux lignes; les mêmes cous-de-cigne, posés entre elles, en les tournant diversement, feront le service de deux baignoires. Il est encore un autre moyen de les emplir : il consiste à faire arriver l'eau par-dessous la baignoire, vers une ouverture en arrosoir, percée au milieu du fond; ce dernier procédé est préférable, à cause du mélange plus prompt de l'eau chaude avec l'eau froide. Ces baignoires se videront par une soupape, qui se lèvera en dessous, pour que le malade ne puisse pas y toucher.

La salle des douches ascendantes et descendantes, et des douches de surprise, aura de même vingt pieds sur quinze; elle sera également garnie de quatre baignoires, dont deux en cuivre étamé et les deux autres en bois de chêne. Ces quatre baignoires seront placées de manière que l'on puisse facilement passer entre elles; les deux premières, indépendamment des moyens ordinaires pour les emplir d'eau, seront surmontées de deux autres robinets fixes, suspendus à quatre pieds de la tête du malade, et laissant tomber leur eau au degré de force commandé. Les deux baignoires en bois auront chacune un tuyau mobile partant de la voûte, et adapté aux conduites des cuves aux décoctions, posées sous la chaudière à l'eau des douches chaudes : par le moyen de ce long tuyau, terminé par un robinet à tête, il sera facile d'administrer la douche au degré de force voulu, et de l'appliquer sur la partie du corps

qu'il faudra seulement frapper ; cet épanchement d'eau achevé, le malade, au besoin, prendra son bain dans la préparation qui aura servi à le doucher.

Les deux premières baignoires devant être uniquement affectées aux douches froides sur la tête, les conduites des robinets supérieurs seront embranchées sur la conduite principale des eaux d'arrivée ; ces mêmes baignoires seront fermées par un couvercle en bois, fortement tenu, et découpé un peu plus largement que le cou, pour ne pas blesser le malade, mais aussi de manière à lui tenir la tête sous la douche lorsqu'il se refuse à la recevoir.

Les deux autres baignoires aux douches d'eau minérale factice sont demandées en bois, parce que les substances qui entrent dans la composition de ces eaux détruisent le cuivre en très peu de temps.

L'établissement d'une salle particulière pour administrer les douches est d'une nécessité absolue et qui ne doit être détournée par aucun obstacle : on ne saurait donner la douche à un malade sans incommoder les autres baigneurs, soit par l'eau que l'on fait jaillir au loin, soit par l'odeur que répandent les eaux sulfureuses. La douche d'eau froide sur la tête, pour la plupart des aliénés, est un remède déplaisant, qui, pour s'en défendre, les excite à pousser des cris et à faire des efforts vraiment déchirans : exposer à ce bruit et à ce douloureux spectacle d'autres malades, ce serait oublier les premiers ménagemens dus à ces infortunés et retarder le moment du retour de leur raison.

La douche ascendante se prendra sur une chaise de bain établie à l'écart des quatre baignoires ci-des-

culière devra y verser de l'eau chaude, qui, en tombant abondamment sur la partie supérieure du gradin, layera ses marches aussitôt la sortie du malade. Un cordon de sonnette sera mis à la portée de la main des baigneurs, afin qu'ils puissent se faire entendre s'ils avaient besoin de secours.

Les bains médicinaux de vapeurs humides seront donnés en dissolvant dans une petite chaudière particulière les plantes émollientes ou autres substances prescrites. La vapeur résultant de son eau mise en ébullition, sera dirigée dans la salle ou dans un appareil par un tuyau communiquant avec celui de la grande chaudière.

Chaque chaudière sera munie d'une soupape très mobile, pour prévenir les effets de l'expansion de la vapeur surabondante, si l'on venait à oublier de lui donner une sortie; elles seront en outre garnies de deux tubes placés sur la face la plus en vue du fourneau, l'un pour indiquer la hauteur de l'eau, et l'autre pour marquer son degré de chaleur.

Un appareil semblable à ceux en forme de sabot de perroquet, dont il est fait mention à la salle des bains d'étuve sèche, mais sans foyer, sera également établi dans la salle des bains de vapeurs humides; il sera nécessaire pour les malades que les médecins voudront baigner sans que leur tête soit exposée à l'action de la vapeur : cet appareil sera alimenté par un tuyau de communication avec la conduite de la petite chaudière; un robinet d'arrêt mobile, placé après le dernier embranchement, contraindra la vapeur à prendre le chemin dans lequel on voudra la diriger.

Le bain froid d'immersion ou de surprise exigera un

emplacement vaste, bien éclairé, recevant le nord et le midi ; il faudra que l'on puisse aller et venir librement autour de son bassin ; comme ce bain n'est pas d'un usage fréquent, il n'en sera établi qu'un seul pour les deux sexes : à cet effet, on aura l'attention de le placer entre les deux départemens, de manière qu'il les sépare et que chacun d'eux puisse y être conduit sans se voir.

Le bassin de ce bain aura dix pieds de long, six de large et cinq de profondeur ; il sera construit en pierre dure et bien unie ; on y descendra par un escalier en bois, dont les marches n'auront pas plus de quatre pouces de hauteur ; ses bords seront couverts d'un dallage de quatre pieds de large ; les malades à y plonger de leur plein gré le seront, à l'aide d'un fauteuil ou d'un hamac, qu'une machine fera descendre et remonter subitement.

Sur l'un des côtés de ce bassin et à fleur de ses bords, il sera établi une machine secrète pour le bain de surprise ; elle sera en forme de cuve et couvrira un vide de six pieds de circonférence sur cinq de profondeur ; cette machine, dont le fond sera de niveau avec celui du bassin, et sur laquelle il sera placé une trappe, s'emplira d'eau par une vanne de communication et se videra de même : au moyen d'un ressort caché, une personne passant sur la trappe sera précipitée et retirée aussitôt du bain. Cette commotion subite et inattendue, disent plusieurs médecins, peut, suivant le caractère de l'aliénation, détourner un fou de la fixité de son illusion.

L'étendue de la chambre des bains sera telle que l'on puisse y placer deux lits laissant entre eux une

rielle, dans laquelle on devra pouvoir faire entrer un brancart, avec facilité. Cette pièce est un accessoire indispensable : il arrive souvent qu'il est très utile aux malades de les coucher après leur sortie du bain; ce soin rend le remède plus efficace, et prévient des accidens que le passage subit de chaud au froid peut faire naître.

Une salle de desserte est aussi un accessoire nécessaire à chaque département des bains; cette pièce présentera une division en trois compartimens : le premier formera une espèce de cabinet où se tiendra la personne chargée de l'administration des bains; le deuxième sera affecté au dépôt du linge blanc, et le troisième à celui des ustensiles du service des bains.

Il sera de plus très utile de ménager, près la pièce du fourneau, une salle moins grande, nommée séchoir : son usage aura pour objet la dessiccation du linge qui aura servi à essuyer les malades; l'air chaud à lui donner sera pris du foyer de la grande chaudière, par le moyen d'un conducteur particulier. Cette pièce sera en outre garnie de porte-manteaux, pour y suspendre les vêtements des baigneurs; et d'une sorte de bas de buffet divisé par des tablettes à jour, sur lesquelles on placera le linge à distribuer et l'intérieur de ce buffet, pendant le service, sera chauffé par un deuxième conducteur, également alimenté par le foyer du fourneau des bains.

Une boulangerie est une officine indispensable dans tout hôpital qui ne peut en avoir de centrale par sa réunion, pour ce service, avec d'autres établissemens. En confiant cette fourniture aux boulangers du lieu, on expose, dans les jours de disette, à des chances

très dangereuses; ensuite il ne convient pas à un établissement public de livrer une fourniture de cette importance à des spéculations particulières, et de perdre les économies qu'elle offre, soit dans l'achat des blés, soit dans la fabrication du pain.

La partie de bâtiment dans laquelle il faudra créer la boulangerie sera à l'écart, et aura pour particulière son isolement est une des premières précautions à prendre contre le danger du feu.

La boulangerie comprendra, 1°. la paneterie; 2°. la boulangerie; 3°. la pièce des farines répandues; 4°. les magasins aux farines et aux blés; 5°. et le dépôt de la braise.

L'hôpital où il sera établi une boulangerie aura près de celle-ci sa paneterie : les détails du service de cette dernière ont été donnés plus haut, ils font partie des dépendances de la cuisine.

La pièce de la boulangerie contiendra le four, et c'est là que le pain devra se fabriquer; son étendue sera de trente pieds sur vingt-quatre; elle sera garnie d'une chaudière montée sur un fourneau, d'un pétrin, d'un porte-couche à tiroirs et d'un étouffoir à braise. L'eau arrivera dans la boulangerie par un robinet placé sur la chaudière.

La pièce des mélanges, ou des farines répandues, sera à la suite de la boulangerie ou positivement au-dessus : c'est le lieu où l'on devra mélanger les farines pour avoir une nuance égale, et où on les exposera plusieurs jours à l'air avant de les passer au pétrin. Le but de cette dernière précaution est de les rendre plus profitables dans leur manipulation en pâte, afin d'en obtenir un plus grand produit en pain. Il sera néces-

saire que cette pièce soit parfaitement éclairée et bien aérée : la conservation des farines et l'état de sécheresse dans lequel il conviendra de les maintenir exigent encore que le plancher soit établi en bois.

Les magasins aux blés et aux farines d'un hôpital contenant cinq cents malades seront mis en rapport avec un approvisionnement de six mois au moins. Cet approvisionnement sera d'environ quatre cents sacs de farine, du poids de trois cent vingt-cinq livres. Un sac occupe deux pieds carrés, les passages compris : ainsi ces magasins seront à peu près de huit cents pieds superficiels. Si l'on voulait gerber les sacs, la moitié serait suffisante ; mais ce moyen a l'inconvénient d'aider la fermentation des farines, et de les faire *marronner* plus promptement. Les séparations à établir entre le blé et les farines, ainsi qu'entre les différentes qualités de ces dernières, formeront quatre parties à placer à la suite les unes des autres dans le voisinage de la boulangerie ; ces différens magasins seront planchés, afin d'éviter la casse des carreaux par le roulement des brouettes dans le mouvement des sacs, et pour plus de sûreté dans la conservation des farines : de simples châssis en toile fermeront les baies des croisées. Cette disposition aura l'avantage de préserver les farines de poussière, tout en laissant à l'air la facilité de pénétrer dans les magasins.

Le dépôt de la braise a besoin d'un lieu isolé dans les environs de la boulangerie : la poussière noire que la braise répand exige cette séparation, qui est aussi nécessaire contre le danger du feu, si quelque partie de braise se trouvait mal éteinte. Ce réduit pourra n'être pas grand, toutes les fois que l'on ne sera pas

tenu d'amasser la braïse, ou qu'elle sera journellement consommée pour le service de la maison.

(*La fin au prochain Numéro.*)

AVIS AUX PROPRIÉTAIRES BIENFAISANS QUI PARTENT POUR
LA CAMPAGNE OU QUI Y RÉSIDENT.

Il s'offre aux amis du bien qui habitent la campagne, un moyen facile et simple de répandre sur la population laborieuse des campagnes une influence éminemment salulaire, également utile pour l'amélioration des mœurs, et pour les progrès de l'aisance et de l'industrie.

Ils peuvent fournir à leur village un choix de bons livres pour servir à des lectures populaires. Ces livres, prêtés successivement aux familles des villageois, offriraient une instruction utile, un délassement agréable aux adultes et aux enfans. Les maîtres et maîtresses d'école pourraient en recevoir le dépôt, en favoriser la circulation.

L'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande, connaissent depuis long-temps ce moyen de faire le bien. Les États-Unis de l'Amérique septentrionale lui ont donné déjà un grand développement. De là l'institution de ces bibliothèques circulantes qui obtiennent un succès remarquable et se propagent de toutes parts.

L'Allemagne, la Hollande, l'Écosse, l'Irlande, les États-Unis, ont l'avantage de posséder aussi de nombreuses collections d'ouvrages destinés aux lectures populaires, conçus et rédigés dans un excellent esprit.

La France est malheureusement beaucoup moins riche. Cependant, depuis quelque temps, plusieurs publications utiles ont été faites à Paris dans cette vue.

On croit devoir spécialement indiquer ici les collections suivantes :

1°. Celle qui a été publiée par M. Delapalme fils, magistrat du parquet de Paris, qui se compose déjà de 20 volumes in-18;

2°. Le recueil des écrits couronnés par la Société pour l'Enseignement élémentaire, chez M. Colas, libraire, rue Dauphine;

3°. Le recueil que publie en ce moment M. Levraut, libraire, rue de la Harpe, n° 81;

4°. Le recueil publié par la librairie de la rue de l'Oratoire.

NOUVELLES PHILANTHROPIQUES.

— Il n'est personne qui ne connaisse l'admirable réunion d'établissements utiles qu'a créés et développés depuis trente ans à Hofwyl, en Suisse, le bienfaisant génie de M. de Fellenberg : ce beau modèle d'exploitation rurale, ces ateliers de construction, ces écoles pratiques pour l'éducation agricole, ce cours normal pour les maîtres d'école, ces colonies qui sont placées à côté des instituts d'éducation pour les jeunes gens des classes supérieures; nobles exemples qui déjà ont été imités en diverses contrées de l'Europe, en Amérique, dans les cantons de Vaud et de Genève, et qui sans doute seront enfin imités aussi dans notre France.

L'une des filles de ce vénérable philanthrope dirige elle-même, comme vous le savez, l'école rurale des pauvres jeunes filles.

Une seconde a imaginé, l'année dernière, d'essayer une nou-

velle espèce d'école jusqu'à ce jour sans exemple, et qu'il est d'autant plus intéressant de faire connaître qu'il est très facile de l'imiter, du moins en tant qu'on regardera comme facile ce qui n'exige que du dévouement et du zèle.

J'appellerais cette espèce d'école une *école ambulante*, si je considérais sa forme; je l'appellerais une *école de choses*, si je considérais son objet.

Elle est aussi une école de pauvres, car c'est pour de jeunes filles indigentes qu'elle est instituée.

M^{lle} Adèle Fellenberg a imaginé de se transporter elle-même dans les villages qui entourent Howyl.

Là, elle réunit, à jour et heure déterminés, les jeunes filles pauvres qui savent déjà lire, c'est-à-dire qui ont été exercées au mécanisme de la lecture.

Elle les rassemble dans la chaumière de l'une des familles qui participent à ce bienfait. Cet honneur est accordé tour à tour aux familles qui s'en sont rendues dignes par leur conduite.

Là, M^{lle} de Fellenberg leur apprend à bien lire, c'est-à-dire à lire avec fruit; elle apporte avec elle des livres choisis, appropriés aux besoins de ses élèves.

Les élèves lisent tour à tour en sa présence; chacune est appelée à analyser sa lecture, à exprimer ses observations, à présenter ses questions. M^{lle} de Fellenberg provoque les unes et les autres, et y répond. Elle saisit cette occasion pour donner le développement qu'elle a l'art de faire désirer, et pour y joindre de salutaires réflexions morales.

Ses soins ont obtenu déjà la plus douce et la plus juste récompense, un succès réel; elle a été reçue avec empressement, écoutée avec avidité et avec fruit.

— Il vient d'être rendu une ordonnance portant réorganisation des Bureaux de charité de la ville de Paris. Nous la donnons textuellement.

LOUIS PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, A TOUS PRÉSENTS, etc.

Sur le rapport de notre Ministre du commerce et des travaux publics,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le service des secours à domicile, dans chacun des

douze arrondissemens de la ville de Paris, sera spécialement confié à un Bureau de bienfaisance.

ART. 2. Les Bureaux de bienfaisance seront placés sous la direction du préfet de la Seine et la surveillance du Conseil général d'Administration des Hospices.

ART. 3. Chaque bureau sera composé :

1°. Du maire de l'arrondissement, président né;

2°. Des adjoints, membres nés;

3°. De douze administrateurs;

4°. D'un nombre illimité de commissaires de bienfaisance et de dames de charité, qui n'assisteront aux séances qu'avec voix consultative, et lorsqu'ils seront invités par le Bureau;

5°. D'un secrétaire trésorier.

ART. 4. Chacun des administrateurs sera choisi par notre Ministre du commerce et des travaux publics, et sur l'avis du préfet, parmi les quatre candidats, dont deux seront présentés par le Conseil général des Hospices, et deux par le bureau dont il devra faire partie.

Dans la première formation, le préfet présentera les deux candidats dont la nomination est attribuée aux Bureaux de bienfaisance.

ART. 5. Les Bureaux se renouvelleront par quart, chaque année; les trois premières années les membres sortans seront désignés par le sort, et ensuite par l'ancienneté.

ART. 6. Les commissaires de bienfaisance et les dames de charité seront nommés par les Bureaux.

ART. 7. Les secrétaires-trésoriers seront salariés et fourniront un cautionnement.

Ils seront nommés par le préfet de la Seine.

ART. 8. Une instruction réglementaire, relative à l'organisation des Bureaux de bienfaisance, à l'ordre de leur comptabilité, à la fixation des cautionnemens des trésoriers, à la classification des indigens, au mode de distribution de secours, et au nombre de médecins, de chirurgiens, de sages-femmes, et de sœurs de charité qui devront faire partie du service des secours à domicile, dans chaque arrondissement, sera soumise dans le moindre délai possible, par le préfet à l'approbation du ministre.

ART. 9. Les administrateurs des Bureaux de bienfaisance,

après deux années d'exercice; seront de droit candidats aux places vacantes dans le Conseil général d'Administration des Hospices de Paris, concurremment avec ceux que ce Conseil présente, en vertu de l'art. 2 de l'ordonnance du 18 février 1818.

ART. 10. Toutes dispositions contraires à celles de la présente ordonnance, et spécialement celles de l'ordonnance du 2 juillet 1816, sont et demeurent rapportées.

ART. 11. Notre Ministre du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des Lois.

Donné à Paris, le 29 avril 1831.

Signé : LOUIS PHILIPPE.

Nous allons indiquer sommairement les changements apportés par cette ordonnance dans le régime des secours à domicile.

L'art. 1^{er} a pour objet de substituer la dénomination de Bureau de *bienfaisance* à celle de Bureau de *charité*.

Précédemment ces Bureaux étaient placés sous la direction commune du préfet de la Seine et du Conseil général des Hospices. L'art. 2 de la nouvelle ordonnance charge le préfet de la direction, et le Conseil général de la surveillance.

D'après l'ordonnance de juillet 1816, les curés et ministres protestans étaient membres nés des bureaux de charité. D'après l'art. 3 de la nouvelle, ils n'en feront plus partie de droit.

Le même article change la dénomination d'administrateurs et commissaires de *charité* en celle d'administrateurs et commissaires de *bienfaisance*, et conserve aux dames le titre de dames de *charité*.

Les administrateurs de charité étaient choisis sur l'avis du préfet par le ministre sur une liste de cinq candidats formée par les Bureaux, réduite à trois par le Conseil général des Hospices. A l'avenir, les Bureaux ne présenteront plus que deux candidats pour chaque place d'administrateur; le Conseil des Hospices présentera concurremment deux autres candidats, et, sur l'avis du préfet, le Ministre fera son choix. (Art. 4.)

Les art. 5 et 6 sont conformes aux dispositions de la précédente ordonnance.

L'art. 7 attribue au préfet la nomination directe des secré-

taires-trésoriers, qui, précédemment, étaient nommés par les Bureaux de charité, sauf l'approbation du Conseil général et du préfet.

L'art. 8 promet une instruction réglementaire, relative à l'organisation des bureaux de bienfaisance. (1)

L'art. 9 déclare candidats aux places de membres du Conseil général des Hospices les membres des Bureaux de bienfaisance qui auront deux années d'exercice de ces fonctions.

Tels sont les principaux changemens et innovations introduits par l'ordonnance du 29 avril 1831. Ceux qui pourraient avoir lieu dans la comptabilité des Bureaux de bienfaisance, dans la classification des indigens, dans le mode de distribution des secours, etc., ne seront connus que lorsque l'instruction promise aura paru.

— Une autre ordonnance du 22 mars 1831, a approuvé :

1°. La vente faite à l'Administration des Hospices civils de Paris, de la maison complète d'éducation située rue Saint-Hippolyte, par MM. Cochin, Marcellot et Salleron, moyennant la somme de 141,253 fr. 77 c.

2°. La donation par M. Cochin du mobilier, évalué 8,458 fr. 95 c.

3°. L'abandon des avances faites par M. Cochin, montant à 12,458 fr. 82 c.

En considération de ces donation et abandon, la maison portera à l'avenir le nom de *Maison Cochin*.

— Diverses mesures ont été adoptées, dans les départemens, pour procurer de l'occupation aux ouvriers sans travail. M. le préfet du Nord a invité les maires à former des ateliers de charité pour des travaux d'utilité communale. A Bordeaux, on a exécuté des travaux de terrassement; on a occupé pendant

(1) Par suite de l'ordonnance de 1816, le Conseil général des Hospices publia une instruction réglementaire pour en faciliter l'exécution. À la fin de 1829, le même Conseil, profitant des lumières nées d'une expérience de treize années, publia, en 1 vol. in-4° de 392 pages, tiré à deux mille exemplaires, une nouvelle instruction qui embrassait et réglait toutes les parties du service, et y joignit la collection de tous les modèles en usage dans les Bureaux de charité. Il en fit faire un extrait, sous la forme de Mantel, à l'usage des commissaires et dames de charité.

l'hiver les charpentiers de navire sans emploi, en faisant construire plusieurs bâtimens de commerce par souscription; la Chambre de Commerce y a concouru pour 6,000 fr.; un grand nombre de personnes s'y sont associées pour des sommes plus ou moins fortes.

— Voici le relevé des sommes qui ont été récemment distribuées en secours aux indigens et aux ouvriers sans travail de la ville de Paris.

Aux indigens.

1°. Produit du bal de l'Opéra (1)....	110,617 f.	} 196,033 fr.
2°. A l'occasion de la fête du Roi,		
— Par la ville de Paris. 55,416 f.		
— Sur les fonds du Ministère du commerce....	30,000	} 85,416

Aux ouvriers.

— Par la ville de Paris.....	120,000 f.	} 220,000 fr.
— Sur les fonds du Ministère de l'intérieur.....	100,000	

TOTAL..... 416,033 fr.

— Plusieurs Sociétés respectables, qui se dévouent à diverses œuvres bienfaisantes, ont tenu, le mois d'avril dernier, à Paris, leur réunion générale et annuelle. Celle des Traités religieux a été présidée par M. Stapfer père, qui a rappelé le but de son institution. On voit, par le rapport de M. Henri Lutuoth, que cette Société a distribué cette année près de 450 mille traités de ce genre. La Société des États-Unis en a mis, l'année dernière, 6 millions en circulation. Celle de Londres, indépendamment des publications faites à ses frais dans les pays étrangers, a répandu, pendant la même année, plus de 10 millions 500 mille traités. On évalue à 140 millions ceux que, depuis son origine, elle a distribués dans les diverses langues de l'Europe, de l'Asie, même en chinois, et dans les divers dialectes de la mer du Sud.

La Société Biblique s'est réunie sous la présidence de M. le

(1) Divers autres bals ont été donnés depuis par plusieurs légions réunies; nous n'en connaissons pas exactement le produit.

compte Verhuell. Elle a distribué cette année 4,434 Bibles et 4,001 Nouveaux Testaments, dans les familles protestantes de France.

La Société de la Morale Chrétienne a entendu divers rapports de ses Comités spéciaux; celui qui embrasse les travaux du Comité des orphelins sera l'objet d'une notice particulière dans notre prochain numéro.

La réunion de la Société pour l'encouragement de l'instruction primaire parmi les protestans de France a été présidée par M. le marquis de Jaucourt. Elle a décerné des médailles d'encouragement à six instituteurs. Elle a entendu des détails intéressans sur divers établissemens créés par des pasteurs pour former des instituteurs et des maîtresses.

— Nous croyons devoir donner ici le relevé des recettes intérieures faites par les Bureaux de bienfaisance de Paris depuis l'année 1817 jusqu'en 1829 inclusivement. On verra par ce relevé la différence considérable qui existe entre la première et les dernières années de cette période. Il est douloureux de remarquer qu'en même temps que le nombre des pauvres augmente, les offrandes des riches diminuent progressivement. Puisse un tel tableau ramener la charité particulière, dans un moment surtout où tant de bras restent sans emploi, et où la classe indigente, spécialement, a tant à souffrir du manque de travail et de la stagnation de l'industrie!

Année.	Somme.
1817.....	442,806 fr. 16 c.
1818.....	311,218 52
1819.....	215,648 11
1820.....	294,982 68
1821.....	151,433 96
1822.....	163,042 29
1823.....	146,914 72
1824.....	147,079 84
1825.....	158,172 87
1826.....	159,991 49
1827.....	199,599 49
1828.....	172,639 16
1829.....	194,377 72

— En Allemagne comme en Angleterre, des encouragemens sont décernés aux bons domestiques ; ils consistent en distributions solennelles de prix. A Vienne, le 4 octobre 1830, jour de la fête de l'empereur, suivant un ancien usage, 10 prix de ce genre ont été donnés ; à Munich, le 10 octobre, on en a distribué 62 à des domestiques qui, depuis vingt-neuf ans au moins, servaient les mêmes maîtres.

— D'après un relevé officiel qui vient d'être imprimé par ordre du parlement anglais, la somme totale des fonds placés dans les caisses d'épargne depuis leur établissement en 1817, est de 20,760,228 liv. sterl. (519,008,700 fr.). Les déposans ont retiré 8,648,338 liv. st. (141,208,450 fr.). Il reste donc dans les caisses 15,111,890 liv. st. (377,797,250 fr.). Elles ont payé en intérêts 5,141,410 liv. st. 8 schel. 7 pences (128,535,250 fr.).

Qu'on compare ce renseignement avec ceux que nous avons donnés dans le premier numéro du *Bulletin*, page 138, sur les caisses d'épargne de France, et l'on verra combien l'esprit d'économie est poussé plus loin en Angleterre que dans notre pays. Nous avons sous les yeux une enquête faite, en 1827, par un Comité de la Chambre des Communes, relativement aux associations de prévoyance, qui prouve toute l'importance que la législature attachait à cet objet. Le rapport qui fut fait à cette occasion est digne d'être médité par toutes les personnes qui peuvent exercer quelque influence sur les classes laborieuses. Exciter l'esprit de prévoyance est le moyen le plus certain d'améliorer les mœurs et de prévenir la misère.

— M^{me} veuve Vignette, née Champion (1), vient de léguer trois fermes à l'institution des Sourds-Muets de Paris, et trois à celle des Jeunes Aveugles. Son mari et elle connaissaient la détresse de ces établissemens et tout le bien qu'ils font ; ils les avaient pris en une vive affection, et ont voulu leur en donner une preuve éclatante. Par son testament, M^{me} Vignette a en outre fondé un certain nombre de places pour des sourds-muets et des aveugles dans les deux maisons.

(1) M^{me} veuve Vignette était sœur de l'homme charitable qui, pendant tout l'hiver dernier, n'a cessé de distribuer à ses frs, dans plusieurs quartiers de Paris, des soupes aux légumes aux indigens et aux ouvriers sans travail. (Voyez le premier numéro du *Bulletin*, p. 146.)

EXTRAIT

DE LA CORRESPONDANCE DE LA SOCIÉTÉ.

— Les commissions administratives des hospices civils de Lyon, Bordeaux, Montpellier, Strasbourg, Nancy, Troyes et Beauvais, accusent réception du premier numéro du Bulletin de la Société, dont il leur avait été fait hommage, ainsi qu'aux diverses commissions administratives des principales villes de France. Elles joignent à leurs remerciemens l'offre du tribut de leurs observations, et veulent bien se mettre à la disposition de la Société pour tous les renseignemens qui pourraient leur être demandés dans la vue de l'amélioration des établissemens charitables.

— MM. les préfets des Alpes (Hautes-), de l'Arriège, du Cantal, des Côtes-du-Nord, du Doubs, d'Eure-et-Loir, du Gard, d'Ille-et-Vilaine, de l'Indre, de la Haute-Loire, de la Loire-Inférieure, du Lot, de la Meurthe, du Pas-de-Calais, des Pyrénées-Orientales, du Rhône, de la Seine-Inférieure, de la Vendée, de la Vienne, des Vosges, de l'Yonne, adressent à la Société des désignations de membres correspondans.

M. le baron de Roujoux, préfet du Lot, veut bien se charger personnellement de la correspondance. « La Société, dit ce magistrat, peut compter sur mon concours pour la secourir dans les vues de bien public qu'elle se propose. Je me ferai un devoir de lui fournir, sur les établissemens de bienfaisance qui existent dans mon département, tous les renseignemens à ma disposition qui seraient de nature à faciliter la tâche qu'elle s'est imposée, comme aussi de transmettre à ces établissemens toutes les indications contenues dans le Bulletin de la Société qui me paraîtront pouvoir être de quelque utilité. »

MM. les préfets du Rhône, de la Loire-Inférieure, de la Vienne et des Pyrénées-Orientales, font à la Société des offres de la même nature.

EXTRAIT

DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ.

Assemblée générale du 29 avril 1831.

M. le baron De Gérando, secrétaire, soumet à l'assemblée les questions suivantes, dont la solution lui paraît du plus haut intérêt :

1°. *Quels sont les moyens les plus convenables d'occuper les ouvriers sans travail ?*

2°. *Est-il mieux de réunir les vieillards dans les hospices ou de les placer en pension dans la campagne ?*

3°. *Quels sont les moyens les plus convenables de prévenir l'accroissement du nombre des enfants trouvés et d'en réduire le nombre ?*

4°. *Quels sont les moyens d'étendre l'influence des caisses d'épargne et des associations de prévoyance ?*

L'Assemblée considère ces questions comme dignes de toute son attention. Elle décide qu'elles seront traitées et approfondies par les Comités qui s'occupent d'objets analogues; elle renvoie en conséquence la première de ces questions au premier Comité; les deuxième et troisième au second Comité, et la quatrième au quatrième Comité.

Séance du Comité central, du 3 mai 1831.

M. le secrétaire donne lecture des lettres de MM. les préfets qui, conformément à la demande qui leur en a été faite, adressent à la Société les noms des personnes qu'ils désignent comme membres correspondans.

Les offres personnelles faites par MM. les préfets du Lot, du Rhône, de la Loire-Inférieure, des Pyrénées-Orientales, excitent la reconnaissance du Comité. (1)

Le titre de correspondant ne pouvant être conféré que par l'assemblée générale, le Comité décide, sur la proposition d'un de ses membres :

(1) Voyez ci-contre l'Extrait de la correspondance, p. 404.

1°. Qu'il sera écrit à MM. les préfets pour les remercier, soit de leurs offres personnelles, soit de leurs désignations.

2°. Qu'il sera provisoirement ouvert une correspondance avec quelques unes des personnes indiquées, en se réservant de les proposer pour membres correspondans à la prochaine assemblée générale, selon qu'elles auront consenti à en accepter le titre et qu'elles auront commencé à remplir les devoirs qu'il impose. Par suite de cette disposition, la lettre suivante leur a été adressée au nom de la Société.

« Monsieur, M. le préfet du département ayant bien voulu, par la lettre qu'il nous a fait l'honneur de nous écrire le

, répondre au vœu que nous lui avions exprimé, vous a indiqué à la Société des Établissmens charitables comme l'un des hommes dévoués au bien, qui, par le zèle avec lequel ils concourent au soulagement de l'humanité, et par l'expérience qu'ils ont acquise dans l'administration des secours publics, peuvent secourir nos travaux et nos efforts, soit en nous éclairant par le concours de leurs informations, soit en propageant les observations utiles et les vues d'amélioration. Il nous a fait espérer, Monsieur, que vous consentiriez à nous aider. Nous nous empressons donc de recourir à votre obligeance, et d'ouvrir avec vous ces rapports dont nous attendons des fruits précieux. Nous venons, sous les auspices de ce magistrat, solliciter de vous un premier ordre de renseignemens, ceux qui nous semblent devoir servir de base à toutes les recherches sur le régime des Établissmens charitables.

« Nous désirerions, avant toutes choses, obtenir, par des résultats comparatifs, des notions exactes sur la condition de la classe indigente, dans les villes et dans les campagnes de l'arrondissement que vous habitez.

« Ces notions auraient pour objet : 1°. Le degré de l'indigence. Ce degré se mesure par le rapport des besoins aux ressources. Il est donc utile de connaître le prix moyen de la journée de travail dans les professions les moins productives, comme celle de journalier, et le prix des objets de première nécessité, de manière à évaluer la dépense d'une famille par jour, semaine, mois ou année, en distinguant les divers élémens de cette dépense, et en indiquant dans quelle proportion elle s'accroît suivant le nombre

des individus qui composent le ménage, suivant leur sexe et leur âge. 2°. Elles auraient ensuite pour objet la classification des indigènes, en les répartissant suivant qu'ils appartiennent aux indigènes valides ou invalides, en les distinguant, suivant l'âge, en enfans, adultes, et vieillards au-dessus de soixante-cinq ans; suivant l'état de célibataire, veuf ou veuve, marié, père ou mère de famille, enfans orphelins ou abandonnés, enfin suivant les sexes. 3°. Elles indiqueraient le nombre approximatif des indigènes et leur rapport avec leur population totale. Il est bien difficile sans doute d'avoir à cet égard des données exactes et précises, mais il est d'un grand intérêt de pouvoir apprécier du moins les proportions relatives et de pouvoir observer comment elles varient suivant les diverses localités.

« En partant de là, nous désirerions pouvoir connaître quelles sont les professions qui fournissent le plus grand nombre d'indigènes; comment ce nombre se modifie dans les diverses saisons de l'année. Il importerait également de faire connaître quel peut être le rapport des faux pauvres aux véritables indigènes.

« Nous attachons le plus grand prix à connaître si la mendicité existe dans votre arrondissement, et, dans ce cas, quel est le nombre approximatif des mendiants; s'ils appartiennent du pays ou s'ils sont étrangers; quelles sont leurs mœurs, et s'il y a une classe d'individus chez laquelle la mendicité soit héréditaire.

« Enfin, tous ces renseignemens doivent se terminer par la recherche et l'examen des causes les plus générales de l'indigence. C'est ici que nous invoquons plus particulièrement votre sagacité. Dans l'examen de ces causes, vous ne négligerez pas, sans doute, d'indiquer celles qui peuvent se rattacher à une direction mal entendue des secours.

« Nous serions bien reconnaissans si vous pouviez joindre à ce tableau de la situation de la classe indigente dans votre arrondissement, un aperçu des principaux moyens établis pour prévenir la mendicité et la misère, et pour soulager les pauvres. Nous comprenons essentiellement parmi ces moyens les caisses d'épargne, les associations de prévoyance et d'assistance mutuelle, les ateliers de charité et les dépôts de mendicité.

« Parmi les moyens de soulager l'indigence, nous sollicitons particulièrement de vous des détails sur les secours à domicile,

sur leur organisation, leur régime, dans les villes et dans les campagnes. Nous vous prions de nous indiquer les établissements publics, tels qu'hôpitaux, hospices, et de nous faire connaître leur importance. Veuillez nous indiquer aussi les associations charitables instituées par la libre réunion de personnes bienfaitantes, l'objet qu'elles se proposent, l'étendue de leurs ressources.

« Après avoir embrassé, dans ces premières indications générales, l'ensemble des besoins et des ressources, nous aurons de nouveau recours à votre zèle pour vous demander des renseignements détaillés sur ceux des objets particuliers qui y auront été indiqués. Nous n'avons garde de vouloir limiter ici le cercle de vos informations. Nous recevrons avec reconnaissance toutes celles que vous voudriez bien nous adresser et que nous n'aurions pas prévues.

« Nous vous prions aussi de nous adresser, en retour, toutes les questions qui peuvent rentrer dans le but de nos travaux, et nous nous empresserons d'y satisfaire autant qu'il sera en notre pouvoir.

« Nous nous félicitons, Monsieur, d'avoir cette occasion pour vous offrir ici un témoignage de notre estime, en vous assurant de la considération distinguée avec laquelle nous avons l'honneur d'être vos très humbles et obéissants serviteurs,

Pour M. le duc de Dondeauville, président,

Le Secrétaire,

Le Vice-Président,

B. DE GÉRANDO.

DEBELLEYME.

ERRATUM.

Dans le second numéro du *Bulletin*, page 159, à l'article des *Hospices de la Vieillesse*, on a rangé à tort les aliénés parmi les malades incurables. C'est une faute de typographie, qu'il faut corriger de la manière suivante :

« Cet asile est destiné aux indigens âgés de soixante-dix ans, aux infirmes au-dessous de cet âge, aux incurables, aux aliénés, aux épileptiques, et enfin aux cancéreux curables et incurables. »

Nous profitons même avec empressement de cette occasion pour annoncer que, dans les notices qui seront publiées sur les deux hospices de la vieillesse, nous nous attacherons d'une manière spéciale à faire ressortir tout ce que la sollicitude du Conseil général des Hospices, aidée des lumières des habiles médecins chargés du service de ces établissements, a apporté d'amélioration dans le traitement des infortunés atteints d'aliénation mentale. C'est un devoir qu'il nous sera bien doux de remplir.

PARTIE HISTORIQUE.

FRANCE.

DES BUREAUX DE BIENFAISANCE

DE LA VILLE DE PARIS.

(TROISIÈME ARTICLE.)

DEPUIS que nous avons publié notre second article sur les secours à domicile de Paris (1), il est intervenu une ordonnance royale, sous la date du 29 avril 1831, qui a réorganisé les Bureaux de charité de cette ville. Nous en avons donné le texte dans le troisième numéro du *Bulletin*, pages 397 et suivantes, et nous l'avons fait suivre de quelques réflexions dans lesquelles nous avons signalé les principaux changements qu'elle apporte dans le service des secours à domicile. Nous ne nous occuperons pas davantage de cette ordonnance, qui a consacré, du reste, tous les principes de l'organisation précédente, et qui n'a pu mieux faire que de la conserver, parce que cette organisation, la plus parfaite qui existe en Europe, et qui fait chaque jour l'objet de l'admiration et de l'étude des étrangers, était l'ouvrage du temps, le fruit de l'expérience, le résultat des méditations des personnes les plus éclairées en matière

(1) Voyez le N° 2 du *Bulletin*, page 191.

de secours publics (1). L'autorité a donc agi avec une grande sagesse, en respectant ce précieux monument élevé à l'indigence par la philanthropie et la véritable charité. On lui doit des éloges et de la reconnaissance pour avoir su se mettre à l'abri des influences, souvent si fâcheuses, de l'esprit de parti, et de celles, non moins dangereuses, de l'esprit d'innovation.

C'est ainsi que, malgré les sollicitations un peu légères de personnes qui ne connaissaient qu'imparfaitement le système des secours publics de la ville de Paris, et qui, dans leur préoccupation d'une plus grande importance personnelle, demandaient la séparation de deux branches de service étroitement liées, l'ordonnance a conservé au préfet de la Seine la direction, et à l'Administration des hospices la surveillance des Bureaux de bienfaisance. C'est en effet à ces deux autorités que l'on est redevable de toutes les améliorations introduites dans le service des secours à domicile. Sage fixation des conditions d'admission, recensemens fréquens de la population indigente, réduction notable dans le nombre des pauvres, répartition équitable des fonds entre les divers arrondissemens, ordre parfait établi dans la comptabilité des Bureaux, formation de maisons de secours et d'écoles nombreuses, augmentation du revenu des pauvres, telle est la part que le Conseil a prise dans l'administration des secours à domicile de la ville de Paris.

Entièrement dégagé de l'esprit de localité, et animé d'un intérêt égal pour tous les pauvres, le Conseil

(1) MM. les barons de La Bonnardière, Delessert et Degérando.

général mérite ce témoignage, qu'il n'a cessé de faire de son autorité l'usage le plus éclairé et le plus paternel. Sous sa direction, les Bureaux de bienfaisance ont joui de la plus complète indépendance. Ils ont fait constamment des fonds mis à leur disposition l'usage qui leur a paru le plus utile, agissant dans leur sphère avec une entière liberté. Aussi ont-ils également mérité, par leur bonne administration, la reconnaissance des pauvres et l'approbation du gouvernement, puisque, comme nous l'avons dit, rien n'a été changé par la nouvelle ordonnance au système précédemment établi.

Mais l'ordonnance du 29 avril, ayant annoncé une instruction réglementaire sur l'administration des secours à domicile, nous croyons devoir profiter de cette circonstance pour soumettre à l'autorité quelques vues sur des dispositions dont l'adoption nous paraît le complément nécessaire de celles qui sont aujourd'hui en vigueur.

Il est, en matière de secours publics, un principe posé dans toutes les lois, ordonnances et instructions y relatives, et qu'on ne saurait trop rappeler : c'est que tous les fonds destinés aux pauvres, de quelque source qu'ils proviennent et quelle que soit leur destination, doivent être intégralement et immédiatement versés dans la caisse des pauvres. Nul n'a le droit d'en retenir la moindre part pour l'appliquer même à des actes de bienfaisance de l'utilité la mieux constatée. Les motifs de cette disposition sont faciles à saisir. Les fonds des pauvres sont des deniers publics. Les secrétaires-trésoriers nommés près des Bureaux de bienfaisance sont assujettis à toutes les obligations imposées aux comp-

tables du trésor. Ils reçoivent et dépensent à charge de rendre compte; il ne peut rien sortir de leur caisse qu'en vertu d'une délibération émanée du Bureau de bienfaisance, et selon les formes tracées par les réglemens. S'il leur arrive de s'en écarter, leur responsabilité est engagée, leur cautionnement compromis; et l'autorité a toujours par-devers elle une garantie contre leur mauvaise gestion et les moyens de la redresser. Substituez au comptable quelque autre personne que ce soit, si elle est irresponsable, cette garantie disparaît. Vous ne pouvez exiger aucun compte, constater l'emploi des deniers, imposer des obligations, redresser les erreurs, ni prouver que les fonds ont reçu la destination qu'on voulait leur donner. Ici, plus de règles pour les dépenses, plus de formes conservatrices, plus de contrôle possible, plus de garantie pour les pauvres, plus de sécurité pour l'administration et pour les bienfaiteurs. Il n'est pas de position si éminente, de probité si avérée, d'intentions si pures, de motifs si plausibles, qui puissent légitimer la plus légère dérogation à ce principe fondamental, hors duquel tout est arbitraire, désordre et confusion. Le comptable a donc seul et doit avoir seule qualité pour recevoir et pour payer : c'est là sa mission; c'est pour cela qu'il a été substitué aux trésoriers des anciens Bureaux de bienfaisance, hommes fort honorables du reste, mais qui n'étant pas des agens responsables, ne présentaient pas la seule garantie admissible en matière de fonds publics, un cautionnement pour sûreté de leur gestion. Nous reprenons la suite de notre article sur les Bureaux de bienfaisance, en donnant le tableau des se-

cours qu'ils ont distribués aux indigens de la ville de Paris pendant l'année 1829.

Ces secours sont de quatre espèces :

- 1°. Secours en nature;
- 2°. Secours en argent;
- 3°. Secours en travail;
- 4°. Secours d'instruction.

Les secours en nature se composent de comestibles, combustibles, objets d'habillement et coucher, secours pour maladies et infirmités.

La somme dépensée pour comestibles a été de 564,794 fr., savoir :

Pain.....	443,701 f. 80 c.	} 564,794 f. 31 c.
Viande.....	100,578 98	
Comestibles divers.....	20,513 53	

En divisant la dépense du *pain* par le nombre des ménages et par celui des individus, on trouve que chaque ménage en a reçu pour une valeur de 15 fr. 98 c., et chaque individu pour 8 fr. 16 c.

En prenant 17 c. comme la moyenne du prix de la livre de pain, on trouvera que chaque ménage en a reçu dans l'année 94 livres, ou environ 8 livres par mois, et chaque individu 48 livres pour l'année, ou 4 livres par mois.

La *viande* a donné lieu à une dépense de 100,578 fr. 98 c.; c'est-à-dire de 3 fr. 62 c. par ménage, ou 1 fr. 85 c. par individu; mais il ne s'en distribue qu'aux vieillards et aux malades, qui par conséquent en ont reçu une plus grande quantité que la moyenne que nous venons d'indiquer. Le prix moyen de la viande des pauvres est de 40 c. la livre.

Il a été distribué des *combustibles* pour une valeur

de 53,464 fr. 24 c., ou 1 fr. 92 c. par ménage, et 98 c. par individu. Les combustibles ne s'accordent qu'à l'époque la plus rigoureuse de l'hiver. Ils consistent en cotrets, du prix de 25 fr. le cent ou environ, mottes à brûler, bois de corde et falourdes.

La dépense de l'habillement et du coucher a été de 135,504 fr. 2 c., ce qui donne 4 fr. 88 c. par ménage, et 2 fr. 49 c. par individu.

Les médicaments, les bains, bandages, bis-lacés, cuissarts et autres secours pour maladies et infirmités se sont élevés à la somme de 68,050 fr. 77 c., ou 2 fr. 45 c. par ménage, ou 1 fr. 25 c. par individu.

Il a été distribué des secours en argent pour une somme de 540,292 fr. 85 c., mais ces secours comprennent 286,310 fr. payés aux septuagénaires, octogénaires, aveugles et infirmes, à raison de 5 et 8 fr. par mois. Le surplus n'a pas été employé en distributions générales, les Bureaux de charité ne délivrant de secours en argent que dans des circonstances extraordinaires et urgentes, mais ces secours ont été appliqués, par les diverses autorités auxquelles on les a confiés, au soulagement d'un certain nombre d'individus qui, par leur ancienne position, par leur extrême détresse, par leur nombreuse famille ou par leurs infirmités, se trouvaient dans un cas d'exception et avaient droit à une assistance particulière. Si la répartition avait eu lieu également entre tous les ménages inscrits, elle aurait produit 19 fr. 46 c. par ménage et 9 fr. 94 c. par individu; mais il n'en a pas été ainsi, puisque chaque octogénaire se trouvait à lui seul partie prenante pour 96 fr., chaque septuagénaire ou aveugle pour 60 fr.

Les secours en travail n'ont été accordés qu'à ceux

qui les ont réclamés. La filature des indigens a procuré de l'ouvrage à 2,740 fileuses. Il en est résulté pour l'établissement une perte de 59,176 fr. 75 c., qui a donné à chacune des fileuses un secours d'environ 7 c. par journée de travail, ou de 21 fr. 60 c. pour l'année. Si ce secours eût été réparti entre tous les indigens, il aurait produit 2 fr. 13 c. par ménage et 1 fr. 8 c. par individu.

Le secours d'instruction a donné lieu à une dépense de 134,452 fr. 52 c., c'est-à-dire de 4 fr. 84 c. par ménage, ou de 2 fr. 47 c. par individu.

La dépense pour actes de l'état civil, délivrés gratuitement aux indigens, a été de 3,146 fr. 25 c., ou 11 c. par ménage et 6 c. par individu.

Les autres dépenses sont les suivantes :

Maisons de secours.....	180,068 f. 57 c.
Loyers de maisons.....	44,905 27
Dépenses diverses.....	24,440 95
Frais d'administration, de bureau, papeterie, impressions.....	130,124 81
Hospice Leprince.....	3,933 16

Le total général de toutes les dépenses ci-dessus mentionnées a été de 1,942,168 fr. 14 c., qui, divisés entre les ménages et les individus, donnent un total de 69 fr. 95 c. pour chaque ménage, et de 35 fr. 72 c. par individu. Mais nous ferons observer que dans cette somme on a compris tout ce qui a été dépensé pour frais d'administration, loyers de maisons, etc. Si l'on veut évaluer le chiffre positif de la somme employée en secours destinés à améliorer la situation physique des pauvres sous le rapport des besoins matériels de la vie,

416 DES BUREAUX DE BIENFAISANCE, etc.

soit en santé, soit en maladie, on trouvera les résultats suivans :

	Division par ménages, par individus.			
Secours en nature....	821,811 f. 34 c.	29 f. 60 c.	15 f. 11 c.	
Secours en argent....	540,292 85	19 46	9 94	
Secours en travail....	58,992 42	2 13	1 08	

TOTAUX..... 1,421,096 f. 61 c. 51 f. 19 c. 26 f. 13 c.

Si à ces sommes on ajoute celles dépensées pour secours d'instruction.....

134,452 52 4 84 2 47

On aura le résultat sui-

vant..... 1,555,549 f. 13 c. 56 f. 03 c. 28 f. 60 c.

Ainsi il a été dépensé par ménage, pour les diverses natures de secours ci-dessus énoncées, une somme moyenne de 56 fr. 3 c., et de 28 fr. 60 c. par individu; et par jour, 15 c. par ménage, et 8 c. par individu.

Si nous faisons la même division pour le chiffre total de la dépense, y compris celle des maisons de secours, les loyers de maisons, les frais d'administration, etc., nous aurons une dépense moyenne de 69 fr. 95 c. par ménage, de 35 fr. 72 c. par individu; et par jour, 19 c. par ménage, et 10 c. par individu.

C'est ainsi, nous le pensons du moins, que l'administration publique doit venir au secours des classes malheureuses. La charité particulière peut impunément se montrer plus libérale : elle choisit ses pauvres, elle les étudie, elle surveille elle-même l'emploi de ses bienfaits; parfois elle peut s'égarer, mais elle reconnaît promptement son erreur, et aussitôt sa main se retire. Ses charités, toutes facultatives, n'offrent jamais une

ressource assurée, et sur laquelle il soit possible de compter. Elle n'a donc pas l'inconvénient d'encourager à la paresse, d'exciter à l'imprévoyance. Si, au contraire, l'administration publique étendait le cercle et augmentait la quotité de ses bienfaits, leur fixité, leur périodicité, éteindraient infailliblement l'amour du travail, l'esprit d'économie, et naturaliseraient dans le pays le fléau de la taxe des pauvres. C'est une vérité dont ne sauraient trop se pénétrer les personnes qui sont appelées à exercer des fonctions de bienfaisance.

DE LA FONDATION MONTYON.

Le Conseil général des hospices de Paris vient, comme nous l'avons dit, de publier le *Compte moral et administratif de la Fondation Montyon pour les années 1825 à 1828*. Nous allons en offrir le résumé; mais avant d'entrer dans les détails de cette grande libéralité, il nous paraît utile de les faire précéder d'un aperçu biographique propre à faire connaître et apprécier l'homme généreux qui a consacré la plus grande part de son immense fortune au soulagement de l'indigence: (1)

Antoine-Jean-Baptiste-Robert Auger, baron de Montyon, fils d'un maître des comptes qui jouissait d'une fortune considérable, naquit le 23 décembre 1733. D'un esprit vif et pénétrant, mais grave et sérieux, il se sentit de bonne heure une vocation prononcée pour la magistrature, et fut nommé, en 1755, avocat du

(1) Ces renseignemens sont extraits d'une brochure publiée à Paris en 1829, sous le titre de *Vie de M. de Montyon*.

Roi au Châtelet. Peu après, il fut appelé au grand-conseil, et, en 1760, il était déjà maître des requêtes. Il fallait avoir trente et un ans pour remplir cette place; il n'en avait que vingt-sept : le Roi lui accorda des dispenses d'âge, motivées sur *ses talens précoces et sur sa haute capacité*.

Ses nouvelles fonctions le firent entrer au septième bureau du Conseil d'État, pour la législation des colonies françaises. Quelques années après, on le chargea des affaires de la librairie, dont M. de Malesherbes était alors directeur. Il se fit remarquer dès-lors par le zèle le plus éclairé, par la politesse de ses manières, la variété de ses connaissances et la solidité de son esprit.

Plus tard, il fut appelé à l'intendance d'Auvergne, où il fut devancé par sa haute réputation de vertu et de bienfaisance; car bien qu'il fût loin d'avoir alors la fortune qu'il a possédée depuis, il prenait régulièrement sur ses revenus 20,000 fr. pour les pauvres : mais ces dépenses, il les faisait comme il aimait à les faire, sans que personne en fût instruit; les sommes étaient inscrites sur ses livres, sans désignation; seulement, il mettait en marge un signe, que l'on a su depuis être celui qui indiquait ses belles actions.

Dès que M. de Montyon fut nommé à l'intendance d'Auvergne, ne pouvant se rendre immédiatement à son poste, il envoya à son ami M. Turgot, alors intendant du Limousin, des sommes considérables, en le priant de les faire distribuer aux pauvres par les personnes qu'il jugerait les plus dignes de sa confiance.

A peine installé dans sa résidence, il sut donner à l'esprit public une vive impulsion, en le dirigeant vers

des objets d'utilité générale; et c'est par ses conseils joints à ses exemples, que les habitans commencèrent à se livrer aux plans d'amélioration et aux vues économiques.

Les mauvaises récoltes et le manque de communication ayant amené une grande disette, M. de Montyon sut, par de sages mesures, ramener l'abondance, et, par des achats considérables, obliger les accapareurs à baisser les prix. Tout le temps que dura cette pénurie, il employa les ouvriers et les pauvres, à des travaux d'utilité publique, et fit bénir son nom par toute la population qu'il administrait.

Dans les deux autres intendances de Provence et de Saintonge, auxquelles il fut appelé, les principales villes voulurent perpétuer par des inscriptions le souvenir de son administration et de leur reconnaissance.

En 1780, le comte d'Artois le nomma son chancelier, chef de son conseil. Pendant les neuf années qu'il occupa cette place, il renonça aux appointemens qui lui étaient attribués. En 1787, il devait être nommé garde des sceaux. On lui fit à cet égard des ouvertures de la part du Roi. Il répondit avec modestie : « Dites à Sa Majesté que je suis confus de ses bontés. En acceptant la place qu'on me propose, je serais exposé à toutes les intrigues, à toutes les cabales de l'envie; je n'aurais peut-être ni le talent ni la force nécessaires pour y résister; dans le doute, je dois m'abstenir. »

Dès 1788, il avait eu le pressentiment de nos troubles civils; il avait prévu qu'il pourrait être obligé de quitter la France : cette prévision lui donna le temps de mettre en sûreté une partie de la fortune qu'il avait déjà si utilement employée, et qu'il devait augmenter

encore par les calculs de la sagesse et les chances du bonheur.

C'est à Genève qu'il passa les premières années de son émigration. Mais le bruit des armes vint le troubler dans son asile, et il se réfugia à Londres, où il resta jusqu'à la restauration. Tant qu'il y résida, il ne manqua jamais d'envoyer, chaque année, 10,000 fr. en Auvergne, et de distribuer 10 autres mille fr., dont il faisait deux parts, savoir : 5,000 fr. pour ses camarades d'émigration, et 5,000 pour ses compatriotes que le sort des armes amenait prisonniers en Angleterre.

Achevons de dérouler ici le tableau de ses bienfaits et de ses utiles fondations.

En 1780, il fonda un prix annuel pour des expériences utiles aux arts, sous la direction de l'Académie des Sciences; il y consacra un capital de 12,000 fr.

En 1782, un prix annuel en faveur de l'ouvrage de littérature dont il pourrait résulter un plus grand bien pour la société; autre capital de 12,000 fr.

Même année (1782), un prix en faveur d'un mémoire ou d'une expérience qui rendrait les opérations mécaniques moins malsaines pour les artistes et pour les ouvriers; capital de 12,000 fr.

En 1783, aux pauvres du Poitou et du Berry, 1,200 fr.

Même année (1783), 600 fr. de rente viagère à un homme de lettres que le donateur ne connaissait pas, et qui n'a pas su de qui il recevait; capital de 8,000 fr.

Même année, un prix en faveur d'un mémoire soutenu d'expériences, tendant à simplifier les procédés de quelque art mécanique; capital de 12,000 fr.

Un prix pour un *acte de vertu* d'un Français pauvre; 12,000 fr.

En 1787, un prix annuel sur une question de médecine, au jugement de l'École de Médecine; 12,000 fr.

De 1817 à 1820, le don de 45,000 fr. aux Bureaux de charité de Paris, pour être employés en secours aux convalescens sortant des hôpitaux.

Et enfin la plus grande et la dernière de ses libéralités, le legs de toute sa fortune aux hospices et aux académies, pour recevoir l'emploi que nous indiquerons ci-après.

Personne ne connut mieux que M. de Montyon le prix du temps, et ne sut en faire une meilleure distribution et un plus utile emploi. Possesseur d'une fortune qui lui permettait de se livrer à toutes les douceurs du repos, il ne se reposa jamais. Parvenu à sa quatre-vingt-septième année, il se plaignait de ne pouvoir plus travailler que sept heures par jour.

En 1778, il publia un ouvrage intitulé : *Recherches et Considérations sur la Population de la France*. Cet ouvrage estimé a été traduit en plusieurs langues. Dans le cours de la même année, il concourut pour le prix de l'Académie française, dont le sujet était *l'Éloge du chancelier de l'Hôpital*; il obtint l'accessit.

En 1792, il obtint le dernier de tous les prix que l'Académie française ait donnés, et qui avait été remis cinq années de suite. Le sujet était : *Les conséquences qui ont résulté pour l'Europe de la découverte de l'Amérique, relativement à la politique, à la morale et au commerce*. L'auteur ne se nomma point, mais il fut reconnu, parce qu'au lieu de prendre le prix, qui était de mille écus, il le destina à celui qui trouverait,

au jugement de l'Académie des Sciences, *les meilleurs moyens ou les meilleurs instrumens pour économiser et suppléer la main-d'œuvre des nègres.*

En 1796, il publia son *Rapport au Roi* : cet ouvrage eut un succès universel.

En 1801, il obtint le prix proposé par l'Académie de Stockholm, sur la question de savoir *quel jugement devait être porté sur le dix-huitième siècle.*

En 1806, la Société Royale de Gottingue ayant proposé un prix pour le meilleur ouvrage sur la question de savoir *quelle influence ont les diverses espèces d'impôts sur la moralité, l'activité et l'industrie des peuples*, il envoya un traité pour ce concours ; il n'obtint pas le prix, par la raison que l'on n'avait demandé, disait-on, qu'une brochure de dix à douze pages.

En 1808, M. de Montyon concourut pour le prix proposé par l'Institut, et dont le sujet était l'*Éloge de Corneille.*

En 1811, il publia l'*Exposé statistique du Tonquin*, et en 1812, *des particularités et observations sur les contrôleurs généraux les plus célèbres.* On y trouve des questions de politique et de finances traitées avec un rare talent et une grande supériorité d'esprit.

« Tel fut, dit l'auteur de l'écrit que nous citons, cet
 « homme rare, dont la vie peut être regardée comme
 « une étude historique et morale pour toutes les con-
 « ditions et toutes les classes. Organe des lois, jamais
 « il ne les a laissé fléchir au gré du caprice ; magistrat,
 « il a fait bénir son nom dans les provinces qu'il a
 « régies ; financier, il a pris l'ordre pour base et la pro-
 « bité pour guide ; riche, il a vécu comme s'il ne l'était
 « pas, pour donner davantage aux pauvres ; de son vi-

« avant, son économie passait pour de l'avarice ; son testament a expliqué ce défaut et en a fait une vertu. »

M. de Montyon mourut le 29 décembre 1820, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Comme il n'avait pas de parens proches, il légua toute sa fortune aux hospices et aux académies, par un testament dont voici les principales dispositions.

« 12°. Je lègue une somme de dix mille francs pour fournir un prix annuel à celui qui découvrira les moyens de rendre quelque art mécanique moins malsain.

« 13°. Pareille somme de dix mille francs, pour prix annuel, en faveur de qui aura trouvé dans l'année un moyen de perfectionnement de la science médicale ou de la chirurgicale.

« 14°. Pareille somme de dix mille francs, pour prix annuel, en faveur d'un Français pauvre qui aurait fait, dans l'année, l'action la plus vertueuse.

« 15°. Pareille somme de dix mille francs en faveur du Français qui aura composé et fait paraître le livre le plus utile aux mœurs.

« Pour les articles précédens, 12 et 13, ces prix seront distribués par l'Académie des Sciences ; pour les articles derniers, 14 et 15, par l'Académie française. Si ces Académies ne voulaient pas se charger de cette distribution, elle sera faite par les institutions que ces Académies voudront bien désigner.

« 16°. Je lègue à chacun des hospices du département de Paris, une somme de dix mille francs, pour être distribuée en gratification ou secours à donner aux pauvres qui sortiront de ces hospices, et qui auront le plus besoin de secours. Comme il y a douze départemens, cette disposition est un objet de cent

vingt mille francs. La disposition sera faite par les administrateurs des hospices.

« 17°. Je veux que les legs portés aux articles précédens, 12, 13, 14, 15, 16, ce dernier pour chacun des hospices de Paris, soient doublés, triplés, et même quadruplés, en sorte qu'un legs porté à dix mille francs, soit porté à quarante mille francs; le doublement de tous ces legs précédant le triplement d'aucun d'eux, et le triplement de tous précédant le quadruplement d'aucun d'eux : cette progression pour avoir lieu si l'état de mes biens le permet, sans que la valeur réservée, pour être le *minimum* du legs universel, en reçoive atteinte. Ces legs seront accrus et. (1) indéterminément tant que le permettra la réserve pour le legs universel.

« 18°. Toutes les sommes dont il est ici disposé dans les articles 12, 13, 14, 15, 16, seront placées en rentes sur l'État, dites inscriptions à cinq pour cent, et les arrérages serviront à l'exécution des dispositions contenues dans ces articles.

« 19°. Je donne à mes dispositions cette latitude indéterminée, parce que l'incertitude du montant des biens dans lesquels je puis rentrer, et dont j'ai été dépouillé par cause d'émigration, ne m'offre point un montant fixe de ma fortune. »

Des ordonnances royales autorisèrent l'administration des hospices de Paris et les académies à accepter les legs faits en leur faveur, et à se concerter pour les démarches nécessaires au recouvrement et au placement des fonds provenant des legs.

(1) Le mot laissé en blanc était illisible.

La fortune de M. de Montyon consistait en argent comptant, mobilier, immeubles, possessions usufruitières, reconnaissances de liquidation, rentes sur l'État, reconnaissances du Mont-de-Piété, placemens à la Caisse des Consignations, obligations, rentes perpétuelles, rentes viagères, placement chez des banquiers français, successions recueillies par lui, indemnité des émigrés.

Cette fortune était disséminée en France, en Angleterre, à Lubeck, dans les Pays-Bas, en Russie, à la Louisiane, à Rome, en Savoie, en Saxe, en Prusse, en Suisse, en Toscane et à Venise.

Il serait difficile de se faire une idée des difficultés qu'a présentées la liquidation d'une fortune ainsi dispersée, et composée d'éléments si nombreux. Il est à peine croyable que les soins constans de près de deux années aient pu suffire pour en rassembler tous les éléments. (1)

On voit, par le résumé des recouvremens, que le montant total de la succession s'est élevé, en capital, à la somme de 6,802,422 fr. 95 c., dont $\frac{2}{3}$ pour les hospices, et $\frac{1}{3}$ pour les académies.

On remarque que, dans cette somme, l'argent comptant trouvé après le décès du testateur ne figure que pour 16,178 fr. 10 c.; que la vente de son mobilier n'a produit que 5,026 fr. 31 c., et qu'il ne possédait d'immeubles que pour une valeur de 41,006 fr. 28 c. L'indemnité comme émigré a été de 815,292 fr. 57 c.

(1) Cette liquidation a été faite par les soins de M. Duplay, membre de la commission administrative des hospices.

Le placement de ces 6,802,422 fr. 95 c. en rentes sur l'État a produit,

Au profit des hospices. 262,690 fr. de rentes. (1)

Au profit des académies. 81,354

TOTAL. 344,044 fr.

La somme de 262,690 fr. léguée aux hospices devait être employée, selon les intentions du testateur, à donner des secours aux convalescens sortant des hôpitaux. Voici quelles dispositions furent faites par l'administration pour assurer l'exécution du testament.

Les Bureaux de bienfaisance, qui voient habituellement les pauvres, qui les assistent dans le cours de l'année, qui connaissent leur famille, leur position, leurs ressources; qui sont à portée d'apprécier le dommage que leur a causé la maladie, de déterminer le genre de secours qui leur est le plus nécessaire, furent chargés de la distribution de ces deniers.

Il fut décidé qu'un premier secours *immédiat* de 1 fr. serait accordé, à la sortie de l'hôpital, à tout convalescent qui le réclamerait, afin de pourvoir aux besoins de la première journée, et de donner aux administrateurs des pauvres le temps nécessaire pour prendre des renseignemens sur les convalescens.

On reconnut que, pour ceux d'entre eux qui étaient inscrits aux contrôles des Bureaux de charité, il ne pouvait y avoir de doute sur leurs besoins, et les administrateurs furent autorisés à leur accorder sur-le-

(1) Dans cette somme, figure celle de 4,210 fr. de rentes, acquise avec les dons faits par M. de Montyon, de son vivant, aux Bureaux de charité de Paris.

champ, sans délibération du Bureau, un secours *provisoire* de 3 fr.

Le secours *définitif* ne s'accorde qu'après que la position malheureuse des individus a été vérifiée et constatée; il ne peut l'être qu'en séance du Bureau, et sur la proposition d'un de ses membres.

Le *maximum* de ce secours a été fixé à 25 fr.. Dans le cas d'insuffisance, le règlement permet d'accorder des secours *extraordinaires*, que le Conseil général autorise, ou de son propre mouvement, ou sur la proposition d'un de ses membres.

Dans certains cas, l'administration accorde aussi des secours pour voyage aux étrangers, sortant de ses établissemens, qui n'ont ni domicile, ni parens dans la ville, ni moyens d'existence, ni ressources pour retourner dans leurs foyers; ou à ceux qui, atteints de maladies incurables, d'affections chroniques qui laissent peu d'espoir de guérison, séjourneraient indéfiniment dans les hôpitaux, occupant des places destinées à des malades que le défaut de lit empêche d'y admettre.

Les sommes mises à la disposition des Bureaux de charité ont été réparties entre eux, la première année, d'après la population générale de chaque arrondissement, et les suivantes, sur une base plus équitable, qui ne peut donner lieu à aucune réclamation, le nombre des convalescens adressés à chaque Bureau dans le cours de l'année précédente.

Les secours en argent étant ceux dont on peut le plus facilement abuser, les *deux tiers* au moins du secours total doivent être délivrés en nature.

Il existe dans chaque Bureau un magasin pour les effets d'habillement et de coucher. L'administration a

consacré un fonds de 60,000 fr. pour en former le premier approvisionnement.

Les tableaux publiés par le Conseil général des hospices fournissent les renseignemens suivans pour les quatre années écoulées de 1825 à 1828.

Les secours immédiats, distribués à la sortie de l'hôpital, présentent une dépense totale de 123,309 fr. 6 c., ou une dépense moyenne, par année, de 30,827 fr. 26 c.

Les sommes versées aux Bureaux de charité se sont élevées à 768,915 fr. 44 c., ce qui donne une recette moyenne de 192,228 fr. 86 par an.

Les dépenses ont été de 715,944 fr. 66 c., savoir :

Secours en nature.....	446,607 f. 24 c.
Secours en argent.....	229,238 17
Frais de premier établissement.....	5,061 26
Frais de Bureau et d'administration.....	35,037 99
	715,944 f. 66 c.

On voit que les secours en argent et en nature sont dans le rapport prescrit par les réglemens. Il n'est pas moins satisfaisant de remarquer que les frais de bureau et d'administration ne se sont pas élevés au vingtième de la somme dépensée.

Les secours en nature ont donné lieu aux dépenses suivantes :

Comestibles.....	169,013 f. 87 c.
Combustibles.....	20,199 96
Habillement.....	234,511 37
Coucher.....	22,701 34
Objets divers.....	180 70
	446,607 f. 24 c.

Le nombre des convalescens sortis pour chacune des quatre années, a été :

FONDATION MONTYON.

429

	1825.	1826.	1827.	1828.
Domiciliés à Paris....	26,413	24,537	25,308	29,172
Non-domiciliés.....	3,947	4,244	4,305	4,279
	30,360	28,781	29,613	33,451
	122,205			

Sur ce nombre il n'a été adressé aux Bureaux de charité que les individus domiciliés à Paris. Nous avons dit plus haut la somme à laquelle se sont élevés les secours en argent qui leur ont été distribués. Voici en quoi ont consisté les secours en nature :

Pain (<i>kilog.</i>).....	270,292	Robes (<i>nombre</i>).....	316
Viande (<i>id.</i>).....	84,210	Camisoles (<i>id.</i>).....	2,835
Cotrets (<i>nombre</i>)....	16,621	Jupons (<i>id.</i>).....	2,800
Falourdes (<i>id.</i>).....	19,827	Fichus (<i>id.</i>).....	473
Braise (<i>déca.</i>).....	512	Aunes de drap.....	29
Charbon (<i>boisseaux</i>)..	328	Aunes de toile.....	48
Chemises (<i>nombre</i>)...	25,316	Aunes de cotonnade..	1,295
Rédingotes (<i>id.</i>)....	2	Layette.....	5
Vestes (<i>id.</i>).....	893	Couvertures de laine.	1,206
Pantalons (<i>id.</i>).....	5,701	Thibaudes.....	431
Bonnets de coton (<i>id.</i>)	144	Bois de lit.....	2
Bas de laine (<i>paires</i>)..	2,635	Lits de sangle.....	17
Bas de coton (<i>id.</i>)...	979	Matelas.....	1
Souliers (<i>id.</i>).....	1,381	Draps.....	77
Gilets de flanelle (<i>nombre</i>)	5	Paillasse.....	544

Les Bureaux de charité ont fait isolément l'achat de ces diverses natures d'objets, et il en est résulté dans les prix les plus notables différences. Nous signalerons les principales, en renvoyant à la page 411 du présent *Bulletin*, pour les réflexions qu'elles nous ont suggérées.

Les chemises ont été payées 3 fr. 62 c. (prix moyen) par un arrondissement, et 6 fr. 75 c. par un autre, — Les vestes 6 f. 10 c., et 19 fr. — Les pantalons 6 fr. 50, et 11 fr. 56 c. — Les jupons 4 fr. 28 c., et 8 fr. — Les couvertures de laine 5 fr. 50, et 19 fr.

On remarque également qu'un seul arrondissement n'a déli-

vré ni pain, ni viande, tandis que les onze autres en ont mis en distribution. Ce secours nous paraît le plus utile au pauvre, et celui dont il peut abuser le moins.

La valeur moyenne du secours en nature, pour les
quatre années, a été de. 7 f. 40 c.
Celle du secours en argent..... 4 11

Moyenne du secours total..... 11 f. 51 c.

En 1825, on a secouru 1 convalescent sur.... 2,69 sortis.
1826. 2,18
1827. 1,80
1828. 1,41

Pour les quatre années, 1 sur..... 1,89

Les convalescens non domiciliés à Paris ont été au nombre de 16,775 pour les quatre années. Parmi eux, 1,312 ou 1 sur 12,78 ont obtenu des secours de route, qui se sont élevés à 17,587 fr. 60 c., ou 13 fr. 40 c. par individu secouru.

Nous ne pouvons nous refuser au plaisir de terminer cet article par la citation textuelle du passage qui termine le rapport intéressant fait au Conseil général des hospices, par M. le baron de La Bonnardière, l'un de ses membres.

« Je ne terminerai pas ce rapport, Messieurs, sans
« payer à la mémoire de M. de Montyon, tant en votre
« nom qu'en celui des pauvres que vous représentez,
« et de la société tout entière, le juste tribut de recon-
« naissance qui lui est dû. Grâce à ses immenses bien-
« faits, une grande lacune dans le système des secours
« publics a été comblée; le pauvre, en entrant dans
« l'asile hospitalier où les soins les plus empressés l'at-
« tendent, est encore soutenu par la consolante idée
« qu'une assistance nouvelle lui est réservée à sa sortie.
« Il est assuré qu'il ne sera pas entièrement à la charge

« de sa famille , ni réduit à implorer la charité parti-
« culière ; que , dans une situation où le repos est si
« nécessaire , où un travail trop prompt compromet-
« trait sa convalescence , il pourra , sans être en proie
« aux horreurs du besoin , attendre que le retour de
« ses forces lui ait rendu possible l'exercice de sa pro-
« fession. S'il est une position dans la vie où le moral
« de l'homme a besoin d'être relevé et soutenu , n'est-ce
« pas celle surtout où , assailli par la maladie , abattu
« par la douleur , il se voit séparé des objets de ses plus
« chères affections , et séparé.... peut-être pour tou-
« jours ! Combien donc n'est-il pas précieux ce secours
« dont l'effet est de maintenir la tranquillité de l'esprit
« pendant la souffrance , et , plus tard , de réparer les
« forces du corps !

« Vous avez désiré , Messieurs , perpétuer la mémoire
« de ce grand bienfait et de son auteur ; c'était aussi un
« vœu hautement et souvent manifesté par les Bureaux
« de charité , qui ont demandé que le buste de M. de
« Montyon fût placé dans leur salle d'assemblée , comme
« un témoignage de leur profonde reconnaissance , et
« pour offrir à tous un exemple de générosité ; vous
« l'avez arrêté , et vous avez pensé qu'il était de votre
« devoir de consacrer par un monument public la mé-
« moire d'un bienfait que la modestie de son auteur a
« voulu cacher dans le sein des pauvres.

« Vous avez délibéré qu'une statue serait érigée en
« l'honneur de M. de Montyon ; une ordonnance royale
« a sanctionné cette disposition , dictée par la recon-
« naissance.

« La statue sera placée dans le péristyle de l'Hôtel-

« Dieu, en face de celle du fondateur de cet hôpital,
« exposant ainsi aux regards de tous ceux qui y entre-
« ront et qui en sortiront, d'un côté l'image du véné-
« rable pontife qui a ouvert un asile aux malades, et
« de l'autre, celle de l'homme vertueux dont la charité a
« pourvu à leurs besoins lorsqu'ils sortent de cet asile.
« Bientôt le pauvre pourra contempler les traits véné-
« rés de son bienfaiteur, reproduits par le ciseau de
« l'artiste habile à qui vous en avez confié l'exécution.
« M. Bosio s'en occupe avec assiduité, et l'on peut
« déjà juger que l'œuvre sera digne à la fois et de l'au-
« teur et de l'homme de bien dont le nom, béni par
« ses contemporains, sera répété avec reconnaissance
« dans les âges futurs. »

NOTICE

SUR LE COMITÉ POUR LE PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES JEUNES
ORPHELINS, INSTITUÉ A PARIS EN 1822.

CE fut une bien heureuse et aimable pensée que celle qui suggéra à une élite de jeunes gens, réunis par une généreuse sympathie, le projet de se dévouer pour servir les orphelins ! Les amis du bien furent profondément touchés de voir ces estimables jeunes gens, au sein de la capitale, sur ce théâtre des ambitions, des plaisirs, de la dissipation, s'essayer ainsi de bonne heure à la noble carrière de la philanthropie, et fonder, par leurs seuls efforts, une institution, non moins recommandable aux yeux de la morale que dans les vues de la bienfaisance. Ils s'étaient rassemblés dans l'intérêt de coopérer ensemble à des œuvres d'humanité ; ils n'en trouvèrent point qui fût plus digne de leur zèle, plus conforme à leur situation, que de porter leur appui à des enfans privés de la protection paternelle, et de leur préparer, par l'éducation du travail, une profession indépendante. Ils avaient été frappés des fruits abondans que produit l'association fondée par M^{me} de Carcado en faveur des jeunes orphelins ; ils avaient remarqué que l'hospice des orphelins de la rue Saint-Antoine ne peut admettre tous les infortunés qui sont privés de leurs parens ; qu'il y a d'ailleurs quelque chose de plus à faire pour eux que ce qu'ils obtiennent dans l'hospice. Ils voulurent remplacer réellement, autant qu'il est possible, pour les orphelins qu'ils adopteraient, l'appui de la famille, par

les soins les mieux entendus. Il y a près de dix ans qu'ils ont conçu et commencé cette belle entreprise ; chaque année ils l'ont développée, perfectionnée ; ils viennent depuis peu de lui donner sa dernière forme et des règles encore plus complètes. Il est utile de faire connaître avec quelque détail cette institution, comme un exemple digne d'être imité. Des associations semblables se formeront sans doute en d'autres villes sur ce modèle, lorsqu'on connaîtra tout le bien que celle-ci opère. Une louable émulation la propagera. Les administrations des établissemens charitables qui recueillent les orphelins trouveront d'ailleurs de précieuses instructions dans les opérations du Comité des Orphelins. Ils y verront tracées avec la plus grande intelligence toutes les précautions qui doivent être prises pour placer les enfans en apprentissage ; ils y remarqueront la juste importance qui a été attachée à une surveillance assidue sur les enfans ainsi placés. C'est avoir peu fait pour l'enfant indigent que d'avoir trouvé un maître quelconque qui se charge de lui donner l'instruction industrielle ; ce qu'il y a d'essentiel, c'est de trouver en même temps un maître qui soit capable, non seulement de rendre son élève habile, mais aussi de le former à la vertu ; c'est de réunir toutes les garanties pour le bien-être physique et le développement moral de l'enfant ; c'est de faire en sorte que l'enfant profite de ces leçons, de ces exemples ; c'est de veiller ainsi sur tous deux, de les encourager l'un et l'autre. Jamais encore, à notre connaissance, cet intéressant problème n'avait été mieux approfondi ni plus judicieusement résolu. C'est avec un sentiment bien sincère que nous rendons grâce ici aux auteurs de cette création toute

nouvelle, pour les excellentes vues qu'ils ont réussi à mettre en œuvre. Nous irons plus loin encore : nous pensons que les parens eux-mêmes, qui, appartenant aux conditions laborieuses, sont contraints de placer leurs enfans en apprentissage hors de chez eux, consulteraient avec beaucoup de fruit le règlement du Comité des Orphelins pour se guider dans les mesures qu'ils doivent prendre.

Les règles que le Comité des Orphelins s'est tracées comprennent essentiellement :

- 1°. L'admission ou l'adoption des enfans ;
- 2°. Leur placement ;
- 3°. Leur instruction ;
- 4°. Les secours divers qu'ils reçoivent ;
- 5°. Le patronage sous lequel ils sont placés ;
- 6°. La discipline et les encouragemens.

Nous ne pouvons mieux faire que de rapporter ici textuellement les articles du Règlement, adopté le 7 février 1831, sur chacun de ces principaux objets.

1°. Adoption des enfans.

« ART. 1^{er}. Le Comité adopte et place en apprentissage, sans distinction de culte ou de nation :

« 1°. Les enfans pauvres et qui ont perdu leur père et leur mère, ou leur père seulement ;

« 2°. Ceux qui ont perdu leur mère, lorsque leur père est inconnu, ou les a délaissés depuis long-temps, ou pourrait les corrompre par ses exemples, ou serait dans l'impossibilité de les élever par suite de ses infirmités ;

« 3°. Les enfans naturels dont la mère est dans l'indigence, et qui ne sont pas assistés par leur père ;

« 4°. Les enfans dont le père a été condamné pour crime ou pour délit, et a encore à subir plus de deux années de détention, à compter du jour où la demande d'adoption a été soumise au Comité;

« 5°. Les enfans dont le père est détenu pour dettes, lorsqu'il est justifié que leur famille est dans l'impossibilité absolue de les élever.

« ART. 2. Les enfans ne peuvent être adoptés avant l'âge de onze ans révolus.

« ART. 3. Aucun enfant ne pourra désormais être adopté qu'autant qu'il y aura en caisse une somme disponible suffisante pour former un fonds de réserve qui lui sera spécialement affecté, et destiné à assurer l'exécution des engagemens contractés en sa faveur, et le paiement des dépenses présumées qu'entraînera son adoption.

« ART. 4. Les pièces nécessaires pour l'adoption sont :

« L'acte de naissance de l'enfant;

« S'il est orphelin, l'acte de décès de son père ou de sa mère;

« S'il est fils d'un individu détenu, l'extrait du jugement, l'indication de l'écrou, et le consentement par écrit du père pour le placement en apprentissage;

« Une note qui indique si l'enfant présenté a été vacciné ou a eu la petite-vérole, à quel culte il appartient, s'il a fait sa première communion, s'il sait lire, écrire, calculer, dessiner, et quelles sont les professions pour lesquelles il a de l'aptitude ou du goût.

« Ces pièces, avant d'être soumises au Comité, doivent être examinées par un censeur, et revêtues de son *visa*, si elles sont régulières et suffisantes.

« Dans le cas où le Comité reconnaîtrait l'impossibi-

lité de se faire représenter les pièces ci-dessus énoncées, elles pourront être remplacées par des attestations dignes de foi.

« ART. 5. Tout enfant présenté doit être visité par l'un des médecins du Comité.

« ART. 6. Chaque fois que l'adoption d'un enfant est proposée au Comité, le président charge un membre, autre que celui qui propose l'adoption, de prendre et de transmettre par écrit des renseignemens sur l'enfant et sa famille. »

Extrait de l'art. 21. « Les pièces relatives à chaque enfant sont confiées à un membre du Comité, qui a le titre d'archiviste. Ces pièces doivent être remises par le président aussitôt que l'enfant est présenté ou adopté, et l'archiviste doit les réclamer, si elles ne lui sont pas livrées....

« Il tient une liste des enfans proposés à l'adoption du Comité, suivant la date de leur présentation, et une liste des maîtres qui demandent des apprentis, avec l'indication des renseignemens pris sur les enfans et sur les maîtres, conformément aux articles 6 et 30. »

2°. Du Placement des Enfans.

Le Comité consulte, pour le choix de la profession qu'il fait embrasser aux enfans, leur aptitude, leur vœu et celui de leur famille.

Le Comité prend les soins les plus scrupuleux pour le choix des maîtres auxquels il confie ses enfans, et c'est en effet ici la condition fondamentale.

« ART. 30. Toutes les fois qu'un maître s'offrira ou sera proposé au Comité pour le placement d'un enfant, un membre sera désigné par le président pour

prendre des renseignemens précis sur moralité et la capacité de ce maître ; et il sera tenu de les transmettre par écrit au Comité , à la séance suivante, afin que l'archiviste puisse former la liste indiquée dans l'art. 21.

« ART. 31. Dès qu'un membre a été nommé patron d'un enfant, il doit s'occuper de son placement en apprentissage, en consultant, autant que cela sera possible, le vœu de la mère ou de la famille, les dispositions de l'enfant, et surtout l'intérêt de son avenir.

« ART. 32. Lorsqu'un patron a trouvé un maître qui présente les garanties nécessaires, il doit soumettre au Comité un aperçu des conditions de l'apprentissage et, si elles sont approuvées, mettre l'enfant à l'essai chez le maître, et passer ensuite avec lui un contrat d'apprentissage qui sera préalablement soumis à l'un des censeurs, conformément à l'article 20.

« Le patron doit toujours se réserver expressément le pouvoir de résilier le contrat pendant le cours des six premiers mois (Voy. p. 447), et stipuler d'avance l'indemnité qui devra être payée au maître dans le cas où il conviendrait au Comité d'user de cette faculté pour une cause quelconque. (1)

« ART. 33. Les paiemens à faire pour l'apprentissage seront répartis sur toutes les années de sa durée. Aucune somme d'argent ne sera comptée au maître avant les six premiers mois révolus : il ne pourra jamais lui être accordé, la première année, plus de la moitié de la somme convenue pour l'apprentissage entier.

« ART. 35. Les patrons devront faire en sorte que les

(1) Voyez, à la page suivante, un modèle ou projet de contrat d'apprentissage.

maîtres s'engagent par le contrat à donner, à l'expiration de l'apprentissage, une gratification aux enfans qu'ils auront instruits et dont ils auront été satisfaits (1); ou du moins, ils devront insister pour qu'une promesse verbale garantisse cette clause, si elle ne peut être insérée dans le contrat.»

Le projet de contrat d'apprentissage demande à être cité en entier : tout y est prévu avec une sage prudence.

PROJET D'UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE. (2)

Entre les soussignés :

1°. Sieur.... (*Indiquer les nom, prénoms, profession et demeure du maître.*)

D'une part;

2°. Dame (*ou sieur.... Indiquer les nom, prénoms, profession et demeure de la mère, du tuteur ou du*

(1) Cette gratification est toujours stipulée dans les contrats passés par le Bureau de placement de l'hospice des Orphelins de Paris.

(2) *Loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803), Titre III :*

« Les contrats d'apprentissage consentis entre majeurs, ou par des mineurs avec le concours de ceux sous l'autorité desquels ils sont placés, ne pourront être résolus, sauf l'indemnité en faveur de l'une ou de l'autre des parties, que dans les cas suivans : 1°. d'inexécution des engagemens de part et d'autre; 2°. de mauvais traitemens de la part du maître; 3°. d'inconduite de la part de l'apprenti; 4°. si l'apprenti s'est obligé à donner, pour tenir lieu de rétribution pécuniaire, un temps de travail dont la valeur serait jugée excéder le prix ordinaire des apprentissages (art. 9).

« Le maître ne pourra, sous peine de dommages et intérêts, retenir l'apprenti au-delà de son temps, ni lui refuser un congé

parent qui contracte pour l'enfant), agissant et stipulant comme mère et tutrice légale (ou comme tuteur, ou comme.... (*Indiquer la qualité que la personne qui contracte est habile à prendre à l'égard de l'enfant.*)) de.... (*Indiquer les nom, prénoms, âge de l'enfant, et, s'il est possible, la date précise et le lieu de sa naissance.*); fils de.... (*Indiquer les nom et prénoms du père, et s'il est décédé ou non.*)

D'autre part; (1)

d'acquies quand il aura rempli ses engagements. Les dommages-intérêts seront au moins du triple du prix des journées depuis la fin de l'apprentissage (*art. 10*).

« Nul individu employant des ouvriers ne pourra recevoir un apprenti sans congé d'acquies, sous peine de dommages-intérêts envers son maître (*art. 11*).

« Les conventions faites de bonne foi entre les ouvriers et ceux qui les emploient seront exécutées (*art. 14*).

« Toutes les affaires de *simple police* entre les ouvriers et apprentis, etc., seront portées, à Paris, devant le préfet de police; et dans les autres lieux, devant le maire; ils prononceront sans appel les peines applicables aux divers cas, selon le Code de police municipale.

« Si l'affaire est du ressort des tribunaux de police correctionnelle ou criminelle, ils *pourront* ordonner l'arrestation provisoire des prévenus, et les faire traduire devant les magistrats de sûreté (*art. 19*), etc. »

(1) Lorsque l'enfant n'a pas de tuteur ou de parent qui puisse contracter pour lui, il est représenté par un membre du Comité dans les termes suivants : 2°. Sieur (*indiquer les nom, prénoms et demeure*)...., membre du Comité formé dans le sein de la Société de la Morale chrétienne pour le placement en apprentissage des jeunes Orphelins, séant à Paris, rue Taranne, n° 12; ledit sieur..... autorisé par ledit Comité à stipuler, à défaut de tuteur ou parent connu, pour (*indiquer les nom, prénoms et âge de l'enfant*)....., fils de feu.... et de feue....., etc.

A été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le sieur.... (*Indiquer le nom du maître.*), après un essai préalable, s'oblige, envers la dame (*ou le sieur....*), à prendre et à garder chez lui, comme apprenti, ledit mineur.... (*Indiquer le nom de l'enfant.*), pendant.... années entières et consécutives, qui ont commencé à partir du...., et finiront avec le mois de.... :

1°. Il s'engage aussi à enseigner pendant ledit temps, audit...., et à lui faire enseigner, au besoin, par ses préposés (*ou son chef d'atelier*), son état de...., sans lui en rien cacher, sans l'employer à d'autres travaux que ceux de sa profession, et sans lui faire faire trop souvent des commissions ;

2°. A le loger et à le faire coucher seul ;

3°. A le nourrir convenablement à sa table ;

4°. A faire blanchir son linge ;

5°. A le lui faire raccommo-der, ainsi que ses hardes (1), dans le cas où sa mère (*ou le tuteur, ou....*) ne pourrait pas s'acquitter de ce soin ;

6°. A lui fournir, pendant son apprentissage, les outils nécessaires à sa profession ; (2)

.....

(1) Quelquefois aussi on stipule que le maître fera raccommo-der les *chaussures* de l'apprenti.

(2) Quelquefois le maître s'engage à *habiller* l'enfant ; il faut alors énoncer dans un paragraphe séparé *quels* sont les *effets* qu'il doit fournir à l'apprenti, et à *quelles époques* il doit les lui donner. — Quelquefois aussi le maître consent à promettre à l'apprenti une *somme de.....* par semaine, à partir d'une certaine époque jusqu'à une autre, et à partir de cette seconde époque une *somme de.....* par semaine, jusqu'à la fin de l'ap-

7°. A surveiller constamment sa conduite et ses mœurs ; à faire en sorte qu'il conserve ou qu'il prenne l'habitude de prier Dieu le matin et le soir, et à lui laisser le temps nécessaire pour l'accomplissement de ses devoirs religieux les dimanches et jours de fêtes légales , et pour suivre les instructions préparatoires à la première communion ;

8°. A lui permettre et lui laisser le temps de fréquenter le soir une école d'adultes, s'il en a besoin pour son instruction, ou, s'il peut s'en dispenser, de veiller à ce qu'il perfectionne cette instruction dans ses momens de loisir ;

9°. A le traiter avec bonté et indulgence ; et lorsqu'il y aura des plaintes à former contre lui , ou s'il venait à tomber malade , à en prévenir sur-le-champ *sa mère (ou son tuteur, ou....)*, et le patron que lui aura donné ou lui donnerait par la suite le Comité, dont il sera ultérieurement (*ou dont il a été ci-dessus*) parlé ;

10°. A le représenter chaque fois qu'il en sera prié ou requis , soit par la dame (*ou le sieur....*), soit par le patron de l'enfant , et à le laisser toujours communiquer librement avec eux dans l'intérieur ou au dehors de son établissement ;

Lesquels engagements sont contractés par ledit sieur...., à la charge par ledit apprenti de donner à son maître tout son temps et son travail. (1)

prentissage, ou bien une gratification lorsque l'apprentissage est terminé : mais, dans ce cas, comme dans le précédent, on ajoute d'ordinaire cette clause : « Si l'apprenti se rend digne de cette faveur par sa bonne conduite, son aptitude et son application. »

(1) Dans le cas où il n'y a pas de paiemens à faire au maître

ART. 2. La dame (*ou le sieur.... Indiquer le nom de la mère du tuteur, etc.*), en acceptant les conditions sus-énoncées, s'engage (*ou engage ledit Comité*) à payer audit sieur...., pour les diverses charges indiquées dans le précédent article, la somme de.... fr., payable en.... paiemens égaux (1), savoir : fr. dans le courant du mois de....; fr. dans le courant du mois de...., etc., et.... fr., pour solde, dans le courant de.... — Cette somme (*Répéter ici le total*) est affectée à toute la durée du temps d'apprentissage ci-dessus déterminée, dans une proportion décroissante ainsi qu'il suit :

Neuf vingt-quatrièmes pour le premier quart du temps d'apprentissage ;

Sept vingt-quatrièmes pour le second ;

Cinq vingt-quatrièmes pour le troisième ;

Trois vingt-quatrièmes pour le dernier. (2)

La dame (*ou le sieur*) s'engage en outre,

pour l'apprentissage, on ajoute : « Sans aucune autre rétribution de sa part. »

(1) D'après le Règlement, aucun paiement ne peut être fait avant les six premiers mois révolus. — Voyez ART. 33, p. 438.

(2) Par exemple, supposons une somme de 300 fr., dont le vingt-quatrième est de 12 fr. 50 c. :

Neuf vingt-quatrièmes, font.....	112 f. 50 c.
Sept vingt-quatrièmes.....	87 50
Cinq vingt-quatrièmes.....	62 50
Trois vingt-quatrièmes.....	37 50

300 »

Cette affectation graduelle est importante pour les cas prévus par les art. 3, 4, 5 et 6. Voyez ci-après, p. 445 et 446.

1°. A fournir audit mineur.... un lit complet à son usage; (1)

2°. A le pourvoir, pendant tout le temps de l'apprentissage (2), du linge, des habillemens, chaussures, chapeaux ou casquettes qui lui seront nécessaires; (3)

3°. A user de toute son influence pour que ledit...., pendant toute la durée de l'apprentissage, apprenne de son mieux tout ce qui lui sera enseigné, soit par le sieur...., soit par ses préposés; leur obéisse avec docilité dans tout ce qui lui sera prescrit de licite et d'honnête, et consacre son temps avec zèle et assiduité aux travaux relatifs à son état et aux intérêts de son maître.

ART. 3. S'il arrivait que ledit.... s'évadât de chez son maître avant la fin de son apprentissage, la dame (*ou le sieur....*) s'engage à employer sur-le-champ toute son autorité et les moyens qui seront en son pouvoir pour ramener ledit apprenti chez son maître et pour l'y maintenir. Dans ce cas, ledit.... devra consacrer à son maître, à la fin de son apprentissage, un temps égal à celui de son absence.

S'il y avait impossibilité de ramener l'apprenti chez le sieur...., il sera payé audit sieur...., par la dame (*ou*

(1) Quelquefois le maître peut fournir lui-même le lit, et alors on supprime cette clause.

(2) *Ou pendant tel temps dont on conviendra*, lorsque le maître s'en charge pendant une partie du temps : s'il s'en charge entièrement, on supprime ici la clause.

(3) Si les raccommodages de divers genres, ou le blanchissage, ou la fourniture des outils, sont à la charge de la personne qui place l'enfant, il faut l'énoncer ici dans des paragraphes séparés; et s'il s'agit de la fourniture des outils, déterminer le *maximum* de dépense qui pourra en résulter.

le sieur), dans le délai de deux mois à partir de l'évasion, une indemnité de.... fr. *maximum* (1), si l'évasion avait lieu dans l'intervalle du.... mois, au.... (*Ordinairement à partir du tiers de la moitié de la durée de l'apprentissage jusqu'au commencement de la dernière année, ou des neuf ou six derniers mois.*)

Cette indemnité décroîtra d' $\frac{1}{a}$ par mois, si l'évasion a lieu avant le commencement du.... mois, et d' $\frac{1}{b}$ par mois, si elle a lieu après le.... mois (*en raison du nombre de mois qui précèdent ou suivent l'époque fixée par le maximum*). (2)

ART. 4. Réciproquement, si le maître n'exécutait pas toutes les conditions ci-dessus énoncées, et notamment

(1) Ce *maximum* est ordinairement de 50 à 100 fr.

(2) Tout repose sur la certitude ou la probabilité que le maître fait, pendant les deux premiers quarts ou le premier tiers de l'apprentissage, des sacrifices que ne peut pas compenser la valeur de la somme payée pour cet apprentissage. Pendant le troisième quart ou le second tiers du temps, le produit du travail de l'apprenti est supposé devoir contrebalancer les dépenses que son maître fait pour lui, sans pouvoir toutefois acquitter encore la dette des sacrifices faits pour lui dans le premier laps de temps; et c'est pour ce motif que l'indemnité doit atteindre son *maximum*, et ne pas varier pendant cette seconde période. Durant le dernier quart ou tiers du temps d'apprentissage, le maître doit se trouver dédommagé des avances faites pour son apprenti dans le cours de la première période.

Soit, par exemple, un apprentissage de trois ans : le *maximum* d'indemnité sera dû à partir du treizième ou du dix-neuvième mois jusqu'au vingt-cinquième ou vingt-septième; elle décroîtra d'un douzième ou d'un dix-huitième par mois, si l'évasion a lieu avant le treizième ou dix-neuvième mois; et si elle a lieu après, l'indemnité décroîtra, par mois, d'un douzième ou d'un neuvième.

s'il maltraitait ledit apprenti, ou l'employait habituellement à d'autres travaux que ceux de son état, le présent contrat pourrait être résilié de plein droit et par la seule volonté de la dame (*ou du sieur*), ou du patron dudit...; et, dans ce cas, il sera dû par le maître une indemnité de..., payable dans le délai d'un mois à partir du jour où l'apprenti aurait été retiré de chez lui, et ce, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts qui pourraient être dus selon les circonstances.

ART. 5. Il ne sera dû aucune indemnité de la part d'aucune des parties contractantes, si une grave et notoire inconduite forçait subitement le sieur... de renvoyer ledit apprenti (1). Dans ce cas, ledit sieur... fera prévenir sur-le-champ la dame (*ou le sieur*) et le patron dudit apprenti, et retiendra tout son trousseau pour le mettre à la disposition de qui de droit.

ART. 6. Dans tous les cas prévus par les art. 3, 4 et 5, le prix échu sur la somme convenue entre les parties pour la nourriture et l'apprentissage dudit... sera payé au maître dans la proportion indiquée à la fin du premier paragraphe de l'art. 2, et en raison du temps que l'apprenti aura passé chez lui. Mais dans le cas d'évasion (2) prévu par l'art. 3, la dame (*ou le sieur*) déduira de l'indemnité due par elle (*ou par lui*), ce qui, sur les quotités de paiemens égaux stipulés au commencement de l'art. 2, se trouverait payé d'avance pour

(1) Il arrive parfois que les maîtres exigent, dans ce cas, la promesse d'une indemnité; et alors, le commencement de l'article doit énoncer que « l'indemnité stipulée dans l'art. 3 sera également due au maître, si une grave, etc. »

(2) Si une indemnité est promise pour le cas d'inconduite notoire, il faut ajouter : « comme dans le cas prévu par l'art. 5. »

le temps non encore écoulé lors de l'évasion dudit apprenti. Dans le cas prévu par l'art. 4, le maître devra ajouter à l'indemnité dont il sera redevable la somme payée d'avance pour l'apprentissage, par rapport au temps non encore écoulé lorsqu'on se trouverait obligé de retirer l'apprenti de chez le sieur...

ART. 7. Si, dans le cours des six premiers mois d'apprentissage (qui ne sont qu'un temps d'essai), l'apprenti donnait des preuves répétées de dégoût ou d'incapacité notoire pour l'état de... qu'il aurait embrassé inconsidérément, le présent contrat pourra être résilié de plein droit par la dame (ou le sieur); et, dans ce cas, il sera payé au maître, sans aucun délai, une indemnité qui ne pourra excéder 50 fr. pour lesdits six mois, et sera répartie dans la proportion suivante : 15 fr. pour le premier mois, 12 fr. pour le second, 10 fr. pour le troisième, 8 fr. pour le quatrième, et 5 fr. pour le cinquième mois. (1)

ART. 8. Si, pendant la durée de l'apprentissage, ledit mineur tombait malade, il sera soigné aux frais du maître (excepté le prix des visites de médecins, des remèdes, et des soins d'une garde, si c'était nécessaire). Dans ce cas, ledit apprenti devra donner à son maître, à titre d'indemnité, après l'expiration de l'apprentissage, un temps double de la durée de la maladie.

Si, d'après la déclaration du médecin, la maladie était assez grave pour que ledit.... ne pût être conve-

(1) Lorsque l'apprenti n'est pas nourri chez son maître, on convient d'une somme moindre, de 25 ou 30 fr., par exemple, répartie par fractions égales pour chaque mois.

nablement soigné chez son maître, ou si la durée de la maladie excédait un mois, le maître pourra remettre ledit apprenti entre les mains de sa mère (*ou du sieur...*) ou de son patron, qui le feront soigner, et, lorsqu'il sera guéri, le replaceront chez son maître, auquel il sera tenu compte, par ledit mineur..., à la fin de son apprentissage, d'un temps égal à la durée de la maladie.

L'indemnité stipulée dans l'article 3 sera graduellement applicable à l'exécution des engagements du présent article.

ART. 9. Dans le présent contrat d'apprentissage est intervenu le sieur..., membre du Comité (1) formé dans le sein de la Société de la Morale chrétienne, pour le placement en apprentissage des jeunes Orphelins, et séant à Paris, rue Taranne, n° 12.

Ledit sieur..., à ce autorisé par ledit Comité, après avoir pris connaissance de tout ce qui précède, a promis, au nom dudit Comité, de donner tous ses soins audit apprenti..., de le faire participer aux divers bienfaits que ledit Comité accorde aux enfans placés sous sa protection, et notamment :

Dé lui fournir un lit à son usage; de le pourvoir de hardes et chaussures; de payer au sieur..., en l'acquit de la dame (*ou du sieur*)..., la somme de... fr. aux époques convenues, et ainsi qu'il a été stipulé dans les

(1) Lorsqu'à défaut de mère, de tuteur, ou autre personne qui puisse contracter au nom de l'enfant, l'engagement est contracté directement par un membre du Comité, les art. 9 et 10 sont inutiles.

articles.... (1); et, le cas échéant, les indemnités mentionnées dans l'article (*ou les articles*).... (2)

ART. 10. La dame (*ou le sieur*)...., pour reconnaître, autant qu'il dépend d'elle (*ou de lui*), les bienfaits dudit Comité; lui concède, et transporte au sieur...., ou à tout autre membre que le Comité pourra par la suite donner pour patron à l'enfant, tous ses droits résultant du présent contrat pour veiller à l'exécution de tous les engagements qui y sont contenus, et celui d'exercer sur ledit mineur...., dans son intérêt, la surveillance et l'autorité que pourrait avoir un tuteur.

Elle (*ou il*) s'engage aussi envers ledit Comité à exécuter scrupuleusement, pour ce qui la concerne, toutes les clauses du présent contrat, et notamment à ne prendre aucun parti à l'égard de son fils (*ou de son....*), et à ne point l'influencer par ses conseils ou autrement, sans avoir pris l'avis et obtenu l'assentiment de son patron ou dudit Comité; le tout à peine de rembourser au Comité toutes les dépenses faites pour ledit.... son fils (*ou....*), avec dommages et intérêts, et à peine de nullité de tous les engagements que ledit Comité aurait contractés dans l'intérêt de son fils (*ou de son....*), sans qu'il puisse jamais toutefois en résulter de préjudice pour les tiers de bonne foi.

Fait double (*ou triple...., suivant le nombre des parties contractantes*)...., à...., ce....

(1) Il faut citer ici les articles et les numéros des paragraphes qui contiennent les engagements dont le Comité consent à se charger, pour mieux déterminer ceux qui restent à la charge de la mère, du tuteur ou du maître.

(2) Il faut citer tous les articles qui stipulent des indemnités que le Comité consent à garantir.

Contrat pour an
ENGAGEMENT DE
francs à payer

comme suit :

Sommes à payer. Époques de paiement.

COMITÉ
POUR LE PLACEMENT EN APPRENTISSAGE
DES JEUNES ORPHELINS.

EXTRAIT du Contrat en date du 183

Le nommé
né à , le 183
placé en apprentissage pour an
(Conditions).

Chez M
demeurant à rue n°
sous le patronage de
Monsieur
demeurant à rue n°
Paris, le 183

Signature du Patron,

Visa du Secrétaire pour la rédaction
conforme au procès-verbal,

Visa du Trésorier du Comité,

ENGAGEMENTS
POUR LE CAS D'ÉVASION.

ENGAGEMENTS
EXCEPTIONNELS.

REMARQUES

Extrait de l'article 20. « Ils vérifient les contrats d'apprentissage, qui ne peuvent être approuvés définitivement par le Comité qu'après cette vérification, attestée par un visa. »

3°. *De l'Instruction des Enfants.*

Le Comité fait donner ou compléter aux enfans l'instruction qui leur manque, soit dans les écoles publiques, soit par des leçons particulières, lorsque les heures d'apprentissage ne leur permettent pas de fréquenter ces écoles.

Il leur fait distribuer des évangiles et des ouvrages élémentaires.

4°. *Des Secours donnés aux Enfants.*

« ART. 8. Le Comité fournit aux enfans, toutes les fois que c'est nécessaire, un lit, un trousseau, des outils, et des livres pour leur instruction. » (1)

Le Comité pourvoit aussi à l'entretien de leur linge, de leurs vêtemens, de leurs chaussures ; il accorde pour leur nourriture ou leur apprentissage des sommes dont la quotité varie suivant les circonstances et les professions.

Des cartes de bains leur sont distribuées ; en cas de maladie, les enfans sont traités, aux frais du Comité, par des médecins qui veulent bien concourir par leur généreux dévouement à cette bonne œuvre. Le Comité rappelle en particulier avec gratitude les services qu'il a reçus en ce genre de MM. Fouquier, Marjolin, Raulin, Doin, etc.

(1) Chaque enfant chrétien doit recevoir un exemplaire du Nouveau-Testament.

5°. Du Patronage.

Voici l'une des branches les plus louables et les plus utiles de cette institution ; elle renferme en quelque sorte la garantie générale de tous les bons résultats qu'on se propose.

Extrait de l'art. 29. « Chaque membre du Comité doit être chargé du patronage d'un ou de plusieurs enfans, et les patronages doivent être répartis aussi également que possible entre tous les membres. Les mêmes principes s'appliqueront aux cas où il faudrait nommer des patrons-suppléans. »

« ART. 39. Chaque patron doit visiter, au moins une fois par mois, les enfans dont il est chargé, chez les personnes mêmes où ils sont placés, et inscrire sa visite dans le registre à ce destiné, sous peine d'une amende d'un franc par chaque enfant qu'il n'aura pas visité.

« L'amende sera encourue lorsque la visite mensuelle n'aura pas été inscrite dans l'une des séances, ou dans l'intervalle d'une des séances du mois suivant ; et lors même que le patron aurait fait venir chez lui les enfans qui lui sont confiés, au lieu d'aller les visiter.

« ART. 40. Le patron doit veiller constamment à ce que les enfans qui lui sont confiés

« 1°. Remplissent leurs devoirs moraux et religieux, et ceux qui leur sont imposés à l'égard de leurs maîtres ;

« 2°. Perfectionnent leur instruction industrielle et intellectuelle par tous les moyens qui pourront dépendre de lui ;

« 3°. Prennent des habitudes d'ordre, de propreté, de prévoyance et d'économie.

« ART. 41. Le patron doit également apporter un soin particulier à la santé des enfans, et leur faire prendre de temps en temps des bains, avec l'autorisation du Comité.

« ART. 42. Le patron veillera à ce que les maîtres remplissent fidèlement toutes les conditions du contrat d'apprentissage, et notamment traitent les enfans avec douceur et indulgence, leur fassent faire tous les progrès qui peuvent assurer leur avenir, et évitent, autant que faire se pourra, de les envoyer en commissions. »

Extrait de l'art. 44. « Lorsqu'un patron sera obligé de s'absenter pendant plus d'un mois, il devra faire nommer par le Comité un patron-suppléant. »

« ART. 45. Dans la première séance de décembre, ou dans l'intervalle de cette séance à la suivante, chaque patron devra remettre au secrétaire ou au rapporteur du Comité une note circonstanciée sur la conduite, le caractère et le travail des enfans qui lui sont confiés. »

6°. *De la Discipline et des Encouragemens.*

Indépendamment du patronage dont il vient d'être parlé, le Comité fait visiter ses enfans deux fois l'année, par des commissaires extraordinaires.

Il les réunit à la séance générale de la Société de la Morale chrétienne, et y fait exposer les produits de leur travail. Le prix de ceux qui y sont vendus est placé à la Caisse d'Épargnes, au nom et au profit des élèves qui les ont confectionnés.

Le Comité décerne des prix et des accessit aux jeunes apprentis dont la conduite et le travail ont répondu à ses soins. Ces distributions ont lieu chaque année.

Enfin, le Comité s'occupe aussi de faciliter l'établissement de ceux qui ont fini leur apprentissage. Il leur continue encore sa protection et sa bienveillance.

« ART. 7. Les adoptions prononcées ne sont définitives que lorsque les enfans, après avoir passé six mois en apprentissage, ont répondu pendant ce délai aux soins du Comité par leur bonne conduite, leur aptitude, et leur amour du travail. Ils ne recevront un trousseau complet qu'après l'expiration de ce temps d'épreuve. »

« ART. 49. Des commissaires choisis par le Comité feront une visite générale chez tous les maîtres et les enfans adoptés, dans le courant des mois de mai et de novembre, et plus souvent si le Comité le juge nécessaire.

« Le président et les censeurs veilleront à ce que la désignation des commissaires soit faite dans la dernière séance des mois d'avril et d'octobre.

« Les commissaires devront s'enquérir de l'exactitude des patrons à remplir leur mission, de l'état de santé et d'instruction des enfans, de leur conduite morale et religieuse, constater s'ils ont fait leur première communion, si on a eu soin de leur faire prendre des bains, si leurs maîtres les traitent et les nourrissent bien, se bornent à leur faire faire des commissions, ou ne leur enseignent pas tout leur état; ils devront se faire montrer les effets d'habillement et les outils appartenant à l'apprenti, etc., etc. (1)

« L'un des commissaires devra faire un rapport général au Comité sur les enfans visités, dans la première séance qui suivra cette visite, et transmettre ce

(1) Voyez la pièce annexée page 457.

rapport, avec les notes à l'appui, à l'archiviste, qui les classera et les conservera, pour servir d'élémens au compte-rendu annuel, à la distribution de prix, et de termes de comparaison pour les visites subséquentes.

« ART. 50. Dans la quinzaine qui précédera ou suivra le jour de l'assemblée générale de la Société, le Comité convoquera et réunira dans la salle de ses séances tous les enfans adoptés, les maîtres chez lesquels ils sont placés, et, autant que faire se pourra, les orphelins déjà sortis d'apprentissage.

« Dans cette réunion, et sur le rapport d'une commission spéciale, le Comité décernera des prix et accessit consistant en ouvrages élémentaires, estampes, ou objets utiles, aux apprentis qui auront tout à la fois, par leur bonne conduite et leur travail, mérité ces témoignages de satisfaction.

« Les prix et accessit seront déterminés d'après les notes recueillies dans les deux visites précédemment faites par les commissaires extraordinaires, et les renseignemens donnés par les patrons, qui seront toujours consultés et entendus, s'ils le désirent, par la commission.

« Le Comité sera juge de toutes les réclamations que les patrons pourraient élever contre les décisions de la commission spéciale, dont feront toujours partie quelques uns des commissaires extraordinaires qui auront fait l'une des deux visites précédentes.

« ART. 51. Le prix des ouvrages qui auront été confectionnés par les enfans pour la séance générale de la Société, et qui auront été vendus lors ou à la suite de l'exposition, sera versé à la Caisse d'Épargnes, avec le consentement du maître, au nom et au profit de l'enfant

qui aura fait l'ouvrage. Le livret de la Caisse d'Épargnes lui sera remis soit à la distribution des prix, si elle a lieu après la séance générale, soit par les soins du patron, qui devra aussi engager l'apprenti à verser dans cette Caisse tout ou partie des profits qu'il pourrait faire pendant son apprentissage.

« ART. 53. Dans l'une des séances du mois de décembre, un membre du Comité sera chargé de rédiger le compte-rendu annuel promis aux souscripteurs, d'après les notes des patrons et des commissaires extraordinaires.

« Ce compte-rendu contiendra les noms des enfans et de leurs patrons, les noms et demeures des maîtres ; les renseignemens obtenus sur la conduite, le caractère, le travail, l'état progressif, stationnaire ou rétrograde de chacun des enfans adoptés, avec mention des prix ou accessit qu'ils auront obtenus ; le chiffre total de la dépense que chacun d'eux aura occasionnée dans le cours de l'année ; les noms, demeure et destinée des orphelins sortis d'apprentissage depuis le dernier compte-rendu, et le chiffre de la dépense totale qu'aura entraînée leur adoption, etc.

« Seront insérés à la suite : le tableau et le chiffre total de chaque espèce de fournitures ou autres objets qui auront été accordés et distribués aux enfans pendant le courant de l'année ; le résumé des recettes et des dépenses ; la liste et la demeure des membres du Comité, avec mention, en regard de chaque nom, du total des sommes d'argent recueillies par le membre à titre de dons ou souscriptions ; les noms et adresses des souscripteurs, et la quotité de leur souscription, etc.

« Ce compte-rendu sera soumis à l'approbation du

Comité dans le courant de janvier, imprimé sur-le-champ, et envoyé à tous les souscripteurs, conformément aux articles 18 et 52.

« ART. 9. Les enfans qui se seront montrés dignes des bienfaits du Comité pourront, après leur apprentissage, obtenir le don ou le prêt d'une somme d'argent pour faciliter leur établissement. »

Le tableau ci-annexé offre le modèle du rapport qui doit être fait par les commissaires extraordinaires.

COMITÉ

POUR LE PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES JEUNES ORPHELINS.

Visite des Commissaires extraordinaires.

_____ (1)
_____ (2), rue _____ (3).

1°. { Mœurs et conduite ?

{ Caractère ?

2°. { Devoirs religieux ?

{ Première communion ?

3°. { Habitudes d'ordre, de
prévoyance et de
propreté ?

4°. { Travail et aptitude ?

{ Progrès ?

(1) Indiquer les nom et prénoms de l'enfant.

(2) et (3) Indiquer les nom et demeure du maître.

5°. { Instruction, — Lecture,
écriture et calcul ?

6°. Santé. — Bains. — Nourriture ?

7°. { Objets dont l'enfant
aurait besoin ?

8°. { Conduite et caractère
du maître. — Enga-
gements pris par lui ?
— Commissions ?

9°. Devoirs du Patron ?

10°. Observations particulières ?

Le Comité des Orphelins subvient aux dépenses de cette institution par les cotisations de ses membres, et par les souscriptions d'un certain nombre de bienfaiteurs, parmi lesquels il comptait, depuis l'origine, les augustes membres de la famille royale actuelle.

On aime à signaler la souscription qu'il a ouverte parmi les enfans et les jeunes gens ; on cite le zèle admirable d'un jeune enfant qui, depuis l'âge de huit ans, recueille par lui-même, chaque année, plus de cinquante souscriptions en faveur des orphelins.

On ne jouit pas moins de voir la formation de deux associations qui se sont volontairement formées parmi les ouvriers de la capitale, pour concourir aussi par leurs dons aux bienfaits que répand le Comité. Leur nombre s'élève déjà à cent trente-six membres. Dans la séance générale qui a eu lieu dernièrement, deux d'entre eux ont pris successivement la parole pour faire connaître les motifs qui les avaient déterminés à

cette bonne action , et rendre compte de leurs efforts pour lui donner la plus grande étendue.

En jetant les yeux avec le sentiment d'une admiration sincère sur cette touchante institution , en la recommandant à tous ceux qui peuvent la seconder dans la capitale, la reproduire en d'autres lieux, nous croyons pouvoir proposer ici une vue qu'elle a fait naître dans notre esprit, dont l'adoption serait simple, dont les effets seraient certainement très utiles :

Nous nous adresserions aux administrations des établissemens charitables qui recueillent et soignent des enfans pauvres , orphelins ou autres , et qui les placent en apprentissage ; nous leur proposerions de s'associer des jeunes gens zélés et vertueux , auxquels elles confieraient le patronage de ces enfans , qui deviendraient leurs auxiliaires dans les soins nécessaires à ces infortunés ; nous les engagerions à consulter le Règlement du Comité des Orphelins de Paris , pour réunir ces jeunes gens en société , et pour diriger leurs opérations.

Ainsi, on ferait un double bien ; on assurerait aux enfans placés en apprentissage une protection et une surveillance qui serait pour eux un bienfait très essentiel ; on offrirait aux jeunes gens estimables une heureuse occasion pour faire eux-mêmes l'apprentissage d'une bienfaisance active et éclairée.

NOTICE

SUR LA MAISON DE REFUGE ET DE TRAVAIL ÉTABLIE, EN 1829, PAR
M. DEBELLEYME, RUE DE L'OURSINE, N° 95 (bis), FAUBOURG
SAINT-MARCEL, POUR L'EXTINCTION DE LA MENDICITÉ DANS LE
DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

PRESQUE toutes les grandes villes de France ont des établissemens de bienfaisance pour les malades, les enfans abandonnés, etc., etc.; mais presque toutes ont oublié une classe de malheureux non moins intéressante : nous voulons parler des mendiants et vagabonds.

Les articles 274 et 275 du Code Pénal les punissent d'un emprisonnement plus ou moins long, selon qu'ils sont trouvés *mendiant* dans un lieu où il existe un *établissement organisé à l'effet d'obvier à la mendicité*, ou dans un lieu où il n'en existe pas; la loi les condamne, en outre, dans le premier cas, à être conduits dans un *dépôt de mendicité* après l'expiration de leur peine, et même à être mis indéfiniment à la libre disposition du gouvernement.

Ainsi la loi présuppose deux établissemens qui existent en peu de localités, puisque presque tous les dépôts de mendicité, créés en 1808, ont été supprimés, et qu'on peut demander dans quelle localité il existe, aujourd'hui, un *établissement pour obvier à la mendicité*, sinon à Bordeaux et à Paris, où ces créations sont récentes. Les dépôts de mendicité ont été supprimés avec raison, puisqu'ils ne remplissaient pas leur but, celui de l'extinction de la mendicité, tandis que, dans le cas contraire, ils eussent été d'un grand secours.

En effet, ce n'était pas obvier à la mendicité que d'éloigner le pauvre de son domicile et de ses habitudes ; que d'entasser sans classement, pêle-mêle, dans un même local, un grand nombre d'individus valides ou non valides, jeunes ou vieux, sans aucune distinction de position, et de les y tenir comme en prison. Agir de la sorte, c'était aggraver le malheur au lieu de le soulager, et offenser l'humanité. Tels étaient cependant les résultats de ces dispendieux établissemens, objets de terreur pour tous les malheureux qui en étaient menacés.

Mais rien ne les a remplacés, et il est vrai de dire qu'il s'ensuit qu'on ne peut appliquer, avec justice, les dispositions des articles 269, 270, 271, 274 et 275 du Code Pénal, aux mendiants et aux vagabonds, ou plutôt aux malheureux qu'on veut traiter comme tels.

Ils sont fondés à vous dire que leur pauvreté n'a rien de honteux ; qu'ils ne sont point criminels ; qu'ils sont sans domicile faute d'argent, et sans argent faute de travail ; que la paresse et l'inconduite ne sont pas les seules causes de la mendicité ; que des pertes imprévues, des circonstances extraordinaires, peuvent amener sans crime au plus absolu dénûment : cependant la prison, le plus souvent, est la seule réponse à ces justes plaintes.

Cette rigueur doit paraître d'autant plus fâcheuse, qu'on méconnaît la loi en prétendant l'exécuter, et qu'on appelle des peines sur le misérable dénué de toute protection, sans avoir requis, au préalable, l'organisation d'établissemens pour obvier à la mendicité, tandis qu'aux termes de l'article 274 du Code Pénal, on n'a le droit de se montrer sévère qu'après avoir épuisé

tous les moyens de prévoyance, à l'effet d'empêcher le pauvre de tomber en état de mendicité et de vagabondage.

Il y a trois classes de pauvres qu'il faut bien distinguer.

La première est celle des pauvres *invalides*, soit par suite de l'âge, soit par suite d'accidens ou de maladie.

La seconde est celle des pauvres *valides*, pouvant, mais *ne voulant pas* travailler.

La troisième enfin est celle des pauvres *valides*, pouvant et *voulant* bien travailler, mais *n'ayant pas de travail*.

Il faut une grande habitude et un tact bien fin pour savoir distinguer ces deux dernières classes.

La première doit trouver, et trouve en effet des secours dans la charité publique. Là où il n'existe pas d'hospice pour soulager les pauvres invalides, il convient d'en établir : les hospices de la Vieillesse et la maison de Villers-Cotterets remplissent cette destination pour le département de la Seine.

La seconde classe, qui demande une répression sévère, appartient aux tribunaux correctionnels; les individus qui la composent sont punis par un temps de détention dans une maison de travail.

La troisième, objet de cette notice, mérite une attention toute particulière, et il y a nécessité légale de créer, pour elle, une maison de prévoyance en remplacement des dépôts de mendicité.

Cette création est désirée par les amis de l'humanité, conseillée par la raison et voulue par la loi.

Une semblable maison doit, par son action conti-

nuelle, tenir en activité toutes les autres parties du service des secours publics.

Différente d'un hôpital en ce que les malades n'y sont pas reçus, elle s'assure néanmoins que les secours seront donnés à ses pauvres lorsqu'ils tomberont en état de maladie.

Différente d'une prison, puisque l'individu admis conserve la liberté d'en sortir, elle est, pour le bon ordre, soumise à une clôture, et n'affranchit pas des peines portées par la loi, c'est-à-dire de la prison, ceux qui tomberaient en récidive, ou qui se livreraient à une conduite coupable.

Différente d'un dépôt de mendicité, elle n'est ni un lieu de punition ni un lieu de confusion; chacun y vit en éprouvant l'heureuse influence du travail et de l'épargne, avec l'espérance de pouvoir rentrer libre et laborieux dans le sein de la société.

Mais elle est le refuge du pauvre pendant l'accès le plus cruel de sa misère; l'homme, frappé des derniers coups de l'infortune, vient y apprendre à se passer des secours de la charité.

Sans arracher le pauvre à ses foyers, sans rompre ses affections, sans se charger indéfiniment de son sort, sans le priver de sa liberté, la maison de refuge doit agir, comme la Providence, par des secours inattendus, temporaires, qui remontent l'énergie, et qui ne permettent point d'abdiquer la dignité que tout homme doit conserver, lorsqu'il veut se conduire de manière à pouvoir rester responsable de ses actions envers la société.

Le malheureux descendu sur la voie publique, en proie aux horreurs de la faim, désespéré par un dé-

laissement universel, se trouve soudainement transporté dans un lieu habité par la bienfaisance, le travail et la vertu.

Là, il apprend que la loi oblige tout homme à soutenir son existence par le travail, et à se garantir, par la prévoyance et l'épargne, des chances de l'avenir : on lui dit que s'il se perpétue en état de mendicité, le châtimént correctionnel ne peut manquer de l'atteindre, et qu'il sera d'autant plus coupable de retomber dans ce désordre, qu'on va l'entourer des moyens d'apprendre à se suffire par une active industrie.

La maison de refuge et de travail est un lieu de *grâce et d'exception*, où le mendiant apprend qu'il avait encouru la condamnation judiciaire (l'emprisonnement, suivant l'article 275 du Code Pénal), mais qu'il a été admis à se relever de l'application de cette peine, sous la condition d'un changement de conduite. Quoique la mendicité ne soit pas toujours un délit très coupable, elle annonce ordinairement une absence de dignité personnelle : aussitôt que cette espèce de dégradation s'est opérée, il faut que le mendiant sache qu'il est frappé du blâme de la loi, et admis par bienveillance à purger cet état de réprobation.

Conçue de la sorte, la maison de refuge concourt, comme je l'ai dit, à la régulière administration des secours publics : aussi, un mendiant est-il arrêté sur la voie publique, le premier acte de l'autorité est de lui faire subir un interrogatoire.

Est-il invalide, envoyez-le dans un hospice *ad hoc*.

Est-il valide, pouvant travailler, envoyez-le à la maison de refuge.

S'il repartait *mendiant* après sa sortie de la maison de refuge, c'est que le travail lui est odieux, c'est que c'est un fainéant, un vagabond; en ce cas, traduisez-le par-devant le tribunal de police correctionnelle.

Mais il est une précaution préalable qu'avant tout doivent prendre réciproquement tous les départemens. Quand un mendiant est arrêté sur leur territoire, c'est de s'assurer du lieu de sa naissance : est-il d'un département autre que celui où il a été arrêté, il faut l'y faire reconduire sur-le-champ. C'est assez que chaque localité soigne ses pauvres. La maison de refuge de Paris ne reçoit que les mendiants appartenant au département de la Seine.

Ces observations sont tirées presque textuellement des divers rapports faits, par M. Cochin, au Conseil d'administration de la maison de refuge et de travail pour l'extinction de la mendicité dans le département de la Seine; elles doivent faire suffisamment sentir la nécessité légale de créer de semblables établissemens, auxquels on pourrait donner le titre de *maison de travail et de secours provisoires pour l'extinction de la mendicité*.

En disant sur quelles bases a été établie, en 1829, celle de Paris, et le régime qui y a été adopté, c'est peut-être rendre service aux départemens qui voudraient suivre cet exemple. Un tel motif fera excuser les détails suivans :

Un immeuble d'une étendue de quatre arpens a été choisi rue de l'Oursine, faubourg Saint-Marcel; des bâtimens inutiles ont été abattus, d'autres ont été conservés, d'autres ont, de plus, été agrandis; enfin toutes les constructions nécessaires ont été faites.

Il a été bâti, sur la rue, à droite, un corps-de-garde avec une salle de discipline; à gauche, un logement pour le portier; entre ces deux corps de logis se trouve la porte principale d'entrée, ouvrant sur une grande cour garnie d'arbres.

Viennent ensuite, sur la gauche, deux dépôts, l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes, et des logemens. On voit, en retour sur la cour, du même côté, la boulangerie, la buanderie, les bains, le vestiaire et le service des pompes; en face, le cabinet du médecin, le légumier, la paneterie, l'épuchoir, le lavier, la cuisine; et en revenant sur la droite, le bâtiment servant aux bureaux et aux logemens des employés de l'administration.

Deux bâtimens vastes, environnés de cours et jardins, contiennent, au rez-de-chaussée, le réfectoire, la chapelle et des ateliers de travail; et dans les étages supérieurs, quatre vastes dortoirs bien aérés, garnis chacun de 75 lits en fer, en tout 300. Ils pourront en contenir 400.

Chaque lit est recouvert d'une pailleasse piquée, d'un matelas de trois quarts de laine et un quart de crin, d'un traversin *idem*, d'une couverture de laine (qu'on retire en été); d'une couverture de coton et d'une paire de draps.

Trois garde-robes, favorisées d'un nouveau procédé désinfectant, qui neutralise la mauvaise odeur et le mauvais air, sont espacées dans chaque dortoir; pour que personne n'ait besoin d'en sortir pendant la nuit.

Quand un pauvre est admis, on le fait déshabiller, baigner, et il reçoit, au sortir du bain, un habillement complet; celui qu'il avait en entrant est désinfecté au

moyen de procédés connus, et mis en réserve pour lui être rendu à sa sortie.

Il lui est donné, en outre, un peigne, une brosse à peigne, un couvert en fer et un verre, dont la valeur lui est retenue sur sa réserve, bien entendu qu'il demeure propriétaire desdits effets.

L'habillement d'hiver est composé, *pour les hommes*, ainsi qu'il suit :

Un pantalon de drap gris.

Un gilet *idem*.

Une veste rondo de casimir bleu.

Pour les femmes :

Un jupon de molleton de dessus.

Une jupe de toile de coton de dessous.

Une camisole de drap.

L'habillement d'été, *pour les hommes*, est composé ainsi qu'il suit :

Un pantalon de coutil.

Un gilet *idem*.

Une veste de drap bleu.

Pour les femmes :

Un jupon de dessus, en étoffe de coton.

Une camisole *idem*.

Une jupe de dessous en fil d'étoupes.

Les hommes ont, en outre, un chapeau de feutre, une paire de bas de coton, une paire de chaussettes de laine (ou des guêtres, en été), une paire de sabots, un mouchoir de poche, une cravate, un bonnet de coton, un torchon et une serviette.

Les femmes ont un fichu de tête, un fichu de cou, et le reste du linge à peu près comme les hommes.

La nourriture se compose, tous les jours, d'une ration d'une livre et demie de pain, farine seconde qualité; d'une soupe aux légumes, avec deux onces de pain blanc, farine première qualité, et d'un plat de légumes secs accommodés à la graisse.

Le jeudi, le dimanche et les jours de grandes fêtes, on leur donne une demi-livre de viande.

On doit aux pauvres l'existence, mais non les jouissances de la vie : avec le régime ci-dessus, il a de quoi vivre; s'il veut l'améliorer, il doit y pourvoir avec le produit de son travail. A cet effet, il a été permis à une cantinière de s'établir dans l'intérieur de la maison. Le tarif des denrées qu'elle vend est arrêté par le directeur, et la bonne qualité de ces denrées doit être reconnue par lui.

Le pauvre, logé, habillé et nourri, comme il vient d'être dit, est classé dans un atelier de travail selon ses capacités; et c'est là, le plus souvent, que se présente une grande difficulté; car, comme il ne doit rester à la maison que peu de jours ou de mois, il n'a pas le temps d'apprendre un métier, s'il n'en connaît pas ou s'il n'en connaît qu'un qui n'est pas exercé dans l'établissement; d'où vient la nécessité de ne considérer le plus grand nombre des pauvres, admis à la maison de refuge, que comme des forces motrices, et de ne leur donner que des ouvrages qui exigent peu, ou n'exigent même pas d'apprentissage, comme de faire mouvoir des laminoirs, de piler de la brique pour ciment, de faire marcher des brouettes, etc.

Les femmes savent presque toutes coudre plus ou moins bien, et, sous ce rapport, elles offrent bien plus de ressources que les hommes; les plus habiles font des chemises; on fait coudre des sacs de toile à celles qui le sont moins; celles qui ne savent pas manier l'aiguille sont employées à nettoyer du coton, ou à faire de la filasse avec de vieux cordages, etc.

Le produit du travail de tous les ouvriers et ouvrières est divisé en trois parties : la première pour leur être donnée de la main à la main; la seconde pour être mise en réserve, de manière à faire une masse qui leur est rendue à leur sortie; la troisième, pour rester à l'établissement.

La part qui leur est donnée de la main à la main leur sert à améliorer leur existence de la manière qu'ils l'entendent; celle qui revient à la maison est loin de compenser leur dépense, mais le produit des souscriptions volontaires et la subvention accordée par la ville de Paris pourvoient à la différence.

Il n'y a pas d'infirmierie dans la maison, mais seulement une chambre pour les hommes et une pour les femmes, en cas d'accidens. Dès qu'un réfugié est malade, il est envoyé à l'hôpital, sur un bon du médecin, qui fait tous les jours sa visite, de midi à deux heures.

C'est ici le lieu de parler de la mesure prise à l'égard des ateliers; on n'a point voulu s'adresser à un entrepreneur général pour les travaux des réfugiés, comme il est d'usage dans les maisons de détention. Un entrepreneur général, étant intéressé à payer les ouvriers le moins possible, était un ennemi qu'il fallait bannir de la maison de refuge; et quand on dit ennemi des

ouvriers, on peut ajouter qu'il l'est également des commerçans, puisque, moyennant sa position, il obtient un taux de main-d'œuvre très bas, qui lui permet de vendre ses produits au-dessous des prix courans du commerce, et trouble, par là, le résultat de toutes les industries.

L'administration a cru devoir appeler indistinctement tous les fabricans qui voudraient s'entendre directement avec elle pour établir des ateliers dans la maison, et leur a dit : « Nous vous offrons un local sans « loyer, et des ouvriers que vous paierez proportion-
« nellement à ce qu'ils savent faire; de plus, nous vous
« laisserons libres d'employer des ouvriers du dehors
« en assez grand nombre pour pouvoir exécuter toutes
« les commandes qui vous seront faites. » Cet appel lui a réussi.

L'arbitre perpétuel entre l'ouvrier et le fabricant, pour que l'ouvrier reçoive un juste salaire, se trouve dans l'intérêt du fabricant à ne pas perdre la jouissance gratuite du local qui lui serait retirée, s'il refusait à l'ouvrier la justice qu'il lui doit; et l'administration trouve la compensation du sacrifice qu'elle fait d'un local gratuit, en obtenant un moyen continu de recommandation pour les ouvriers qu'elle ne saurait comment occuper ni instruire, si elle n'avait pas d'ateliers à sa disposition.

Un règlement a été adopté pour fixer les heures du travail et du repos, du lever et du coucher.

Les réfugiés peuvent sortir toutes les fois qu'ils le demandent dans leur intérêt, et sortent, de droit, les dimanches et fêtes, ce qui leur donne la facilité d'aller

voir leurs protecteurs. Dès que le sort leur est devenu plus favorable, ils peuvent demander leur sortie définitive, qu'ils obtiennent toujours sans aucune difficulté, mais vingt-quatre heures seulement après leur demande; ce délai est nécessaire pour que la police soit prévenue, et ait le temps d'agir, s'il y a lieu.

Depuis le mois de novembre 1829, époque de l'ouverture de la maison de refuge, jusqu'au 17 juin 1831, le nombre des individus reçus a été de treize cent soixante-un; savoir:

Hommes....	Internes.....	324	} 874
	Externes.....	316	
	En dépôt.....	234	
Femmes....	Internes.....	194	} 487
	Externes.....	139	
	En dépôt.....	154	
			1,361

La durée moyenne du séjour de chaque individu est de six mois.

Le terme moyen du produit du travail est de 45 centimes par jour.

La conduite des individus reçus est généralement bonne. Les hommes sont plus faciles à gouverner que les femmes, et se conforment mieux aux réglemens de propreté.

Il est difficile de connaître leur conduite après leur sortie de la maison; mais presque tous, en sortant, annoncent vouloir reprendre leur état.

Voici un état approximatif des divers états professés par les hommes et femmes reçus du mois de novembre 1829 au 17 juin 1831; le calcul en est fait sur cent individus de chaque sexe.

Hommes.		Hommes.	
Armurier.....	1	Report.....	40
Bijoutier.....	1	Journaliers.....	20
Boulangers.....	2	Maçon.....	1
Boutonniers.....	2	Magistrat (ancien).....	1
Brasseur.....	1	Maître d'écriture.....	1
Bûcheron.....	1	Manœuvre.....	1
Carrier.....	1	Marchand ambulant.....	1
Cartier.....	1	— de bestiaux.....	1
Chapeliers.....	2	— de volailles.....	1
Charretier.....	1	Ménuisiers.....	4
Charron.....	1	Meunier.....	1
Cloutier.....	1	Militaires (anciens).....	2
Colporteur.....	1	Nourrisseur.....	1
Cordonniers.....	3	Ouvriers.....	2
Corroyeurs.....	2	Palefrenier.....	1
Cotonnier.....	1	Passementier.....	1
Cuisinier.....	1	Plaqueur en argent.....	1
Domestiques.....	4	Polisseur en marbre.....	1
Élagueur.....	1	Porteur aux halles.....	1
Employés.....	2	Relieur.....	1
Fabricant de cordes d'in-		Sans état.....	1
strumens.....	1	Scieur de bois.....	1
Filassier.....	1	Serruriers.....	6
Gaziers.....	2	Tailleurs.....	3
Horloger.....	1	Tapissier.....	1
Imprimeurs sur papier		Teinturier.....	1
peint.....	2	Terrassiers.....	2
Jardiniers.....	3	Tisserands.....	2
	40		100

Femmes.		Femmes.	
Blanchisseuses.....	3	Report.....	6
Bijoutière.....	1	Brodeuse.....	1
Bordeuse de souliers.....	1	Cardouses de matelas.....	3
Brocheuse.....	1	Chapelière.....	1
	6		11

Femmes.		Femmes.	
<i>Report</i>	11	<i>Report</i>	68
Cordonnière.....	1	Marchande de vieux linge.	1
Couturières.....	13	Ouvrières.....	2
Cuisinières.....	2	— en bas.....	1
Dévideuses.....	7	— en casquettes.....	1
Domestiques.....	5	— en coton.....	1
Fabricante de bretelles...	1	— en couvertures.....	1
Fileuses.....	4	— en dentelle.....	1
Garde-malades.....	1	— en linge.....	16
Gantière.....	1	— en schals.....	1
Gazières.....	6	Passementière.....	1
Journalières.....	9	Portière.....	1
Lingères.....	3	Relieuse.....	1
Marchande.....	1	Sage-femme.....	1
— de pommes.....	1	Trameuse.....	1
— des quatre saisons..	2	Tresseuses de paillassons..	2
	68		100

Il a été fait également un calcul sur l'âge de cent individus de chaque sexe; en voici le résultat.

Hommes.		Femmes.	
De 17 à 20 ans.....	6	De 15 à 20 ans.....	8
21 à 30.....	11	21 à 30.....	12
31 à 40.....	8	31 à 40.....	21
41 à 50.....	21	41 à 50.....	15
51 à 60.....	21	51 à 60.....	26
61 à 70.....	27	61 à 70.....	15
71 à 75.....	6	71 à 75.....	3
	100		100

Il a été fait aussi des calculs pour savoir à combien peut revenir, par jour, la dépense d'un individu reçu dans la maison de refuge; en voici le résultat, qu'on lira peut-être avec quelque intérêt:

I.

31

La dépréciation de la literie, calculée sur dix années, donne par jour.	o fr. 3 c.
Celle du linge, calculée sur deux années.	o 10
La nourriture coûte.	o 43 $\frac{1}{2}$
Le blanchissage.	o 6
TOTAL.	o fr. 62 c. $\frac{1}{2}$

Un marché a été passé avec un barbier pour raser les hommes deux fois par semaine et leur couper les cheveux une fois par mois, moyennant 25 centimes par homme et par mois ; prix assurément fort modéré.

Il faut ajouter aux dépenses de la Maison celles qui résultent de l'entretien des bâtimens, du mobilier et des employés tant supérieurs qu'inférieurs.

Les départemens qui voudraient se procurer des lits en fer semblables à ceux qui ont été fabriqués pour la Maison du Refuge, peuvent s'adresser à M. Margot, serrurier, rue du Vieux-Colombier, à Paris ; l'administration les a payés 31 francs chaque ; peut-être obtiendrait-on aujourd'hui une diminution sur ce prix.

L'administration a reçu une soumission, à raison de 19 fr. 75 cent. pour la fourniture de l'habillement complet des hommes, et de 16 fr. 50 cent. pour celui des femmes ; les vêtemens qu'elle a fait confectionner lui sont revenus plus cher ; elle profitera de cette offre lors de leur renouvellement.

Voici l'état du personnel nécessaire pour la bonne gestion d'une Maison de Refuge. Les appointemens doivent varier selon les localités ; c'est pourquoi on se dispense de les fixer ici :

Un directeur chargé de tout le personnel et de la police de la maison, de la surveillance des travaux, de

l'encaissement et du paiement de la réserve appartenant aux réfugiés. (Le bureau de la préfecture chargé de la police doit être, en même temps, chargé de l'admission et de l'envoi des pauvres à la Maison de Refuge.)

Un employé aux écritures, garde-magasin, chargé de la surveillance de tout le matériel, de la nourriture et du combustible;

Un caissier, chargé de la comptabilité des ateliers, et des comptes ouverts avec les réfugiés;

Un garçon de bureau;

Un surveillant, chargé de la police des hommes, de l'entretien et de la propreté des bâtimens et de la conservation de tout le matériel;

Une surveillante, chargée de la police des femmes, de tous les travaux d'aiguille, de la lingerie et de l'habillement;

Une sous-lingère, sous ses ordres;

Un aumônier;

Un médecin;

Un portier;

Un jardinier;

Une cuisinière.

Tous les emplois inférieurs sont pris parmi les réfugiés; savoir:

Charretier;

Baigneur;

Baigneuse;

Aide garçon de bureau;

Prevôts des dortoirs;

Prevôts, *id.*

Aides cuisiniers;

Contre-maîtres des travaux ;

Contre-maîtresses, *id.*

Laveuses de vaisselle.

On leur donne une haute paie, qui leur suffit.

Nous terminerons par une observation importante à consigner ici : c'est qu'il est beaucoup de pauvres ayant un domicile ou n'étant pas assez malheureux pour être admis comme *internes* : il en est d'autres qui préfèrent ne pas loger dans la Maison, par un motif quelconque. Dans ces divers cas, on ne les admet qu'en qualité d'*externes*. Alors, ils ne reçoivent pas l'habillement et le linge de la Maison, et l'on a le soin, crainte de la vermine, de les tenir séparés, autant que possible, des internes, tant au réfectoire que dans les ateliers.

AVIGNON.

NOTICE SUR LES ÉTABLISSEMENTS CHARITABLES DE LA VILLE D'AVIGNON.

AVIGNON possède un hôpital de malades, dit *Hôtel-Dieu*, et un hospice d'indigens, dit l'*Aumône générale*.

Hôtel-Dieu.

Cet hospice a été fondé et doté en 1353, sous le nom de *Grand Hôpital Sainte-Marthe*, par M. Bernard de Rascas, chevalier, docteur en droit, et son épouse, en vertu d'une bulle du pape Innocent VI, donnée à Villeneuve-lès-Avignon, le 4^e jour des calendes de juillet, et la 1^{re} année de son pontificat.

L'église et le couvent attenant à cet hospice furent établis l'année suivante, en vertu de la même bulle, et pour la dotation de ladite fondation, M. et M^{me} de Rascas donnèrent 10,000 florins d'or. Ils ajoutèrent, dans la suite, à cette somme, divers dons très considérables. Un assez grand nombre de personnes charitables ont aussi, par des legs, donations et héritages, augmenté, en d'autres temps, les revenus de cet établissement; mais ces revenus, ainsi que ceux de l'Aumône, ont ensuite été réduits de 1,800,000 fr. par les remboursements en assignats que ces maisons ont été contraintes de recevoir.

L'hôpital contient habituellement 200 malades civils des deux sexes, et 24 incurables.

La population des malades militaires varie selon la

force de la garnison et le passage des troupes. Elle peut s'élever jusqu'à 150 militaires, sans nécessiter une augmentation de local.

La moyenne des admissions est de 1916 par an ; celle des décès, de 176, ou d'un sur onze.

Ne sont pas admis les enfans malades au-dessous de sept ans, les aliénés, les vénériens. (Il existe une fondation particulière pour traiter huit vénériens au printemps et autant en automne.)

L'Administration attend avec impatience le moment où elle aura terminé des constructions importantes pour pouvoir s'occuper ensuite d'une salle de vénériens.

Des consultations gratuites sont données par les médecins de l'hôpital à tous ceux qui vont les réclamer dans cet établissement, et des médicamens sont distribués aussi gratis sur l'ordre des médecins.

Aumône générale.

Elle a été fondée en 1557 par des citoyens charitables. On faisait face à ses dépenses au moyen d'une contribution volontaire, établie par le Conseil de ville sur tous les habitans aisés. En 1596, les largesses des habitans n'étant pas suffisantes pour fournir à la subsistance des pauvres, dont le nombre augmentait chaque jour, la ville donna des sommes pour y suppléer.

En 1600, l'Aumône fut chargée de recevoir les enfans bâtarde, moyennant une somme que la ville s'obligea de lui payer annuellement. La ville fit, en d'autres temps, diverses donations gratuites à cette maison. Elle fut aussi soutenue par les largesses des papes.

Elle reçoit les vieillards des deux sexes, les enfans trouvés, ceux abandonnés et les orphelins : les enfans

de familles indigentes sont également admis dans cette maison :

La population moyenne des vieillards est de 200, dont 100 de chaque sexe.

Celle des jeunes garçons et jeunes filles à la charge de l'hospice jusqu'à leur majorité, est de 460, dont 100 à 110 résident habituellement dans la maison; les autres sont placés en apprentissage ou en chargement.

Le nombre des expositions est annuellement de 205 à 210 enfans.

La moyenne des enfans placés en nourrice ou en pension, et qui n'ont pas atteint leur douzième année, est d'environ 700.

Les enfans résidans dans l'hospice sont ou faibles, ou cacochymes, ou trop jeunes pour être placés en apprentissage.

L'Hôtel-Dieu et l'Aumône sont régis par une commission administrative composée de cinq membres, non compris le maire de la ville, qui en est le président né, et à laquelle il se réunit toutes les fois qu'il le juge convenable.

Les revenus particuliers de ces deux maisons s'élèvent à environ. 100,000 fr.

La subvention accordée par la ville à environ. . . 40,000

Les fonds alloués pour le service des enfans trouvés sur le fonds départemental et communal. . . 50,000
dont 14,000, environ, à la charge de la ville d'Avignon.

Les recettes éventuelles de toute nature, y compris les sommes pour prix de journées de militaires malades traités dans l'hôpital. 60,000

Le total des recettes balançant les dépenses est de 250,000 fr.

Un couvent de dames religieuses de Saint-Joseph est attaché à l'Hôtel-Dieu : il fournit dix dames pour la direction du service des salles et de la maison ; l'Administration alloue à la communauté une subvention de 2,000 francs.

Le service de l'Aumône est confié à neuf dames de la Congrégation de Saint-Charles, qui reçoivent annuellement 1,250 francs, et de plus sont nourries et blanchies aux frais de la maison.

Un appareil pour l'extraction de la gélatine des os, suivant la méthode de Darcet, a été établi à l'Aumône aux frais des administrateurs. Il a fonctionné pendant quinze jours, et aucune des prévisions de M. Darcet n'a été outrepassée. Pour couvrir les frais journaliers d'extraction, il était indispensable que l'Hôtel-Dieu consommât une portion du bouillon gélatineux ; il eût servi de base à un bouillon où l'on n'aurait fait entrer que la moitié de la viande ordinairement employée ; on aurait facilement couvert, par ce moyen, la dépense de 5 francs par jour, résultant de la fabrication de 250 litres de dissolution gélatineuse. Cette dissolution seule, avec du pain et des légumes, formait une soupe de bonne qualité, et les indigens en ont mangé sans trop de répugnance. Employée comme eau avec moitié de la viande consommée chaque jour, elle produisait un bouillon excellent. Malheureusement les préventions des malades n'ont pas permis d'en adopter l'usage. L'Administration a beaucoup regretté d'être par là privée de donner en rôti aux malades la moitié de la viande qui est consommée en bouilli.

Les dames religieuses de l'hôpital n'ont pas, dans

cette circonstance, aidé l'Administration de leur coopération comme l'ont fait celles de l'Aumône.

Bureau de charité.

Le bureau de charité est composé de cinq membres, sous la direction desquels cinq dames religieuses de Saint-Charles sont chargées de la distribution des secours publics et à domicile.

Ses revenus ordinaires sont de..... 15,000 fr.

Ses revenus extraordinaires de..... 8,000

23,000 fr.

La recette ordinaire se compose de l'allocation portée au budget municipal pour 10,000 francs de rentes sur particuliers, et environ 3,600 fr. de solde de legs et vente de soupe à l'œuvre des prisons.

La recette extraordinaire se compose de la subvention des théâtres, dons, aumônes et collectes.

Maison royale de Santé.

(Pour les Aliénés.)

Cette maison fut fondée en 1490, sous le nom de *l'OEuvre de la Miséricorde*; sa dotation primitive fut de 12,000 livres, payées moitié par la ville d'Avignon, moitié par le Comtat Venaissin. Elle reçut successivement diverses fondations de nourriture, qui furent éteintes par le fait de la révolution.

Le budget annuel de cet établissement s'élève à 43,000 fr.; il est régi gratuitement par une commission administrative de cinq membres. Cinq sœurs de Saint-Charles dirigent le service intérieur de la maison,

qui contient, terme moyen, 85 aliénés pensionnaires, 20 aliénés indigens, en tout 105 des deux sexes. Les indigens sont admis sur les ordres de l'autorité municipale. Une allocation annuelle de 3,000 fr., au budget de la ville, est accordée pour leur traitement; mais cet objet est évidemment onéreux à l'établissement. La pension des aliénés payans varie de 300 à 1,200 fr. par an.

Société de Charité maternelle.

Elle est administrée par huit dames de la ville. Ses ressources consistent en une allocation annuelle de 2,000 fr., accordée par le Conseil municipal, en dons de la famille royale, des dames administrateurs et autres. Des distributions de pain et de viande sont faites chaque année à 150 ou 160 femmes en couche, ou mères de famille, femmes légitimes.

Association des Dames de la Providence.

Elle se compose d'environ cent dix dames. Elle a pour but d'ouvrir un asile aux filles égarées qui viennent librement s'y réfugier, et qui sont au nombre de 45 à 50.

Ses ressources sont : 1000 fr. accordés par le budget de la ville, le travail et quelques aumônes.

Association des Demoiselles de la Petite Providence.

Elle se compose d'environ quarante demoiselles, et a pour but l'éducation de petites filles orphelines et abandonnées, qu'on habille, qu'on nourrit, auxquelles on fait apprendre un métier, et auxquelles on donne,

lorsqu'elles se marient, une dot de 100 fr. et un petit trousseau.

Les ressources de l'association consistent en une allocation de 1,000 fr. sur le budget de la ville; en une aumône que chaque demoiselle sociétaire fait au moins une fois par an (cette aumône ne dépasse pas 5 francs); en produit de petits ouvrages auxquels s'occupent les demoiselles associées, et que l'on vend au profit des orphelins; en aumônes volontaires, offertes spontanément aux demoiselles associées pour le maintien de l'œuvre.

Le nombre des enfans secourus s'élève à environ 25 petites filles, que l'on prend à l'âge de sept ou huit ans, et que l'on garde jusqu'à ce qu'elles puissent gagner leur vie.

Les demandes d'admission aux secours sont si multipliées que l'association se voit tous les jours obligée de refuser les jeunes filles qui lui sont présentées, et de se restreindre, parce que les ressources diminuent tous les jours.

Confrérie des Pénitens de la Miséricorde.

Outre les exercices religieux auxquels ses membres se livrent, ils portent aux détenus des secours très actifs et accompagnent au supplice les condamnés à mort.

La somme dont la confrérie dispose annuellement en faveur des détenus s'élève à environ 1,500 fr. Elle provient des dons de ses membres et d'autres personnes charitables, du produit des troniques auprès des prisons, et des quêtes hebdomadaires faites par les pénitens.

Chaque dimanche et fête, une soupe grasse, du bouilli et très souvent du vin sont distribués aux prisonniers par les soins des conducteurs de nourriture.

L'œuvre est chargée des frais de blanchissage et raccommodage de linge pour les détenus; elle les fait raser une fois par semaine, leur distribue du tabac, et, pendant les froids rigoureux, pourvoit aux frais de chauffage des salles. Les détenus privés de ressources reçoivent de l'œuvre des souliers, pantalons, guêtres, bonnets ou chapeaux, et quelque peu d'argent au moment de leur translation.

SAINT-OMER (PAS-DE-CALAIS).

ÉTABLISSEMENS CHARITABLES DE CETTE VILLE.

Population, 20,000 âmes; nombre de pauvres, compris les enfans, 4,000, secourus par cinq établissemens de charité; savoir :

Un bureau de secours à domicile, distribuant annuellement 40,000 fr. tant en nature qu'en argent;

Un hôpital pour les pauvres atteints de maladies graves, contenant 77 lits, desservi par des sœurs de Saint-Dominique;

Un hospice pour les vieillards des deux sexes, contenant 128 lits, desservi par des religieuses de l'ordre de Saint-François;

Un hospice pour les orphelins, enfans de familles indigentes et enfans trouvés ou abandonnés, conte-

nant 180 lits, desservi par des sœurs de l'ordre de Saint-Vincent de Paule;

Un hospice pour 16 vieilles femmes ou filles, possédant chacune 100 fr. de rente au moins.

Le prix de la journée dans les hôpitaux et hospices de cette ville, a été, en 1830, pour les malades, de 97 c. 33 millièmes; pour les vieillards, de 70 c.; pour les orphelins de 57 c. 92 m.; pour les vieilles femmes ou filles ayant par elles-mêmes de 100 à 200 fr. de rente, de 32 c. 87 m.

Les frais généraux d'administration coûtent 01 c. 41 m. par journée de chaque individu.

Le prix élevé du pain a fait hausser les prix de journée des malades, vieillards et orphelins, de 5 cent.; celui des vieilles femmes ou filles, porté à 32 c. 87 m., est toujours le même, étant fixé pour chacune d'elles à 120 fr. par an.

Enfans trouvés.

Leur nombre s'élevait, le 1^{er} janvier de cette année, à 177.

La dépense qu'ils occasionnent se subdivise par jour, comme suit :

Objet.	1 ^{er} âge.	2 ^e âge.	3 ^e âge.	Prix moyen.
Mois de nourrice.	28 c. 23 m.	25 c. 50 m.	17 c. 00 m.	23 c. 57 m.
Vêtures.....	09 16	01 46	02 39	04 34
Employés.....	01 14	01 14	01 14	01 14
	38 c. 53 m.	28 c. 10 m.	20 c. 53 m.	29 c. 05 m.

La mortalité a été, en 1828, de 15 sur 100; en 1829 et 1830, de 13 sur 100; dans les années précédentes, elle avait été jusqu'à 20 sur 100. Cette amélioration est

due à une surveillance plus active et à une plus grande distribution de vêtements.

Une layette complète coûte 18 fr., une vêtue du deuxième âge, 6 fr., et celle du troisième âge, 9 fr.

Observations.

Les secours à domicile et ceux des hospices sont insuffisants pour secourir 4,000 pauvres; mais heureusement la charité particulière y supplée amplement, quoique d'une manière qui a ses abus. Cette charité consiste, assez généralement, à accorder à un très grand nombre de pauvres de petites rentes hebdomadaires ou mensuelles, payables tous les lundis de chaque semaine ou les premiers lundis de chaque mois. C'est à cette époque que les pauvres se revêtent de leurs plus mauvais haillons pour aller en recette; les autres jours sont employés à exercer une industrie mendicante, au moyen de mille ruses mensongères, dont la description étonnerait.

Quoique les personnes charitables qui font ces rentes soient bien convaincues des abus qui en résultent, elles ne paraissent pas disposées à remettre leurs aumônes entre les mains de l'Administration des secours à domicile, qui serait plus à même d'en faire un bon emploi. Ces personnes bienfaisantes repoussent toutes les propositions de centralisation de secours, en disant : Nous avons nos pauvres.

On pense que l'autorité municipale parviendrait plus facilement à faire former des associations charitables indépendantes de l'autorité, qui, en suivant les sages exemples qu'offre la ville de Lyon, et que signale, comme modèle à suivre, notre premier Bulletin,

se chargeraient, soit de secourir les incurables, pour lesquels il n'existe pas d'hospice, soit de parer à l'insuffisance des 128 lits destinés aux vieillards des deux sexes, dont chaque vacance de lit est sollicitée par 30 hommes ou 40 femmes.

Si les secours à domicile ne sont pas aussi complets que ceux donnés dans les hospices, ils ont, par compensation, l'avantage de coûter moins et d'être plus agréables aux pauvres. Un vieillard, dans un hospice, coûte assez généralement 200 à 250 fr. par an, tandis qu'à domicile il serait bien satisfait d'en avoir 150.

Il semble qu'il serait possible de créer en cette ville une association qui se chargerait de secourir, par exemple, 40 vieillards à domicile, dont la dépense s'élèverait à 6,000 fr., à raison de 150 fr. par individu, et par an.

Déjà le Bureau de secours à domicile leur donne 3 fr. par mois, ce qui fait, pour les 40 1,440 fr.

Il suffirait de trouver 50 souscripteurs à 91 fr. 20 c. par an, ce qui donnerait chaque année. 4,560

Et compléterait ainsi les. 6,000 fr.

pour couvrir la dépense à faire pour secourir efficacement 40 vieillards qui, faute de secours, sont dans la misère la plus affreuse.

ÉTABLISSEMENS ÉTRANGERS.

SUISSE.

NOTICE

SUR QUELQUES ÉTABLISSEMENS D'HUMANITÉ DE LA SUISSE.

(DEUXIÈME ARTICLE.)

LUCERNE. (SUPPLÉMENT.)

Nous avons donné, dans le dernier numéro, un aperçu de la législation établie par le canton de Lucerne, relativement au soulagement des pauvres. Le chef-lieu de ce canton renferme d'ailleurs trois établissemens principaux, fondés et entretenus par le libre concours de la bienfaisance privée.

Le premier est la Société de Secours, qui en distribue annuellement pour environ 3,600 florins parmi les indigens à domicile.

Le second est la Commission de Travail, qui achète du chanvre, occupe les pauvres à filer, et y emploie environ 4,000 fl. par an.

Le troisième est la Caisse d'Épargnes.

La Société des Amateurs de musique applique aussi en secours une portion de ses revenus.

SAINT-GALL. (SUPPLÉMENT.)

La Société de Secours dont nous avons indiqué l'existence dans notre dernier numéro, indépendam-

ment des alimens qu'elle distribue aux indigens, a formé aussi une Commission de travail, qui procure de l'ouvrage aux pauvres : elle étend sa bienfaisante influence sur tout le canton. Ses ressources consistent en collectes et dons en argent, en dons reçus en nature, tels que vêtemens, alimens, etc., et en vente de soupes et autres objets.

CANTON DE GLARIS.

Une Commission, chargée de la direction des pauvres dans le canton, rend compte annuellement au landammann et au Conseil. Une Société évangélique de secours seconde ces soins par le concours de la bienfaisance libre et privée.

On a commencé à publier à Glaris, en 1818, un ouvrage périodique sous le titre de *Conseiller du bien public*, pour l'éducation, le soulagement des pauvres, et l'agriculture, qui renferme des documens très intéressans.

BERNE.

Deux des établissemens d'humanité de la ville de Berne ont leur historien, avantage qui manque à presque toutes les institutions de ce genre, et dont il serait cependant si désirable de les voir jouir. M. B. L. Messmer a publié à Berne, en 1825 et 1828, l'histoire de l'Hôpital de l'Île et celle de l'Hôpital extérieur : il a exposé leur première origine, leurs progrès, leurs transformations, leur régime actuel ; il a rappelé les noms de leurs bienfaiteurs. (1)

(1) *Der Insel-Spital in Bern*. Bern, 1825, in-8° de 71 pages.
— *Das Siechenhaus oder aussere krankenhaus von Bern*. Bern, 1828, in-8° de 148 pages, avec tableaux.

Une médaille, que l'on montre dans les archives de *l'Hôpital de l'Île*, représente l'image des deux fondatrices, une jeune religieuse, Mechtite de Seedorf, et une dame déjà âgée, Anna Seiler; la première, qui érigea, vers la fin du treizième siècle, le couvent de Brunnadern, transféré ensuite dans une petite île sur l'Aar; la seconde qui, en 1354, créa l'hôpital pour les malades, lequel reçut d'abord son nom. Une autre fondatrice, Béla de Thun, érigea, en 1331, un troisième établissement moins important, pour l'entretien de 12 femmes qui se dévoueraient à soigner les malades. Ces trois établissemens, réunis à l'époque de la réformation, formèrent l'Hôpital des malades, qui, transféré dans la ville, a conservé son ancien nom. Un superbe édifice construit en 1718 lui est aujourd'hui consacré.

L'Hôpital de l'Île, à Berne, est construit et distribué d'après le système de la division en salles de médiocre étendue : il en compte 19 qui renferment toutes ensemble 115 lits; il en est qui n'en contiennent que 3 ou 4; il en est qui en contiennent 10, 12 ou même 13. Le nombre des malades est ordinairement d'environ 50. La journée de chacun d'eux est évaluée à 13 batz (1 fr. 95 c.), dont les deux tiers sont employés en frais de médicamens. Une partie des malades paie un prix de pension : ce prix était, dans l'origine, de 4 batz par jour; il varie maintenant de 5 à 12 batz, suivant la position de ceux qui l'acquittent : mais le nombre des personnes qui se trouvent en état de payer cette subvention ne s'élève pas à 20 par année.

Voici le tableau de la mortalité comparée pendant quelques années.

ÉTRANGERS.

491

Années.	Malades.	Décès.
1779.	500	24
1797.	678	39
1798.	428	32
1799.	325	28
1800.	927	56
1809.	658	53
1821.	910	64
1822.	874	56
1823.	844	44
1824.	960	65

Il y a certainement peu d'exemples d'une mortalité aussi peu considérable.

Sur le nombre de malades traités en 1824, on comptait :

- 9 bourgeois de Berne,
- 807 appartenant au canton,
- 99 Suisses de la Confédération,
- 45 étrangers.

L'*Hôpital extérieur*, ou l'*Hospice*, est formé par la réunion de l'ancienne maison des incurables, qui existait déjà au commencement du quatorzième siècle, et qui semble avoir été, dans l'origine, l'une de ces léproseries qui se formèrent au temps des croisades, et de la maison érigée pour les vénériens, à l'époque de la réformation, en 1529. Plus tard encore on y a réuni les malades atteints d'affections cutanées et d'aliénation mentale.

Voici quelle a été la situation de ces établissemens en 1827.

	Av. 1 ^{er} janvier.	Entrés dans l'année.	Sortis.	Décédés.
Incurables.	17	5	1	1
Aliénés.	30	18	9	5
Galeux, vénériens.	42	403	407	3
Enfens atteints de la teigne. 9		30	29	"
TOTAL.	98	456	446	9

Parmi les individus compris dans le troisième genre

d'infirmes, on en comptait 142 appartenant aux autres cantons de la Suisse, et 41 étrangers à la Suisse. Les hommes y figuraient pour 242, les femmes pour 161; les vénériens y étaient compris pour 186.

La dépense s'est élevée, en 1827, à fl. 25,525 de Suisse (1); en 1801, elle n'avait été que de fl. 16,885; en 1817, elle avait été jusqu'à fl. 46,281.

Cet établissement reçoit un prix de pension d'une partie des individus qui y sont admis. Il était fixé à fl. 50 de Suisse jusqu'à la fin du siècle dernier. Il fut porté à fl. 150 en 1798; mais en 1804, la direction a été autorisée à le réduire de moitié. Le produit des pensions s'est élevé en 1827 :

Pour les incurables, à	fl. 2,750.5
Pour les aliénés, à	5,509.6
Pour les galeux, etc., à	125.

L'*Hôpital bourgeois* indique, par sa dénomination même, qu'il est réservé aux bourgeois de la ville. L'édifice, d'une architecture remarquable par une simplicité majestueuse, est situé près de la porte de Morat, et porte cette belle inscription : *Christo in pauperibus*.

Il sert tout ensemble de maison de retraite, et d'infirmierie pour les malades.

Les bourgeois qui s'y retirent peuvent y être reçus comme pensionnaires à titre gratuit.

Les pensionnaires de première classe paient de 175 à 200 fl.; 22 places leur sont réservées; chacun d'eux a sa chambre à part, chauffée, mais sans meubles. Il peut aussi avoir un domestique pour le servir, et paie alors fl. 75 par an pour la nourriture de celui-ci.

Les pensionnaires de seconde classe paient seulement

(1) Le florin de Suisse vaut 2 fr. 35 c.

fl. 125, et sont réunis plusieurs dans une même chambre. Dix places leur appartiennent

• Une troisième classe de pensionnaires se compose de bourgeois condamnés à une détention correctionnelle ou de discipline, et qui sont admis à subir leur peine dans cette maison. Ils paient de fl. 75 à 175, et quelquefois ils y sont reçus gratuitement. Vingt places environ leur sont réservées; plusieurs chambres d'arrêt sont d'ailleurs à la disposition du gouvernement.

26 lits sont destinés aux malades.

Cet établissement a encore une autre destination d'un grand intérêt : il accorde l'hospitalité aux forains du canton pauvres et passagers, aux malades du canton qui viennent se présenter à l'Hôpital de l'Ile, ou qui se rendent aux bains; il accorde aussi l'hospitalité aux pauvres voyageurs de tous les pays qui passent à Berné, et qui réclament cette assistance; il reçoit les pauvres qui doivent séjourner à Berne, et qui sont recommandés par la police, pendant qu'elle vise leurs papiers. Mais il en est qui y sont recueillis pendant plusieurs mois de suite; ils y reçoivent non seulement un asile, mais la nourriture; on pourvoit d'habillemens, de chaussure, ceux qui en manquent. Ils y sont admis avec leur famille entière, lorsqu'ils en ont une. On a vu dans une seule année jusqu'à 40,000 individus participer à ce bienfait.

L'Hôpital bourgeois contribue d'ailleurs aux frais d'entretien des malades et des incurables bourgeois dans les deux premiers hôpitaux.

La Maison des Orphelins bourgeois est un établissement fort bien tenu. Une partie des élèves paie pension. Il est pourvu à l'éducation et à l'entretien des

autres par le revenu des fondations et par les subventions de l'Hôpital bourgeois.

L'*Hospice pour les vieux domestiques* reçoit d'anciennes servantes recommandables par leur bonne conduite, qui y sont fort bien traitées. Leur nombre s'élève à 22 environ. Il s'entretient par le produit des fondations particulières et par les pensions que paient des personnes charitables, et il est administré par une commission de dames. La dépense des consommations ne monte guère qu'à 6 batz (90 c.) par jour et par tête.

Trois sortes de secours à domicile sont distribués à Berne.

La première sorte de distribution est faite par l'*Hôpital des Bourgeois*, à des bourgeois domiciliés atteints par la pauvreté : elle consiste en argent, en denrées, etc.

La seconde est encore établie en faveur des bourgeois, mais elle a lieu par corporations. Les bourgeois de Berne sont répartis en anciennes corporations ou confréries, qui portent le titre d'*Abbeyes*, et qui, dans l'origine, étaient formées suivant les professions ou les conditions : *Abbeyes des maréchaux*, des *boulangers*, des *tanneurs*, des *tisserands*, des *gentils-hommes*. Elles composent une sorte d'association mutuelle ; elles ont des ressources plus ou moins étendues pour assister ceux de leurs membres qui sont atteints par l'indigence.

La troisième est instituée en faveur des pauvres habitans de la ville qui ne jouissent pas du privilège de la bourgeoisie et de l'incorporation. La *Direction des Pauvres* y préside. La ville est divisée en quartiers, qui ont chacun un directeur et un médecin ; 18 visi-

teurs, 11 médecins ou chirurgiens, prennent soin des indigens. La caisse de l'État fournit à une portion de la dépense; la caisse municipale à une autre; les dons des particuliers à une autre; enfin, les communes auxquelles les indigens appartiennent contribuent aussi pour une part. Cette institution a été fondée en 1795. Pour être assisté par elle, l'indigent doit avoir séjourné depuis plusieurs années dans la ville, y avoir travaillé, s'être montré recommandable; il doit produire aussi une déclaration de sa commune, par laquelle celle-ci s'engage à payer pour lui la rétribution. 260 familles environ participent à ces bienfaits. Chaque directeur ou visiteur des pauvres se fait un devoir, ou plutôt une jouissance de s'informer exactement de la situation, des besoins, des mérites des indigens, de veiller à l'éducation des enfans.

Il est rendu un compte annuel des dépenses et des opérations.

La Direction des pauvres entretient aussi une école de travail pour les filles, où 160 jeunes filles environ apprennent les ouvrages de leur sexe. Les frais s'élèvent à environ 232 couronnes (870 fr. de France.)

Une association bienfaisante fournit du travail aux vieilles femmes et aux mères de familles indigentes, et y joint quelques secours en pain, en chauffage, etc. On les occupe à filer, on leur fournit le chanvre, on leur paie la filature, on fait confectionner les toiles, qu'on vend ensuite comme on peut à l'amiable, à l'enchère ou par des loteries. On y emploie près de 4,000 l. de Suisse par an, dont le tiers environ pour prix de filature.

La *Caisse des Malades* est une sorte de société de

prévoyance ou d'assistance mutuelle, formée de 250 à 300 membres, et dont la contribution est de 6 batz, ou 90 cent. ; elle pourvoit aux frais de maladie et de sépulture pour les sociétaires, elle acquitte aussi quelques petites pensions.

L'*Établissement pour le soutien des Veuves et des Orphelins* offre un semblable caractère, il fournit aussi aux funérailles des membres de l'association. Il compte un peu plus de 100 assoeies ; la contribution est également de 6 batz.

On a encore établi à Berne un magasin d'habillemens, un magasin de bois et de tourbe, et un fourneau de soupes économiques.

Le premier magasin fait confectionner par l'école de travail, à bon marché, des habillemens pour les indigens ; il reçoit toutes les pièces de vieux habillemens qu'on veut lui donner, achète les étoffes. Il fournit les objets confectionnés soit à la Direction des pauvres, soit aux personnes charitables. Il y emploie environ 820 couronnes par an (ou 3,750 fr.)

Le second procure du chauffage pour les indigens, et y emploie de 1,100 à 1,200 couronnes.

Le fourneau des soupes économiques ne fournit pas seulement aux indigens, mais encore aux manœuvres qui, de la campagne, viennent travailler en ville.

Un philanthrope éclairé remarque que l'ensemble des secours de la ville de Berne se compose de branches isolées, qui n'ont aucun centre, qui ne forment point un ensemble. (1)

(1) M. le professeur Chavannes, *Feuille du canton de Vaud*, nos 179 et 180. Lausanne, 1827, page 337.

Les petites villes du canton de Berne et les communes rurales elles-mêmes, ont toutes des institutions de bienfaisance. La Société centrale de secours s'occupe principalement à procurer du pain à 140 établissemens de ce genre, formés dans les communes rurales, au prix le plus modéré, pour la subsistance des indigens, et 28,000 portions sont ainsi distribuées chaque jour.

On a institué à Berne, en 1818, une caisse générale pour les maîtres d'école du canton, et à laquelle peuvent participer aussi les maîtres d'école, citoyens du canton, qui exercent dans d'autres cantons de la Suisse; sage et utile établissement, qui se recommande comme un bon exemple. Les contributions des sociétaires sont de deux sortes : l'une acquittée au moment de la réception, qui est de 20 batz à l'âge de 20 ans, de 30 batz à l'âge de 30, et ainsi de suite; l'autre, mensuelle, qui est de 2 batz (30 cent.). A l'aide de ces épargnes réunies, la caisse accorde des pensions aux maîtres d'école qui se trouvent empêchés, par l'âge ou les infirmités, de continuer leurs travaux, aux veuves, aux enfans, à la mort du mari et du père. Un règlement fort développé gouverne cette institution. Dès la première année, 93 maîtres d'école y prirent part, et 147 la seconde. Elle reçut aussi, dès l'origine, des dons offerts par des personnes généreuses.

La Commission d'économie du canton de Berne a proposé, en 1820, un prix pour le meilleur ouvrage sur l'étude et l'amélioration du régime des pauvres dans ce canton. Vingt-cinq écrits ont été envoyés au concours. Nous donnerons dans un numéro subséquent une idée du résultat de ce concours.

HOFWYL.

Hofwyl est dans le canton de Berne, à deux lieues de Berne; mais Hofwyl est à lui seul une si grande et si belle création, qu'elle mérite d'être considérée à part; son influence est et doit être européenne. Nous regrettons vivement de ne pouvoir en indiquer ici qu'un aperçu. Plusieurs écrits, diverses notices, ont déjà été publiés en différentes langues sur ce grand établissement, cependant il n'en est encore aucun qui le fasse assez bien connaître. C'est surtout dans l'âme de son généreux auteur qu'il faut pénétrer, pour bien comprendre la pensée qu'il a voulu réaliser. Nous ne la considérons ici que sous le rapport par lequel elle se lie aux établissemens de charité. Hofwyl, en même temps qu'il est une vaste école pratique d'économie rurale, où l'exploitation est sans cesse perfectionnée par les procédés et les instrumens, et un grand institut d'éducation, où des jeunes gens de la condition supérieure de la société reçoivent le double bienfait des connaissances sagement et harmonieusement enseignées, et des influences morales les plus salutaires, Hofwyl est aussi une institution de bienfaisance d'un genre entièrement nouveau, et dont les effets sont très étendus. Le travail des champs s'est montré aux yeux de M. de Fellenberg dans toute la dignité que lui a destinée l'auteur de la nature; il y a vu une sorte de gymnastique morale et intellectuelle en même temps qu'une gymnastique mécanique. Il a compris et mis en œuvre la puissance de ce travail pour former le caractère et l'intelligence de l'homme. Le travail des champs est donc devenu entre ses mains un moyen actif d'amélioration. Par là

même il est devenu aussi le plus sûr préservatif contre l'indigence, et par les ressources directes qu'il crée, et par son influence sur les bonnes mœurs, qui sont elles-mêmes une protection si salutaire contre la pauvreté. Les deux écoles rurales d'Hofwyl reçoivent, l'une, plus de cent cinquante jeunes garçons, l'autre, plus de trente jeunes filles, arrachés la plupart à la misère, la plupart retirés sur ces marchés des villages suisses où l'on a coutume de confier les enfans du pauvre à celui qui offre la mise la plus faible pour s'en charger. Les premiers sous la direction du sage Vehrly, les secondes sous celle de M^{lle} de Fellenberg l'aînée, après s'être livrés à toutes les occupations rurales, reçoivent une instruction variée, parfaitement appropriée à leurs besoins; ils se délassent des fatigues du corps par les exercices de l'esprit, de ceux-ci par celles-là, et passent toujours avec joie des uns aux autres. Nulle part l'expérience ne montre avec plus d'évidence que la vertu est le vrai fondement du bonheur. Auprès de ces deux écoles, et en accord avec elles, Hofwyl renferme une institution normale, où se préparent de jeunes instituteurs de campagne, capables de propager ces excellentes leçons; ils s'y préparent par le meilleur noviciat, celui qui unit la pratique à la théorie.

Mais ce que rien ne peut décrire et peindre, ce qu'il faut voir et sentir, c'est l'esprit qui anime et vivifie tout l'ensemble de cette institution.

Non loin de là, M^l de Fellenberg a encore appliqué cette belle idée dans la petite colonie de Maykirch. Un terrain inculte défriché par une colonie d'enfans sortis d'Hofwyl, est devenu par leurs soins une métairie productive; eux-mêmes ont construit leur habitation; ils

travaillent en chantant sous la direction de leur jeune maître, et se délassent par la lecture et l'étude.

C'est encore une colonie sortie d'Hofwyl qui est venue féconder les champs enlevés aux ravages de la Linth. M. de Fellenberg, dans un ouvrage récent, a fait connaître l'esprit qui l'a fondée, et a rendu compte des bons effets qu'elle a produits.

Des écoles rurales sur le modèle de celles d'Hofwyl ont été déjà formées en Allemagne, en Danemarck, et même dans les États-Unis. Plusieurs aussi se sont élevées sur les divers points de la Suisse.

LAUSANNE ET LE CANTON DE VAUD.

Le pays de Vaud, en se séparant du canton de Berne, en acquérant avec l'indépendance des institutions libérales qui lui sont propres, a eu le bon esprit de se garantir des règles exclusives qui, dans d'autres localités de la Suisse, soumettent la bienfaisance aux restrictions du privilège. Aussi le canton de Vaud ne connaît-il pas le fléau des *heimathlosen*. La plupart des établissemens philanthropiques de Lausanne étendent leur influence sur tout le canton. Ces établissemens sont aussi multipliés que variés, et tous sont soutenus avec le zèle le plus remarquable.

Le grand hôpital de Lausanne est un hôpital cantonal, et les malades y sont distribués dans des chambres de quatre à six lits, qui communiquent entre elles de manière à entretenir le renouvellement de l'air. La tenue en est parfaite à tous égards ; rien n'y annonce le séjour de la misère ; rien n'afflige ou n'effraie les regards : l'édifice est en bon état, bien situé.

On pourrait craindre que les personnes des classes laborieuses, quoique non indigentes, ne fussent trop facilement tentées de venir y chercher, en cas de maladie, avec le traitement gratuit, un séjour bien préférable à leur propre habitation; mais il ne paraît pas que cet abus se soit encore fait redouter. Les soins religieux, sous la direction de M. le pasteur Manuel, sont aussi abondans et aussi bien entendus que ceux qui sont donnés à la santé. Des dames charitables, en s'y associant, portent des consolations aux malades et leur font des lectures.

L'hospice des aliénés n'est pas, à beaucoup près, dans des conditions aussi favorables. L'édifice est étroit, extrêmement irrégulier, mal disposé, mais cet établissement n'est que provisoire. Empressé de faire jouir le canton de Vaud d'un établissement si nécessaire et qui lui manquait, mais n'ayant pas encore les ressources suffisantes pour faire construire un édifice approprié à cette destination, il fit, en 1810, l'acquisition du domaine appelé le *Champ de l'Air*, et chercha du moins à en tirer tout le parti possible. Les malades y sont soumis à un régime paternel, également doux et ferme, jouissent de la plus grande liberté, vivent en société, sont occupés à divers travaux, autant qu'ils en sont capables. L'hospice du Bel-Air peut admettre cinquante aliénés; le nombre de ceux qui y sont reçus s'élève à vingt à peu près, terme moyen par an. Le nombre des guérisons s'élève à la moitié environ. Le nombre des décès est d'environ un sur six. Le traitement des aliénés n'est pas absolument gratuit; une pension de 6 batz (environ 90 centimes de France), est payée par la famille ou par la commune. L'admi-

nistration est autorisée à en baisser le taux lorsque les circonstances l'exigent.

La moyenne des dépenses totales s'élève à . . . 12,472 fl.

Le produit des pensions à 4,769

Différence acquittée par la caisse publique. . . 7,703 fl. (1)

Le Pénitencier de Lausanne trouve naturellement sa place à côté des hôpitaux. Il est en effet destiné au traitement et à la guérison de la plus grave maladie dont l'homme puisse être atteint. Un rapport fait à la Société d'Utilité publique du canton de Vaud, par M. Danr.-Alex. Chavannes, le 2 août 1827, et inséré dans la *Feuille* de ce canton (17^e année, page 257), donne une idée très fidèle de cet établissement déjà justement célèbre à sa naissance, et si digne de servir de modèle. La première pierre en a été posée le 11 mars 1822, et elle a pu être habitée le 1^{er} mai 1826. Les frais de construction et d'ameublement se sont élevés à la somme de fl. 348,000 de Suisse. Elle est composée de cent quatre cellules partagées en quatre divisions, deux pour les hommes, deux pour les femmes; et pour chaque sexe, une pour la détention criminelle, une autre pour la détention correctionnelle. Quatre-vingt-huit cellules alors étaient occupées, savoir :

	Par Hommes.	Femmes.	Total.
1 ^{re} Division criminelle.	44	12	56
2 ^e Division correctionnelle.	18	14	32
	62	26	88

(1) Deux Notices très intéressantes ont été publiées sur cet hospice, l'une dans la *Feuille du canton de Vaud*, en 1823, l'autre par M. le docteur Vernet, à Lausanne, 1830.

Le régime économique est fondé sur ces deux bases :

1°. Que la peine soit sentie, sans que l'humanité en souffre ;

2°. Qu'une égalité parfaite règne entre tous les détenus de chaque division, et qu'ils ne puissent, même en faisant les frais, rien ajouter à ce régime.

Un rapport présenté au grand conseil du canton, et inséré dans la *Feuille* du canton de Vaud, n° 191 et 192 (1828), page 349, renferme des détails circonstanciés, et d'un grand intérêt, sur les moyens adoptés pour réformer les mœurs des condamnés, et sur les résultats obtenus.

Le régime moral a pour but de procurer autant qu'il est possible l'amendement du condamné. L'influence salubre du travail est combinée avec les habitudes d'ordre, une discipline ferme et sévère mais tempérée par la bienveillance, et avec l'instruction morale et religieuse le mieux entendue. Les détenus prennent goût à la lecture, et des livres choisis sont mis à leur disposition. Les résultats de cette belle création sont très satisfaisants. Honneur au pays qui, à sa naissance politique, et avec des moyens si bornés, a pu offrir l'exemple d'une amélioration aussi utile !

Les écoles de charité de Lausanne ont été fondées en 1726 par des dons particuliers, et l'entretien par le revenu des fondations et les contributions volontaires. Elles sont au nombre de quatre en ce moment ; deux pour les garçons et deux pour les filles, sous la direction de deux maîtres et de deux maîtresses ; on y a joint une maison d'orphelins. Les enfans des deux sexes y reçoivent à la fois l'éducation industrielle, intellectuelle et morale. Un bienfaiteur a fait un legs particu-

lier pour entretenir un maître de musique sacrée. Cet établissement est un modèle d'ordre, de propreté; tout y respire le bien-être et la paix. On a eu l'heureuse idée d'appeler les parens à contribuer eux-mêmes, quoique pour une faible part, aux frais de l'éducation de leurs enfans. Aucun orphelin n'est admis sans un remboursement partiel des frais qu'il doit occasioner, remboursement dont le *minimum* est de 4 fr. 40 c. Les élèves des quatre écoles sont externes; les orphelins sont pensionnaires, 80 filles et 42 garçons jouissent de ce bienfait, de l'âge de cinq ans à celui de quatorze.

On a encore annexé à cette intéressante institution un séminaire pour les *élèves-régens*, c'est-à-dire pour les sujets qui se destinent aux fonctions d'instituteurs primaires. La direction se réunit une fois la semaine; elle est composée de personnes charitables qui y sont appelées par les statuts. Deux directeurs, l'un laïque, l'autre ecclésiastique, désignés à tour de rôle pour trois mois, surveillent habituellement les écoles.

M. Chavannes-Rens, l'un des membres de la direction, a publié une notice très intéressante sur cet établissement, dans le n° 49 de la *Feuille du canton de Vaud* (1816), page 1.

L'École d'Enseignement mutuel de Lausanne est l'une des plus belles qui existent; vaste, bien aérée, dans la disposition la plus heureuse, elle est aussi parfaitement tenue.

Il n'existe pas, dans le canton de Vaud, d'établissements pour les enfans trouvés, et ils n'y sont pas nécessaires, car il ne s'en rencontre que peu ou point, quoiqu'ils appartiennent de droit à l'État. Il convient de remarquer que, d'après la législation locale, la recherche

de la paternité est admise. Ce phénomène se recommande de lui-même à la méditation des amis de l'humanité, dans l'examen de l'une des plus importantes questions qui les occupent aujourd'hui.

La *Chambre des pauvres bourgeois* est une fondation destinée à procurer des secours à domicile aux familles malheureuses qui appartiennent à la bourgeoisie.

La *Chambre des pauvres habitans* est un établissement de secours pour les étrangers qui habitent Lausanne; elle fait une collecte annuelle, et assiste à domicile par des distributions en nature.

Un Comité fournit à bas prix du bois de chauffage.

Une Société, dite *des Creuzers*, distribue des habillemens aux femmes et aux enfans.

Une Société, dite *de Bienfaisance*, paie des loyers, des remèdes et des apprentissages.

Une Société maternelle pourvoit aux nécessités des femmes en couche.

Une Société fait tous les frais d'une école d'instruction et de travail, où 25 jeunes filles, admises dès leur sixième année, sont soignées avec une sollicitude éclairée, jusqu'au moment où leur âge permet de les placer comme domestiques et comme ouvrières.

Une *École pour les petits enfans*, sur le modèle des *Infants' schools* d'Angleterre, et des *Salles d'asile* de Paris, a été ouverte depuis peu par les soins d'une Société de souscripteurs. Près de 3,000 fr. de souscriptions ont été fournis dès la première année. Le local, heureusement choisi, permet aux enfans les exercices les plus utiles à leur santé et à leur amusement. Cette école, parfaitement dirigée, est régulièrement visitée

par les dames du Comité, qui se chargent de ce soin tour à tour. Le premier rapport, lu et publié en 1830, au nom de ce Comité, offre le plus vif intérêt.

Une Caisse d'épargnes a été instituée à Lausanne par une association philanthropique.

La situation des pauvres, déclarés incurables, a excitée la sollicitude d'une autre réunion de personnes bienfaisantes. 7 à 8 sortent chaque année de l'hôpital; aucun asile n'existait pour ces infortunés. Le Comité nouvellement formé s'est occupé de les placer à la campagne, en pension, chez des particuliers. Des souscripteurs ont formé les fonds nécessaires. Des familles de cultivateurs se sont offertes pour recueillir et soigner les incurables; et l'on a eu lieu de s'applaudir du parti qu'on avait pris pour adoucir leur situation.

La plupart de ces associations sont composées de dames qui joignent à leurs dons le dévouement le plus empressé et le plus infatigable. Elles trouvent dans leur cœur le secret d'obtenir la confiance du pauvre, le pouvoir de le consoler, et ce génie de la charité qui ne dédaigne aucun détail, et porte dans tout l'exactitude, la prévoyance et la bonté.

A ces nombreux établissemens il faut joindre encore, et ces collectes particulières qui se renouvellent chaque fois qu'un accident demande des secours extraordinaires et pressans, et ces abondantes distributions d'alimens, de linge, de remèdes, faites journellement aux malades; et les aumônes qui se font aux portes des maisons en faveur des pauvres de la ville et des campagnes, secours distribués individuellement et souvent en secret par des personnes de toutes les conditions, et souvent par celles qui sont dans la situation

la plus gênée, et l'on se formera ainsi le tableau de l'active charité qui règne dans la ville de Lausanne. Après avoir tracé ce tableau dans un rapport fait à la municipalité, M. le professeur Chavannes, juge d'autant plus capable qu'il est lui-même l'un des coopérateurs les plus zélés, se demande si l'esprit de bienfaisance qui se déploie dans sa patrie avec tant d'ardeur est en même temps dirigé comme il devrait l'être, pour ne soulager que les vrais besoins. Il ne craint pas de l'avouer avec sincérité : « Le bourgeois, dit-il, regarde « le bien des pauvres comme un fonds auquel il peut « toujours recourir; il se repose sur des secours dont il « estime qu'on ne peut lui refuser sa quote-part chaque « fois qu'il la réclame. » Il regrette de voir que toutes les Sociétés agissent isolément et n'ont aucun ensemble; il s'afflige du désordre des charités particulières. A la suite de ces observations, il présente un plan d'amélioration, et le rattache à trois principes, qu'il considère comme devant être les bases de toute bonne administration des secours publics :

1°. La connaissance, aussi complète qu'elle peut l'être, de toutes les circonstances du pauvre;

2°. L'obligation imposée à celui qui réclame des secours, de s'aider lui-même de tous ses moyens;

3°. La réunion, dans un centre commun, de tous les secours qui peuvent être accordés. (1)

Les mêmes réflexions ont inspiré l'auteur d'un écrit publié à Lausanne en 1830, sous le titre suivant : *De l'unité de vues et d'action pour secourir l'indigence dans le canton de Vaud*; il montre aussi la nécessité

(1) *Feuille du canton de Vaud*, nos 179 à 180 (1827), p. 353.

de ramener le système entier à l'harmonie, et conseillé la création d'une administration centrale. La Société cantonale d'utilité publique semblerait offrir naturellement à toutes ces institutions le centre qu'on demande et qu'on désire si justement. Cette Société recherche et provoque tout ce qui peut, dans le canton, servir les intérêts de la bienfaisance, de la morale et de l'industrie.

On a essayé d'introduire à Lausanne une Société mutuelle de prévoyance et d'assistance entre les ouvriers, sur le modèle de celle qui existe à Vevey. Ce genre d'institution rencontre des difficultés particulières, dans un pays où les ouvriers qui exercent les métiers inférieurs sont tous étrangers et ne résident point d'une manière durable.

Les exemples d'Hofwyl ont trouvé dans les philanthropes du canton de Vaud, des appréciateurs éclairés et de zélés imitateurs. Dès 1827, il s'était formé à Lausanne un Comité pour la création d'un asile rural, destiné à recueillir les enfans pauvres du canton qui demeuraient négligés, et à leur procurer le bienfait d'une bonne éducation par le travail champêtre. Il fit un appel à l'inépuisable bienfaisance des Vaudois, et cet appel fut entendu; divers Comités auxiliaires se formèrent dans les principales villes du canton, à Vevey, Rolles, Morges, etc. Dès la première année, près de fl. 7,000 furent offerts en tribut; chacune des deux années suivantes a vu offrir encore près de fl. 6,000. En 1828, l'établissement était déjà en pleine activité. On fit alors l'acquisition du domaine d'Eclischen, près de Morges. 20 enfans y furent réunis; on était en mesure d'en recevoir un nombre égal encore; et déjà, en

1830, on commençait à recueillir les salutaires effets de cette fondation. Une école rurale de filles, fondée sur le même modèle, vient de s'établir aussi à Nyon. Le Comité qui dirige ces créations philanthropiques réunit chaque année les souscripteurs, et publie le compte qui leur est rendu des opérations et des dépenses.

La petite ville de Vevey offre l'exemple d'une institution du plus grand intérêt, et qu'on désirerait voir imiter partout. Les membres de la Société cantonale d'émulation qui habitent cette ville, s'étant réunis pour s'occuper d'objets d'utilité publique, réunion qui dès lors a lieu régulièrement chaque semaine, furent frappés, en 1805, de la nécessité d'améliorer l'administration qui, sous le titre de *Direction des pauvres habitans*, distribuait aux pauvres *non bourgeois*, domiciliés dans la ville, le produit annuel des contributions volontaires.

Ils formèrent donc un plan embrassant les deux buts généraux suivans :

1°. Régulariser les distributions de secours et en procurer le meilleur emploi possible ;

2°. Travailler sur le moral du pauvre, en lui fournissant les moyens de s'occuper utilement, et le forçant, dès l'enfance, à des habitudes d'ordre et d'économie.

Ils pensèrent que le premier de ces résultats s'obtiendrait par une inspection active et sévère de l'intérieur des familles qui sollicitent l'assistance publique ; le second, en fournissant du travail à ceux qui en manquent, et en donnant aux enfans la culture religieuse, morale et industrielle propre à leur âge. Ils firent un appel à toutes les personnes charitables, les engagèrent à mettre en commun les aumônes jusque-là dispersées

au hasard. La ville fut partagée en six quartiers, à chacun desquels furent attachés un administrateur et une dame. Six autres administrateurs et six dames furent spécialement chargés de l'école d'inspection et de travail, et de la direction de l'établissement des soupes économiques.

Ils s'imposèrent l'obligation de publier par l'impression le compte de leurs travaux.

Le vingt-unième compte, celui de 1825, que nous avons sous les yeux, atteste la fidélité avec laquelle ces résolutions ont été accomplies. La Société ne recueille pas moins de 8,000 livres de Suisse, par des collectes ou par les contributions du commerce, pour l'assistance des bourgeois. Elle délivre des *secours fixes*, toujours en nature, et consistant en comestibles, habillemens, bois de chauffage, etc., aux indigens dont les besoins sont constans; et des secours momentanés aux malheureux que des circonstances passagères mettent dans le cas d'être assistés. Les administrateurs et les dames sont toujours prêts à voler partout où la charité les appelle, à subvenir aux accidens; les médecins les secondent avec le plus généreux empressement. La Société a établi une *école d'instruction et de travail*, où 115 enfans ont été admis dès la première année, et où, par une heureuse combinaison, les habitudes du travail manuel sont associées aux exercices de l'intelligence. La soupe distribuée aux élèves, et le petit salaire qu'ils gagnent, deviennent aussi un secours pour leurs familles. Enfin la Société procure du travail aux pauvres âgés, infirmes ou autres, qui peuvent encore se rendre utiles. (1)

(1) Feuille du canton de Vaud, n° 169, art. 11, et n° 170, art. 7.

On a institué à Vevey une association de prévoyance mutuelle pour les ouvriers, sur un principe nouveau, spécialement approprié aux circonstances locales. Les métiers inférieurs étant en général exercés en Suisse par des ouvriers étrangers, qui ne séjournent souvent en chaque lieu que passagèrement, il serait difficile de les engager à verser eux-mêmes des mises, pendant le temps de leur séjour, pour un secours dont il est possible qu'ils ne profitent pas. On a donc imaginé de faire fournir la subvention par le maître, qui la retient sur le salaire qu'il donne à ceux qu'il emploie. De cette manière, la caisse commune est constamment entretenue et peut pourvoir aux besoins de ceux qui tombent malades, sont blessés, ou aux nécessités de leurs veuves et de leurs enfans lorsqu'ils viennent à mourir.

On aime à recueillir ces intéressans détails sur une petite ville, parce qu'ils offrent un exemple qui pourrait être facilement imité dans une foule d'endroits. Plusieurs autres petites villes du même canton, souvent de simples bourgs ou villages, offrent de semblables exemples. C'est ainsi que Mondon a institué une Société semblable à celle que nous venons de rencontrer à Vevey; c'est ainsi que, dans la commune de Chenil, sur le Jura, des hommes de bien imaginèrent, en 1816, de créer une caisse d'épargne pour les cultivateurs: 115 personnes se réunirent pour la doter d'un fonds de réserve. Elle compte par an près de 60 déposans, et le montant des dépôts s'élève à environ 20,000 francs. L'expérience a prouvé l'utilité morale de cet établissement. (1)

(1) *Feuille du canton de Vaud*, n^{os} 159 et 160, art. 10.

La petite ville d'Yverdon avait autrefois un règlement pour les secours à domicile, qui a été justement considéré comme un modèle. Ce règlement ayant été, par un heureux hasard, connu en Danemarck, y a été consulté avec fruit pour l'institution si remarquable du Régime des Secours à domicile, qui a été donnée à la ville de Copenhague par le gouvernement; il a été imprimé et publié en France dans la collection que Duquesnoy avait entreprise sous les auspices de François de Neufchâteau. Yverdon conserve aussi les traditions de Pestalozzi. M. et M^{me} Niederer les appliquent et les développent dans un institut de filles qui contient 40 pensionnaires et 25 externes; MM. Ranck et Criefs, dans l'institut de garçons, qui reçoit 33 élèves. Yverdon renferme encore un établissement très intéressant pour l'éducation des sourds-muets, où M. Naef a appliqué également et avec un succès remarquable la méthode de Pestalozzi. 15 à 20 sourds-muets des deux sexes y reçoivent une fort bonne éducation. Le gouvernement cantonal donne quelques encouragemens à cet établissement, entrepris par M. Naef, et qui demanderait à recevoir un plus grand développement.

GENÈVE.

L'ami de l'humanité trouve à Genève un sujet abondant d'études, et en sort pénétré de reconnaissance pour les précieuses instructions qu'il y a recueillies. Quelle n'est pas la puissance du génie du bien, lorsqu'il est secondé par l'esprit public et par l'émulation générale!

Le Pénitencier de Genève, fondé depuis six ans, et qui réunit les condamnés criminellement, et les

condamnés correctionnellement à trois mois au moins, est fondé sur le principe du *Panopticon*, et surveillé d'un seul regard. Comme dans tout pénitencier, chaque condamné est isolé dans sa cellule pendant la nuit, et travaille pendant le jour. Une propreté exquise, un ordre parfait, règnent dans l'établissement. On admire cette bibliothèque, formée par des citoyens zélés, avec une si vraie intelligence des besoins des détenus, et à laquelle ils recourent avec empressement, avec fruit; ces registres de la conduite morale de chaque détenu, tenus avec tant de soin par l'estimable directeur, M. Aubanel, et dans lesquels un compte est ouvert à chacun pour ses progrès dans le bien ou pour ses fautes; et cette inspection assidue des conseillers d'État inspecteurs, qui, par la sagesse de leurs décisions, répriment, encouragent, et donnent le mouvement à la réformation des victimes du vice; et ces exercices religieux si bien entendus que la piété vient leur offrir comme le plus puissant moyen de régénération. On remarque avec une satisfaction profonde les heureux résultats qui sont déjà obtenus par ce régime. Il récompense le gouvernement de Genève des sacrifices qu'il a dû faire. Car le premier établissement du Pénitencier a coûté 500,000 francs, et la dépense de chaque détenu est évaluée à 200 francs par an. On a eu soin de composer une division particulière des jeunes gens réunis aux prisonniers, qui montrent des dispositions à une meilleure conduite. (1)

La prison des femmes, qui reçoit aussi les prévenus

(1) Voyez le *Recueil des Documens relatifs à la prison pénitentiaire de Genève*. Genève, 1830, un vol. in-8°.

et les condamnés correctionnellement à moins de trois mois, située à l'ancien évêché, est encore soumise à l'ancien système; le concierge en est l'entrepreneur. Un comité de dames charitables y apporte du moins les bonnes influences des sages conseils, des consolations et des encouragemens.

La mendicité est inconnue et interdite à Genève, sans qu'on ait eu besoin de recourir à aucun dépôt ou maison de refuge pour les mendiants.

L'hôpital de Genève est une institution centrale assez complexe, qui fait aussi fonction d'hospice, et dont les revenus sont en partie employés en secours à domicile.

Il est exclusivement fondé pour les bourgeois de la ville. Cependant les communes rurales y entretiennent quelques bourses; quelques autres sont aussi établies au profit des étrangers.

L'Hôpital reçoit de 75 à 120 individus de tout âge et de tout sexe. Les salles sont d'une étendue moyenne.

Voici le mouvement des malades en 1819 :

	Hommes.	Femmes.	Militaires.	Total.
Existant le 1 ^{er} janvier.	24	22	0	46
Entrés pendant l'année.	344	184	141	669
TOTAL.	368	206	141	715
Sortis.	287	131	135	553
Morts.	42	45	2	89
Restant le 31 décemb.	39	30	4	73
TOTAL.	368	206	141	715
Journées.	11,964	8,336	1,684	21,984
Mortalité sur 100. . .	11 $\frac{41}{100}$	21 $\frac{14}{100}$	1 $\frac{41}{100}$	12 $\frac{41}{100}$
Durée moyenne du séjour.	32 j. $\frac{1}{2}$	40 $\frac{1}{2}$	12	30 $\frac{1}{4}$

L'âge moyen est, pour les hommes, 47 ans $\frac{1}{2}$.

Pour les femmes, 51 ans.

Sur les 89 morts, 18 étaient âgés de 70 à 84 ans.

12 sont morts dans les quatre jours de l'arrivée.

Le prix moyen de la journée du malade se compose,

1°. De la nourriture, du chauffage, du blanchissage et de l'éclairage, en.	fl. 1	2 s. 2 d.	$\frac{26}{100}$
2°. Des frais relatifs aux remèdes, aux salaires, aux dépenses administratives, en.	2	1	$\frac{71}{100}$
TOTAL.	fl. 3	4 s. 1 d.	$\frac{61}{100}$

Une portion des aliénés est soignée dans l'établissement; une autre portion est placée à la campagne.

	Hommes.	Femmes.	Épileptiques.	Total.
Existant au 1 ^{er} janvier dans la maison.	17	15	2	34
Entrés pendant l'année.	15	14	1	30 (1)
TOTAL.	32	29	3	64
Sortis	13	10	1	24
Morts.	4	2	»	6
Restant le 31 décembre.	15	17	2	34 (2)
	32	29	3	64

Les vieillards sont, en général, placés à la campagne, et on a lieu de se féliciter, sous tous les rapports, de ce régime. Le prix de la pension varie de 12 à 24 fl.

	Hommes.	Femmes.	Total.
Il existait au 1 ^{er} janvier 1829.	81	79	160
Admis pendant l'année.	15	9	24
	96	88	184
Rentrés à la ville.	2	2	4
Morts.	8	7	15
Restant au 31 décembre.	86	79	165

(1) Des 30 malades admis, 14 l'ont été pour cause de rechute.

(2) 11 aliénés étaient placés à la campagne.

L'hospice reçoit et fait élever un certain nombre d'enfans pauvres, orphelins, abandonnés, et les enfans trouvés. Pendant l'hiver, ils sont recueillis dans l'établissement, et y suivent les leçons de l'école. Pendant la belle saison, ils sont envoyés à la campagne. Après leur première communion, les enfans sont placés au-dehors en apprentissage. Depuis que les deux écoles rurales de Carra et de Villette ont été fondées, l'Administration de l'hospice s'est concertée avec les bienfaiteurs de ces deux établissemens pour y placer à demeure un certain nombre d'enfans des deux sexes. Déjà, en 1829, 13 ont été placés à Carra, 11 à Villette, 7 à l'Asile de l'enfance. 35 enfans seront désormais placés dans le premier de ces établissemens, et 10 dans le second.

Voici le tableau des enfans à la charge de l'hôpital pendant la même année.

	Légitimes.	Illégitimes.	Trouvés.	Total.
Existant au 1 ^{er} janvier 1829.....	86	91	84	261
Entrés pendant l'année.....	15	12	2	29
	101	103	86	290
Retirés par leurs parens.....	5	3	1	9
Ayant fait leur première communion.....	7	1	19	27
Morts.....	3	6	2	11
	15	10	22	47
Total des enfans sortis.....	15	10	22	47
Restant au 31 décembre.....	86	93	64	243

On ne peut assez remarquer combien est faible le nombre des enfans trouvés, surtout si on le compare à celui que présentent les villes de France.

L'administration de l'hôpital paie aussi des frais

d'école pour les enfans qu'elle entretient à la campagne, pendant la durée du séjour qu'ils y font.

Les secours à domicile qu'elle distribue aux pauvres bourgeois sont donnés partie en argent, partie en nature. En voici le tableau pour 1829.

Assistances au mois et à la semaine...	fl. 233,078.	10 s. 6 d.
Hardes, linge et chaussure.....	27,970	10
Pain, liv. pes. 71.318.....	22,210	7
Combustible.....	337	8
Frais médicaux.....	4,080	4
	fl. 287,678	3 s. 6 d.

Mais dans la deuxième somme est compris le montant des pensions payées pour les enfans trouvés, et à la dernière il faut joindre 1,393 fl. 6 s. pour médicamens fournis en vertu d'une fondation particulière.

On ne nous fait point connaître quelle est la population indigente qui participe à ces secours, ni les élémens dont elle se compose.

Les indigens secourus par l'hôpital ne sont point visités ni inspectés dans leurs demeures. Ils viennent eux-mêmes, hors le cas de maladie, recevoir une fois par semaine, à l'hôpital, les secours qui leur sont distribués. Aucune vérification n'est faite de leur emploi.

Les recettes totales de l'établissement se sont élevées, en 1829, à la somme de 503,560 fl. 8 s. 6 d.; et les dépenses à celle de 495,833 fl. 7 s.

Les frais généraux d'appointemens, gages, salaires et gratifications, y figurent pour une somme totale de 38,603 fl. 2 s.

On remarque dans les recettes des remboursemens de journées d'hôpital pour une somme de 48,977 fl.

5 s.; et des remboursemens d'assistances données aux enfans trouvés et autres, pour 21,164 fl. 9 s.

Les collectes, dons et legs y figurent pour un total de 182,582 fl. 4 s. 6 d.

L'hôpital perçoit en outre les rétributions acquittées par les personnes admises au droit de cité. Elles se sont élevées, en 1829, à 22,951 fl. 4 s. Mais ces recouvrements sont portés en accroissement du fonds capital, dont le revenu s'élève à plus de 200,000 fl.

Nous venons de voir que le soulagement des pauvres qui n'appartiennent point à la classe des bourgeois, est confié à une administration spéciale, celle du *Bureau de bienfaisance*. Il se divise en assistances permanentes, temporaires et extraordinaires. Les comptes publiés par ce Bureau pour l'année 1829, font connaître que les secours accordés aux indigens assistés d'une manière permanente, ont été répartis

Entre.....	252 individus,
Et les temporaires entre.....	39
TOTAL.....	291 individus,

parmi lesquels se trouvaient 79 vieillards sexagénaires ou plus âgés, et 53 enfans. Ces derniers sont placés en grande partie à la campagne.

111 malades ont été traités à l'hôpital aux frais du Bureau de bienfaisance, qui a remboursé pour cet objet 4,521 journées de maladie à l'Administration de l'hôpital.

Les dépenses, en 1829, présentent le résultat suivant :

ÉTRANGERS.

519

1°. Secours à domicile.....	fl. 29,199	9 s. 6 d.
2°. Journées d'hôpital, frais funéraires, etc.	11,132	2
3°. Secours médicaux.....	1,024	8
4°. Pain.....	7,605	7 3
5°. Vêtemens.....	2,536	11 6
6°. Apprentissages.....	645	
7°. Frais d'école.....	336	6
8°. Viatiques.....	219	11
9°. Frais de bureau.....	2,253	1 6
	fl. 54,953	8 s. 9 d.

Les recettes se composent essentiellement
de collectes, legs et dons, en..... fl. 35,268 4 s. d.
Et du droit sur les spectacles et concerts. 15,001 1

On y remarque aussi des remboursemens
d'assistance pour..... 2,137 4 10

Indépendamment des établissemens publics placés
sous l'administration immédiate du gouvernement, Ge-
nève renferme plusieurs institutions respectables, es-
sentiellement fondées par des associations libres et
bienfaisantes.

Dans leur nombre se place en première ligne le Co-
mité d'utilité cantonnale, fondé par feu M. Henry Bois-
sier, qui, comme tous les Comités de ce genre établis
en Suisse, dans les chefs-lieux de canton, s'applique à
créer, encourager, favoriser tous les élémens de bien
public dans la localité. Dirigé par une prudente sagesse,
et s'attachant à se pénétrer des intentions de l'excellent
citoyen qui avait doté cet établissement, le Comité de
Genève a moins cherché à ériger des institutions nou-
velles qu'à améliorer et à développer celles qui existent.
Dès la première année, il a examiné trente-trois pro-
positions de bien public, qui lui ont été adressées soit
par ses membres, soit par des personnes qui lui sont
étrangères; mais il s'est arrêté à celles qui étaient pour

le moment dans la mesure de ses moyens. Dans le nombre de celles qui ont pour objet l'amélioration matérielle du canton, et qui par conséquent se lient moins à la nature de notre recueil, on ne peut s'empêcher cependant de signaler un encouragement de 6,000 fl., donné en trois prix aux villages qui auront le plus amélioré leur situation sous les rapports de l'entretien de la propriété, de la bonne police. Il a concouru à seconder l'éducation populaire par des encouragemens bien entendus, donnés soit à l'école des petits enfans, soit aux écoles de Puplinge et du Carra, qui étaient l'objet de l'affection particulière de son fondateur, soit aux écoles de couture établies pour les jeunes paysannes dans les villages, et par des prix décernés tant aux maîtres d'école les plus distingués qu'aux meilleurs élèves formés dans ces écoles. Il a concouru également à améliorer plusieurs branches de bienfaisance publique; il a recommandé vivement la formation des Sociétés de secours mutuels entre les ouvriers; il s'est engagé à fournir une somme égale à celle que les membres de chaque association auraient payée en la fondant, pourvu que le règlement fût soumis à l'examen du Comité; il s'est réservé de donner chaque année quelques primes à celles de ces sociétés qui auraient mis le plus d'ordre dans l'administration de leurs affaires; il a répandu des vues, donné des conseils pour la formation de ces sociétés, indiqué les conditions qui en assurent le succès, signalé les nombreux écueils qui peuvent leur devenir funestes. (1)

(1) Voir les trois premiers Rapports publiés au nom du Comité d'utilité cantonale, pour les années 1828, 1829 et 1830. (A Genève, chez M. Sestici.)

Ces instructions ne sont point demeurées sans fruit. L'association formée sous le nom de *Réunion des industriels du canton de Genève* a organisé dans son sein un système de secours conforme à cet esprit. Elle a pris pour modèle le règlement de l'association de Vevey, qui a été cité plus haut, et qui convenait particulièrement à une population qui, comme celle de Genève, est composée en grande partie d'ouvriers; les maîtres forment la mise de fonds par un droit d'entrée, et acquièrent ainsi la faculté d'y placer leurs ouvriers. (►)

Il existe aussi à Genève une ancienne association entre les ouvriers allemands, établis momentanément dans cette ville, qui compte environ 600 sociétaires, et qui, excitée par l'opinion publique, secondée par un Comité d'hommes éclairés, a sensiblement amélioré son régime et augmenté son influence.

Le Comité d'utilité cantonnale a encore contribué essentiellement, l'année dernière, à l'extension que reçoit en ce moment l'Institut des sourds-muets de Genève, et au perfectionnement qu'il obtient dans le mode d'instruction. Aidé tout ensemble et éclairé par son concours, le conseil municipal de Genève a transféré cet Institut dans un local plus convenable, et a pris des mesures pour y introduire les procédés suivis à Zurich, qui viendront de la sorte s'y combiner avec les méthodes de l'Institution de Paris, qu'y applique M. Chomel, directeur et professeur, sourd-muet lui-même, formé à Paris sous M. l'abbé Sicard. Cet Institut ne

(1) *Règlemens pour la réunion des Industriels. — Assurance entre les Industriels.* Genève, 1829.

recevait encore, en 1830, que 8 pensionnaires et 8 externes. Mais on y remarque, du moins, avec jouissance, l'heureux effet que produit l'éducation de famille sur le développement intellectuel et moral du sourd-muet.

Le même Comité a encore puissamment aidé à l'essor qu'ont pris les deux écoles rurales de Carra et de Villette, et à la naissance de l'école ou asile pour les petits enfans.

Les deux écoles rurales de Carra et de Villette ont été érigées par une association de généreux souscripteurs, sur le beau modèle d'Hofwyl. La première compte déjà dix ans d'existence; elle est essentiellement un asile d'orphelins; un grand nombre de places y est réservé aux enfans dont le sort est confié à l'hôpital de la direction de Genève, comme nous l'avons vu tout à l'heure. Digne élève et digne émule de Wehrly, l'instituteur, M. Eberhardt, dirige à la fois l'éducation, l'institution et les travaux, parfaitement secondé par son épouse, pour les soins domestiques et l'influence morale. 23 élèves y sont réunis. La dépense en denrées s'est élevée, pour l'année 1830, à la somme de 18,534 fl. 1 s. 6. d., dont les frais d'exploitation rurale composent à peu près le tiers. Le travail des élèves hors de la ferme, la vente des produits ruraux non consommés, et celle de divers objets fabriqués dans l'atelier de charronage, ont produit à l'établissement une somme de 6,083 fl. 9 s. Cet établissement est doté d'un capital d'environ 19,000 fl., et possède, en outre, un mobilier évalué à près de 21,000. La seconde école rurale, celle de Villette, est destinée aux filles; on s'occupe en ce moment de sa translation dans un local plus spacieux, qui lui permettra de recevoir

35 élèves. Les résultats de l'une et de l'autre confirment déjà les espérances que l'exemple d'Hofwyl avait fait concevoir à ses fondateurs.

L'école ou l'asile pour les petits enfans est établie à Saint-Gervais. 200 environ y sont inscrits; 110 à 120 y sont habituellement présens. Les enfans y sont reçus moyennant une légère rétribution de 90 c. de France par mois. Le surplus de la dépense est payé par les souscripteurs. On jouit, dès l'abord, en considérant le bonheur des petits enfans, et la santé dont ils jouissent. Le local, heureusement choisi, permet de les faire promener dans un jardin; les jeux sont variés, ingénieusement conçus, et de petits exercices gymnastiques exercent déjà les membres de ces intéressantes créatures; des dessins lithographiés servent à donner aux enfans, sans effort, une foule de notions exactes et utiles; un journal fort bien tenu renferme des comptes ouverts à chaque enfant pour leurs progrès moraux, intellectuels et physiques.

Deux associations charitables de dames genevoises ont fondé deux maisons d'orphelines, l'une à Genève même, l'autre dans la commune rurale de Plain-Palais, à un quart de lieue de la ville. La première est en activité depuis vingt-sept ans. 26 orphelines y sont élevées depuis 5 ans jusqu'à 16; sur 50 qui en étaient sorties, pendant les vingt-quatre premières années, après y avoir terminé leur éducation, 5 étaient mariées, 31 servaient comme femmes de chambre, cuisinières, bonnes d'enfans, 8 comme lingères, et 4 seulement avaient donné quelque sujet de mécontentement. Les dames fondatrices ne se bornent pas à faire donner à ces jeunes filles une bonne éducation morale, le goût, l'habitude

et la capacité du travail, elles les dotent à leur sortie d'un petit trousseau, s'occupent de les placer, et continuent encore à les protéger de leur bienveillance, de leur patronage et de leurs conseils; elles visitent assidûment la maison, et se font rendre un compte exact de la conduite de chaque élève. L'une d'elles dirige elle-même l'instruction religieuse. La dépense totale de l'établissement roule de 16,000 à 25,000 fl. La moyenne générale du prix de journée, pendant les vingt-quatre premières années, a été de 1 fl. et 856 c. pour chaque orpheline. L'établissement de Plain-Palais renferme 33 jeunes filles, qui joignent les travaux du jardin à ceux de l'aiguille. Dans le nombre, il s'en trouve quelques unes qui ont été retirées de chez leurs parens, où elles étaient exposées à des influences dangereuses; elles sortent pour aller à la paroisse, pour assister à une réunion musicale d'enfans, établie dans l'école de la paroisse. Leur santé profite autant de leur genre de vie que leur caractère de l'excellente éducation qu'elles reçoivent.

Les établissemens philanthropiques de Genève ont, en général, un caractère religieux qui ajoute encore aux bons effets de leur influence morale, et auquel on ne peut assez applaudir. Une Société de souscripteurs et de donateurs pour l'instruction religieuse de la jeunesse, surveille, par diverses Commissions, 14 écoles protestantes, contenant ensemble 1,066 élèves; 3 d'entre elles, organisées d'après la méthode de l'enseignement mutuel, reçoivent à peu près la moitié de ce nombre, et occasionent une dépense d'environ 27,000 florins. Une Commission particulière donne ses soins à l'enseignement du chant sacré.

La Commission rurale de Plain-Palais possède l'une des écoles les plus parfaites d'enseignement mutuel qui existent, dirigée par M. Bailly, instituteur, avec le concours du respectable pasteur M. Ranue. Les enfans y apprennent non seulement le dessin, la musique, mais aussi l'histoire et la géographie, d'après des symboles ingénieusement imaginés.

La Caisse d'Épargnes et de Prévoyance établie à Genève a donné, comme on sait, l'idée de celle qui existe maintenant à Paris, et lui a servi en partie de modèle. Elle existe depuis quinze années. Le bilan de l'année 1828 présentait une somme de 2,999,480 fl., versée par 4,475 déposans. Celui de 1829 a offert une somme de 3,447,819 fl. 8 s., versée par 5,177 personnes. Les sommes remboursées en 1829 se sont élevées à 429,008 fl. 10 s. La Caisse reçoit toute somme de 5 fl. et au-dessus; mais on ne peut verser au-delà de 500 fl. par an, ni être créancier en tout de plus de 2,500 fl.

Elle bonifie un intérêt de 3 pour 100.

On engage le dépôt pour un an; tout billet dont le paiement n'est pas demandé trois mois avant son échéance annuelle est par cela seul renouvelé pour un an.

Un tableau statistique, publié en 1829, fait voir que, pendant les quatre dernières années, sur 3,394 nouveaux déposans, on comptait :

Hommes.....	1,179
Femmes.....	2,215
Mineurs.....	1,068
De 21 à 30 ans.....	1,174
De 30 à 40.....	404

Suisses de Genève.	1,382	} 2,040
— du canton.	658	
— des autres cantons.	679	
Étrangers à la Suisse.	452	
Attachés à la fabrique d'horlogerie et bijouterie.	218	
Agriculteurs.	112	
Lingères, tailleuses, repasseuses.	250	

On s'occupe beaucoup, à Genève, de l'amélioration du traitement des aliénés; plusieurs écrits judicieux ont été dernièrement publiés dans cette vue, et doivent préparer l'exécution d'un plan si digne d'un gouvernement aussi éclairé que libéral.

Le système des établissemens d'humanité de Genève, déjà assez compliqué par leur nombre et leur variété, se complique encore par l'effet des institutions locales et par la diversité des droits que les fondations existantes accordent aux citoyens de la ville, à ceux des communes rurales qui en dépendaient autrefois, à ceux des communes réunies au canton en 1814, aux Suisses des autres cantons, enfin aux étrangers.

Ces établissemens se font remarquer par l'esprit d'ordre, d'économie; par la propreté, par le caractère moral. On est profondément touché de voir quel nombreux concours de personnes distinguées des deux sexes se dévouent avec la plus noble émulation à tous les soins de détail qu'exigent leur direction et leur surveillance.

(On donnera peut-être encore une suite de quelques articles sur la Suisse dans les numéros subséquens.)

EXTRAIT

DE LA CORRESPONDANCE DE LA SOCIÉTÉ.

— M. le prince de Talleyrand, ambassadeur de France à Londres, et M. le maréchal Maison, ambassadeur à Vienne, adressent à la Société les statuts qui régissent, dans ces deux pays, les Établissemens existans pour encourager et récompenser les bons domestiques.

M. le prince de Talleyrand promet, en outre, à la Société, de faire rechercher et de lui transmettre des renseignemens sur les mesures relatives à la mendicité, sur les hospices, les hôpitaux, les enfans trouvés, et l'éducation des pauvres en Angleterre.

— MM. les Préfets de la Côte-d'Or, des Côtes-du-Nord, d'Ile-et-Vilaine, du Loiret, de la Manche, de la Nièvre, du Nord, du Bas-Rhin, de la Haute-Saône, de Vaucluse, adressent à la Société des désignations de membres correspondans.

— Les Commissions administratives des hôpitaux et hospices de Versailles, Aix, Saint-Malo, Cambrai, Dunkerque, Douai, Saint-Omer, Avignon, Marseille, accusent réception du premier numéro du Bulletin de la Société. Ces cinq dernières adressent des documens intéressans sur les établissemens qu'elles régissent. (1)

La Commission administrative de Marseille propose en outre, dans l'intérêt des aliénés, une question dont la Société va s'occuper immédiatement.

— MM. Hay, conseiller de préfecture, à Auxerre, Ordinaire, de Besançon, Leducq, juge de paix, à Arras, Bignon, ancien avocat, à Châteaudun, établissent leurs premières relations avec la Société. Ces Messieurs promettent leur concours empressé ; plusieurs d'entre eux adressent des renseignemens, qui sont reçus avec reconnaissance, et qui seront successivement analysés ou publiés dans le Bulletin.

(1) Voyez, pages 477 et 484, les Notices sur les Établissemens charitables d'Avignon et de Saint-Omer.

NOUVELLES PHILANTHROPIQUES.

IL entre dans le plan de la Société de publier le tableau des legs faits aux pauvres, afin de signaler à la reconnaissance publique les noms de leurs bienfaiteurs, et de proposer ces bonnes œuvres à l'imitation des personnes charitables.

Voici le relevé des legs faits aux indigens de Paris, et acceptés par l'Administration des hospices civils pendant le premier semestre de 1831. Nous publierons successivement les mêmes renseignements pour l'avenir.

	Capitaux.	Rentes.
M. de Machault a légué aux pauvres de la paroisse Saint-Paul Saint-Louis.....	500 f.	» f.
M. Devraïne, aux pauvres de la paroisse Saint-Sulpice.....	300	»
M. Delon, aux pauvres du 12 ^e arrondissement.....	1,200	»
M. Dupeigne, aux pauvres du 3 ^e arrondissement.....	100	»
M. Lacoupelle, au profit des paroisses Saint-Étienne-du-Mont et Saint-Severin.....	»	500 (1)
M. Lalaune, au Bureau de charité du 12 ^e arrondissement.....	300	»
M ^{lle} Michel, à la paroisse Saint-Jacques-du-Haut-Pas.....	»	50 (2)
M. Mordellet, aux pauvres du 8 ^e arrondissement.....	8,000	»
Totaux....	10,400 f. 550 f.	

— M. Poulain, professeur d'histoire au Collège royal de Saint-Louis, a offert à M. le Préfet de la Seine de faire un cours gratuit et élémentaire d'histoire de France à l'usage des ouvriers de Paris.

(1) En toute propriété.

(2) En nue propriété.







